

RENSEIGNEMENT & GUERRE SECRÈTE

Collection dirigée par Fabienne Mercier-Bernadet

LE DOSSIER SARAGOSSE

*Bormann et Gestapo Müller
après 1945...*

Pierre de Villemarest

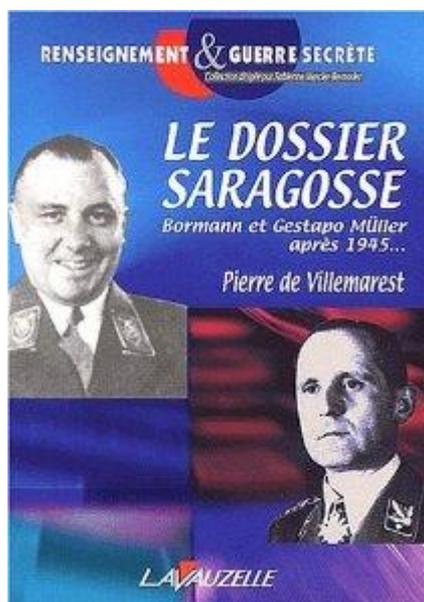


LAVAUZELLE

Pierre de Villemarest

Le dossier Saragosse. Martin Bormann et Gestapo-Müller après 1945

Lavauzelle, 2002



(Le texte complet, mais sans notes au bas de la page, l'index et les photos)

Qui a protégé Gestapo-Müller, le chef de la police secrète nazie de 1933 à 1945, alors qu'il figurait en tête des listes de criminels de guerre

à Nuremberg ? Car il n'est pas mort dans les ruines de Berlin lors de la défaite du Grand Reich...

Saviez-vous qu'un général du NKVD, qui fut ministre de la Sécurité de l'URSS auprès de Staline,

"traitait" du cas Müller jusqu'en 1951 ? Saviez-vous qu'une autre tête de liste à Nuremberg, Martin Bormann, l'éminence grise de Hitler, a été lui aussi mystérieusement protégé après la guerre ?

Saviez-vous qu'un réseau secret pourvu de moyens radio a fonctionné jusqu'en 1948 entre la Bavière et l'Espagne, et qu'en France, à Montpellier, Tarbes, Pau, des Français obéissaient à son chef d'orchestre, Martin Bormann ?

Officier de renseignement, l'auteur de cet ouvrage est le seul spécialiste à l'avoir rencontré en 1949, lorsque Bormann s'exilait définitivement en Amérique du Sud, où il est mort en 1959. Mais, pour éviter toute controverse, l'auteur s'efface ici derrière les archives inédites américaines, soviétiques, est-allemandes (de la Stasi), tchèques, et derrière les confidences de plusieurs dirigeants des services d'espionnage de Berlin à Prague, de Prague à Varsovie, Bruxelles, Buenos-Aires, après avoir longuement enquêté en Europe centrale, Espagne, Amérique du Sud, et plongé dans les secrets de l'Europe occupée par l'Union soviétique.

Grand reporter, Jon Swain écrivait en 1996 dans le Sunday Times, au vu des archives de l'auteur, qu'elles surprendraient bien du monde s'il les publiait. Déjà, en 1995, le magazine allemand Focus le citait en référence à propos de Müller et de son véritable passé. Ainsi va l'Histoire réelle, en parallèle à l'Histoire officielle.

Pierre Faillant de Villemarest, né à Chalon-sur-Saône le 10 décembre 1922 et mort le 22 février 2008, est un ancien résistant, membre des services de contre-espionnage français, devenu journaliste et écrivain, spécialiste des relations internationales.

Issu d'une famille très ancienne, Pierre Faillant de Villemarest a suivi des études en droit et en sciences politiques, études qui furent interrompues par son engagement contre l'occupation nazie de la France.

En septembre 1940, il participe à la création de « la Dernière Colonne », un petit groupe de résistants dont les fondateurs étaient Emmanuel d'Astier de La Vigerie et Édouard Corniglion-Molinier. On y trouve également Lucie Aubrac, Louis Aragon et André Philip. Ce groupe deviendra Libération-Sud. À la suite d'un différend politique, Villemarest rejoint l'Armée secrète dont il commande en 1943 un groupe franc dans le Vercors. Agent P2 du réseau Kléber, spécialisé dans le renseignement, il participe à la dénazification de l'Allemagne et de l'Autriche, et tisse des liens avec les services américains et anglais dès cette époque.

Après la guerre, il est décoré de la croix de guerre 1939-1945, de la Croix du combattant volontaire de la Résistance et de la médaille des engagés volontaires.

De 1945 à 1950, il est membre du Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE). Il est emprisonné pendant la guerre d'Algérie pour son appartenance à l'Organisation armée secrète (OAS), après son passage au Mouvement populaire du 13-Mai (MP-13) de Robert Martel. En 1968, il épouse Danièle Martin, fille du docteur Henri Martin, cofondateur de la Cagoule et membre de l'OAS.

Pierre de Villemarest était membre de l'Amicale des anciens des services spéciaux de la Défense nationale (ASSDN).

Devenu journaliste, il travailla à partir de 1951 au service étranger de l'Agence France-Presse (AFP), et collabora à diverses publications dont L'Aurore, Valeurs actuelles, Défense de l'Occident, La Vie française, Le Quotidien de Paris, Historia.

Il a aussi fait partie du comité de rédaction du journal Monde & Vie, « bimensuel catholique et national » de Claude Giraud, animatrice à Radio Courtoisie. Avec sa femme Danièle Martin, Pierre de Villemarest anima par ailleurs un Libre journal sur cette radio. Lors d'une émission animée par Claude Giraud le 20 mars 1997, il tint des propos considérés comme révisionnistes sur les chambres à gaz nazies, ce qui entraîna une mise en demeure de la part du CSA, et une plainte en 1997 de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation dans le cadre d'« actions juridiques contre le négationnisme ». Dans une lettre adressée au Réseau Voltaire, l'intéressé écrira n'avoir « jamais nié l'holocauste », mais posséder « [des] chiffres qui ne correspondent pas à ceux qui sont habituellement cités ».

Pierre de Villemarest était le directeur du Centre européen d'information (CEI), basé à Cierrey, dans l'Eure, qu'il fonda en 1970. La Lettre du Centre européen d'information, dont il était le rédacteur en chef, décrit notamment les activités de la Trilatérale et du Groupe Bilderberg. Il lui fut reproché par ses opposants de diffuser des théories conspirationnistes.

Pierre de Villemarest était vice-président du Syndicat national de la presse privée, membre de la Société des auteurs et créateurs de Normandie, et l'un des animateurs du Centre de recherches sur le terrorisme depuis le 11 septembre 2001. Il est l'auteur d'une trentaine d'ouvrages, très diffusés dans certains pays d'Europe de l'Est, en Grande-Bretagne et aux États-Unis, portant sur les sujets dont il était un spécialiste reconnu, tels que les services de renseignement soviétiques, la Gestapo, l'espionnage contemporain, le terrorisme, ou encore les rapports URSS-Allemagne.

TABLE DES MATIERES

Avant-propos

Introduction

Chapitre I

«Delius» et puis «Kent», mêmes constats

« Delius » et l'opération Max

En mars 1945, Müller organise un «Stay Behind»

Un certain monsieur Kent confirme

Un procès de Moscou à Paris

Chapitre II

Les clefs d'une ascension fulgurante

L'étrange « suicide » de la nièce de Hitler

A l'ombre de Reinhard Heydrich

L'épouse de Heydrich raconte «le coup» du 9 mars 1933

Chapitre III

La montée des Bavarois

Un contexte souvent sous-estimé

Müller, contesté mais intronisé

L'étrange colonel Walter Nikolai

Premiers pas vers le Pacte de 1939

Chapitre IV

Policiers contre militaires, à Berlin et à Moscou

Heydrich et Müller, fabricants de faux

L'hécatombe en Union soviétique

La destitution du Haut Commandement allemand

Une fois encore, le réseau Nikolai

Chapitre V

Des réseaux soviétiques, sous le nez de Gestapo-Müller

Une kyrielle d'agents infiltrés

L'appareil légal et illégal de l'URSS en Allemagne

La Pologne, première victime de l'entente

Chapitre VI

La chasse à l'homme et la question juive

Les équipes mixtes Gestapo-NKVD

Müller et la question juive

Des faits en général ignorés

La projection en France

Chapitre VII

Heinrich Müller et l'Orchestre rouge

Qui a protégé Greta Kuckhoff ?

Une analyse significative

Le jeu entre Himmler, Bormann et Kaltenbrunner

Un Autrichien aux pouvoirs administratifs

Chapitre VIII

Double jeu au service de l'ennemi

Les silences du «spécialiste»

Derrière Max et les autres : le général V.S. Abakoumov

Le Sonder-Kommando face à l'Orchestre rouge

D'étranges évasions, mais pas de sanctions pour les gardiens

Des interrogateurs parlent plus que leurs détenus

Chapitre IX

Viktor Abakoumov au bout du fil

La naissance de Hacke

Le témoignage du transfuge Michel Goleniewski

Le Spetsburo intervient

«Pete» Bagley à l'écoute de Piotr Deriabine

Chapitre X

Les trois rouges

L'étrange chevauchée vers Moscou

Le Sonder-Kommando passe à l'Est

Viktor Abakoumov aux commandes

Les silences de Gestapo-Müller

La suspicion du GRU, en 1943

Les sténos de Martin Bormann

Chapitre XI

Les soubresauts de l'été 1944

Le mémorandum de Josef Goebbels

Une véritable frénésie bureaucratique

... Mais aussi des maîtresses communistes

Müller et l'attentat du 20 juillet 1944

Chapitre XII

Opération Survie

L'inventeur de l'espionnage industriel

Le camouflage des hommes

Une trésorerie à tiroirs

Août 1944, la conférence de Strasbourg

Des réseaux qui en cachent d'autres

Chapitre XIII

L'évasion hors de Berlin

Les initiés savent où se joindre

Le bunker personnel de Heinrich Müller

L'évacuation du bunker

Bormann à l'air libre

Les ultimes aménagements de Gestapo-Müller

Les dernières rencontres

Chapitre XIV

Chacun cherche ses marques

Ticom met fin aux illusions

Des recoupements dans les archives

Les Soviéto-Allemands observent

Un garde-chasse suivi à la piste

Müller joue sa propre partie

Manque de chance pour Kaltenbrunner

Chapitre XV

Le dossier Saragosse

Un informateur bien placé

Des extraits explicites

Les affaires sud-américaines du réseau Bormann

Des Français travaillent pour Hacke

La nostalgie de l'idylle du pacte

Les risques pris par Ric

Chapitre XVI

Freude appelle Bormann en Argentine

Un spécialiste russe confirme

A l'abri du cercueil de Manuel de Falla

L'opération Brandy

K.5 (l'ancêtre de la Stasi) met sous le coude

La mission d'Evita Peron en Europe

La future épouse de Kirk Douglas

Un détour au Moyen-Orient

La mort en bout de piste

Chapitre XVII

La saga Müller

Qui trop en remet

Abakoumov s'impose aux affaires allemandes

L'aménagement du tremplin est-allemand contre l'Ouest

Müller et Rattenhuber aux commandes d'une police secrète

Chapitre XVIII

La fuite en Amérique du Sud

Rattenhuber au crible

Les premières projections d'agents à l'Ouest

Panzinger et Pannwitz, de retour à l'Ouest

La fin d'Abakoumov

Gestapo-Müller s'enfuit

Chapitre XIX

Ivan Serov à Rudolf Barak : «Kidnappez Müller !»

Une soviétisation sans limites

Un assouplissement de surface

L'approche et l'enlèvement

La fin d'un «grand flic»

D'étranges montages et des admiratrices très fidèles

Chapitre XX

Le partage du magot, à l'ombre d'Adenauer

Schacht, Abs, Pferdmeiges, Achenbach

Derrière Konrad Adenauer, une étonnante symbiose

Doubles et multiples jeux, sous couvert de la guerre froide

Le réseau des Gauleiters, en 1953

Ernst Achenbach, avocat et négociateur

L'affaire Thyssen

Chapitre XXI

Un grand silence, à l'Est comme à l'Ouest

Le Mossad interdit toute opération

Les silences de Moscou

Annexes

AVANT-PROPOS

Entrer dans la lecture de ce nouvel ouvrage de Pierre de Villemarest suppose d'avoir près de soi de quoi prendre des notes tant l'information dispensée en moins de 250 pages y est foisonnante et étourdissante.

C'est, en effet, le résultat d'une enquête menée quasiment sur une vie professionnelle et au-delà qui concerne des événements étalés sur près d'un siècle se déroulant sur plusieurs continents et évoquant une foule innombrable de personnages, tous aussi hors du commun les uns que les autres, qui sont de plus occupés à mener des actions occultes dans un environnement de crise poussée au paroxysme.

Ceci étant, cet ouvrage historique a toute sa place dans la collection «Renseignement et Guerre secrète» car il traite de l'activité de deux personnages parmi les plus puissants du 3e Reich, qui sont devenus tels justement en ayant recours à des pratiques occultes pour arriver à leurs fins : Martin Bormann et Heinrich Muller.

Dans l'écroulement du système nazi, leur maîtrise de l'information, de par la capacité d'anticipation et de liberté de manœuvre qu'elle leur offrait, leur a valu d'éviter de se retrouver à côté des autres hiérarques du régime encore en vie dans le box des accusés à Nuremberg, alors que leurs méfaits les y destinaient.

Il est évident qu'en l'état de nos connaissances et vu le peu d'ardeur que les nations alliées ont mis pour retrouver leur trace en son temps, la reconstitution de leur « cavale » est hors de portée de l'historien classique.

La duplicité des personnages, leur habilité à brouiller les pistes, l'intrusion de manœuvres occultes étatiques en fonction de la situation géopolitique du moment amènent à ne faire

qu'une confiance limitée aux archives qui peuvent exister, car elles peuvent se révéler sources aussi bien de vérité que de désinformation.

Aussi faut-il féliciter Pierre de Villemarest d'avoir osé s'attaquer à un tel sujet, prudemment laissé dans l'ombre par la plupart de ceux qui connaissent cette période, tout en sachant qu'il était un des rares ayant les qualités et l'expérience vécue indispensables pour ne pas s'y enliser.

En effet, et tout le monde le sait, l'auteur a passé une grande partie de sa vie à essayer de démêler le vrai du faux dans un type d'activité où l'inclination à céder aux manœuvres d'intoxication est une seconde nature.

Il a eu, de par ses fonctions, à croiser souvent la piste des deux «héros» de ce livre et a reçu de première main des confidences sans nombre étalées sur des décennies à propos d'une traque qui a fini par devenir une espèce d'obligation morale qu'il s'est fixée.

Mais surtout il a par la suite, avec patience et ténacité, mené un travail d'investigation marqué au cœur de la rigueur historienne pour soupeser et confirmer les hypothèses qui lui avaient été çà et là suggérées.

Il est un éternel débat selon lequel on ne peut être juge et partie et on ne peut demander à celui qui est directement engagé dans l'action de faire œuvre d'historien tant il court le danger d'être inconsciemment prisonnier de la nature de ses activités consacrées à son objet d'étude.

L'expérience prouve souvent la réalité de cette crainte. On peut certes trouver dans ce magistral ouvrage des traces de réflexes de «témoin engagé» mais l'érudition bénédictine qui l'accompagne, la prudence d'avancée des hypothèses dans cet univers de dissimulations prouvent à l'envi les qualités d'historien de l'auteur.

Vous ne trouverez par exemple qu'à la page 139 la conclusion suivante des 136 pages précédentes : «Bormann et Müller renseignaient sans doute les initiés soviétiques du grand jeu radio mais n'étaient pas des "agents de Moscou". Ils estimaient simplement que l'URSS dominerait l'Europe, une fois l'Allemagne vaincue, et qu'après tout plus ils disposaient d'atouts dans leur manche, et plus ils s'imposeraient dans la coulisse le moment venu».

Il est évident que cette affirmation ne peut être admise sans évaluation, c'est pour cela que P. de Villemarest expose longuement en plus de 100 pages ce qui l'a amené à cette conclusion, laissant au lecteur liberté d'y objecter à partir d'autres considérations.

Qu'en est-il au fond ? Tout simplement de la description de l'ascension de deux monstres froids, cyniques, conscients de leurs capacités qui, captant à leur profit l'information, ont mené un jeu personnel entre les mondes communiste et capitaliste.

Ayant froidement analysé les conséquences de la défaite nazie suffisamment tôt, ils vont, se soutenant mutuellement car initialement ce soutien leur est techniquement indispensable, trouver le moyen de s'assurer de l'impunité à l'Est et de l'aisance financière à l'Ouest en organisant, avec une bonne compréhension des ressorts du système capitaliste, une vaste opération de « blanchiment de capitaux » menée en totale complicité avec l'establishment financier allemand, lui-même en complicité avec l'establishment financier international et particulièrement anglo-saxon.

A ce sujet la simple mise au jour des tractations qui ont abouti à la conférence de Strasbourg des 10 et 11 août 1944, à ses étranges participants et aux non moins étranges propos qui y ont été tenus mériterait à elle seule un ouvrage car il y a manifestement matière à aller plus avant et plus profondément dans cette incroyable histoire résumée sous le nom de «Dossier Saragosse».

Le livre, lui, ne se résume pas à cette découverte qui ouvre pourtant des horizons peu connus. La description des organes spéciaux soviétiques, leur désorganisation à partir de 1938 du fait de la décimation des cadres militaires de l'Armée rouge, les supputations sur les doubles jeux soupçonnés des deux côtés ne peuvent qu'intéresser le lecteur soucieux de disposer d'une information sérieuse sur le sujet.

Il en est de même de la mise au jour de l'habileté sans scrupules d'un Bormann, dupant finalement Hitler, ou de la description de la manière dont Abakoumov a joué habilement de l'utilisation des archives dérobées aux Allemands et du concours éclairé de Müller pour recruter et former policiers et espions dont il avait besoin à partir des nazis compétents disponibles.

Ce travail ne peut évidemment pas répondre à la question de la nature de l'impact du jeu radio sur le déroulement des événements mais il est utile de se rendre compte de la manière dont ce dernier a fonctionné et de ce qu'en attendaient et en retiraient ceux qui le menaient.

Au-delà d'un retour magistral sur une période qui, certes, a peu à voir avec celle que nous vivons aujourd'hui, il n'est pas inutile de revenir sur des actions et des comportements dont personne ne peut dire qu'on ne les reverra pas, tant le comportement humain, avec ou sans technologie, nous étonne par ses constantes.

Remercions Pierre de Villemarest d'être allé pour nous là où rares sont ceux qui peuvent s'aventurer sans se laisser leurrer par ce qu'ils y découvrent et de nous restituer ainsi une réalité qui ne peut que nous aider à nous faire une opinion sur les conséquences qui peuvent amener des «actions secrètes» dans toutes ses dimensions.

Général André BACH

INTRODUCTION

«De Heinrich Müller dépendaient toutes les mesures de terreur à l'intérieur de l'Allemagne et, par la suite, dans tous les territoires occupés», précisait l'historien Karl Heinz Abshagen en 1949 dans sa biographie de l'amiral Canaris, ouvrage qui a inspiré tous les autres depuis cinquante ans.

Pourtant, un demi-siècle plus tard, alors que des centaines de livres ont été consacrés à l'histoire de la terreur nazie et à la plupart des responsables de la nuit tombée sur l'Europe après 1939, aucun n'a jamais traité de Heinrich Müller. Ici et là, dans une dizaine de langues, on trouve la mention du chef de la Gestapo qui figurait d'ailleurs, avec Martin Bormann, l'éminence grise de Hitler, en tête des listes de criminels de guerre. Mais juste son nom, sa fonction, parfois sa date de naissance, mais rien d'autre. Était-il marié ? Avait-il des enfants ? Qu'est devenue sa famille, si jamais elle a existé ? Pourquoi après 1934 Reinhard Heydrich, le second de Himmler, l'avait-il pris auprès de lui à la direction de la Gestapo, dont il devint le titulaire officiel en 1937, alors qu'il n'était même pas encore membre du parti nazi, même si virtuellement Heydrich dirigeait cette police d'Etat tant redoutée ?

C'est seulement en 1995 que parut un Who's Who in Nazi Germany qui lui a consacré deux colonnes à peu près exactes... Pour admettre qu'il fut aperçu pour la dernière fois dans le bunker du Führer le 28 avril 1945, et qu'il disparut alors.

Une tombe a cependant été découverte dans un cimetière de Berlin, avec son nom, ses dates de naissance et de décès (présumé) au moment de la chute de Berlin, gravés sur la dalle. C'était le 17 mai 1945. Plus tard, fut exhumé ce qu'on croyait être son corps. En réalité, il s'agissait de plusieurs squelettes dont aucun ossement ne correspondait aux mensurations de Müller. Pourtant, des inconnus venaient régulièrement fleurir cette tombe, et la fleurir encore les années suivantes.

Pourquoi aucune enquête alliée ne s'est-elle avisée de savoir qui déposait ces fleurs ?

La guerre froide n'avait pas commencé. Une apparente harmonie régnait encore entre les Alliés. Mais Occidentaux et Soviétiques ont-ils jamais voulu retrouver Gestapo-Müller, une appellation que Müller revendiquait hautement ? Elle le distinguait de plusieurs autres homonymes, dont l'un s'appelait également Heinrich, comme lui était Obergruppenführer SS (général) et, comme lui, appartenait à la Gestapo, mais il venait de l'Etat de Hesse alors que Gestapo-Müller était né en Bavière, sans aucun lien de parenté, pas plus qu'avec les trois autres Müller, de rangs inférieurs et dans la même police d'Etat.

Les Alliés ont-ils feint d'être dupes ou indifférents à chaque fois que le fantôme de Gestapo-Müller a surgi des décombres de l'Allemagne, lorsque des officiers en charge de recherches signalaient qu'on avait cru le voir quelque part dans le monde ? Pourquoi le Mossad s'est-il intéressé à Eichmann et à Barbie, et non à Müller leur supérieur, alors qu'Eichmann fut sans doute un des derniers à le voir dans les ruines de Berlin en feu, au moment où l'avant-garde de l'Armée rouge s'emparait du bunker de Hitler ?

Jusqu'en 1961 quelques chercheurs - parmi eux un commissaire de police allemand qui travaillait sous les ordres d'un chef d'antenne du renseignement américain en Allemagne - ont néanmoins maintenu son dossier ouvert. Ils ont interrogé un peu tard, des hommes et des femmes qui, en mai 1945, avaient eu des raisons de le voir, avant de disparaître à leur tour dans les ténèbres d'un pays vaincu, ruiné, assommé par sa défaite et divisé en quatre zones d'occupation. Des zones que mes fonctions me permettaient de parcourir, légalement d'abord, illégalement ensuite en ce qui concerne celle de l'Est. Manifestement Paris, Londres, Washington, Moscou, s'occupaient d'autres nazis. En 1961, même l'enquêteur américain de Munich ne s'activait pas par soif de savoir, mais par routine. A Bonn, il n'était pas question de remuer ciel et terre pour le retrouver ou retrouver Martin Bormann.

A Moscou, on savait qu'en penser, mais qui s'intéressait à ce que pensait Moscou ?

L'unique fois où, en 1946, des officiers américains avaient posé la question à leurs homologues de Moscou :

«Avez-vous quelque information sur lui ?

Ils avaient ricané : - De quel Müller parlez-vous ?

Cette dérobade, bien connue dans les milieux du renseignement, donnait à réfléchir. Quelques anciens des services de renseignement et de sécurité du Reich, comme Walter Schellenberg, longtemps responsable des réseaux d'espionnage du parti, le SD, ou Wilhelm Hoettl, leur ancien spécialiste dans les Balkans, pensaient que Müller, durant ses fonctions, tandis qu'il enquêtait sur les réseaux de l'Orchestre rouge, avait pris contact avec Moscou, à travers des agents retournés. En 1943, sinon avant.

De son côté, le maréchal Tito assurait à ses proches que Müller avait été approché et sans doute recruté par Moscou dès 1927, alors qu'il gravissait les échelons de la police en Bavière. Le dictateur de Belgrade laissait même entendre qu'après sa mort les siens se chargeraient de faire connaître ses sources. Tito est mort... et les siens se sont tus.

En 1948, j'avais parlé de ces divers problèmes à Arthur Koestler, le célèbre écrivain, lors de nos rencontres à Bregenz, si furtives qu'elles aient été, et, plus tard en 1951, à Jan Valtin ; et aussi, entre 1947 et 1972, à plusieurs officiers supérieurs de l'Abwehr désormais en retraite. La thèse était la même pour tous : Müller avait basculé du côté soviétique, définitivement en tout cas en 1945.

Comment le prouver ? Des prisonniers allemands, relâchés plus tard par Moscou, affirmaient l'avoir aperçu durant leurs interrogatoires, peu après la chute de Berlin, et encore deux ou trois ans plus tard. Affirmations, mais non preuves irréfutables. Moscou se taisait et s'est tu de 1945 jusqu'à l'aube de l'an 2001. Entre-temps, j'ai amassé tous les indices et témoignages possibles, bénéficiant par instants de coups de projecteur étonnamment précis, grâce à une équipe de chercheurs et d'amis, tant à l'Est qu'à l'Ouest.

C'est la somme de ces faits et documents que j'ai souhaité livrer ici.

A une époque qui se veut exemplaire en matière de droits de l'homme et des libertés, d'étalage de crimes de guerre ou contre l'humanité, de revendications démocratiques et de combat contre la résurgence vraie ou supposée du «fascisme», voire du nazisme, il est aussi indécent qu'immoral que deux des dix plus hauts responsables de la naissance et de l'épanouissement du totalitarisme échappent à l'histoire.

CHAPITRE I

1.1. «Delius» et puis «Kent», mêmes constats

Le rendez-vous eut lieu dans le parc de Bad Schachen, à quelques kilomètres du port de Lindau, sur les rives allemandes du lac de Constance. Braumann, un de mes informateurs, avait persuadé le Commodore Herbert Wichmann, ancien responsable de l'Abwehr pour l'espionnage contre le Royaume-Uni, qu'il ne risquait rien. Les rapports entre les services spéciaux français, anglais et américains n'étaient pas très cordiaux. De toute façon, je n'étais pas un chasseur de sorcières, mais plutôt braqué sur les activités des agents de l'URSS en zone française d'occupation. Et puis - hors mes fonctions officieuses puisque je travaillais en contact et non sous la dépendance des antennes de la DGER (plus tard DGSE) - je m'intéressais à titre personnel aux affaires qui étaient manifestement mises sous le coude dans les bureaux alliés, en particulier à ce qu'étaient devenus, deux ans auparavant lors de la chute de Berlin, Martin Bormann, l'éminence grise de Hitler, et Heinrich Müller, le chef suprême de la Gestapo.

Herbert Wichmann était venu de Hambourg, sa résidence, où les Anglais surveillaient plus ou moins ses contacts, comme tous ceux des anciens adjoints de l'amiral Canaris qui avaient survécu à l'attentat raté contre Hitler, en juillet 1944, donc à l'enquête menée par Müller. Ils avaient échappé aux assassinats perpétrés par les adjoints de Müller ou par ceux d'Ernst Kaltenbrunner, alors l'adjoint de Himmler à l'administration des services de sécurité du Reich, la RSHA.

Wichmann était un homme affable, très ouvert sous une apparence sèche et réservée, s'il se sentait quelque affinité avec ses interlocuteurs. Son épouse l'accompagnait, venue de son côté par des chemins détournés, car à l'époque il était impossible de circuler librement d'une zone d'occupation à une autre sans mille et une démarches, et sans bénéficier d'un laissez-passer.

Très aimable elle aussi, cultivée, elle partageait visiblement la plupart des secrets de son mari. Après deux heures de conversation à bâtons rompus, nous sympathisons. Pour avoir vécu la débâcle et la défaite de la France en 1940, j'étais de ceux qui comprenaient ce que pouvaient ressentir à leur tour les Allemands qui avaient été des patriotes et non des nazis.

En 1947, nul ne savait ce que deviendrait l'Allemagne. Le couvercle se refermait sur sa partie soviétisée. A l'Ouest, les Américains et les Anglais se disputaient en toute cordialité les renseignements à tirer des anciens cadres du Reich. Des missions plus ou moins légales, issues des milieux d'affaires anglo-américains autrefois liés à l'industrie allemande, tentaient de renouer des fils, voire de mettre la main sur les usines et les entreprises encore en état de marche. Chacun des alliés occidentaux essayait de se voler informateurs et agents.

Les services soviétiques tissaient leurs filets dans les zones anglaise, américaine et française en recrutant des informateurs jusque dans les administrations qui doubleraient ou surveilleraient celles qu'il avait bien fallu maintenir pour que «les» Allemagnes continuent de fonctionner. Les Soviétiques ne se gênaient même pas pour, soit kidnapper, soit assassiner des Allemands ou des réfugiés de l'Est qui avaient déferlé à partir de 1944, à raison de trois à quatre millions désormais implantés en zone occidentale. Il y avait - nous le savions - environ 100 000 Allemands qui, sur ordre ou à titre individuel, avaient changé d'identité, et s'étaient mêlés au flot des réfugiés étrangers, ou s'étaient reconvertis en civils dans des régions où ils étaient inconnus.

Par Braumann, en qui ma confiance était fort limitée, Wichmann connaissait le but essentiel de notre rencontre, hors notre échange de vues sur l'évolution des rapports entre l'Ouest et l'Est. Il répondit franchement à mes questions.

«Que pensez-vous de la personnalité de Müller, de ce qu'il fut en réalité ?

- Evidemment, son apparition aux côtés de Heydrich, dès 1934, avait inquiété nombre d'entre nous.

Mais c'est seulement une fois que Canaris a pris la direction de l'Abwehr et que notre équipe a pris consistance en 1936 que le cas Müller est venu sur le tapis. L'amiral nous avait rapporté le mot du capitaine Patzig, son prédécesseur à la tête de l'Abwehr quelques années plus tôt : "Méfiez-vous de l'appareil nazi. Ces gens-là feront tout pour vous dominer, et sinon vous détruire. Ils ne sont pas allemands, ils sont d'abord nazis."

Canaris avait pu vérifier ce jugement immédiatement. Les amis bavarois de l'amiral lui avaient alors signalé l'arrivisme froid, méthodique mais dissimulé de Müller. Canaris disait : "Regardez ses mains, ce sont des serres. Des serres d'étrangleur !" Ce qui surprenait au premier chef, c'était que ce policier de Munich, qui s'était fait la réputation de tout connaître des méthodes et de l'appareil communiste allemand, ait été soudain projeté dès 1934 aux côtés de Reinhard Heydrich et de son supérieur Himmler. Il habitait de moins en moins la Bavière. En avril 1936, il avait accompagné à Belgrade Werner Best, un des adjoints de Heydrich en charge d'une des divisions de la Sécurité d'Etat. Best devait tâter auprès des dirigeants yougoslaves l'éventualité d'une coopération permanente contre l'appareil du Komintern. En échange, Berlin aiderait Belgrade dans ses démêlés avec les Croates, dont l'émigration à l'étranger s'activait contre les Serbes.

Pourquoi cette confiance de Heydrich, sinon de Best, à l'égard de Müller qui n'était même pas membre du parti et qu'il avait promu en 1936 au titre de conseiller d'Etat pour les affaires criminelles ? Il y avait là un mystère que nous nous sommes efforcés d'éclaircir, mais pas à pas car nous n'avions aucun droit de mener pareilles enquêtes, sauf à prendre langue avec Heydrich, et cela Canaris ne le voulait pas.

J'interrompis Wichmann : - Une légende existait déjà (elle resurgira dans les années 1950 et 1960 dans certains milieux d'extrême-droite et d'extrême-gauche) selon laquelle Heydrich avait été un ami, voire un protégé de Canaris qui l'avait eu un moment sous ses ordres dans la marine.

Le commodore explosa : -C'est une stupidité sans fondements. L'amiral Raeder l'avait chassé de la marine pour "délit moral", affaires d'argent et histoires de femmes.

Il avait séduit la très jeune fille d'un officier supérieur, puis, une fois introduit dans son milieu, il l'avait larguée comme on jette quelqu'un d'une voiture.

Heydrich était un véritable oiseau de proie sans scrupules et sans aucun sentiment patriotique. Il rêvait de mettre la main non seulement sur la sécurité intérieure du Reich, mais sur tous ses services d'espionnage et de contre-espionnage. Ennemi de l'Eglise, il avait pris à ses côtés plusieurs prêtres défrôqués pour la combattre. Ennemi de l'armée, il a organisé le montage de diverses compromissions qui, au-delà des généraux von Fritsch et von Blomberg, visaient à faire comprendre aux officiers qu'ils devaient servir Hitler et le parti, sans restriction aucune. Dès 1935, il a organisé un réseau spécial pour nous surveiller et si possible accumuler ce qui servirait éventuellement de preuves contre nous si nous n'étions pas dociles. C'est enfin lui qui, après 1936, a monté les dossiers parvenus par deux filières à Staline, afin de l'aider à contrer le maréchal Toukhatchevski, chef de l'état-major soviétique, puis à l'accuser de complot. Heydrich était fait pour s'entendre avec Müller. C'est d'ailleurs lui le cerveau derrière Himmler et derrière Frick, alors ministre de l'Intérieur, qui a inspiré les mesures dites de "Schutzhaft", c'est-à-dire "d'arrestations préventives", qui n'existaient pas avant l'arrivée de Hitler au pouvoir».

L'après-midi touchait à sa fin. L'épouse de Wichmann, qui était intervenue à plusieurs reprises pour ajouter un détail, avait froid. Il fallait rentrer à l'hôtel à deux cents mètres de là. En traversant les jardins qui y conduisaient, je demandais tout à coup à Wichmann :

«Mais qu'est devenu Müller en mai 1945 ? Apparemment, il s'en est tiré puisqu'on ne l'a plus revu ?

Il s'arrêta pour me regarder bien en face :

- Vous êtes bien le premier et le seul interlocuteur officiel ou officieux parmi les Alliés que j'ai vus ou subis ces deux dernières années à s'intéresser encore au personnage.

L'an passé, lors de l'ouverture du procès de Nuremberg, j'attendais que quelqu'un pose cette question, au moins durant mes interrogatoires. Mais, manifestement, cela ne préoccupait personne. Impossible de vous répondre car, dès janvier 1945, mon rôle était «neutralisé». Nous étions soit arrêtés, soit sous surveillance. En revanche, je peux vous recommander à l'un de mes amis, le colonel Otto Wagner. Il était notre haut responsable pour les Balkans durant la guerre. Il a échappé au pire du fait de son éloignement de Berlin au moment de l'attentat de juillet 1944, et fut ensuite placé à un poste sans intérêt. Il m'a conté une anecdote qui vous éclairera sans doute sur Müller et son comportement lorsque tout s'est effondré, sur tous les fronts et à Berlin.»

1.2. «Delius» et l'opération Max

Je n'ai pu m'entretenir avec «Delius», pseudonyme utilisé par le colonel Otto Wagner, que plusieurs années après. En 1947, le moment n'était pas propice : les autorités américaines et anglaises s'occupaient alors, et de la fusion en une seule entité de leurs zones d'occupation et de l'éventualité d'utiliser, dans la guerre froide naissante, divers «anciens» de l'espionnage et du contre-espionnage allemands. Tous étaient passés au crible et remis en liberté s'ils n'étaient pas accusés de crimes de guerre, mais ils étaient néanmoins surveillés, écoutés, suivis. Otto Wagner étaient de ceux-là. Cet initié des secrets balkaniques, qui n'avait jamais été nazi, appartenait au groupe d'officiers qui, à partir de 1949, allaient conseiller le général Reinhard Gehlen lorsqu'il créerait le BND, ou l'Abwehr formule ouest-allemande.

Sur les intrigues entre Alliés se greffaient quelques ambitions, tantôt poussées par Londres, tantôt entretenues par Washington. Chaque puissance voulait placer ses pions. Ce n'était donc pas le moment d'aller jouer les chiens dans un jeu de quilles en zone américaine, où résidait Wagner.

Du côté français, des tensions éclataient sans cesse entre militaires, cadres civils à galons d'assimilés et «services» qui supervisaient ceux des Allemands.

Non seulement la Douane, les Postes, les administrations municipales et régionales étaient ainsi «doublées», mais s'ajoutait la projection des services français : Renseignements généraux, DST, DGER... J'ai donc attendu, tout en amassant à travers les zones d'Allemagne et d'Autriche le maximum d'informations, sans aller voir « Delius ».

Cet homme discret, érudit, amateur de musique classique, avait été l'un des plus fins dirigeants de l'Abwehr dans les Balkans, avec Sofia pour base durant la guerre. Perspicace, il avait su manipuler des agents de plusieurs nationalités, jusqu'en URSS. Il avait réussi à infiltrer l'appareil secret de Moscou en Grèce, à tel point que le n° 2 du parti communiste grec clandestin était devenu son agent ! Un fait que j'ai directement vérifié lorsqu'en 1948 j'ai persuadé «Johannes Berger», un des anciens adjoints de Wagner, passé ensuite sous la coupe du SD, de travailler pour les services français. Non seulement il amena d'autres experts, tel un général bulgare, mais il nous fit profiter de ses contacts toujours maintenus avec un intime du n° 1 du PC grec.

Wagner avait manipulé tous ces hommes jusqu'à son rappel à Berlin en hiver 1944 et sa mise à peu près hors de cause dans l'enquête sur l'attentat contre Hitler.

Excellent connaisseur de l'appareil soviétique, il avait été de ceux qui, en 1943 et 1944, doutaient qu'un certain «Max» bénéficiât d'une source fabuleuse apparemment proche de l'entourage de Staline. Il en avait parlé à Canaris, car les rapports de Max passaient par son filet à Sofia. Une réunion avait eu lieu autour de l'amiral pour examiner le cas, mais elle n'aboutit qu'à un compromis : on continuerait de recevoir et de vérifier les «secrets» de Max, mais on multiplierait les précautions.

Max obtenait d'étonnantes informations. Il savait quasiment dans les 24 heures quand et où Staline convoquait tels ou tels membres du Conseil de Défense, qui s'y trouvait, quels mouvements de troupes se feraient sur le front soviéto-allemand.

Dans 60 à 70 % des cas, les renseignements étaient exacts. Si, à Berlin, certains agents de l'Orchestre rouge en Allemagne lisaient par-dessous l'épaule du chef de l'état-major, comme l'a dit un jour le général Haider, chef de l'état-major allemand, Max, lui, semblait lire par-dessus celle de Staline. Trop beau pour être vrai, pensait Wagner. Cependant aucune enquête n'a réellement élucidé le phénomène Max.

Du peu que j'en ai eu connaissance, j'ai déduit qu'il s'agissait d'une manipulation soviétique à partir d'un agent placé auprès de lui, et qui n'était pas un militaire, car Max pouvait à la rigueur indiquer une prochaine ou probable manœuvre d'une division ou d'un corps d'armée, mais sans aucune des précisions qu'un militaire de métier aurait recherchées. Il y avait des faits, mais enrobés de flou. Les faits faisaient croire à un informateur bien implanté près de Staline, mais le flou empêchait de situer l'origine. En outre, il y avait parfois des erreurs.

Si Canaris et Wagner doutaient, en revanche, Walter Schellenberg, le chef du SD, l'espionnage du parti nazi, prenait au sérieux l'invisible Max, et abandonnait tout effort d'infiltration d'un autre agent dans les hautes sphères soviétiques. Tel était peut-être le but recherché par Moscou.

Plusieurs renseignements étaient assez justes pour qu'à plusieurs reprises des unités soviétiques se heurtent à une contre-offensive allemande préparée à l'avance grâce aux avertissements de Max. Il y a toujours des sacrifiés dans la guerre secrète, et Staline n'était pas homme à hésiter si l'envoi à l'hécatombe d'un régiment pouvait protéger sa stratégie.

A la lecture de ce dossier, il m'est apparu comme une évidence que l'opération Max était menée par Viktor Abakoumov, alors grand maître du « Smersh », le service soviétique spécialisé à la fois dans l'exécution des traîtres, les opérations armées secrètes et le «traitement» des agents doubles, hors des organismes «classiques» qu'étaient le NKVD et le GRU.

1.3. En mars 1945, Müller organise un «Stay Behind»

Je me dois ici de rapporter ce qu'Otto Wagner m'a révélé sur le comportement extraordinaire de Müller à quelques semaines de la défaite allemande. Non dans le fait qu'il organisait tranquillement une opération «Stay Behind», mais en raison de son attitude. Il était sûr de lui, arrogant comme à son habitude, à la manière d'un illuminé. Voici les propos de Wagner, propos que j'ai aussitôt retranscrits :

«Début mars 1945, deux de mes anciens collaborateurs, qui avaient été mutés d'autorité aux services de la Gestapo lors de l'absorption de l'Abwehr, sont venus me demander conseil. L'un avait rang de commissaire à Munster, l'autre, qui avait toujours fait équipe avec lui, était son adjoint. Müller venait de les convoquer. Sur son bureau, leurs dossiers ouverts. Etats de service irréprochables : loyauté, compétences... "Vous avez même su vivre en milieu adverse sans jamais être démasqués, leur dit Müller. Ce sont des gens comme vous dont j'ai besoin pour la suite. J'espère pouvoir compter sur vous dans des opérations similaires, lorsque nous aurons perdu la guerre..."

Il leur avait tendu deux passeports avec de nouvelles identités. S'ils acceptaient de se fondre dès maintenant dans la nature pour endosser leur nouveau rôle, il remettrait à chacun une des grosses enveloppes kraft qui se trouvaient sur la table. A l'intérieur, il y avait d'importantes sommes d'argent en devises étrangères. De quoi vivre plusieurs mois sans problèmes. Leurs futures professions s'inspiraient de leur curriculum vitae au moment où ils avaient été recrutés par l'Abwehr. Restait à convenir du lieu où ils attendraient la suite des événements. Müller ne semblait pas un instant douter de leur accord.

Le commissaire de Munster fit diplomatiquement part de son étonnement : si la guerre était perdue, Müller savait fort bien qu'il figurait, ainsi que Bormann, en tête de liste des criminels de guerre. Il serait donc recherché... Müller lui rétorqua, avec le sourire supérieur qu'il affichait lorsqu'il estimait dominer la situation : «Soyez sans crainte. Des forces considérables, que vous n'imaginez pas, me protègent et me protégeront, quoi qu'il arrive...»

Bien entendu, me dit Wagner, je ne pouvais croire à une provocation de leur part. Je les connaissais depuis des années. Je ne pouvais, en ce mois de mars 1945, alors que les troupes soviétiques commençaient à encercler la zone de Berlin, que leur conseiller d'accepter la proposition de Müller. Celui-ci s'était trop avancé pour ne pas les faire liquider en cas de refus. Il avait autour de lui des hommes de main, et il n'hésiterait pas. Au fil des événements, ils verraient comment se dégager de son emprise, car même si Müller était protégé, il n'était pas maître des circonstances, ni de sa propre vie.

Quant à moi, poursuivit Wagner en passant la main dans sa magnifique crinière blanche, je fus d'autant plus persuadé après cet entretien que Canaris, Wichmann et moi avions raison de considérer que Müller était passé du côté soviétique...»

Ce témoignage capital allait dans le sens de mon intime conviction. Restait à fouiller la vie de Müller, pour autant que les archives allemandes s'ouvrent, mais également les archives américaines, anglaises, françaises... et peut-être celles de l'URSS. En 1947, il n'en était pas question, pas Plus qu'au début des années 1970 lorsque Wagner me confia ses souve-

l'avait fait d'autant plus volontiers qu'il était déçu de la politique occidentale à l'égard de l'URSS ; et plus encore de la façon dont Reinhard Gehlen dirigeait le BND. Malgré ses conseils, Gehlen avait recruté anciens hauts cadres SS du SD, dont Wagner pensait pis que pendre.

Mais Gehlen estimait que ses amis et lui réagissaient pour des raisons personnelles, et ne pardonnaient pas aux nazis d'avoir détruit, et leur pays, et ce corps d'élite qu'avait été l'Abwehr.

Wagner confirmait certaines de mes analyses parues dans la presse parisienne. Par exemple à propos de l'attitude de Beria au lendemain de la mort de Staline.

Quel qu'ait été le personnage dans sa vie privée, les Occidentaux auraient pu jouer avec lui avant que le montage des insurrections ouvrières à Berlin-Est et dans nombre d'autres villes de la RDA ne soient un prétexte pour l'arrêter et le faire exécuter.

Beria était prêt à sacrifier l'Allemagne de l'Est et à modifier les rapports Est-Ouest, en échange de la garantie qu'on laisserait l'URSS tranquille. Il rêvait d'être un réformateur, non du communisme mais des méthodes communistes de gestion économique. Mais les Occidentaux misaient déjà sur Nikita Khrouchtchev, le bénéficiaire évident de la chute de Beria.

«Eisenhower et les libéraux américains, me disait Wagner, s'imaginent à tort que Khrouchtchev est un paysan matois avec lequel ils pourront discuter et qu'ils manipuleront plus ou moins facilement. Ils n'ont rien compris au système soviétique, ni que, faute de retourner contre Moscou ses méthodes de subversion et de désinformation, les marxistes gagneront à la longue la guerre, sans avoir besoin de tirer un seul coup de feu.

L'appareil soviéto-marxiste international est une inondation, or on ne combat pas l'inondation avec l'arme nucléaire ou en sollicitant son bon vouloir. L'eau s'infiltré sous les murs ou les contourne, ou les pourrit lentement. Tout le reste est comédie. Ceux qui s'imaginent canaliser puis maîtriser l'inondation marxiste seront pénétrés par elle...»

Quarante ans plus tard, cette analyse reste d'actualité. Le Mur de Berlin est tombé et, dix ans après, l'eau marxiste est toujours présente au point que certains se baignent dedans comme si le Goulag n'avait jamais existé et comme si avaient eu tort ceux qui s'avisèrent de combattre l'inondation.

Un incident survenu un soir de 1995, cinq ans après que l'Occident ait versé trois larmes sur les victimes du totalitarisme soviétique, pour ne plus sangloter ensuite que sur celles de son jumeau nazi, s'inscrit ici dans le dossier Müller.

1.4. Un certain monsieur Kent confirme

La télévision française avait invité en 1995 à une table ronde, après projection d'un documentaire, une demi-douzaine de personnes, dont un certain Anatoli Gourevitch, auteur d'un ouvrage qui venait de paraître à Paris : Un certain Monsieur Kent. Or ce Monsieur Kent avait été rien moins qu'un des principaux dirigeants de ce qu'on avait appelé en Allemagne, dès sa découverte fin 1941, l'Orchestre rouge.

Né en 1913 à Kharkov d'une famille juive, ancien des Brigades internationales d'Espagne, ancien cadre du Komintern passé sous commandement du GRU (l'espionnage militaire soviétique), Gourevitch se trouvait en 1939 en Belgique avec trois autres «itinérants» de même origine. Ils étaient chargés de reprendre en main aux Pays-Bas, en Belgique et en France une toile d'araignée quelque peu endommagée, de 1937 à 1939, par les purges staliniennes.

Le contre-espionnage allemand avait mis son nez dans l'organisation belge. Gourevitch, alias Kent, avait pu fuir jusqu'à Marseille et reprendre ses activités tant bien que mal, jusqu'à ce qu'il soit découvert, arrêté et transféré à Paris pour interrogatoire en novembre 1942. Berlin avait alors constitué une commission spéciale strictement chargée, à l'échelle européenne, d'enquêter sur l'Orchestre. C'est Gestapo-Müller qui dirigeait cette commission. A trois reprises il vint assister aux interrogatoires de Kent, et chargea un de ses fidèles, le major SS Pannwitz, de s'occuper personnellement de ce dossier. Müller était en outre le seul habilité par Hitler et Martin Bormann à mener le fameux Funkspiel, ou jeu-radio, qui consistait à utiliser des agents retournés pour intoxiquer Moscou en faisant croire qu'ils émettaient toujours en pleine liberté.

Le plateau télévisé de 1995 offrait l'occasion inattendue d'éclaircir cet épisode historique en faisant parler Gourevitch. Il était intéressant de savoir ce qui s'était passé lorsque Trepper et lui étaient retournés en URSS en 1945. Trepper avait en effet été l'un des dirigeants de l'Orchestre rouge, parallèlement à Kent.

Une fois tous deux de retour en URSS, Trepper avait accusé son coéquipier de trahison, ce qui avait valu à ce dernier d'être envoyé au goulag. Il n'en sortit qu'en 1965, lorsque Trepper avoua finalement qu'il l'avait accusé à tort. Il n'empêche que Kent dut se battre des années encore avant d'être pleinement réhabilité.

L'émission télévisée de 1995 aurait dû inciter les intervenants à poser des questions essentielles sur les dessous de la guerre : «Comment expliquait-il qu'en décembre 1942, un mois après sa propre arrestation, Gestapo-Müller ait envoyé à Himmler et au Führer un "rapport définitif", dans lequel il assurait que l'Orchestre rouge était "totalement démantelé" ?» Or, à cette date et plus encore durant l'année 1943, jamais autant de secrets vérifiés par Moscou n'étaient parvenus à la fois de Hollande, de Belgique et de France. Ou il existait d'autres réseaux de l'Orchestre rouge, mais lesquels ? Ou bien Gestapo-Müller se vantait effrontément. Kent devait avoir une idée sur ce sujet puisqu'il était revenu en URSS en compagnie de l'officier désigné par Müller pour traiter son propre cas. D'où une autre question : Comment Kent expliquait-il le document capital publié page 8 de l'édition française de son livre ? Nous le reproduisons ci-dessous, tel que. Il éclaire les conditions dans

lesquelles le prétendu geôlier et traitant allemand de Kent l'avait accompagné jusqu'à Moscou.

Chef de la Police de la Sécurité Berlin, le 1er février 1944

et de la SD IV A-B n° 180/43 g R s

Au Gruppenführer SS et conseiller criminel Pannwitz, chef de section de la Police de la Sécurité de la SD

Paris

Suite à notre conversation personnelle du 28 janvier 1944 à Berlin, au sujet de l'affaire « Kent », je vous communique ce qui suit :

Il va sans dire que je juge de mon devoir de défendre « Kent » et de le protéger après l'accomplissement des tâches qui lui ont été assignées.

La première mesure que je me propose de prendre consistera à le conduire sur le territoire du Reich. Je pense également faire déménager sa femme et son enfant. Les grandes possibilités que le Reich peut avoir après la fin de la guerre permettront d'installer « Kent » confortablement. Je prévois, en outre, une rétribution si son travail est bien accompli. En aucun cas, il ne devra s'inquiéter que la Police de la Sécurité puisse se montrer avare à son égard.

Heil Hitler !

Signé : Muller Gruppenführer SS

Ainsi, le 1er février 1944, Müller envisageait déjà « les grandes possibilités » qui, selon lui, s'ouvriraient à l'Allemagne après la fin de la guerre. D'où cette certitude ? Comment osait-il l'écrire à un de ses subordonnés alors que la guerre ne se terminerait que quinze mois plus tard ?

1.5. Un procès de Moscou à Paris

On eût attendu que Gourevitch fut assailli de questions à propos de Müller qui, dès son arrestation, avait pris en main l'enquête et s'était occupé en personne de Leopold Trepper interné dans un hôtel particulier de Neuilly, jusqu'à son évasion qui donnait lieu à penser... Mais, à chaque fois que Kent reprenait le fil de l'analyse de son livre à ce sujet, ses vis-à-vis l'interrompaient. Ils vociféraient. Ils profitaient du fait qu'il maîtrisait mal le français, manquait de vocabulaire et parlait de façon hésitante.

En revoyant cette émission, on voit le petit homme se tasser de plus en plus dans son fauteuil, atterré de revivre à Paris le procès qu'il avait subi à Moscou un demi-siècle

auparavant. Quoi qu'il en soit, le document signé Müller, unique en son genre, publié en page 8 de son livre, n'a suscité aucun commentaire.

Plusieurs chercheurs de mes amis qui ont participé à l'enquête pour cet ouvrage, n'ont nulle part, pas plus à Bonn qu'à Ludwisburg, Washington, Fort-Meade ou Londres, trouvé plus que de maigres fiches signalétiques sur Müller et, aux Etats-Unis, juste quelques feuillets barbouillés de noir par la censure, comme s'il fallait encore protéger certains aspects de la vie du chef de la Gestapo.

Restaient les confidences de Wagner et le document de Kent. Et à patiemment reconstituer toutes les étapes de la carrière de Müller et les coins d'ombre de sa vie privée, au fil des rencontres et de documents finalement obtenus sur les activités du personnage.

Patience et persévérance ont été payantes, autant que significatives les dérobades de plusieurs de ses proches.

CHAPITRE II

2.1. Les clefs d'une ascension fulgurante

Il a fallu beaucoup d'insistance et parfois de subterfuges pour obtenir, au milieu des années 1990, soit cinquante ans après la disparition de Heinrich Müller, des indications sur son passé¹, avec cependant, çà et là, un dossier comme les rapports en 1961 d'un certain commissaire de la Sûreté ouest-allemande sur l'une ou l'autre des maîtresses de Müller. Au moins l'homme prenait-il ainsi figure humaine. J'ai même découvert, grâce à des confrères de la télévision suédoise venus m'interroger sur «l'affaire Bormann», que Müller avait eu une fille en 1944 d'une Norvégienne prénommée Peggy. J'ai pu la questionner assez longuement durant un rendez-vous au Sofitel de Strasbourg. Elle était là en compagnie de son fils d'environ quatorze ans, réservée, inquiète qu'on s'intéressât soudain à sa vie. Elle avait apporté quelques photos, moins convaincantes que ses souvenirs.

Sur le moment - elle avait dix-neuf ans - elle n'avait même pas su que l'homme que son entourage germanophile lui présentait s'appelait Müller, et n'apprit que l'année suivante qu'il était le chef de la Gestapo. Elle ignorait tout de sa mission dans le Sud de la Norvège.

C'est à partir d'une fiche de renseignements destinée à obtenir une aide sociale de la mairie de Munich, remplie en 1958 par Sophie, l'épouse 'égale de Müller, qu'a pu être reconstituée la carrière de ce dernier, avec des dates précises.

Si tardivement qu'il ait adhéré au NSDAP, le parti national socialiste, soit en 1938, il avait le n° 107 043 chez les SS, ce qui déjà le distinguait de l'autre Heinrich Müller, né le 7 juin 1896 et qui, lui, était le n° 290 936. Gestapo-Müller était né le 28 avril 1900 à Munich d'une famille

d'origine ouvrière qui s'était élevée à force de travail au-dessus de sa condition, jusqu'au niveau d'employés de l'Etat bavarois.

Son père avait servi dans la gendarmerie et rêvait de voir son fils devenir professeur ou cadre supérieur dans l'administration. Mais, à quinze ans, le jeune Heinrich voulait à tout prix participer à la guerre ou, à défaut, entrer dans la police sitôt l'âge requis. Il s'entêtait et profita d'une relation scolaire pour entrer dans les ateliers de la firme BMW, laquelle formait des mécaniciens et apprentis-monteurs spécialisés sur de nouveaux moteurs d'avions de combat. Müller était doué. Ses supérieurs redoublaient d'éloges à son égard. Ils lui permirent, à dix-sept ans à peine, de suivre des cours de pilotage et bientôt d'expérimenter les derniers modèles d'avions.

En 1918, il participa aux derniers combats des escadrilles allemandes, et fut décoré pour son courage et son habileté en vol. Après quoi, ce fut le marasme. Weimar, plus d'aviation, le chômage. Heureusement, les militaires mis à pied bénéficiaient souvent d'entraide. Müller rencontra une oreille bienveillante dans la police munichoise. La révolution aux portes de l'Allemagne et jusqu'en Bavière favorisait le recrutement d'un maintien de l'ordre.

Certes, Heinrich entre par la petite porte. Il travaille au greffe et aux fichiers, mais, en trois ans, de 1920 à 1923, il progresse jusqu'à devenir inspecteur. Il a lu, noté, réfléchi, notamment sur les techniques de recrutement et d'agitation de l'appareil communiste. Il a beaucoup de mémoire, dont celle des visages. Bientôt il acquiert dans son milieu la réputation d'être un fichier ambulante. Les investigations poussées le passionnent. Son ambition est d'être policier, mais pas «flic».

Une étape en 1924 : il a rencontré puis épousé Sophie Dischner, la fille d'un imprimeur-éditeur très connu en Bavière car, sans lui, le parti populaire bavarois, hostile aux communistes et aux nazis, n'aurait pas de journal. Ce mariage l'introduit dans la petite bourgeoisie de la ville, dont en 1930 il devient un des principaux inspecteurs, bien vu dans son métier. Politiquement, nul ne sait où le situer. En revanche, son beau-père ne l'apprécie guère. Il est persuadé qu'il n'a épousé sa fille que par arrivisme. Il lui reproche aussi de ne pas s'engager dans le combat du parti populaire qui exclut tout extrémisme.

Papa Dischner n'a pas tout à fait tort. Müller ne pense qu'à sa carrière. Il cherche toutes les occasions de mettre en valeur son astuce, ses talents de policier et, pour tout dire, «des affaires» qui assoiront sa réputation. A plusieurs reprises, il s'absente longuement de son foyer, sans fournir d'explications. De Sophie naît un fils, Reinhard, le 4 janvier 1927. Durant cette année, Heinrich demande un long congé.

Est-ce à ce moment que, selon les déclarations de Tito, Müller est recruté par le NKVD extérieur ? Est-il parti suivre des stages en Union soviétique, avec retour en Bavière par «une fenêtre» des Monts de Bohême ? Impossible de vérifier. Moscou se tait obstinément alors qu'en mai 2000, un des voiles sur Bormann a été soulevé dans la presse russe, à propos de sa mort au Paraguay en 1959.

2.2. L'étrange «suicide» de la nièce de Hitler

Au début des années trente, Müller a déjà le physique qu'on lui connaîtra dix ans plus tard en Allemagne et dans toute l'Europe, même s'il est de ceux qui, comme Bormann, furent au maximum les photographes. D'autres chefs nazis plastronnent devant la presse, Müller se dérobe. Visage anguleux, des yeux perçants qui fixent l'interlocuteur, bouche en lame de couteau, nuque rasée, apparence soignée, une certaine cordialité. Mais, brusquement, son affabilité, s'il a piégé quelqu'un ou senti qu'il domine, fait place à une voix tranchante et à un regard de tueur. C'est ainsi que me l'ont dépeint le commodore Wichmann, Otto Wagner ou encore Paul Leverkühn, qui fut le haut responsable de l'Abwehr en Bulgarie.

Les fêtes de l'automne en Bavière sont l'occasion de bals populaires sur les places, dans les rues, et même de bacchanales héritées des beaux temps de l'Empire romain germanique.

La soirée du 18 septembre 1931 eût été semblable à beaucoup d'autres si des passants n'avaient soudain entendu un coup de feu venant des fenêtres d'un luxueux appartement de la Prinz-Regent Strasse. C'est là qu'Adolf Hitler avait installé sa nièce Geli Raubal, fille de sa demi-sœur, qui subissait depuis cinq ans les fantasmes et les perversités sexuelles de son oncle. Geli n'était pas très intelligente. Elle était naïve et subjuguée par cet homme qui avait un joli coup de crayon, et avait fait son portrait... pour passer à des croquis de plus en plus obscènes.

Hitler vivait dans une confortable aisance. Non seulement son Mein Kampf se vendait bien : plus de 40 000 exemplaires entre 1925 et 1928, ensuite une envolée doublant ses tirages, mais de plus des PDG du haut patronat allemand cotisaient à son parti, ainsi que Henry Ford et plusieurs associés américains de grandes firmes allemandes. Depuis 1925, il avait un chauffeur attaché à sa personne et son ami Putzi Hanfstaengl avait donné un coup de pouce au quotidien du NSDAP, le Völkische Beobachter, L'Observateur du Peuple.

D'origine germano-américaine, très lié à Franklin Delano Roosevelt, Putzi s'était installé en 1920 en Bavière où il avait eu Heinrich Himmler pour professeur au Collège royal. En 1928, il était devenu le Porte-parole du parti auprès de la presse étrangère. Il fréquentait donc à la fois la crème de la société nazie et Adolf Hitler, dont la vie privée n'était connue que de quelques proches.

Le coup de feu qui a traversé la nuit du 18 septembre 1931, c'est la grande affaire que recherchait l'inspecteur de police Heinrich Müller : de service ce soir-là, il fut le premier sur les lieux, et Putzi, un des très rares témoins à le savoir. De même fut-il un des rares témoins de la façon dont, en 1934, fut monté l'incendie du Reichstag.

La version officielle, donnée par des bureaux dans lesquels travaillait Heinrich Müller, conclut au suicide de Geli Raubal...

Etrange suicide ! Geli gisait au pied de sa table de travail. Sur la table, quelques lignes écrites de sa main, qui se terminent sur un «et...». Un revolver d'ordonnance avait servi, disait-on,

mais il avait disparu... Müller dressait son constat lorsque Martin Bormann arriva. C'est lui qui supervisa l'enquête, assisté presque immédiatement par Reinhard Heydrich. Notons que ce dernier, qui n'a alors pas encore adhéré au parti et n'est entré dans la SS qu'au début de l'année, se verra promu dix semaines après major SS... un an après, colonel SS et chef du SD, Parallèlement Bormann, déjà Reichsleiter du NSDAP, voit ses pouvoirs renforcés. Le troisième bénéficiaire dans cette série d'étranges progressions, c'est Heinrich Müller, bientôt titularisé inspecteur principal, donc un des deux ou trois principaux policiers de la centrale de Munich.

Dès le 19 septembre, grâce aux indications de Müller, Martin Bormann a tout fait pour retrouver et au besoin racheter les dessins de Geli par Hitler, et prévenir qui de droit qu'il serait dangereux d'en parler. Müller a empoché la lettre interrompue de Geli. Il a aussi fait disparaître de tendres billets qu'un jeune juif lui écrivait et qui indiquaient leur intention de refaire leur vie ensemble, en exil. Sur ce point et sur quelques autres, des témoins existaient. Par exemple Emmy Hoffmann, la fille du photographe attiré de Hitler. Son père connaissait un prêtre bavarois, Bernard Stempfle, auquel Geli avait confié des correspondances relatives aux mœurs sado-masochistes de son oncle. Ce prêtre a été assassiné quelques semaines après la nuit du 18 septembre.

Otto Strasser, l'ancien compagnon de Hitler, mis au ban du parti, a fait état de l'assassinat de Bernard Stempfle et des confidences de Geli à Emmy Hoffmann. Mais les partisans de Hitler l'ont accusé d'avoir tout inventé par vengeance.

Pourtant, un homme, Gerhard Rossbach, ancien agent du renseignement nazi en France et en Turquie, décédé à 74 ans en 1967, a non seulement réfuté la thèse du suicide de Geli, mais confirmé les truquages de l'enquête. Il n'avait aucune raison d'affabuler lorsqu'en 1947, il l'a confié au journaliste canadien William Stevenson.

D'après lui, le corps de Geli portait de multiples meurtrissures, son nez était cassé. Il était au courant de l'histoire de la lettre inachevée. Mais qui l'avait interrompue ? Il était persuadé que l'assassin était un homme de main de Müller, ou de Bormann. Et où donc était passé le petit ami juif de Geli après qu'elle ait naïvement raconté quelques jours auparavant à Brigid Hitler (l'épouse d'Aloïs, le demi-frère d'Hitler) qu'elle voulait rompre avec Hitler et partir avec cet ami ?

Rossbach connaissait tous ces détails. Il était doté d'une fabuleuse mémoire et, après 1945, nombre de spécialistes des services secrets américains et anglais venaient souvent le consulter. Considéré comme «un Monsieur» dans le métier, il n'avait rien d'un affabulateur.

Un ouvrage paru en 19975 traite de ce drame de septembre 1931. Il réfute la thèse selon laquelle Hitler aurait tué sa maîtresse dans un accès de rage, mais il ne résout pas l'énigme.

Pour ma part, j'ai rencontré en 1947 à Munich un ancien chauffeur de la police de la ville. Je voulais lui parler de Martin Bormann, et c'est incidemment que dans la conversation il m'a révélé qu'en 1931, dix ou douze jours après le 18 septembre, il avait conduit Müller chez

Bormann, et entendu que «le grand trésorier du parti voulait mettre définitivement au point les moyens de régulariser cette histoire».

Le 23 septembre, Heinrich Müller assistait aux obsèques de Geli. «L'affaire» devenait un fait divers. La montée du nazisme primait évidemment sur de tels à-côtés. Pourtant, à n'en pas douter, ce « suicide » a été un tremplin pour la carrière de Heinrich Müller.

2.3. A l'ombre de Reinhard Heydrich

C'est entre l'automne 1931 et janvier 1933 que le parti nazi, dominé par Himmler et le maréchal Goering, derrière Hitler, mais aussi par les frères Gregor et Otto Strasser, met en place son dispositif pour, le moment venu, asseoir son pouvoir. Les cautions financières sont là avec, parmi elles, industriels et banquiers qui trouvent aux Etats-Unis des échos favorables dans les multinationales de l'époque. Henry Ford n'est pas le dernier à «cotiser». Au procès du putsch nazi manqué de 1923, Auer, le vice-président de la Diète bavaroise, avait déjà averti : «Nous savions depuis longtemps que Hitler était partiellement financé par Henry Ford, Dietrich Eckhardt servant d'intermédiaire...»

Ford devait en même temps donner à l'URSS sa première et plus grande usine durant les années trente. De là partiraient les camions soviétiques qui devaient envahir la Pologne en 1939. Ford détenait depuis 1928 d'importantes participations dans I.G. Farben. Avec son fils Edsel et trois directeurs d'I.G. Farben, dont M. Warburg, le magnat de Détroit, il a fourni 30 % des fonds qui ont financé les élections de Hitler en mars 1933...

Mais il faut voir plus loin que la surface des événements pour situer le rôle de Heinrich Müller, juste derrière Hitler et ses seconds immédiats, dont les uns «disparaissent» et les autres s'affirment avant la prise de pouvoir légale.

Jusqu'au seuil de l'année 1932, Himmler a été à la fois un de ces seconds et le secrétaire de Gregor Strasser, alors véritable n° 2 du NSDAP. Né en 1892, Gregor fut un courageux combattant durant la guerre de 1914-1918. Il est entré au NSDAP avec son frère Otto (de cinq ans plus jeune) en 1925, après avoir milité dans les forces paramilitaires ou corps francs du général von Epp, qui se dressaient alors contre les tentatives communistes de s'emparer du pouvoir. Gregor était également lié au vieux et respecté général Ludendorff qui affichait une égale hostilité à l'égard des catholiques et des juifs. Les Strasser, socialistes et nationalistes, donc anticomunistes, n'en étaient pas moins partisans d'une entente germano-soviétique permanente.

Une grande partie de l'ancien Haut Etat-Major allemand et une coterie d'industriels partageaient cette vision continentale, d'autant que les officiers rescapés avaient fourni depuis 1920 plus de 7 000 instructeurs militaires à l'URSS, et que les autres voyaient renaître leurs fortunes grâce à la mise sur pied en Union soviétique d'usines dignes de ce nom.

Néanmoins, déjà en 1931, Gregor Strasser courait vers une rupture avec Hitler, dont on rappellera qu'il n'acquiesça la nationalité allemande qu'à la fin de cette même année. Gregor

Strasser reprochait à Hitler et à une partie de son entourage de s'inspirer des méthodes du capitalisme occidental et de multiplier les alliances avec «les ploutocrates» américains, ceci du fait de l'aide financière que lui octroyaient des industriels et banquiers ou pontifes de l'économie, tel le docteur Hjalmar Schacht. Il fallait au contraire s'inspirer des méthodes du gouvernement soviétique, donc, une fois au pouvoir, étatiser les secteurs clés de l'économie. Le socialisme d'Etat devait tout coiffer et tout gérer, l'économie comme l'armée, la police, etc. La coupe déborde lorsque le 2 décembre 1932, le dernier chancelier de la République de Weimar, le général Kurt von Schleicher, propose à Gregor Strasser d'être à la fois son vice-chancelier et le Premier ministre de la Prusse. Hitler pique alors une colère dont l'histoire retiendra qu'il sera coutumier lorsqu'on l'a exaspéré. Il interdit à Strasser d'accepter. Gregor obtempère, mais quitte sur-le-champ la direction du parti, et fait même savoir qu'il n'aura plus aucune activité politique.

Son frère Otto voit le danger. Gregor demeure en Allemagne. Lui part à Prague, échappe à un attentat et s'expatrie au Canada. Il n'en reviendra que dix-huit ans plus tard, en 1950, sous l'étrange protection d'ailleurs de certains services occidentaux et d'une poignée de politiciens du gouvernement de Bonn... Vingt ans plus tôt il avait eu raison de se méfier : le 30 juin 1934, son frère Gregor fut assassiné par une équipe de la Gestapo, au même moment qu'Ernst Röhm, le chef suprême des Sections d'Assaut (les SA). C'est la fameuse Nuit des Longs Couteaux, déclenchée après les accusations des inconditionnels de Hitler, selon lesquelles les SA, Röhm, les Strasser complotaient pour renverser le nouveau pouvoir.

Un personnage a convaincu Himmler à temps de «lâcher» les Strasser : son second, Reinhard Heydrich, le grand maître du Sicherheit-Dienst (le SD, c'est-à-dire le service de renseignement et de protection du parti nazi).

Bien qu'intime des frères Strasser, Himmler s'est donc tiré d'affaires grâce à Heydrich. Major SS depuis le 25 décembre 1931, promu colonel SS et haut responsable du SD en juillet 1932, Heydrich est l'intrigue incarnée et d'un arrivisme égal à celui de Heinrich Müller. Ensemble, ils vont œuvrer main dans la main en mars 1933 durant un épisode historique, en général oublié ou négligé dans la plupart des ouvrages consacrés à l'histoire du Reich.

2.4. L'épouse de Heydrich raconte «le coup» du 9 mars 1933

Hitler était chancelier depuis le 30 janvier 1933. Le coup monté de l'incendie du Reichstag, le 28 février suivant, venait à point justifier les mesures de police prévues par Himmler et Heydrich pour tenir en main le pays. Mais il existait encore des oppositions larvées ici et là, notamment en Bavière où le parti populaire grinçait des dents et où la direction de la police se montrait réticente aux ordres de Berlin. Malgré la présence à son chevet de Heinrich Müller ?

Etrange question, et pourtant elle se pose tant l'attitude de Müller se révèle équivoque. Pourquoi laisse-t-il faire ? Veut-il se faire désirer ?

Un coup de force est prévu pour le 9 mars 1933. Des équipes venues de Berlin s'empareront des locaux de la police et du parlement bavarois. Ce jour-là, ces équipes sont en retard sur l'horaire prévu. Plusieurs adjoints de Müller s'inquiètent ; d'autres s'alarment du comportement Possible des dirigeants du parti populaire bavarois. «Et s'ils intervenaient ?» demande l'un d'entre eux. «Qui ? Ceux de Berlin ou l'opposition ?» Müller ne demande pas de préciser. Il répond calmement, de but en blanc :

- Lassen sie nur kommen, denen besorgen wir es schon !»

Propos que certains historiens ont traduit par : «Laissez-les donc venir, on leur fera leur affaire !» Or cela signifie : «Attendez qu'ils viennent, il sera toujours temps de s'en soucier !» Ce n'est pas la même chose ! Quant à ce «ils», s'agit-il des nazis ou des Bavarois opposés aux nazis ? Toute l'ambiguïté de Müller est là.

Il faut en outre se mettre dans le climat du moment. Quoi qu'on en ait dit, même si le pouvoir a glissé dans les mains de Hitler et de son parti, la population n'est pas soumise d'avance. Il y a bien l'élan d'un peuple qui veut sortir de l'humiliation de 1918, du désordre et de l'impéritie de Weimar, mais nullement l'adhésion aveugle aux méthodes impulsées de Berlin.

Müller attend, sans donner d'ordres ni d'avis. Puis, le scénario prévu se déroule. Lina, l'épouse de Heydrich, le raconte à ses parents dans une lettre datée du 13 mars, dont certains extraits caractéristiques méritent d'être connus :

«Mes chers parents, quelle vie !... Il y a d'abord eu l'occupation du Präsidium de la police. Ils sont arrivés dans quatre véhicules : le premier avec les SA von Epp et Röhm ; le second avec Himmler et Reinhard (Heydrich) ; les deux autres comme escorte. Ils ont débordé les gardes, qui d'ailleurs ont à peine résisté... Himmler s'est intronisé président de la police, Dittmarsch en est le directeur et, ne riez pas, Reinhard, le commissaire politique ! Vraiment je n'ai pu qu'en rire... Lorsque le conseiller du Präsidium, Koch, a entendu cette décision, que lui a communiquée Reinhard, il a pâli... L'évacuation de la Gazette de Munich, le journal du parti socialiste à Munich, a été aussi amusante... Un Standartenführer (colonel) y a pénétré avec des unités SA et SS. Le bâtiment semblait totalement mort. Ils sont soudain entrés dans une grande pièce où se tenaient 300 membres du parti socialiste. Les 300, comme un seul homme, ont levé les mains en l'air.. Ce même soir, les SA et les SS ont pris plaisir à des arrestations. Plus de 200 personnes sont encore détenues : des communistes, des socialistes, des juifs et des membres du parti bavarois du peuple...»

Tandis que le beau-père de Müller et sa famille deviennent suspects, Müller, l'homme de confiance de Bormann et de Heydrich depuis 1931, figure en revanche parmi les cadres les plus appréciés de l'appareil nazi.

En ce mois de mars 1933, Heinrich Müller propose à Heydrich, parmi plusieurs autres mesures qu'il fera lui-même appliquer l'année suivante, une fois installé à Berlin, de créer une section de la police politique dans le premier camp de concentration, à Dachau. Dans quel but

? Pour observer les détenus politiques et recruter parmi eux des indicateurs chargés de moucharder leurs compagnons d'infortune. Parmi les meilleurs, on pourrait ensuite sélectionner des hommes auxquels seraient proposées des missions à l'extérieur. Ils seraient libres, à condition de servir.

L'année d'après, en 1934, ce genre de système de mouchardage entre Allemands et de missions secrètes - auquel participent finalement des détenus de droit commun (pour agressions sexuelles, braquages ou autres délits) - s'élargit encore. Heydrich demande à Müller d'infiltrer aussi bien les partis d'opposition entrés dans la clandestinité ou qui vont le faire, que le NSDAP lui-même, car il faut bien surveiller les surveillants !

Est-ce Heydrich qui a eu cette idée ? Müller ne la lui a-t-il pas soufflée ? C'est le système en usage en URSS depuis Djerzinski, peaufiné par Staline et ses hommes de confiance durant les années 1920, et, de l'aveu même de Müller, il est impossible de trouver meilleur modèle pour assurer la pérennité du pouvoir.

CHAPITRE III

3.1. La montée des Bavarois

Un an après l'accession de Hitler à la chancellerie du Reich, le grand maître de la sécurité du pays est Heinrich Himmler qui, au sortir de la guerre en 1918, était aspirant officier au 11e régiment de Bavière, sa province natale.

Diplômé ingénieur agricole à l'Ecole technique supérieure de Munich, un moment tuteur du prince de la couronne de Bavière, il a rejoint Ernst Röhm aux SA, lors du putsch raté de novembre 1923, puis, d'échelon en échelon dans les responsabilités du parti, il a commandé après 1929 les gardes du corps de Hitler et a été élu député au Reichstag en 1930.

Depuis ses bureaux du 8 Prinz Albrechtstrasse, à Berlin, Himmler a sous ses ordres 52 000 SS. C'est seulement en 1939 que son ministère prendra le titre d'Office principal de la sécurité du Reich, le RSHA. Cependant, dès 1934, ses principaux départements sont déjà ceux de la police criminelle, du service de renseignement et de sécurité, le SD, et de la Gestapo, ou police secrète politique. A ses côtés, le général récemment promu, Karl Wolff, 34 ans, est chargé des liaisons avec Hitler et ses seconds, Martin Bormann, Rudolf Hess et Reinhard Heydrich¹.

Heydrich coiffe le SD et la Gestapo. Il a pris pour adjoint Heinrich Müller. Tous deux construisent alors un appareil central dont 133 des '52 membres sont sélectionnés par Heydrich en personne ; les 19 autres Par Müller, responsable effectif de la Gestapo qui applique sur-le-champ ses suggestions de l'année précédente : la mise en place d'une antenne

al Décédé le 15 juillet 1984, Karl Wolff était en 1944 le responsable des armées tremandes en Italie. Il a écourté la guerre en négociant en secret la reddition de ses d°uPes avec l'antenne de l'OSS en Suisse, dirigée par Allen Dulles. Accusé en 1962 Participation aux mesures anti-juives, condamné en 1964 à 15 ans de détention, il a ie »beré en 1971.

discrète au cœur de Dachau et l'instauration d'une terreur étendue à tout le pays, bien moins par la brutalité et les excès notés par l'histoire, en particulier à l'égard des juifs et des Tsiganes, que par les mailles d'un filet d'indicateurs tissé à tous les étages de la société. Pour s'adonner pleinement à cette tâche primordiale, expliquait-il, il avait laissé femme et enfants à Munich et s'était installé le 24 avril 1934 à la pension Am Knie, 37 Hardenbergstr., à Berlin-Charlottenburg.

3.2. Un contexte souvent sous-estimé

Comment se présente la situation politique en 1934, lorsque Hitler ordonne de se débarrasser des SA, des Strasser, d'Ernst Rohm et de tant d'autres de ses premiers compagnons ?

Le parti socialiste n'existe plus. Ses chefs, s'ils n'ont pas fui en exil, ont été arrêtés. Le parti populaire bavarois n'est plus. Les libéraux se taisent ou sont partis à l'étranger. Reste le parti communiste, évidemment mis au ban de la nation, mais encore un gros morceau, même si depuis 1931 ses virages politiques successifs, sur ordre de Staline, ont réduit à néant son efficacité. Jusqu'en 1933, le PC allemand comptait plus de 250 000 membres, dirigeait 27 publications et disposait de 4 000 cellules bien structurées, sans parler des réseaux d'agents que Moscou manipulait dans tout le pays.

Dès lors pourquoi la marée nazie semblait-elle irrésistible ? Pas seulement parce qu'à diverses reprises Staline avait décidé que l'ennemi principal n'était pas le NSDAP, mais la social-démocratie. Il y avait pire.

Dans ses souvenirs parus en 1934, Albert Grzezinski, ex-préfet de police de Berlin et de la Prusse parti en exil, écrit : « Durant ces dernières années, des anciens du Front rouge sont entrés en masse chez les SA. Plusieurs chefs nazis d'aujourd'hui sont d'anciens communistes. Selon des renseignements de police établis par moi-même, les SA en 1933 comptaient, rien qu'à Berlin, 50% d'anciens communistes...»

Il est vrai que depuis le scrutin libre des élections d'août 1931, on avait vu flotter côte à côte devant les bureaux de vote le drapeau rouge frappé de la faucille et du marteau, et les drapeaux à croix gammée. La revue Aufbruch (Le départ) du sous-lieutenant d'activé Scheringer préconisait une alliance entre nationaux et bolcheviks. Georges Dimitrov, le patron du Komintern, déclarait : « Le plus grand obstacle sur la route de la Révolution n'est pas Hitler, mais le parti social-démocrate. »

Peu avant d'être assassiné, Ernst Rohm assurait : «En moins de quatre semaines on peut transformer n'importe quel communiste en nazi.» En 1932, Walter Ulbricht, déjà n° 1 du PC

allemand, conseillait à ceux de ses cadres qui se sentaient aptes à le faire, d'entrer dans les Sections d'Assaut.

Ainsi, pas de barrage à Hitler en 1933 et 1934 lorsqu'il asseoit son pouvoir, avec la protection de Himmler et de ses adjoints. Mais qu'en pense Heinrich Müller, ce policier dont on répétait jusqu'alors qu'il avait une connaissance hors pair de l'appareil communiste, de ses hommes, de ses méthodes, de ses infiltrations ? Müller se tait.

Certes, quelque 20 000 communistes allemands vont payer en 1935 et après d'avoir été fidèles au parti et à ses consignes. Mais, hormis quelques exceptions notables, seule la base est atteinte. Les autres, bien placés dans l'appareil nazi, demeurent en poste dans la plupart des ministères.

Que fait donc Heinrich Müller ?

Il a fait venir de Bavière deux douzaines de ses anciens collaborateurs et, parmi eux, Franz-Josef Huber, qui finira chef de la Gestapo à Vienne en 1944. Huber avait été renvoyé de la police de Munich en 1933, car fiché comme «anti-nazi», mais Müller réussit à convaincre Heydrich qu'il s'agissait de rumeurs malveillantes. Il a aussi nommé chef de la Gestapo de Berlin, Friedrich Panzinger, longtemps auprès de lui à Munich. On ne peut dire qu'il s'agit là d'amis car Müller n'a pas d'amis. Il ignore ce que c'est. Il est lui et lui seul, qui veut être déjà reconnu comme le plus grand des flics d'Allemagne. Mais ces hommes lui sont fidèles.

Voici donc Huber à Berlin en 1934, chargé de surveiller les anciens du mouvement Strasser et les opposants de droite, aussi bien que leurs amis ou ramifications en Autriche, pays non encore annexé. A la section H de la Gestapo, il place Josef Meisinger, dont la tâche consiste à surveiller les cadres du parti nazi et de ses filiales...

3.3. Müller, contesté mais intronisé

Contrairement à ce que l'on pouvait imaginer, cette ascension de Müller est contestée. Nous avons découvert dans les archives allemandes, si maigre qu'y soit son dossier, une lettre confidentielle signée par l'adjoint du gauleiter de Haute-Bavière qui répond à une question posée le 12 décembre 1936 par la haute direction du NDSAP, à propos d'une Possible et prochaine promotion de Müller. Enregistrée sous le n° III F-2191/I/M/697 et datée du 4 janvier 1937, contresignée par un certain Reichinger, directeur du personnel nazi en Bavière, cette lettre multiplie les réserves sur «l'inspecteur général Müller, qui n'appartient même pas au parti, n'a encore jamais activement collaboré avec le parti ou ses organisations et n'a le droit de porter l'uniforme de lieutenant-colonel SS et le sigle d'honneur SS qu'en raison de ses fonctions dans la Gestapo ».

Après ces restrictions, les signataires admettent que Müller «a lutté d'arrache-pied contre la gauche», mais pour ajouter : «Il est tout aussi clair qu'il se serait dressé de la même façon contre la droite, si telle avait été sa tâche.» Et de souligner «son énorme ambition et son arrivisme évident», tandis qu'avant 1933 «il zigzaguait entre le parti populaire national

allemand et le parti populaire de Bavière, sans jamais se placer du côté du parti national-socialiste». Deux autres paragraphes insistent «sur sa façon de jouer des coudes et de se parer, sans se gêner et à la moindre occasion, des plumes du paon ». Puis les auteurs confirment que sa femme est la fille « de l'important éditeur du journal Würmtalbote (Le messenger de la vallée de Würm), membre zélé du parti populaire bavarois ».

Au total, conclut le rapport, « si l'on ne peut prouver qu'il vit séparé de sa femme pour simplement masquer ses origines politiques, on ne saurait lui accorder une confiance aveugle et, de ce fait, sa promotion ne peut être appuyée par la direction du district de Haute-Bavière».

Néanmoins, le 7 janvier 1937, Heinrich Müller est promu conseiller du gouvernement et conseiller d'Etat aux Affaires criminelles.

Nous insistons sur ce document car il situe Müller à l'inverse de ce que divers historiens, dont le soviétique A.S. Blank, ont écrit à son sujet. Dans la revue Voprossy Istorii n° 9, 1982, comme dans son ouvrage Les trois maîtres de l'Ordre Noir, Blank prétend en effet, ce qui est vrai, qu'après 1934 la carrière de Müller «a été vertigineuse grâce à Heydrich», mais il ajoute, ce qui est faux au vu du document révélé plus haut, «qu'il était bien vu de l'organisation provinciale du NDSAP de Bavière et de la municipalité de Munich».

A.S. Blank appartenait jusqu'en 1945 aux services secrets soviétiques et, à ce titre, avait interrogé le lieutenant SS E. Tsilke, expert, dès 1934, des questions raciales auprès de Müller. Tsilke aurait pu charger son ancien supérieur, or Blank en fait dans son livre une sorte de témoin neutre et de Müller une sorte de haut fonctionnaire ordinaire, poussé à son poste par Heydrich.

En 1982, la censure pesait lourd en URSS. Il était impératif d'écrire l'histoire comme le désirait le parti et, dans certains cas, de multiplier les non-dits ou de charger certains Allemands, mais d'en disculper d'autres, ou d'estomper leur rôle.

Tous ceux qui ont approché Müller, des années trente jusqu'à la fin du Reich, ont noté l'image de marque qu'il tenait à donner de lui : un homme du peuple, hissé dans la hiérarchie sans protections ni coups de pouce, mais du seul fait de ses qualités de policier remarquable.

Ses réflexions méprisantes à l'égard de la prétendue «intelligentsia» du Reich et de ceux de ses collègues venant de milieux bourgeois ou sortant des écoles supérieures, se doublaient de manœuvres absolument dans la ligne de ce qu'en disaient les nazis de Bavière, lorsqu'en hiver 1936-1937, ils tentaient de barrer sa promotion.

Souvent il engageait avec ses collaborateurs comme avec ses visiteurs des conversations, au départ anodines, puis il obliquait comme incidemment hors du sujet de leur entrevue : sur la situation dans le pays, sur les erreurs possibles des décisions prises au «sommet», en matière économique ou sociale ; et, plus tard, en pleine guerre, sur les possibilités ou non d'une paix séparée de Berlin avec Moscou...

Or une personne de confiance était toujours présente, dans un coin du bureau, occupée apparemment par l'étude de dossiers, mais en réalité chargée par Müller de noter les réponses de ses interlocuteurs, en précisant bien la date et l'heure de l'entretien. Cette personne n'était autre que le lieutenant Tsilke !

Non seulement tout le monde était fiché dans le pays par les indicateurs de la Gestapo et de la Kripo (la police criminelle), mais Müller lui-même participait à ce jeu permanent, transformant toute conversation en interrogatoire déguisé. En toute circonstance, il maintenait une attitude équivoque, aussi longtemps que la balance ne penchait pas nettement d'un côté ou de l'autre. Ainsi, durant la fameuse Nuit de Cristal, le 9 novembre 1938, il avertit Heydrich que des bandes de jeunes gens commençaient à détruire les magasins juifs. Heydrich se précipite alors auprès de Hitler, après s'être concerté avec le général Karl Wolff. Le Führer répond que c'est au SD de savoir ce qui se passe et, ensuite, d'aviser. Müller ordonne alors que soient surveillés tout et chacun, et de lui rendre compte. Pas de blâme, pas d'intervention, laisser faire. L'essentiel est de savoir...

Savoir ? Nul doute que Heydrich et Müller sont au courant de bien des secrets depuis les années que l'un et l'autre scrutent les coulisses du Reich et que le second fiche tout et chacun. Mais partagent-ils tous leurs secrets ? Heydrich pense-t-il «tenir» Müller parce qu'ils ont traité ensemble plusieurs affaires assez troubles et parce qu'il l'a promu, en Janvier 1937, en dépit des avis défavorables des dirigeants de Bavière ? En tout cas, Müller sait que, par sa mère, du sang juif coule dans les Veines de Heydrich. Il sait aussi grâce à des documents les raisons précises pour lesquelles Heydrich fut chassé de la marine. Qui donc tient l'autre ?

En tout cas, Heydrich lui accorde assez de confiance pour qu'il devienne le chef suprême de la Gestapo, chargé aussi de superviser discrètement le travail de toutes les sections du SD à l'extérieur.

Dès le mois d'avril 1936, pour le tester - nous l'avons déjà signalé - Heydrich avait imposé la présence de Müller auprès de Werner Best, alors directeur de la section 1, lorsque les autorités les avaient envoyés en mission à Belgrade.

La teneur du rapport de Müller après cette mission ne nous est pas connue. Mais c'est quelques mois plus tard que Heydrich a décidé de le promouvoir au titre de conseiller d'Etat.

3.4. L'étrange colonel Walter Nikolai

Avec cette mission de Best et de Müller à Belgrade, on pénètre dans les activités hors frontières, à la fois du SD et de la Gestapo, car, au contraire de ce qu'on pourrait penser, la Gestapo elle aussi, après 1936 et surtout en 1937, dispose de ses propres agents dans les pays étrangers. Copiant une fois de plus le système soviétique (dès les années 1920, le NKVD a placé des commissaires ne dépendant que de lui, à l'insu des ambassadeurs), Müller implante un peu partout dans le monde, auprès des diplomates allemands, des hommes de confiance qui n'ont d'obédience qu'à son égard. C'est ainsi par exemple que, deux ans avant

la guerre de 1939, il a désigné comme son représentant à l'ambassade de Washington, un certain Herbert Scholz, qui a titre de 1er secrétaire.

Mais, puisque Heydrich et Müller ont ainsi tissé leur filet international, comment se fait-il qu'ils ne s'inquiètent pas des activités similaires d'un personnage qui échappe à leur contrôle et n'est pas attiré par l'Abwehr, jusque-là seule rivale du SD ? Il s'agit du fameux colonel Walter Nikolaï, chef du renseignement allemand auprès du Kronprinz pendant la Première Guerre mondiale, ensuite mêlé à toutes les intrigues qui mèneront de la République de Weimar à l'accession de Hitler à la chancellerie.

Nicolai' a été remplacé en 1925 à la direction de l'Abwehr progressivement reconstituée en dépit des contraintes du Traité de Versailles.

Il faut rappeler brièvement que, dès 1913, Nikolaï avait réussi à pénétrer et même à fréquenter personnellement, sous des noms divers, les réseaux révolutionnaires. Il connaissait Parvus-Helphand, un des tireurs de ficelles du financement des léninistes et des trotskistes. Il connaissait le banquier suédois Olaf Aschberg, tout aussi actif dans ces milieux.

C'est lui qui, en 1917, pour détacher la Russie de la guerre aux côtés des Alliés, a organisé le fameux train parti de Suisse vers la Scandinavie avec 224 révolutionnaires en route vers la Russie, dont une bonne vingtaine étaient des agents rétribués par lui... C'est encore Nikolaï qui, dès la fin de l'année 1919, mit en route le concept des accords secrets germano-soviétiques, dont le traité de 1939 ne sera que la répétition. L'Armée rouge va naître grâce à des milliers d'instructeurs allemands ; l'industrie d'armement soviétique va voir le jour grâce à l'apport matériel et technologique et aux ingénieurs venus de Berlin et d'une dizaine de villes industrielles d'Allemagne. En échange, l'Allemagne obtenait le droit d'instruire en URSS les officiers et les techniciens de la Wehrmacht, telle qu'elle se présentera en 1939... Nikolaï fréquentait aussi Karl Radek ainsi que deux ou trois autres adjoints de Lénine, puis de Staline.

Hormis l'historien américain Gordon W. Prange, dans un ouvrage paru aux Etats-Unis en 1986, nul spécialiste des affaires allemandes n'a relevé le rôle prépondérant de Nikolaï dans les coulisses des événements qui ont porté le nazisme au pouvoir. Déjà, lorsque le général Kurt von Schleicher joue un rôle important auprès de Luddendorf, de 1930 à 1932, jusqu'à devenir le dernier chancelier de la République de Weimar, Nikolaï va et vient sans se cacher au cœur des intrigues en cours.

C'est d'ailleurs un de ses protégés, le colonel Eugen Ott, qui a dirigé de 1924 à 1934 le service politique de von Schleicher.

Nikolaï possède d'autres atouts, c'est-à-dire d'autres agents : ainsi Franz von Papen qui lui servait d'espion aux Etats-Unis puis au Mexique, avant de revenir en Allemagne et d'y organiser les moyens d'évincer Schleicher. En janvier 1935, à Cologne chez le banquier Kurt von Schröder, von Papen négocie en secret les moyens d'amener sans heurts Hitler au pouvoir. Il sera vice-chancelier du Reich pendant six mois. Sa réputation dans les milieux

économiques et financiers rassure les classes moyennes et «l'élite» allemande. Il se dirige ensuite vers une carrière diplomatique bien connue.

Agent fidèle, Ott échappe en 1934 aux assassinats de la Nuit des Longs Couteaux : une mystérieuse intervention de Nikolaï l'a expédié en mission à Tokyo, trois semaines auparavant.

On ne trouve rien dans les études, biographies, essais publiés sur l'Allemagne entre 1945 et l'an 2001, qui fasse mention des activités de Walter Nikolaï, alors qu'en 1934 Hitler l'a nommé directeur d'un nouvel Institut d'histoire de l'Allemagne nouvelle. On n'y trouve pas non plus le fait que lorsque le caporal Adolf Hitler sort des ruines de la défaite de 1918, en quête d'une vie nouvelle, un mystérieux «état-major secret», qui dit tirer les ficelles des corps francs paramilitaires, type Rossbach, lui propose de l'aider. Il s'agit pour lui, contre rétribution assurée par Nikolaï, de pénétrer les partis politiques qui renaissent et, en particulier, celui qui deviendra le parti national-socialiste, le NSDAP.

Hitler y entre en 1920. Deux ans plus tard, il en est le chef de file. Par lui et quelques autres, le NSDAP a été financé bien au-delà de ce que ses adhérents pouvaient lui offrir...

Cette incidente a-t-elle vraiment pu échapper à Heydrich et à Müller, devenus compères permanents à partir de 1934 ? N'osent-ils pas toucher à Nikolaï parce qu'il est protégé par Hitler ?

Ils ne touchent pas non plus à Eugen Ott, «ce petit Souabe qui veut jouer au grand Prussien», disait de lui un des généraux amis de Nikolaï. Or Ott joue un rôle très important au Japon, grâce aux très hautes relations que lui a procurées Nikolaï.

Outre ces divers officiels nippons, «on» découvrira en 1942 que Eugen Ott était un intime du célèbre espion soviétique, Richard Sorge. Un fait parmi beaucoup d'autres similaires qui faisait dire à Canaris que Nikolaï était passé de sa fascination à l'égard de certains bolcheviks au stade de «parfait allié de Moscou».

Dès 1941, Sorge était suspect. Donc Müller aurait dû le surveiller, et tout autant Eugen Ott. Certes, il avait envoyé à Tokyo le colonel de la Gestapo Josef Meisinger, mais celui-ci devint presque aussitôt un compagnon de Sorge, jusque dans de longues beuveries communes, et ne trouvait rien à reprocher aux activités d'Ott et de Sorge ! De Meisinger, Walter Schellenberg, qui devint chef du SD après l'assassinat de Heydrich en 1942 à Prague, devait dire qu'il était «une des créatures les plus viles de la bande d'assassins à la solde de Heydrich».

Notons en passant qu'avant d'apparaître au Japon, Richard Sorge avait été, en 1923, un des principaux agitateurs du Komintern dans la Ruhr, qu'il s'était réfugié en URSS, était devenu espion de l'URSS en Chine, puis était revenu sans vergogne à Berlin, sous son vrai nom en 1933, avant de partir à Tokyo au titre de journaliste au service du parti nazi...

L'appareil soviétique travaillait bien ! Durant l'hiver 1932-1933, les archives concernant les communistes avaient été expurgées à Hambourg, à Kiel, à Berlin... et à Munich, pourtant le

fief de Heinrich Müller. Müller considéré comme le fichier ambulant du personnel au service de Moscou.

3.5. Premiers pas vers le Pacte de 1939

Etonnante passivité de Müller, surtout à l'égard de Nikolai, dont il sait aussi bien que Heydrich ce qu'en pense l'amiral Canaris, personnalité qu'ils détestent, mais avec lequel ils devraient rivaliser en matière d'anticommunisme et d'antisoviétisme.

Ils savent, par exemple, qu'une fois Hitler à la chancellerie, Nikolai a tenté une ultime intrigue pour remettre la main sur l'Abwehr. Mais la marine a tenu bon, contre l'appareil proprement nazi. Furieux, Nikolai, qui cherchait une couverture plus sérieuse que son titre de directeur d'un institut d'histoire, s'est replié sur Joachim von Ribbentrop, dont il connaît l'ambition de devenir ministre des Affaires étrangères, ce qu'il n'obtiendra qu'en 1938. Pour l'instant, il s'occupe des affaires anglo-américaines, dans ce ministère, son domaine réservé.

Nikolai a compris que von Ribbentrop a besoin de briller auprès de Hitler s'il veut monter en grade. Aussi lui fait-il miroiter qu'il a encore dans le monde un réseau de renseignement qui pourrait lui être utile, mais qu'il lui faut étoffer. Pour ce faire, il a besoin de bureaux et d'un financement régulier qu'il ne trouve plus auprès des industriels et banquiers, autrefois ses bienfaiteurs, qui maintenant soutiennent Hitler, à l'écoute de l'économiste Hjalmar Schacht, et redoutent les manœuvres tordues de Nikolai.

Ribbentrop, convaincu, lui offre des locaux à Berlin au 34 Viktoria- strasse, sous prétexte d'un « bureau des Affaires juives », plus que jamais utile à l'heure où la City et New York sont les instruments de cette « ploutocratie » que Goebbels dénonce tous les jours.

Le développement du réseau Nikolai est en route. Eugen Ott est à Tokyo, Max Ringelmann, un autre de ses hommes, est consul à Haïfa. Nikolai estime qu'avec la carte nippone en Asie, Berlin doit jouer la carte arabe au Moyen et Proche-Orient. Il met donc sur pied une « mission culturelle » dirigée par Baldur von Schirah, le responsable des Jeunesses hitlériennes, qui se rend sur place en 1937. Dans cette mission, Nikolai a évidemment glissé quelques hommes à lui pour discuter avec des Syriens et des Irakiens d'autres questions que culturelles...

L'intrigue la plus sérieuse et la plus grave de conséquences se déroule toutefois à Berlin. Elle a été amorcée en 1935 avec l'apparition dans le corps diplomatique soviétique d'envoyés très spéciaux de Staline, aux yeux duquel les prochains événements en Espagne serviront superbement de leurre, avec le fascisme d'un côté, l'antifascisme, de l'autre.

Un dénommé Eugen Gnedin est arrivé comme premier secrétaire à l'ambassade de l'URSS et, peu après, un certain Alexandre Erdberg. Tous deux sont supposés ranimer la coopération industrielle et commerciale germano-soviétique, en baisse considérable depuis deux ans. En réalité Gnedin et Erdberg doivent, flanqués de deux hommes de confiance de Staline au NKVD, sonder dans la capitale allemande les chances d'un rapprochement tel que celui amorcé de 1919 à 1932 par Nikolai et divers généraux allemands. Rapprochement allant

jusqu'à une entente géopolitique. La prudence est nécessaire, car, même après 1934, il reste au parti nazi des cadres qui croient fermement à la croisade anti-soviéto- communiste.

Tout doit être sondé et tenté à petits pas, chaque partie donnant des êges à l'autre, sans aucune fuite.

En somme, Gnedin et Erdberg arrivent dans la foulée psychologique d'un article paru le 15 juillet 1934 dans Les Izvestia sous la signature de Karl Radek. Il était dit, entre autres : « Il n'y a pas de raisons pour que le fascisme allemand et la Russie soviétique ne marchent pas ensemble. Après tout l'Italie fasciste et la Russie soviétique sont elles-mêmes de bonnes amies...»

En 1934, la presse soviétique ne publie pas n'importe quoi. Nikolaï le sait. Surtout un article signé Radek, une de ses vieilles connaissances. C'est un signal qui est suivi, peu avant l'arrivée à Berlin de Gnedin et de Erdberg, de l'envoi à Dantzig en mission temporaire de deux anciens des équipes Nikolaï en URSS, du temps où les rapports étaient excellents entre officiers des deux pays. Il se trouve que Radek arrive en même temps à Dantzig... s'entretient avec eux, pour voir si «on ne pourrait pas reprendre et amplifier la coopération passée». Prélude aux démarches que vont entreprendre quelques semaines plus tard Gnedin et Erdberg.

Si le premier est presque un vrai diplomate, l'autre est un as du renseignement soviétique. Il sera d'ailleurs le grand maître des rapports secrets germano-soviétiques jusqu'à son décès brutal en 1961. A Berlin, les clandestins de l'Orchestre rouge le connaîtront jusqu'en 1941 sous le nom de Karl Kauffmann. Pour Moscou, son nom de code est Alexandrov. En réalité, il s'appelle A.M. Korotkov. En 1935, il a trente ans, et déjà à son actif une huitaine d'années en missions secrètes. Il parle l'allemand à la perfection.

Heydrich et Müller ignorent d'autant moins ces conversations et pourparlers qu'ils y sont mêlés. Le seul détail nous manquant est de savoir s'ils ne sont entrés dans le jeu qu'à partir de 1937, ou dès 1935.

Depuis 1975, plusieurs de mes ouvrages ont abordé ce point d'histoire, mais il a fallu attendre 1995 et une conférence tenue à Prague par l'historien russe Boris Anatolievitch Starkov pour apprendre, documents à l'appui, qu'effectivement ces «sondages» avaient débouché en octobre 1936 «sur des conclusions positives» ; et qu'elles se concrétisèrent par un projet établi noir sur blanc en février 1937, qui fut en définitive le texte résumé du pacte germano-soviétique d'août 1939.

Ce n'est donc pas - comme l'a écrit un jour l'historienne américaine Amy Knight - «parce que Staline fut déçu par l'échec de ses approches vers l'Ouest, qu'il se tourna en 1939 vers Berlin». Depuis plusieurs années, il y avait de la part de Staline une intention délibérée d'en arriver là. Une entente germano-soviétique durable pouvait se transformer en une domination sans frein du continent eurasiatique, et ce, pour de longues décennies.

Une immense désinformation était en route en 1937 à destination de dizaines de milliers de cadres communistes, et particulièrement des hommes et des femmes qui, en Espagne, sacrifiaient leurs vies au nom de l'antifascisme. Gestapo-Müller y participait, aux côtés de Heydrich. Était-ce vraiment par simple carriérisme ?

CHAPITRE IV

4.1. Policiers contre militaires, à Berlin et à Moscou

Un fascinant parallélisme apparaît à quiconque se penche sur les événements qui ravagent quasi-simultanément, en 1937 et 1938, le haut commandement militaire soviétique et celui de l'état-major allemand. L'un est certes sanglant, l'autre se caractérise par des destitutions ou des mutations, mais, dans les deux cas, le résultat débouche sur la prédominance, à Moscou comme à Berlin, des appareils policiers.

La guerre civile qui, à ce moment, ravage l'Espagne, et les fanfares de la propagande selon laquelle, en Europe, l'antifascisme se dresse contre les dictatures, éclipsent les bouleversements qui déchirent les armées, de part et d'autre. Ce n'est que bien après 1945 que certains historiens se pencheront sur les purges staliniennes et sur la mise au pas par Hitler de ses généraux.

Nous le rappelons ici, à partir de faits en partie connus, mais assortis par nous de détails inaperçus.

Un journaliste français avait tenté d'alerter Paris sur des conversations entre quelques envoyés personnels de Staline et plusieurs dirigeants du SD et de la Gestapo. Il s'agit de M. Luciani, alors correspondant de plusieurs journaux à Moscou. Il n'a révélé sa démarche qu'en 1969, alors qu'il enseignait à l'université de Bordeaux.

Bien introduit au ministère des Affaires étrangères de l'URSS, il y fréquentait son titulaire, Maxime Litvinov. Le 25 décembre 1937, Litvinov lui avait fait part de son découragement : Paris faisait la sourde oreille à ses tentatives de rapprochement avec la France, face aux prétentions hitlériennes sur l'Europe. Il avait négligemment laissé entendre qu'il était temps d'aviser, car des entretiens secrets avaient lieu entre Moscou et Berlin. Litvinov, en raison de ses origines juives et de ce qu'il connaissait des intentions de Staline, à ce moment acharné à détruire le Haut Etat-Major et l'appareil secret soviétique en Europe, pressentait qu'il serait tôt ou tard «purgé».

Quelles que fussent ses raisons de risquer une telle confiance, les conciliabules Berlin-Moscou étaient bien réels. Mais Yvon Delbos et Coulondre, avertis grâce à M. Luciani par l'entremise du chargé d'affaires à Moscou, M. Payart, avaient haussé les épaules. Ils ne croyaient pas à l'éventualité d'une entente germano-soviétique, ni même à de telles

conversations. Selon eux, Litvinov faisait du chantage pour obtenir de Paris et de Londres un alignement sur la politique de Staline.

4.2. Heydrich et Müller, fabricants de faux

La politique étrangère d'un Etat, lorsqu'elle est menée sans tenir compte des renseignements ou des avis des spécialistes des affaires secrètes, mène souvent à la catastrophe. Au minimum, elle manque d'efficacité.

Une «affaire» couvait depuis l'hiver 1936-1937. Elle aurait dû ouvrir les yeux des diplomates, d'autant qu'y apparaissait un agent double, Nicolas Skobline, itinérant constant en France et dans les pays voisins au sein des milieux de l'émigration russe. Heydrich croyait tenir Skobline, alors que Skobline était tenu par le NKVD et se trouvait à la charnière d'une des purges les plus sanglantes ayant jamais atteint l'appareil politique et militaire de l'URSS. Or Berlin gardait à ce sujet une réserve inexplicable, alors qu'en général sa propagande hurlait de joie à chaque fois qu'elle avait matière à stigmatiser les menées bolcheviques.

Tout partait d'une confidence de Skobline à Heydrich : le maréchal Toukhatchevski, chef suprême des armées après Staline, fomentait un complot pour renverser le dictateur. Il s'était rendu à Londres en janvier 1936 à l'occasion des obsèques du roi George V. Il en avait profité pour sonder les réactions de diverses sommités britanniques à l'égard des visées de Hitler sur l'Autriche et la Tchécoslovaquie, et avait dit sa crainte que Staline n'en profite pour déclencher un conflit mondial, pour opposer la force à la force.

Le SD de Heydrich était au courant de cette démarche. Des fuites à Londres avaient immédiatement abouti à l'ambassade d'Allemagne. Il y avait donc du vrai dans ce que disait Skobline.

Des fuites s'étaient aussi produites à Paris, venant des milieux français. Toukhatchevski y avait séjourné avant de regagner l'URSS. Il s'était entretenu avec le général Gamelin, avec des allusions similaires. Si discrètes et peu précises que fussent ces confidences, n'importe quel spécialiste du renseignement pouvait en déduire que quelque chose se tramait dans les coulisses du Kremlin. Toukhatchevski avait d'ailleurs été reçu par le ministre de tous les gouvernements de l'époque, Anatole de Monzie, assez fin pour subodorer quelque intrigue. Sa maîtresse Lyba était présente. Epouse d'Eugène Schkaff, dit Jean Fréville, collaborateur de L'Humanité, elle renseignait volontiers le NKVD, mais nul ne semblait s'en douter dans les arcanes du contre-espionnage français, alors à ce point braqué sur le danger allemand qu'il ne s'intéressait guère aux activités soviétiques.

Quoi qu'il en soit, Skobline assurait à Heydrich que la popularité de Toukhatchevski et de son état-major portait ombrage à Staline, qui accumulait tous les indices possibles contre le maréchal, mais ne disposait pas encore de preuves suffisantes pour l'accuser et l'éliminer. Il redoutait par-dessous tout que le maréchal et plusieurs de ses généraux, mêlés de 1921 à 1932 à la coopération germano-soviétique, ne complotent contre lui.

Staline n'avait pas de preuves ? Heydrich va s'occuper d'en fabriquer. Il en parle à Himmler qui, comme d'habitude dans les cas délicats, ne dit ni oui ni non. Heydrich en discute avec Gestapo-Müller qui déteste la caste des militaires, qu'ils soient allemands ou russes. Il leur faudrait se procurer des notes et des documents datant de la période 1921-1932. Il en existait sûrement, portant la griffe de Toukhatchevski et de ses hommes de confiance.

Heydrich approche alors le colonel Oster, un des adjoints de l'amiral Canaris. L'Abwehr doit bien conserver quelque part dans ses tiroirs des dossiers du temps du traité de Rapallo. Il aimerait les consulter.

Oster l'éconduit poliment : l'Abwehr ne dispose pas de telles archives... Heydrich n'abandonne pas. Il profite d'une de ses randonnées équestres avec Canaris pour aborder le problème, mais l'amiral lui assure que ses services ne possèdent aucun document concernant cette période. Le lendemain, Canaris avertit ses proches que Heydrich doit mijoter «un des mauvais coups dont il est coutumier, et qu'ils doivent veiller à ce que, en aucun cas, l'Abwehr ne se trouve compromise dans une quelconque opération montée par lui et Müller, son âme damnée»¹.

Quelques jours plus tard, un des centres d'archives de la Wehrmacht est cambriolé par des hommes de main de Müller. S'y trouvaient effectivement des documents portant la griffe de Toukhatchevski.

Müller livre alors à Heydrich plusieurs «droit commun» qu'il vient d'extraire d'un camp de concentration et qui, à l'occasion, ont déjà fabriqué des faux pour lui. Ils disposent d'un petit atelier spécial où ils travaillent, surveillés par Heydrich, Müller, le général SS Hermann Behrens et un autre SS, Alfred Naujocks, qui sera mêlé à plusieurs opérations de ce genre.

Deux dossiers sont élaborés. Chacun comporte des lettres, des notes, des correspondances, dont plusieurs portent la signature du maréchal Toukhatchevski. Signature authentique puisque décalquée de véritables documents, mais dont les dates ont été modifiées d'un chiffre (1935 ou 1936 au lieu de 1925 ou 1926), lorsqu'il s'agit par exemple d'une lettre du maréchal «à des amis allemands».

Un de ces dossiers, d'une trentaine de pages, part de Berlin vers Moscou. L'autre, comme parvenant d'autres sources, passe par Prague. Un des cinq officiers tchèques convoqués par le président Edouard Benès pour authentifier le document que lui a apporté en main propre l'attaché militaire tchécoslovaque à Paris, doute de l'authenticité des documents. Néanmoins, Edouard Benès - de son propre aveu dans ses Mémoires parus à Paris en 1954 - a estimé qu'il devait faire parvenir ce dossier à Staline, en signe de bienveillance.

Pour donner encore plus de force au montage, a été glissé dans l'un des deux dossiers un faux ordre manuscrit de Hitler, enjoignant de surveiller de près les généraux allemands susceptibles d'être en rapport avec Toukhatchevski...

En avril 1937, «l'affaire» éclate à Moscou, mais n'émerge vraiment que le mois suivant lorsque Heydrich en personne vient annoncer à Canaris («Il jubilait littéralement», raconta l'amiral aux siens) que le maréchal Toukhatchevski est arrêté.

4.3. L'hécatombe en Union soviétique

En ce printemps 1937, les signes ne manquaient pas, annonciateurs d'un orage à Moscou. En effet, le 21 avril, le politburo soviétique avait fait savoir à Londres que «pour des raisons de sécurité», le maréchal n'assisterait pas au couronnement du roi Edouard VIII. Neuf jours plus tard, Toukhatchevski traverse la Place Rouge pour se rendre à la tribune officielle, d'où les autorités assisteront au défilé du 1er mai. Son chef d'état-major, Alexandre Egorov, l'y rejoint, mais ne salue personne. Gamarnik, vice-commissaire politique aux armées, ami du maréchal, monte aussi à la tribune et s'aligne à côté des autres militaires sans saluer personne. Personne ne le salue. Staline préside, flanqué du politburo. Il ignore tous les militaires.

Le lendemain, La Pravda publie une photo de la cérémonie : aucun militaire n'y figure³. C'est seulement à partir du 13 mai que commencent arrestations et sanctions. Toukhatchevski a été officiellement muté au commandement de la région militaire de la Volga, signe évident de sa disgrâce.

Dans la nuit du 30 mai, il est arrivé par le train à Kouybychev, où il doit se présenter au siège du comité central régional du parti. Sa femme l'attendait à l'hôtel voisin. Elle ne le reverra jamais.

Ian Gamarnik se suicide le 31 mai, au moment où une équipe du NKVD vient l'arrêter. La chasse à l'homme a commencé à travers tout le pays. Terrible hécatombe, dont il faut rappeler les chiffres : après quinze mois et des procès truqués, 75 des 80 officiers supérieurs du Conseil supérieur des armées ont «disparu», exécutés ou déportés. Sur cinq maréchaux, il n'en reste que deux, Vorochilov et Boudienny, dociles serviteurs de Staline ; 90% des officiers généraux et amiraux et 80% des colonels ont été fusillés, assassinés ou déportés.

Au total, 13 commandants d'armée sur 15, 57 commandants de corps d'armée sur 85, 110 commandants de division sur 195, 221 commandants de brigade sur 397 ont subi le même sort. Et, dans la foulée, 35 000 officiers et sous-officiers.

Les procès se sont déroulés à huis clos. Dans la soirée du 11 juin 1937, Toukhatchevski et dix autres officiers supérieurs sont fusillés après le réquisitoire d'Andrei Vychinski, procureur à tout faire de Staline après avoir servi le tsar. Les dossiers fabriqués par Heydrich et Müller n'ont même pas servi durant un procès liquidé en douze heures, sans témoins, sans documents, sans avocats.

La presse se limitera çà et là à rapporter que le maréchal était coupable de «mœurs aristocratiques», montrait sans cesse «son incommensurable orgueil» et menait «une vie dissolue». Les autres «justifications» des purges s'étaient en France dans L'Humanité où un

«manifeste» félicite Staline d'avoir su déjouer les manœuvres de ceux qui étaient au service de l'«espionnage hitlérien» ! Et l'organe du parti communiste français de saluer «la mort des traîtres».

A la jubilation de Heydrich correspond le cynisme triomphant de Skobline qui se cachera néanmoins dans les locaux de l'ambassade de l'URSS à Paris en septembre 1937, car il a rendu un autre service au NKVD en participant au kidnapping dans Paris du général Miller, le chef en Europe de l'émigration russe anti-bolchevique. Skobline ne risquait pourtant pas grand chose : un réseau du NKVD dans la police française - parmi ceux-ci les commissaires Signasse et Pretot dont les dossiers ont disparu des Archives nationales - protégeait depuis des années les agents de Moscou. Les preuves de leurs activités ont été trouvées en 1941 dans les archives entreposées à Minsk, lors de l'avance allemande en Russie.

On ne connaît pas dans l'histoire d'autres exemples d'une telle hécatombe, qui ait décapité en quelques mois l'encadrement d'une armée en progression vers une puissance inégalée. David Kandelaki et son équipe de négociateurs secrets assuraient avec aplomb à leurs vis-à-vis allemands que Staline démontrait ainsi sa volonté d'entente avec Berlin, qu'il muselait les va-t-en-guerre... N'avait-il pas d'ailleurs donné l'ordre à ses réseaux, dès décembre 1936, «de cesser toute action contre l'Allemagne» ? Le général Walter Krivitzki, transfuge à l'Ouest l'année suivante, a révélé cet ordre qu'il avait reçu en tant que responsable de l'espionnage de Moscou en Europe.

Tout aussi ahurissant, le 22 mars 1937, un rapport de situation à Hitler, préparé par Müller et contresigné par Heydrich et Himmler. On y lit que «l'Allemagne n'est plus désormais la cible du Komintern ni des autres organismes soviétiques».

L'entente entre policiers de la «Secrète» allemande et policiers de la « Secrète » soviétique, directement subordonnée à Staline, n'attendait plus qu'un processus diplomatique pour aboutir au paquet-cadeau d'août 1939.

4.4. La destitution du Haut Commandement allemand

Une opération couve en effet simultanément durant les derniers mois de l'année 1937, et débouche sur un plan public dans les trois premiers mois de 1938. Une fois de plus Heydrich et Müller en sont les meneurs de jeu. Ce sont eux qui, en 1934, avaient été la cheville ouvrière des assassinats de Röhm, des frères Strasser et des SA. Müller, en personne, avait désigné les exécuteurs. A présent, Heydrich et lui s'en prennent aux chefs de l'armée allemande, au nom de la morale et de la pureté exigées par le parti.

Sans doute, consciemment ou non, Heydrich se venge-t-il ainsi d'avoir raté sa carrière d'officier et du mépris souvent affiché par les militaires de carrière. Réaction similaire de Müller, toujours imbu de son image de fils du peuple arrivé par sa seule intelligence, et qui ne supporte pas qu'une caste d'officiers puisse vivre à l'écart du parti en tenant ses distances à l'égard d'un « flic » comme lui. « Müller, admirateur affiché de ses homologues du NKVD, aurait aussi bien servi sous un régime soviétique ! », m'a dit une secrétaire réfugiée en 1947

en Forêt-Noire avec deux de ses amies, comme elle attachées au bureau de Müller pendant la guerre.

L'étincelle qui déclenche l'opération est provoquée par Josef Meisinger le responsable de la section H de la Gestapo, celle qui surveille dans Berlin le personnel de tous les ministères et rouages administratifs du gouvernement et du parti. Meisinger assure à Müller et à Heydrich que le général Werner von Fritsch, commandant en chef de la Wehrmacht depuis 1935, s'adonne outrageusement à l'homosexualité.

Surgit alors aussitôt dans le cerveau de Heydrich une de ces idées qu'il croit lumineuses : von Fritsch déplait à Hitler, il n'est arrivé à ce poste que grâce à la protection du vieil Hindenburg..., considère que les officiers n'ont pas à se mêler de politique, donc n'ont pas à adhérer au parti..., conteste en outre les plans de Hitler de mainmise sur l'Autriche et les Sudètes... Qu'à cela ne tienne, Hitler va être saisi des mœurs prêtées à von Fritsch. Un tribunal d'honneur est constitué.

A ce moment, Müller découvre que Meisinger a confondu un autre von Fritsch avec le général, mais tous redoutent d'avouer leur erreur au Führer. Ils se taisent et, qui plus est, font témoigner un véritable homosexuel, appelé Hans Schmidt, sorti des écuries de Müller. Le 4 février 1938, le général, qui a nié jusqu'au bout, est sommé de prendre sa retraite «pour raisons de santé».

La cour militaire, qui n'est pas encore tout à fait soumise à Hitler, n'en décidera pas moins, six semaines plus tard, d'acquitter Werner von Fritsch de toutes les charges retenues contre lui.

Jugement qui n'empêchera cependant pas le général de refuser son appui aux collègues qui l'ont approché dans l'idée de renverser Hitler. Il savait que plusieurs d'entre eux avaient, l'année précédente, sondé leurs homologues britanniques sur leur comportement si un autre pouvoir se substituait à Hitler, et qu'ils avaient été éconduits. «Nous voulions faire ce coup, m'a expliqué en 1947 le commodore Wichmann, mais sans porter tort à notre pays. Nous voulions l'assurance, fût-elle verbale, que Londres n'en profiterait pas pour, avec la France, interférer dans nos affaires et empêcher l'Allemagne de rester indépendante et souveraine. »

Farouchement anti-catholique et antisémite, Werner von Fritsch a participé en septembre 1939 aux opérations militaires en Pologne. Il a été tué dans des circonstances curieuses. Il a marché, à découvert, droit sur un poste d'où tirait un Polonais, comme s'il cherchait la mort.

Très étrangement, pendant que se réunissait le tribunal d'honneur présidé par Hitler, et qui condamnait à tort von Fritsch, Josef Meisinger partait en mission à Tokyo, à l'instigation du colonel Nikolai. Une fois au Japon, il ne craignait plus rien : Heinrich Müller l'avait pris sous sa protection.

La destitution du commandant en chef de la Wehrmacht n'a pas provoqué le bruit escompté, car est venue immédiatement se superposer a seconde «affaire» qui, cette fois, visait le général et ministre de la défense, Werner von Blomberg.

Ce Poméranien de 60 ans était pourtant un des rares officiers supérieurs auxquels Hitler devait d'avoir su persuader leurs camarades de ne pas s'opposer à lui en 1933. En janvier 1933, von Blomberg siégeait à Genève à la Conférence européenne sur le désarmement. Le 29 juin 1934, dans l'organe du parti, le *Völkische Beobachter*, il assurait Hitler de la loyauté de l'armée. Mais voici qu'en hiver 1937-1938, le maréchal Goering entre en scène. Jaloux, il déteste ce général que Hitler a promu maréchal. Heydrich et Müller suivaient de près cette rivalité, et guettaient l'opportunité d'intriguer. L'occasion se présente quand leurs agents leur apprennent que von Blomberg, qui était veuf, vient d'épouser la jeune Eva Gruhn. Or Eva n'a rien de la jeune fille pure que le général a présentée au Führer. C'était une prostituée qui avait même posé nue pour des magazines spécialisés. Fureur de Hitler qui a été témoin du marié.

Heydrich et Müller proposent un compromis plutôt qu'un scandale dont se gausseraient les ennemis de l'Allemagne. Egalement «pour des raisons de santé», von Blomberg remet sa démission et part en exil à Capri avec sa jeune femme. On n'en parlera plus. En 1944, l'armée américaine le placera en détention. Il y décédera en 1946.

De ces deux affaires, il résulte qu'au moment où, en URSS, les purges déferlent sur l'Armée rouge, faisant du NKVD la force majeure du pouvoir auprès de Staline, en Allemagne, deux destitutions - lesquelles sont bien entendu suivies d'effets en chaîne dans l'encadrement militaire - font sauter le chapeau des armées et font du SD et de la Gestapo l'arme principale auprès de Hitler. Celui-ci a provisoirement nommé Walter von Brauchitsch au commandement suprême de la Wehrmacht, mais, dans les quinze mois suivants, il s'adjugera ce poste, en neutralisant au passage plusieurs généraux et officiers supérieurs, tel Ludwig Beck qui avait de lui-même renoncé à ses fonctions à l'Etat-Major général en été 1938, faute de partager les vues du Führer.

4.5. Une fois encore, le réseau Nikolaï

La nouvelle entente germano-soviétique est en bonne voie. Reinhard Heydrich se complaît dans cette avance, car il devient le grand maître des affaires secrètes. De même pour Gestapo-Müller qui marche sans cesse sur ses talons, mais sait patienter. Auprès d'eux se trouve Walter Nikolaï, toujours à l'abri de von Ribbentrop, et qui est plus que jamais utile lorsque la Tchécoslovaquie devient la cible de Hitler. Les chefs du SD et de la Gestapo savent en effet que la Tchécoslovaquie n'a pas de secrets pour Nikolaï, dont les vieilles relations des années 1920 sont montées en grade. Ils savent qu'il a des informateurs bien placés dans les minorités slovaques, ruthènes, hongroises et polonaises. Deux instructeurs permanents à l'Académie militaire de Prague sont de sa couvée personnelle. Nikolaï assure aussi qu'il n'ignore rien du système des fortifications du pays, dont le fort de Theresienstadt, entre Prague et la frontière allemande. 7

Nikolaï suivait aussi la situation en Pologne. En dépit des accords de bonne entente passés en 1933 entre Berlin et Varsovie, il avait obtenu trois ans plus tard l'installation en Poméranie, dans le camp de Rummelsburg, d'une école d'instruction pour espions et saboteurs. Cette école aurait dû être placée sous le contrôle de l'Abwehr, mais ce sont Heydrich et Müller qui, en accord avec Nikolaï, en eurent la charge et participaient à l'infiltration de ses agents en Pologne.

Le contre-espionnage de Varsovie réussit cependant à en démasquer quelques-uns, tels un dirigeant de l'Institut militaire de géographie et plusieurs ingénieurs et techniciens qui, pour couverture, travaillaient chez IG-Farben et la firme Siemens.

Ainsi l'Abwehr se développait, mais ne s'occupait efficacement que d'espionnage militaire, tandis que l'espionnage politique, diplomatique, industriel, s'activait sous l'aile protectrice du SD, des «marginiaux» procurés par Walter Nikolaï, et sous la protection des services de Gestapo-Müller.

La première et unique fois où le «travail» de Nikolaï apparaît au grand jour correspond à l'ouverture d'un procès aux Etats-Unis, le 18 octobre 1938. Le colonel y est publiquement mis en cause par un accusé : Günther Gustav Rumrich.

Celui-ci raconte que, fasciné par un ouvrage publié à Berlin sous la signature de Nikolaï, qui mettait en relief la nécessité de l'espionnage pour guider ou accompagner la politique étrangère d'un pays, il lui avait envoyé une lettre par l'intermédiaire du journal du parti, le *Völkischer Beobachter*. D'origine allemande, Rumrich laissait entendre qu'il servirait volontiers son pays. Peu après, Nikolaï l'avait fait recruter. Il n'était pas le seul à travailler pour Berlin aux Etats-Unis, puisque dix-huit autres Américains figuraient dans les actes d'accusation. Quatre seulement ont été arrêtés. Les autres avaient disparu à temps dans la nature.

Nombre de commentateurs américains ont à l'époque confondu les activités de Nikolaï avec celles de l'Abwehr, sans savoir qu'elles étaient parallèles.

Si le 2 juin 1938, le *New York Times* s'alarme de l'affaire Rumrich, malgré la neutralité bienveillante dont fait preuve F.D. Roosevelt à l'égard de Berlin, ce n'est pas le cas du *Time*, magazine de l'Establishment libéral fait cette année-là sa couverture de «l'homme de l'année» avec un Portrait de Hitler, à l'inspiration des milieux d'affaires qui ont des intérêts en Allemagne.

Edgar G. Hoover, le directeur du FBI, obtient cependant que les opérationnels de son service, en charge de la surveillance des infiltrations étrangères, passent de 500 à 800 personnes. Mais, si talentueux que soient certains d'entre eux, ils n'ont pas encore de connaissances suffisantes pour maîtriser l'implantation, non seulement des agents de l'Allemagne, mais aussi ceux de l'URSS. L'avenir le démontrera.

A Berlin, Heinrich Müller multiplie à ce moment les gestes de bonne entente à l'égard de l'Abwehr. Il lui fournit les noms de quelques informateurs recrutés par l'antenne de la Gestapo

à Washington. Ainsi celui de l'Américain d'origine allemande William G. Sebald, dont la mère habite Hambourg et qui devient «Tramp» en nom de code, une fois passé sous contrôle de l'Abwehr⁸.

Sebald dispose d'un émetteur-récepteur pour communiquer ses renseignements à Berlin, via Hambourg. Dans son réseau travaillent Hermann Lang, E.M. Röder, la belle artiste et modèle des peintres, Lilly Stein, qui sert de courrier, le publiciste Frederick Joubert Duquesne et une demi-douzaine d'ingénieurs et techniciens implantés dans les usines américaines, dont plusieurs ateliers s'occupent d'armement.

Que Nikolaï ait également joué un rôle dans la coulisse allemande des années qui précèdent la Seconde Guerre mondiale, et même durant celle-ci, est indéniable. Preuve en est une conférence réunie par Hitler le 7 février 1939, avec Rudolf Hess, deux ou trois officiers du Haut Etat- Major et Nikolaï en personne.

Il s'agit de discuter des enseignements à tirer du dernier ouvrage de l'écrivain militaire britannique, Lideil Hart, La défense de la Grande-Bretagne. Peut-on en déduire que Londres s'apprête psychologiquement et matériellement à entrer en guerre contre Berlin ?... Que la France suivra Londres ?... Ou bien peut-on escompter que, même si Berlin envahissait la Pologne, Londres et Paris ne bougeraient pas plus pour sauver Varsovie qu'ils n'ont bougé pour sauver Vienne ou Prague ? Telles sont les questions que leur pose Hitler.

Walter Nikolaï demeure donc un conseiller encore très écouté dans les arcanes du régime. Canaris et son équipe se méfient de lui. Heydrich et Müller tolèrent plus qu'ils ne soutiennent ses intrusions dans leurs domaines respectifs.

CHAPITRE V

5.1. Des réseaux soviétiques, sous le nez de Gestapo-Müller

Les purges de 1937 et de 1938 ont modifié la donne autour de Staline, sans changer d'un iota les approches de ses émissaires secrets pour déboucher, point par point, sur le pacte d'août 1939. A Moscou, il n'y a plus de militaires pour oser discuter sa stratégie. Le renseignement militaire, le GRU, qui échappait au contrôle des tchékistes jusqu'à l'hécatombe dont Iejov, à la tête du KGB, dirigeait les coups comme un bûcheron décidé à raser une forêt, n'est plus en 1938 qu'un squelette amorphe. Ses réseaux les plus actifs dans le monde sont quasiment en sommeil. En Allemagne, plusieurs cellules continuent d'amasser des renseignements, mais la plupart, une fois transmis par des relais compliqués, sont mis sous le coude à Moscou. Dans la majorité des cas, A.G. Orlov, le directeur du GRU de novembre 1938 à avril 1939, les tamise avant d'en communiquer l'essentiel à Staline. Ivan I. Proskurov, son successeur d'avril 1939 à juillet 1940, fait de même.

Leur homologue au NKVD, à partir de septembre 1938, est V. Merkoulov, arrivé dans le sillage de Lavrenti Beria, lorsque ce dernier a remplacé Nicolas Iejov à la direction suprême des services de sécurité de l'URSS. Venu lui aussi du Caucase, il est néanmoins un rival de Beria.

Comme d'habitude, Staline joue parfois de l'un contre l'autre, en même temps qu'il utilise les rescapés du GRU pour manœuvrer.

Il faut se souvenir de ce contexte pour en analyser du mieux possible les répercussions dans la toile des réseaux soviétiques tissés en Allemagne. Serons-nous des rares chroniqueurs à nous étonner de la passivité à cet égard des services de Gestapo-Müller, toujours supposé le grand spécia-liste de la subversion communiste ?

Le contre-espionnage militaire allemand a plusieurs fois frappé dans cette toile entre 1929 et 1936. Après quoi on guette en vain que la Gestapo, sous la férule de Müller qui a quadrillé l'Allemagne de ses informateurs, ait arrêté un grand espion de l'URSS ou démantelé un de ses réseaux les plus performants.

Que font donc d'autre part le contre-espionnage politique, c'est- à-dire le SD intérieur (SD-Inland), et le SD extérieur (SD-Ausland) qui devraient veiller à la pureté des sentiments et des actions des cadres du parti nazi où qu'ils se trouvent en poste ? C'est une question qui n'a jamais été posée par les historiens de l'Allemagne. Et pourtant voici Willy «Breitenbach», de son vrai nom Lehmann, recruté par Moscou en 1929 au cœur de la police et qui, en 1933, est entré à la Gestapo. En 1937 et jusqu'à ce qu'il soit découvert cinq ans plus tard, il était l'homme de liaison entre le bureau de Müller, ceux du SD et ceux de l'Abwehr, pour les affaires d'espionnage les plus importantes. Donc un pivot essentiel de l'espionnage soviétique.

Seconde remarque à son sujet : comment se fait-il que dans ses rapports sur l'Orchestre rouge, fin 1941 et 1942, Gestapo-Müller ait omis de citer une seule fois Lehmann, ou même de le mentionner dans l'organigramme joint à ses rapports ? Müller a-t-il voulu masquer ainsi son manque de vigilance, ou bien son omission visait-elle à protéger Lehmann ?

Dans ses souvenirs, Pavel Sudoplatov, qui fut l'un des hauts responsables des services secrets de l'URSS, se borne à signaler que Lehmann travaillait effectivement pour Moscou et, qu'après la guerre, «on» a seulement retrouvé citation de son nom dans les archives de la prison de Plötzensee à Berlin. Müller mentionnait pourtant dans ses rapports Alfred Barth, agent allemand de l'URSS, parachuté le 5 août 1942, pris peu après par la police, qui fut responsable de l'arrestation de Lehmann et sauva sa vie en acceptant de jouer l'intoxicateur avec le poste-émetteur dont il était responsable.

Alfred Barth, arrêté par les Britanniques en 1945, a été livré à l'URSS l'année suivante et immédiatement passé par les armes pour trahison.

Sous le nom d'Erdberg, attaché commercial, Alexandre Korotkov était un des rares de la première équipe de négociateurs secrets avec les Allemands à ne pas avoir été rappelé à Moscou après 1937. Il participait aux conversations dans l'ombre d'un certain «Rudolf», de son vrai nom Georges Zaroubine, jusqu'alors une sorte d'inspecteur itinérant du NKVD. On va retrouver Zaroubine en Pologne, en face des officiers allemands du SD et de la Gestapo, lorsqu'envahie à la fois par l'Allemagne et par l'Union soviétique, la Pologne est dépecée et

soumise à la chasse à l'homme des équipes mixtes soviéto-allemandes. Zaroubine réapparaîtra au Canada en 1944 en tant qu'ambassadeur, en réalité chargé de superviser les réseaux soviétiques dans ce pays et aux Etats-Unis. L'épouse de Zaroubine, Elisabeth, venue avec lui à Berlin en 1938, était un des officiers traitants de Willy Lehmann depuis 1930... En 1938, Korotkov doit prendre le relais auprès de Lehmann, mais il s'en garde car ce n'est pas le moment qu'un tel contact, s'il venait à être découvert, compromette la marche au pacte, désormais irrésistible. En 1941, Lehmann se plaindra à Korotkov d'avoir été ainsi abandonné, sans qu'il sache si ses notes et rapports, remis par boîtes-aux-lettres mortes, étaient bien acheminés à Moscou.

5.2. Une kyrielle d'agents infiltrés

Certes, aucun service de contre-espionnage n'est infaillible. Le jeu n'est pas facile. Des espions et agents doubles parviennent toujours à passer au travers des mailles, mais tout de même, en 1937 et ensuite, il n'y a pas que Lehmann à servir Moscou. L'état-major du maréchal Goering est déjà truffé d'officiers ou employés qui travaillent pour l'appareil qu'on appellera l'Orchestre rouge quelques années plus tard. Il existe aussi des agents de l'URSS au cœur du ministère des Affaires étrangères pris en main par Ribbentrop en 1938, et dans plusieurs ambassades d'Allemagne, pas seulement à Tokyo ou à Washington, mais également à Paris, à Bruxelles et en Suisse. A l'époque, d'après nos recherches dans les archives allemandes, Gestapo-Müller dispose de 2 450 officiers implantés dans le corps diplomatique. Or, exception faite de quatre ou cinq «affaires» découvertes après 1941, l'aveuglement ou la passivité des hommes de Müller est troublante. Ne sont-ils finalement chargés que de surveiller la pureté idéologique de leurs voisins, conseillers, attachés commerciaux, etc. ?

Plus amusant, si l'on peut dire, est le constat en Allemagne de ce qui se passe sur le plan «culturel», autour de Josef Goebbels. Dès 1925, il était entouré d'une kyrielle d'actrices et d'artistes dont, au fil du temps, Müller aurait dû suspecter le rôle. Car, parmi les conquêtes de ce coureur de jupons de Josef - ce dont son épouse Magda se plaignait à Hitler - apparut en 1930 une ravissante actrice débutante, Olga Chkarina- Forster³. Goebbels ne s'étonne pas de ce qu'étant l'épouse d'un journaliste autrichien, écrivain plus ou moins réputé, celui-ci se montre aussi peu soucieux de voir sa femme se jeter dans ses bras. Or ledit mari, Arnold Bronnen, alias Bronner, est comme Olga un agent soviétique.

Olga, agent A/229 au fichier du NKVD extérieur⁴, a communiqué des informations fort intéressantes sur la vie des cadres du NSDAP : leurs mœurs, leurs rivalités, leur attachement par opportunisme ou conviction à Hitler. Certes on ne saurait imputer à Müller de ne pas avoir démasqué Olga qui meurt prématurément dès 1935, puisqu'il n'est dans ses fonctions que depuis un an. C'est différent en ce qui concerne Bronner, l'époux, qui continue de graviter dans l'orbite de Goebbels, alors qu'avec ses Bavarois, Müller surveille les cadres du parti. Six ans après, Bronner est suspendu de ses chroniques à la radiodiffusion de l'Etat : son origine juive vient d'être révélée, Goebbels en fait un cas personnel : «C'est un ami, j'en fais mon affaire !» Il se comporte comme Goering qui disait : «J'ai mes juifs à moi ! Laissez-les tranquilles ! » Bronner est réintégré dans ses fonctions.

Cela n'aurait pas dû empêcher Müller d'ouvrir l'œil car Bronner était en relations suivies avec Arvid et Mildred Harnack, pivots essentiels des réseaux berlinois qui seront définitivement démasqués en 1942. Pourtant Bronner traverse en toute impunité les diverses enquêtes.

C'est seulement au printemps 1945 qu'il «disparaît», toujours sans surveillance. Il s'est réfugié en Autriche auprès d'un réseau communiste et de là passe à Berlin-Est. Je l'ai détecté en 1947 parmi la petite cour d'intellectuels au service de Walter Ulbricht, le n° 1 du PC de l'Allemagne de l'Est.

Bronner n'est pas un cas unique. Au fil du temps, l'entourage de Goebbels a été infesté d'acteurs et surtout d'actrices qui ont été des informatrices de Moscou. Ainsi en a-t-il été de Martha Harell, plus tard de Marika Röck, sans parler d'artistes de moindre renommée qui, s'ils n'étaient pas des sympathisants communistes, donnaient la main aux réseaux catholiques peu connus de la Rose Blanche, ceux-là brutalement décimés par Müller. Ainsi, en 1944, l'époux d'une fille du directeur de l'Opéra de Hambourg, Inge Bollmann, qui avait tout juste vingt ans, et dont le mari, interné, n'a échappé à la mort que grâce à la fin de la guerre.

L'entourage du maréchal Goering était tout autant pénétré. Sans parler du prince Radziwill, qui devait raconter en 1967 ses relations avec le chef de l'aviation allemande, il y avait l'actrice Olga Tchekova, liée à la fois à Radziwill et permanente de la petite cour qui entourait le maréchal. Pavel Sudoplatov, l'ancien n° 2 du NKVD extérieur, a lui-même confirmé le fait dans ses Mémoires en 1955. On touchait là aux multiples visages de l'espionnage soviétique, car aussi bien Radziwill que la Tchekova dépendaient directement de Lavrenti Beria, et non de l'appareil ou du NKVD extérieur ou du GRU.

Seule la soviétologue Françoise Thom a parlé de cette sorte d'appareil-bis dans son ouvrage consacré à Beria, sur la base des déclarations de son fils Sergo.

Korotkov, dit Erdberg, est là dans l'ombre, de 1938 à 1941, aussi efficace qu'effacé. Présent à l'ambassade ou en voyage à Moscou puisqu'il est attaché commercial à Berlin, il est utile à double titre en tant que vigile et évaluateur du comportement des Allemands. Car cette double vie, tandis qu'il «traite» plusieurs des chefs de réseaux de l'URSS à Berlin, lui permet de tester si réellement ses interlocuteurs n'ont rien détecté de ces réseaux.

Manifestement il n'en est rien. Peut-être Heydrich s'imagine-t-il qu'ayant infiltré un agent double auprès de Koboulov, le résident du NKGB à Berlin, O. Berlinsk, Berlin n'a rien à redouter des services spéciaux soviétiques. Mais Müller ? Est-il aveugle à dessein ? De fait, jusqu'à l'été 1941, Berlinsk intoxique Staline, via Koboulov, frère d'un intime de Beria. C'est une des manœuvres qui, dans le jeu des services secrets, mènent souvent à des catastrophes. Elle s'insère dans l'arsenal des raisons de Staline de ne pas croire un instant aux douzaines de messages qui, de novembre 1940 à juin 1941, l'avertissent de l'intention de Berlin d'attaquer l'URSS.

Si Heydrich et Müller frappaient alors avec des opérations de police, c'est dans le milieu des communistes de base, mais jamais dans la toile de l'Orchestre rouge. Lorsque cet appareil

sera démasqué en hiver 1941-1942, ce ne sera pas du fait de la technicité de Gestapo-Müller, mais grâce au contre-espionnage militaire, par le système d'écoutes-radio de l'Abwehr.

5.3. L'appareil légal et illégal de l'URSS en Allemagne

Une parenthèse s'impose ici pour comprendre la complexité du travail des réseaux soviétiques en Allemagne - et aussi dans les autres pays - à l'approche de la signature du pacte Berlin-Moscou.

Avant les purges de 1937 et 1938, l'appareil subversif et d'espionnage soviétique était relativement simple. Il se divisait en trois branches : celle du Komintern qui animait ses réseaux dans l'ombre et à l'insu des partis communistes ; celle du NKVD extérieur (plus tard premier Directeur principal du KGB) qui avait son propre «résident» en Allemagne et manipulait ses propres informateurs ; celle du GRU ou renseignement de l'Etat-Major général de l'Armée rouge qui avait elle aussi son Propre «résident» à Berlin, avec l'attaché militaire et ses adjoints.

Mais le travail de ces trois branches se doublait de celui des agents « illégaux », c'est-à-dire d'officiers ou d'agents de renseignement implantés sous de fausses identités et insérés à n'importe quel étage de la société, comme s'ils étaient des Allemands ou des étrangers vivant et travaillant également dans le pays. Les purges ont bousculé cet ordre invisible. Des suspects d'antisoviétisme ont été rappelés en URSS ou assassinés dans leurs zones d'activité (tel Ignace Reiss en Suisse) ou se sont à temps évaporés dans la nature. La toile d'araignée a été déchirée. Des personnes comme Korotkov auront donc toutes les peines du monde à raccommoder les trous, à maintenir en activité les circuits non détruits, à persuader enfin les militants, qui travaillaient par conviction, que la stratégie du Kremlin est la meilleure.

Quant aux «résidents», la cotation que nous avons retenue dans les archives soviétiques et dans la presse russe entre 1975 et 1995 permet les données suivantes, qui nous semblent indicatives : en 1928, avant l'arrivée du nazisme au pouvoir, la résidence des services soviétiques à Berlin comptait 8 permanents qui disposaient de 39 sources dans l'appareil gouvernemental allemand. En 1935, elle en compte 16, mais en 1937- 1938, du fait des purges, il n'y a plus que 3 permanents dans la capitale allemande. Chiffre qui tombe à 2 en 1939, symbole de l'idylle germano- soviétique.

Autrement dit, les itinérants comme Korotkov, qui va et vient entre Moscou et Berlin à partir de 1938, doivent pallier la rupture des contacts antérieurs bien réglés avec les informateurs des différentes branches, et apporter les consignes aux illégaux qui ne possèdent même plus de moyens radio pour communiquer avec la Centrale moscovite.

Une femme comme Maria Poliakova, qui dès 1933 était soi-disant étudiante à l'université de Berlin et en 1937 servait de «résidente» du NKVD pour la Suisse, se bat difficilement ensuite à Moscou afin de maintenir un semblant de vie dans les réseaux dont elle est responsable. En 1938, elle est suspectée, en tout cas mise sur la touche et, sans l'intervention du maréchal Vorochilov conseillé par le n° 2 du GRU, I. Ilitchev, elle aurait disparu des cadres.

A cette époque et jusqu'à son remplacement par Dekanosov en décembre 1940, l'ambassadeur soviétique à Berlin, Alexandre Chkwartzev, ne joue que les utilités. Le seul vrai responsable du renseignement à l'ambassade, c'est Amayak Koboulov, dont nous avons dit qu'il est sous l'influence d'O. Berlinks, agent double manipulé par un officier de la Gestapo. Du moins c'est ainsi que l'a présenté le 21 mai 1947 Siegfried Müller, un des anciens officiers de ce service.

Mais Amayak Koboulov n'arrive à Berlin qu'en octobre 1939 et, selon nos renseignements, ce n'est pas la Gestapo mais le SD qui manipulait Berlinks, dit «Le lycéen». Octobre 1939, moment où plus que jamais, pour certains milieux, il ne fallait surtout pas que Staline prenne au sérieux les rapports selon lesquels Hitler allait rompre le pacte en s'attaquant à l'URSS.

Une preuve que d'autres agents de Moscou, des illégaux jamais découverts par Gestapo-Müller, poursuivaient un travail efficace, même si Staline ne les écoutait pas, apparaît en la personne de Yann Tcherniak, Ukrainien de Bukovine, repéré par le GRU en 1930 et qui sera pendant quinze ans un des meilleurs connaisseurs des affaires allemandes, avec de multiples informateurs dans les secteurs «sensibles» du Reich. Muté par prudence en France en 1938, puis en Suisse en 1942, il maintenait ses contacts et connaissait bien Trepper, Rado et autres pivots de l'Orchestre rouge. Pour son salut, il opérait à son compte, en dehors d'eux.

On voit ainsi dans quelles difficultés humaines et techniques travaille Alexandre Korotkov lorsque, de 1938 à 1941, il doit reprendre en main les rescapés des purges encore en poste en Allemagne et en tout cas les informateurs essentiels, dits plus tard de l'Orchestre rouge, tout en affrontant les délégués de Berlin pour la mise au point du pacte.

Certes Korotkov, dit Erdberg, n'est qu'un apparent attaché commercial chargé de prévoir une coopération intensive et rapide germano-soviétique dans le domaine des échanges de matières premières cruciales pour l'armement du Reich, une fois le pacte signé. Ce rôle lui permet de jauger les hommes qui lui font face, en particulier Heinrich Müller, qui ne manque aucune occasion de se faire briller, lui, le spécialiste de la sécurité, y compris de la sécurité des convois qui, par route ou voie ferrée, apporteront à Hitler minerais rares et autres produits vitaux.

« Froid, cynique, dépourvu de toute idéologie, il aurait fait chez nous un excellent tchékiste », disait en 1960 Korotkov à Rudolf Barak, responsable de l'espionnage tchécoslovaque, lors de leurs vacances communes à Sotchi, sur la Mer Noire.

5.4. La Pologne, première victime de l'entente

Au début du printemps 1939, tandis que le Kremlin fait croire à Paris et à Londres que l'URSS ne demanderait pas mieux que de s'entendre avec les Occidentaux contre Hitler, G. Astakhov, le chargé d'affaires de l'URSS à Berlin et un des protagonistes de la future entente - à présent qu'on est passé des préliminaires commerciaux aux conversations entre techniciens du NKVD, du SD et de la Gestapo, et aux entretiens diplomatiques - a confirmation par Karl Schnurre que la Pologne sera la première victime sur l'autel de l'amitié germano-soviétique. Schnurre

est un des adjoints de Ribbentrop et l'un des plus hauts initiés de l'opération. Il est temps que les techniciens de Moscou et de Berlin s'entendent sur le dépeçage du pays qu'ils vont simultanément occuper. Ce qui est fait les 17 et 20 mai 1939.

Le 23 mai, Hitler assure à Martin Bormann et à Reinhard Heydrich qu'un message de Staline a confirmé que ses armées entrèrent en scène dès que Berlin frapperait. La Wehrmacht envahit la Pologne le 1er septembre à 0 h 45, tandis que l'URSS ne met ses armées en mouvement que le 17 septembre. Tout va se dérouler sans heurts, avec embrassades et banquets entre complices.

Au préalable Heydrich avait chargé Müller de s'entendre avec un de ses subordonnés, Alfred Naujocks, pour monter des provocations à la frontière afin de justifier l'invasion allemande, appelée l'opération « Fall Weiss ».

Agé de 39 ans, sorti de l'université de Kiel, Naujocks était un aventurier déjà connu pour une spécialité : la fabrication de faux documents, comme ceux utilisés pour le dossier Toukhatchevski. L'Abwehr était soigneusement tenue à l'écart du montage imaginé par Heydrich et techniquement organisé par Naujocks et Müller.

L'amiral Canaris se doutait de quelque chose, car on lui avait demandé de fournir au SD une centaine d'uniformes de l'armée polonaise et des armements adéquats.

Comme l'a relaté lui-même Naujocks en 1946 devant les juges de Nuremberg, il s'agissait de simuler une attaque polonaise de la station-radio allemande de Gleiwitz, située près de la frontière des deux pays. Un incident identique aurait aussi lieu au jour J, non loin de là, à Hochlinden, en bordure germano-polonaise.

Naujocks s'occupait de l'exécution, Müller fournissait les hommes. Pas de problèmes, avait-il assuré. Il allait tout simplement puiser dans son vivier préféré : les camps de concentration. Il en extrait une trentaine d'individus qui n'ont jamais parlé puisqu'ils furent drogués, puis assassinés une fois la provocation réussie. Sur eux, furent trouvés des papiers polonais...

Le 17 août 1939, les «volontaires» procurés par Müller sont en état d'alerte, mais c'est seulement en pleine nuit, le 1er septembre qu'ils entrent en action à Gleiwitz et à Hochlinden.

Deux heures après à peine, 70 divisions allemandes déferlent sur la Pologne. Le 5 septembre, aucun terrain d'aviation polonais n'est plus praticable. Le 15, débute le martyre de Varsovie encerclée. Il va durer quatorze jours. La ville est bombardée jour et nuit par 1 150 avions.

Le 17 septembre, la XIIe armée rouge envahit à son tour la Pologne. Le 6 octobre, les premières missions mixtes du NKVD et de la Gestapo sont au contact. Elles vont entreprendre leurs premières chasses à l'homme afin d'annihiler toute résistance. Car, si rapidement réussie qu'ait été l'invasion germano-soviétique, la résistance polonaise est déjà née, concrétisée le 26 septembre par le parachutage sur Varsovie du major Edmund Galinat. En mission en France, il a réussi à trouver un avion pour voler jusqu'au-dessus de la capitale. Il

apporte au général Smigly-Rydz les premières consignes d'organisation d'un mouvement clandestin militaire.

Le 10 octobre 1939 paraît le premier hebdomadaire clandestin d'Europe, face à l'entente germano-soviétique : Polska Syge (La Pologne vit) Le général allemand Guderian et le général du NKVD Ivan Krivoschein trinquaient à ce moment autour d'un buffet.

Guderian avait commis alors un lapsus incroyable en levant son verre «à l'éternelle inimitié entre nos deux peuples». Au lieu du mot « Freundschaft » (amitié), il avait utilisé celui de « Feindschaft », ce qui avait provoqué un éclat de rire incontrôlable parmi les deux douzaines d'officiers participant à la fête.

Dans les détachements spéciaux du NKVD qui accompagnent la XIIe armée, trois hommes sont là, hilares : Nikita Khrouchtchev, commissaire politique arrivé de son fief d'Ukraine, Viktor Abakoumov, général du NKVD désormais haut délégué pour la sécurité des territoires occupés, et un général du cabinet privé de Staline, Ivan Serov, qui se fait appeler «Ivanov». Avec eux, le général-major du NKVD Georges Zaroubine, le fameux «Rudolf» qui, en 1938, avait participé aux conciliabules secrets à Berlin. Ces quatre compères vont organiser sur le territoire réservé à l'URSS un prétendu plébiscite selon lequel «sept millions de Polonais désirent leur intégration à l'Union soviétique».

Dans leur zone, les Soviétiques ont parqué comme du bétail 217 000 militaires polonais. 14 471 sont des officiers de tous grades et aspirants. Leurs corps seront retrouvés à Katyn, Starobielsk (au sud-est de Kharkov), Kozielsk (au sud-est de Smolensk) et au nord de Smolensk. Au préalable, ils ont été interrogés, brisés, torturés, sous la direction de Zaroubine, de Khrouchtchev, d'Abakoumov et de Serov. 400 ont échappé par miracle au massacre. L'un d'eux, A. Mitrega, racontera en 1971 comment il a réussi à s'échapper d'un convoi⁹.

C'est à cette occasion que sont lancées les premières tentatives d'assassinats par les gaz, dans des camions hermétiquement bâchés, avant que soient jetés à Katyn, dans des fosses de 20 à 28 mètres de long sur 10 à 16 mètres de large, les corps des hommes encapuchonnés.

Durant les années 1970, en France, nombre d'historiens affirmaient encore qu'il n'y avait jamais eu de massacres, de tortures, d'assassinats que de la part des nazis.

Une fois réfugié à l'Ouest, Mitrega témoignera auprès de ses amis polonais.

CHAPITRE VI

6.1. La chasse à l'homme et la question juive

Pour la première fois en 1938, parallèlement à la Wehrmacht, des Einsatz-Gruppen, ou unités spéciales, ont fait leur apparition en Tchécoslovaquie. Elles étaient une copie conforme, inspirée par Müller à Heydrich, des unités spéciales constituées en URSS, en marge de l'Armée rouge. Des conflits de compétence éclataient sans cesse entre elles et le commandement militaire, surtout lors de l'occupation de la moitié ouest de la Pologne, si bien qu'en mars 1941 Walter Schellenberg, l'adjoint de Heydrich pour le SD, chargea Müller de négocier leur rôle exact, où qu'elles opèrent, avec le Haut Etat-Major du général Keitel.

En effet, elles n'étaient pas seulement répressives, mais s'occupaient aussi de pénétrer le dispositif adverse. Leur noyautage interférait souvent avec celui d'une section spéciale de l'Abwehr, prévue pour un travail identique.

Jusqu'au milieu de la guerre, les Einsatz-Gruppen, commandées par quatre officiers supérieurs, d'une extrême mobilité, en particulier sur le front est, n'ont jamais compté plus de 3 000 hommes. Gestapo-Müller en avait choisi les cadres. La troupe venait d'un recrutement peu recommandable : soldats et sous-officiers sujets à des blâmes, voire des «droit commun» extraits des prisons ou des camps de concentration. On considérait d'ailleurs comme une sanction d'être muté dans ces unités. Comme disait Müller : « C'est ou le peloton d'exécution ou les Einsatz-Gruppen !

Leur rôle s'est rodé de 1939 à 1941 durant l'occupation de la Pologne. Notamment durant les échanges de prisonniers prévus par le pacte du 23 août, échanges qui avaient secrètement commencé en fait dès 1937, par petits groupes.

A l'époque, environ un millier de communistes et agents de l'URSS en Allemagne ou agents allemands arrêtés en URSS ont été livrés, de part et d'autre. En liaison permanente, de 1939 à 1941, les unités spéciales s'occupaient avec leurs homologues du NKVD, de surveiller les livraisons d'hommes et de familles, et de rechercher ceux qui tentaient d'y échapper. Car nombre d'anciens communistes ou agents de Moscou craignaient d'être rendus à leurs maîtres qui, bien entendu, les fusilleraient comme traîtres puisqu'ils avaient été faits prisonniers.

Sans pouvoir établir une statistique précise, faute d'un droit de regard dans les archives soviétiques, notre enquête a néanmoins relevé nombre de suicides au moment de ces échanges. Les archives allemandes permettent de noter qu'en novembre 1939, l'ambassadeur d'Allemagne à Moscou, Werner von Schulenburg (ardent partisan de l'entente) réclamait, par lettre officielle, avec liste jointe, 500 de ses compatriotes. Gestapo-Müller et ses adjoints se chargeaient de les recevoir sur le pont de Brest-Litovsk, à la frontière de la Pologne coupée en deux.

C'est à cet endroit qu'en décembre 1939 fut livrée Margaret Buber-Neumann, la veuve du responsable du parti communiste allemand que Staline avait fait assassiner en 1937, car il était hostile à tout rapprochement avec Berlin.

Walter Ulbricht, heureux de prendre aussitôt la place de Neumann, avait chaudement salué en août 1939 - au même moment que les communistes français Louis Aragon et sa compagne Eisa Triolet - l'accord germano-soviétique. Après deux ans de goulag en Sibérie, Margaret Buber-Neumann fut expédiée par Müller au camp de Ravensbrück, d'où elle sortit mourante, fin mai 1945.

Lorsqu'elle a publié en 1971 l'édition française de son ouvrage sur L'histoire du Komintern 1919-1943, je me suis étonné auprès d'elle qu'à aucun moment n'y soit cité Gestapo-Müller.

«Vous savez bien pourquoi je n'ai pu le faire dans l'édition allemande en 1967, et pas plus maintenant !», me répondit-elle en me fixant de ses yeux pétillants mais fatigués par ses longues épreuves, à l'image de son visage craquelé de rides.

Non, je ne le savais pas. J'aurais poussé plus avant mes questions si des intrus n'avaient interrompu notre entretien.

Il m'a fallu cette longue enquête sur la vie et les œuvres de Heinrich Müller pour comprendre ce qu'elle voulait dire. On en trouvera le fil au cours de ces pages.

6 2. Les équipes mixtes Gestapo-NKVD

Il faut rappeler que la Pologne a été, dès l'automne 1939, le premier pays du monde à combattre à la fois le nazisme et le communisme, et l'a payé très cher durant et après la guerre. Une minorité de communistes polonais ont, soit du côté allemand, soit du côté soviétique, participé par leurs dénonciations à la chasse aux résistants.

En 1957, dans la publication Polityka, l'historien communiste Marian Malinowski a tenté de réduire au minimum cette page d'histoire, dont on n'a plus jamais parlé depuis : « La position des communistes était difficile, écrivait-il. Les autorités soviétiques n'avaient pas pleinement confiance en eux et, de plus, ont commis un certain nombre d'irrégularités (sic). Au cours des premiers mois de 1940, leurs services de sécurité commencèrent à déporter les éléments douteux...»

Malinowski tait le fait que les communistes dénonçaient soit aux nazis, soit au NKVD, aussi bien les Polonais nationaux que leurs propres camarades du parti qui avaient le malheur d'être hostiles à l'occupant.

Quelques détails inédits méritent de prendre place ici. Ils prouvent que Staline avait prévu dès 1938 cette coopération germano-soviétique en Pologne. Sur ordre de son cabinet particulier, Moscou avait expédié dans le pays un certain Bogdanov, dit aussi « Jean » et de son vrai nom Anton Ivanov Kozaninov, pour expliquer aux camarades qu'il fallait démanteler leur appareil, qui serait reconstitué plus tard.

Bogdanov avait choisi trois anciens des Brigades internationales d'Espagne pour le seconder : Stefan Duchlinsky, Pinkus Kartin et Chil Szraga. Ils ont sévi en Pologne jusqu'au début de

l'année 1940, et ce qui montre l'efficacité de l'appareil secret soviétique, Duchlinsky réapparut à Londres en 1941, cependant que Kartin, dès fin 1940, séjournait à Vichy comme membre de la délégation soviétique auprès du maréchal Pétain. Kartin «disparaît» en 1942, mais surgit à Paris en 1945, où Szraga le retrouve. Tous deux sont alors placés parmi une minorité d'exilés polonais restés ou redevenus des fidèles de Moscou³. En contact permanent avec les postes et les brigades mixtes Gestapo-NKVD qui ratissaient le Pays, ils avaient jusqu'au début de l'année 1940 causé des ravages dans 'es premiers réseaux polonais de la résistance intérieure.

L'historien soviétique Roy Medvedev a pour la première fois brisé le silence sur les dessous de cette période, lorsqu'en 1972 il a précisé qu' « ainsi ont été déportés, soit vers des camps allemands, soit vers le goulag, près de deux millions de Polonais... conformément à un second protocole (des accords du 23 août 1939) qui stipulait que les Etats concernés s'engageaient à empêcher chacun chez eux toute agitation contre l'autre partie, et à informer celle-ci des efforts déployés dans ce but».

Gestapo-Müller se rendait régulièrement à Varsovie, à Cracovie, à Brest-Litovsk et surtout à Zakopane, près de la frontière polono-tchécoslovaque, où ses adjoints partageaient des bureaux avec leurs homologues du NKVD. Le bureau principal se trouvait à Cracovie où résidait Hans Frank, le gauleiter de la zone polonaise occupée par les Allemands.

Le gauleiter Frank, bien qu'originaire de Karlsruhe, connaissait bien Müller. Il avait été un éphémère ministre de la Justice en Bavière, et avait traité avec lui des dossiers répressifs, à plusieurs reprises.

Il le revit donc avec plaisir lors de ses passages à Cracovie, d'accord sur les traitements infligés «à ces sous-hommes que sont les Slaves, et plus particulièrement les Polonais». Frank déclarait alors à un journal de Berlin : « Si je devais afficher une proclamation à chaque fois que plus de sept Polonais sont tués, les forêts de ce pays ne suffiraient pas à fournir le papier nécessaire ! »

Des documents filmés par les Allemands, saisis par la résistance et des photos prises clandestinement ont été, à la fin des années 1960, montés en documentaire par le Polonais Janusz Piekalkiewicz, exilé à Munich en 1945. On y voit des stages et des opérations d'unités mixtes soviéto-allemandes, et la preuve que la base de Mourmansk était, jusqu'à fin 1940, prêtée par Moscou à la flotte allemande, pour ses opérations en Arctique et dans les mers scandinaves. Jamais les chaînes de télévision françaises n'ont voulu présenter ce documentaire. Sans être un chef d'oeuvre, il est un témoignage indiscutable et poignant à l'encontre du mythe du communisme dressé contre le nazisme. D'ailleurs, le 9 juin 1991, Les Nouvelles de Moscou ont confirmé : «Du côté allemand, peut-on lire, l'opération (répression) était réalisée par une équipe composée essentiellement de SS. Pendant deux mois (novembre et décembre 1939), elle a librement agi en zone soviétique d'occupation de la Pologne, de concert avec les organes appropriés du NKVD, pour le contrôle de l'expatriation de milliers de personnes d'origine allemande. »

6.3. Müller et la question juive

Il s'agissait d'Allemands qui, entre 1933 et 1939, avaient cru faire le bon choix en se réfugiant en Union soviétique. Ils n'avaient rien retenu de la leçon pourtant criante des épurations qui, après 1937, frappaient en Espagne et dans les autres pays européens aussi bien les communistes que les trotskistes «déviationnistes». Dans tous les cas, les juifs étaient les premiers visés.

Quelle était l'attitude de Müller ? Comme d'habitude lorsqu'il s'agissait d'un problème ardu, susceptible de mettre en cause sa carrière, il évitait autant que possible toute responsabilité directe. Il avait l'habileté de se défaire sur la sous-section IV B 4 placée sous la juridiction de Heydrich, mais en réalité sous la dépendance totale de Müller. Et qui donc dirigeait cette sous-section ? Un certain Adolf Eichmann, responsable depuis août 1938 d'un «bureau pour l'émigration juive». Car il n'était pas question à l'époque d'exterminer tous les juifs, mais de les refouler hors de «l'espace vital» du Grand Reich, comme on disait à Berlin.

En janvier 1939, sur ordre de Hitler et de Goering, une réunion s'était tenue entre Heydrich, Himmler, Müller et Albert Forster, intime du Führer et gauleiter de Dantzig. Il s'agissait d'organiser l'émigration, volontaire ou forcée, des juifs d'Allemagne et de Pologne lorsque celle-ci serait occupée. Dès après cette concertation, Gestapo-Müller exige que lui soient fournies dans les délais les plus brefs des listes de famille «par lots» (sic). Mais c'est à Eichmann qu'il passe aussitôt le relais, pour exécution.

Né en 1906 d'une famille allemande qui avait émigré à Linz (Autriche), Eichmann a trente-deux ans lorsqu'on le charge d'un tel fardeau, pour lequel il sera pourchassé après la guerre, kidnappé en 1961 en Amérique du Sud par un commando du Mossad, condamné à mort et exécuté en 1962.

C'est l'Autrichien Kaltenbrunner, successeur de Heydrich en 1943 à la Sécurité du Reich, qui l'avait recommandé à Berlin, après l'avoir rencontré dès 1932 dans les réunions du parti nazi à Linz et à Vienne. Eichmann venait de perdre son emploi de représentant de la firme américaine Vacuum Oil Company. Il fut mis en contact avec le bureau des Affaires juives du colonel Nikolaï, qui lui recommanda de se spécialiser dans les questions sionistes. Eichmann apprit assidûment le yiddish et l'hébreu. Il dévorait toute la littérature possible concernant ce domaine. Puis, en 1937, il fut expédié en mission par Heydrich et Müller en Palestine. De retour l'année suivante, il mit sur pied à Vienne le bureau qui devint le seul habilité à délivrer des visas d'émigration aux juifs des territoires déjà occupés par la Wehrmacht : la Tchécoslovaquie et Autriche, puis la Pologne en automne 1939.

L'historien André Brissaud a traité du problème dans un ouvrage publié en 1969. Tous les documents cités, avec références, et vérifiables aujourd'hui encore dans les archives allemandes ou de Nuremberg, parlent d'éviction, de refoulement (Ausschaltung) ou de «Judensevakuierung», donc d'évacuation des juifs (terme employé par Himmler en personne dans un discours public à Posen, le 4 octobre 1943) et non «d'extermination». Ce qui ne veut pas dire qu'elle n'ait pas eu lieu, mais le terme n'avait pas encore été employé lors de la

fameuse conférence du 20 janvier 1942 à Wannsee, à laquelle participaient Müller et Eichmann.

De 1935 à 1941, Hitler, Rosenberg, Heydrich, Müller, tous approuvaient l'idée d'envoyer les juifs en Palestine. Hjalmar Schacht, le ministre des Finances de Hitler, s'était même rendu en 1938 à Londres pour persuader les Anglais de faciliter l'acheminement des juifs d'Europe vers cette Terre promise. Mais les Anglais avaient refusé. Ils considéraient la Palestine comme leur chasse gardée.

Eichmann collaborait avec l'organisation mondiale des sionistes. Il voyait régulièrement ses hauts dirigeants, tel Feivel Polkes de la Haganah qu'il avait rencontré les 26 février et le 2 mars 1937, avec la bénédiction de Heydrich et de Müller. Avec quels résultats ? En 1938, l'émigration de 40 000 juifs allemands et de 45 000 juifs autrichiens. 78 000 autres suivront en 1939, dont la moitié étaient venus de Tchécoslovaquie. Cependant l'invasion de la Pologne change tout. L'exode volontaire ou forcé vers la Palestine cesse. Müller se rend à plusieurs reprises à Cracovie pour discuter du problème juif avec ses homologues du NKVD. Au début de l'occupation, Berlin refuse que Moscou livre des juifs dans ses lots de prisonniers ou suspects d'origine allemande, mais finit par céder en novembre 1939. Un rapport du général Wilhelm Keitel, alors chef de l'état-major allemand, signale le 5 décembre suivant que la première opération du genre, «ne s'est pas déroulée en douceur, comme on l'espérait».

Il explique qu'une fois aux postes frontières polonais des deux zones d'occupation, nombre de juifs ont compris qu'ils allaient être livrés à Berlin, et se sont évadés. «Il a fallu que les Soviétiques déploient leurs troupes, raconte Keitel, pour les rameuter (sic), et enfin nous les livrer. »

Eichmann propose alors la création d'une sorte de «réserve» des juifs dans une bourgade du sud-ouest de Lvov, mais Hans Frank hurle jusque dans Berlin que 300 000 juifs ont déjà été parqués dans ce secteur, sans qu'on le prévienne. L'opération est annulée. Quelques mois plus tard, Eichmann suggère d'obliger la France à permettre l'évacuation des quelque 4 millions de Juifs d'Europe vers Madagascar, où ils pourraient créer leur propre Etat. Hitler trouvait si parfait ce projet qu'il en fit part le 18 juin 1940 à Mussolini. Vichy refuse. Tout reste en plan.

6.4. Des faits en général ignorés

L'invasion de l'URSS modifie du tout au tout la politique allemande à l'égard des juifs. A Berlin, les responsables des Einsatz-Gruppen multiplient leurs pressions. Pour eux, les juifs d'URSS sont forcément communistes. N'ont-ils pas, dès l'origine, encadré la révolution bolchevique ? Ne sont-ils pas derrière Staline et ses armées pour l'exporter jusqu'en Europe de l'Ouest ? Ainsi qu'une moitié de l'entourage de Hitler, ils sont donc partisans de les exterminer.

Une directive en date du 31 juillet 1941, signée Goering (qui l'a authentifiée devant ses juges de Nuremberg) précise à la sous-section IV B 4 : « Je vous donne tous pouvoirs pour

entreprendre les préparatifs... pour une solution définitive de la question juive dans les territoires européens passés sous influence de l'Allemagne.» Mais si Goering authentifie à Nuremberg cet ordre, il nie que «solution définitive» ait signifié «extermination». Alors, est-ce à Wannsee, en janvier 1942, qu'elle fut envisagée ?

On a produit devant les tribunaux alliés le rapport établi à cette conférence, sous indicatif N.G. - 2586 G. Cependant, comme l'a relevé André Brissaud en 1969, ce document est « bizarre » : une frappe ordinaire, sur papier ordinaire, sans cachet, sans date, sans signature, et à propos du nombre de juifs vivant en Europe, des chiffres absolument faux.

On a dit que le terme «extermination dans l'espace vital du peuple allemand» était employé. En réalité le texte allemand est : «Die Zurückdrängung der Juden aus dem Lebensraum des Deutschen Volkes», ce qui signifie : «refoulement des Juifs de l'espace vital du peuple allemand». Donc pas «extermination».

Rappelons que les documents relatifs à ce problème ont été produits à Nuremberg avec des traductions «arrangées» au moment où Staline avait donné l'ordre à ses juges et à ses diplomates de reconnaître avant tout le monde, et de soutenir plus que tout le monde, la création et la reconnaissance diplomatique de l'Etat d'Israël. Il était persuadé qu'ainsi Moscou pourrait compter sur les Israéliens, en Israël, et sur la diaspora, surtout parmi les juifs des Etats-Unis, pour soutenir sa stratégie.

Un traducteur tchécoslovaque d'origine juive, qui avait travaillé en 1947 et 1948 pour les usines soviétiques et celles de Brno, lesquelles livraient alors des armes aux Israéliens, m'a dit un jour sa rage : «A Partir de 1949, j'ai dû préparer des fiches et des étiquettes en langue arabe, car Moscou venait de lâcher la carte juive et faisait désormais livrer des armes à Damas ! »

Heinrich Müller suivait bien entendu de près les activités d'Adolf Eichmann, puisque le sous-groupe des affaires juives avait été rattaché en décembre 1939 au bureau IV, c'est-à-dire à la Gestapo. Jusqu'en fin avril 1945, les deux hommes n'allaient plus cesser de se voir. On est donc en droit de s'étonner que, même si Müller a été porté disparu ou mort au moment du procès de Nuremberg, il ait aussi disparu des centaines d'ouvrages consacrés à l'Holocauste, ou qu'il ne soit mentionné qu'en passant et sans commentaires. Mieux encore, les Israéliens ont fait publier dans leur pays les Mémoires d'Eichmann, rédigés par lui en attendant son exécution, et des minutes de ses interrogatoires. Nulle part n'est détaillé le rôle de celui qu'il appelle de temps à autres «mon supérieur». Or, après 1941, Müller supervisait en personne toutes ces questions dans les zones de Russie conquises par la Wehrmacht et ratissées par les Einsatz-Gruppen, comme dans les Etats Baltes, la Biélorussie, l'Ukraine et, à l'Ouest, en Scandinavie, Pays-Bas, Belgique, France et Suisse, territoire que sillonnaient en toute illégalité les enquêteurs de la Gestapo et du SD.

6.5. La projection en France

En France, des gestapistes, tels Theodor Dannecker et Alois Brunner, s'occupaient alors de «traiter» avec l'Union générale des israélites de France (UGIF) qui comptait 919 employés permanents répartis dans les bureaux de quatorze villes de l'ancienne zone nord d'occupation, et dans vingt-sept villes de ce qui fut la zone sud jusqu'en novembre 1942.

Des «commandants» juifs - ils étaient sept à exercer au camp de Drancy - établissaient les listes de ceux qui devaient être déportés. Certains allaient jusqu'à démasquer ceux des leurs qui se cachaient sous de faux noms. Autant de faits qui ont été étouffés après la guerre, même lorsqu'en l'an 2001 des avocats, comme Serge Klarsfeld, ont tenu à mettre en procès Alois Brunner. Juger in absentia en 2001 cet officier SS sans une seule fois mentionner son supérieur Gestapo-Müller relève du même tour de force que d'avoir, en 1962, jugé Eichmann sans s'en préoccuper.

Notre enquête relève plus loin dans cet ouvrage qu'Eichmann, à quelques heures de la chute de Berlin le 1er mai 1945, s'était réfugié auprès de Müller. Cela n'a jamais intéressé les chasseurs de nazis. Même pas l'histoire de Stella Goldschlag, décédée en Bavière durant les années 1990 alors que, de 1940 à 1945, cette israélite a été l'une des plus zélées activistes des bureaux de Müller pour s'infiltrer parmi ses coreligionnaires clandestins... et les dénoncer à la Gestapo. Elle a été condamnée à dix ans de prison en Allemagne de l'Est pour sa responsabilité dans l'arrestation et la mort d'environ un millier de juifs en cinq ans, mais elle a été expulsée en Allemagne de l'Ouest, où aucun spécialiste ne s'est soucié de l'interroger !

Müller a également mis sur pied des commandos spéciaux projetés en France, dès l'été 1940, afin d'écumer, avec leurs homologues du NKVD désignés par Moscou, les bibliothèques réputées, les archives et la Bibliothèque Nationale ou encore les centres connus des obédiences maçonniques. Des documents secrets, livres, rapports sur des affaires judiciaires touchant à la politique internationale, ont ainsi disparu à jamais.

Des équipes soviétiques s'étaient spécialisées dans la recherche des documents relatifs, non seulement aux activités de l'émigration russe des années 1920 à 1939 en France, mais aussi aux princes, princesses, duchesses qui avaient vécu les derniers jours du tsarisme.

Paul Leverkiihn, qui fut un des adjoints de l'amiral Canaris, m'a raconté en 1950 que l'euphorie était telle durant ce temps de la collaboration Gestapo-NKVD, que Müller avait demandé en août 1940 à l'état-major de la Wehrmacht (toute puissante en France jusqu'en fin 1941) de créer une brigade spéciale qu'on appellerait « H », et qui se chargerait de maintenir le maximum de contacts avec les rescapés du parti communiste. Il avait organisé en Belgique une équipe de ce genre, et les agents de l'URSS comme Leopold Trepper se sentaient à ce point en confiance que Trepper avait décidé que, désormais, sa centrale pouvait être transférée à Paris, et que même ses collaborateurs d'origine juive n'avaient rien à craindre.

Pour nous tous, disait Müller à ses adjoints, l'ennemi, c'est l'Angleterre et c'est Vichy ! Leverkühn m'a rapporté cette réflexion, en ajoutant : « Reile, Rudolph, qui travaillaient pour nos services à Paris, connaissaient à peu près tout de l'appareil communiste qui, la débâcle

passée, se reconstituait. Il créait des cellules dont nous savions que, de 3 à 5 membres au plus avant la défaite de la France, elles étaient maintenant constituées de 8 à 12 membres. La Gestapo et le SD jouaient de leur côté, nous, à l'Abwehr, du nôtre, en nous étonnant de telles imprudences et en sachant d'ailleurs par nos informateurs qu'un certain nombre de communistes commençaient eux-mêmes à s'en inquiéter... »

S'en inquiétaient aussi certains nazis. Le commandant SS Karl Boemelburg, un des grands maîtres de l'occupation à Paris, en faisait part le 30 septembre 1940 à Otto Abetz, l'ambassadeur d'Allemagne en France occupée, et envoyait à Berlin ses observations. Les communistes deviennent un danger, estimait Boemelburg à l'intention de Gestapo-Müller. Il faudrait procéder à une rafle de tous leurs cadres et permanents qui ne jouent que partiellement le jeu de la collaboration contre les agents de l'impérialisme britannique en zone sud".

Le 3 octobre 1940, Heinrich Müller lui répond :

«D'accord pour ces rafles, mais il faut 1°) épargner nos indicateurs ;

2°) avoir la liste de tous ceux qui sont arrêtés ; 3°) que le matériel saisi soit bien examiné et que cette opération reste discrète...»

Etrange Müller ! Arrêter discrètement quelques centaines de cadres communistes relève de la plaisanterie. Epargner «nos indicateurs» implique que si la police française est chargée de l'opération, on prend le risque que les communistes qui y sont infiltrés avertissent à temps leurs amis. En tout cas, qui décidera de ceux qu'il faut «épargner», et ces derniers ne seront-ils pas dès lors suspects aux yeux de leurs camarades ?

En fait, Müller fait en sorte que cette grande rafle n'ait pas lieu. En revanche, on s'aperçoit que peu de temps après, de très jeunes communistes sont envoyés sans vergogne à la mort, c'est-à-dire dans des expéditions de sabotages, voire d'attentats, si mal « bricolées » que la répression frappe vite et juste. Et pendant ce temps, l'appareil véritable travaille dans le plus grand secret autour de Jacques Duclos et de quelques spécialistes de l'appareil soviétique en France qui sont directement branchés sur Moscou.

Gestapo-Müller, qui séjournait fréquemment à Paris, n'a jamais dépisté aucun d'entre eux. Et ce n'est pas la Gestapo mais ce sont le service des Ecoutes de l'Abwehr et les groupes de la gendarmerie de campagne (Feld-Gendarmerie) qui dépendent de la Wehrmacht qui, en automne et en hiver 1941-1942, détectent peu à peu la toile de l'Orchestre rouge.

Gestapo-Müller monte néanmoins en grade durant la période euphorique de l'occupation allemande en Europe. Promu général de brigade dans les SS le 6 décembre 1940, il devient général de division le 29 novembre 1941, et, à partir d'avril 1942, il est le seul détenteur de tous les pouvoirs de police à l'échelle continentale, pouvoirs qui incombaient jusqu'alors en France au Haut Commandement de la Wehrmacht.

Cinq mois plus tard, tous les ordres et rapports sont signés de lui en tant que chef de la Police, de la Sécurité du Reich et du SD. Il est vrai que Reinhard Heydrich a été assassiné le 27 mai 1942 en Tchécoslovaquie et qu'il fallait bien le remplacer. Par le jeu des intrigues de Bormann, l'éminence grise de Hitler et de Himmler, Ernst Kaltenbrunner sera poussé au ministère de l'Intérieur. Gestapo-Müller demeure cependant le policier suprême des investigations et répressions en Europe occupée. L'Abwehr a même reçu de la chancellerie l'ordre «de transmettre par écrit tout résultat de ses investigations à la direction de la Sécurité et du SD, et de n'agir qu'avec son autorisation». C'est-à-dire celle de Heinrich Müller.

Sous sa supervision, à Paris, trois hommes dépendent de sa seule autorité : Karl Oberg, chef suprême des SS, son adjoint Bøemelburg et Helmut Knochen, spécialiste des opérations de répression.

L'apogée du rôle de Gestapo-Müller n'en ouvre pas moins à ce moment sur le double jeu du personnage. Un double jeu dont personne n'a jamais voulu parler depuis les années 1960.

Pour quelles raisons ce grand silence ? Qui a voulu protéger le rôle et la mémoire de Heinrich Müller ? Pour quelles raisons le silence des historiens soviétiques et des chasseurs de nazis de ces deux ou trois dernières décennies ?

CHAPITRE VII

7.1. Heinrich Müller et l'Orchestre rouge

Ce qui se passe à la barbe de la Gestapo dans la nuit du 21 juin 1941, lorsqu'est déclenchée la guerre contre l'URSS, montre que si la Gestapo excelle en matière de surveillance des citoyens allemands, elle ne possède pas d'informateurs sérieux au sein de la représentation multiple des Soviétiques, ni même dans l'appareil illégal de Moscou. Ou alors quelqu'un trahit la sécurité du Reich. Certes, le contre-espionnage a placé son agent double «Listseit» (le Lycéen) auprès d'A. Koboulov, dit «Sakhar», le résident de l'URSS, mais il n'a pour rôle que de désinformer Moscou sur les intentions de Berlin. Il est d'ailleurs intéressant de lire dans la série sur L'histoire du renseignement extérieur soviétique, parue en quatre volumes en Russie, de 1995 à 1998, la version moscovite de cette fameuse nuit du 21 juin 1941 : Koboulov fut réveillé en pleine nuit. «A moitié endormi, il sortit de sa chambre en sous-vêtements et pantoufles. Abasourdi, il apprit de ses collaborateurs que la Wehrmacht déferlait sur la Russie. Un message du Centre lui enjoignait de détruire immédiatement tous les documents secrets... de prendre d'urgence contact avec les principaux agents...» Des agents quelque peu désorientés depuis qu'en automne 1938 la plupart de leurs traitants légaux ou illégaux avaient été rappelés à Moscou, fusillés, déportés, en tous cas dessaisis de leurs responsabilités.

«Winterfeld» était de ceux-là. Recruté en 1934 par la jeune Gorskaïa, future épouse du futur ambassadeur Zaroubine, il était chargé auprès de Ribbentrop des affaires politico-

économiques, et livrait à l'URSS le maximum de secrets. Son relais avec Moscou, A.I. Agayants, dit Rouben, avait disparu en 1938, et le fil n'avait pu être renoué clandestinement qu'en septembre 1940, grâce à la Gorskaïa. Elle l'avait guetté à la sortie de la station de métro Köpenick qu'il empruntait chaque jour.

Breitenbach, c'est-à-dire Lehmann, l'homme de Korotkov dans les bureaux de Gestapo-Muller, se trouvait dans la même situation que «Winterfeld». Il n'avait retrouvé de contact qu'à l'automne 1940 avec Korotkov, dit Erdberg, à la mission commerciale soviétique¹. A présent, il fallait reprendre au plus vite la liaison pour distribuer les ordres à tous les chefs de réseaux dans les ministères, car déjà le ministère allemand avait fait savoir que les bâtiments de la mission soviétique étaient bouclés, et que le personnel serait évacué vers la frontière turque sous dix ou douze jours.

Pour parvenir à sortir des locaux, il fut décidé que le premier secrétaire, V.M. Berejkov, plaiderait la cause d'Erdberg auprès du lieutenant de la garde SS qui veillait sur les bâtiments, en lui disant que celui-ci était amoureux fou d'une jeune Allemande, qu'il voulait lui faire ses adieux et lui offrir un cadeau... Après tout, cette idylle n'était-elle pas née sous les auspices de l'idylle germano-soviétique ? Berejkov assurait qu'évidemment une forte somme en marks convaincrat le lieutenant SS Heinemann de laisser sortir Erdberg.

Episode rocambolesque. Néanmoins, il en fut ainsi, mais seulement le 24 juin, jour où le lieutenant reprit son service. Ce matin-là, Berejkov prend le volant de l'Opel Olympia de l'ambassade. A ses côtés, un Obersturmführer SS, afin d'éviter un incident en cas de contrôle. Sur le siège arrière, Korotkov, avec une valise. Il est déposé à la station de métro la plus proche où sa «fiancée» le rencontrait régulièrement. En réalité, il prend au vol la première rame et, suivant les règles du métier, change plusieurs fois d'itinéraire aux stations de correspondance. De là, il se rend là où un agent de liaison doit se trouver. Et il s'y trouve. Il s'agit d'Elisabeth Schumacher, qui, avec son mari Kurt, forme un de ces couples fidèles parmi les fidèles dans l'organisation de l'Orchestre rouge.

Korotkov lui remet 20 000 marks et surtout la précieuse valise qui contient un poste-émetteur destiné à l'un des pivots des réseaux : Arvid Harnack. Le nouveau numéro du chiffage des messages-radio vers Moscou sera désormais le 19 405. Puis Korotkov se fond dans la nature. Le récit soviétique ne précise rien de plus. Pourtant Korotkov verra brièvement deux autres agents, dont Greta Kukhoff. Après un temps de clandestinité, il rejoindra l'URSS via la Tchécoslovaquie par une des «fenêtres» dont il connaît les passeurs.

Ainsi, pas un instant la Gestapo ne voit ou n'apprend ce qui se passe, ni même qu'un membre de l'ambassade soviétique a disparu.

Dans l'urgence et la précipitation, Moscou a oublié de faire savoir sur quelle longueur d'ondes nouvelle le Centre accuserait réception des messages et communiquerait ses remarques ou ses questionnaires d'orientation. De plus, avec son nouveau chiffre, le réseau ne parviendra pas à joindre Moscou avant plusieurs semaines car le relais entre Berlin et la capitale soviétique se trouve à Brest-Litovsk... et Brest-Litovsk est occupé par la Wehrmacht. Il faudra

plusieurs mois pour surmonter ces flottements, au moins pour les groupes de Berlin, car d'autres branches de l'Orchestre, dans quatre ou cinq pays occupés par l'Allemagne, fonctionnent très bien par relais en Scandinavie, en Suisse ou via Londres !

7.2. Qui a protégé Greta Kuckhoff ?

Incidente : dans ses Mémoires parus en URSS en 1974, l'auteur soviétique et «ancien» des services secrets, A.S. Blank, assure que le contact de Korotkov, ce 24 juin, fut Greta Kuckhoff. Nous maintenons qu'il s'agissait bien d'Elisabeth Schumacher, en nous basant sur le récit de cette journée tel qu'il est rapporté dans L'histoire du Renseignement soviétique extérieur. Pourquoi, le temps ayant passé et l'URSS ayant basculé en 1991 dans un autre régime, les autorités responsables de cette histoire auraient-elles désinformé sur ce point ? Cette remarque vaut d'autant plus, qu'avec Greta Kuckhoff, on touche à l'un des secrets qui nous préoccupe dans cet ouvrage.

Née Greta Lörke, elle épousa l'écrivain et producteur de cinéma Adam Kuckhoff, banni des studios par Goebbels en 1937. Il était le fils d'un industriel d'Aix-la-Chapelle, ce qui lui permettait de subsister et de se consacrer au «travail» auquel Greta s'était adonnée avant, puis avec lui. Greta, de formation juridique, avait été secrétaire d'un cabinet d'avocats à Zürich, avait traduit en anglais deux livres de Goebbels, et professait en Allemagne le droit commercial américain. Elle était aussi un des meilleurs agents de l'URSS... Entrée en 1937 au bureau des Affaires raciales tenu par le colonel Nikolaï, Greta était une des principales liaisons de Moscou auprès d'Arvid Harnack, et entre un autre réseau basé à Leipzig et Moscou. Elle a d'ailleurs révélé elle-même «qu'une semaine avant le déclenchement de la guerre, elle avait obtenu d'Erdberg un premier poste-émetteur qui pesait 4 kg et tenait dans une petite valise». C'était donc le 17 ou 18 juin, et non le 24.

Son mari, Adam, est mis hors jeu en août 1942 lors de la pluie d'arrestations qui frappe soudain l'Orchestre rouge. Greta l'est peu après. Durant des semaines, avec une trentaine de suspects, elle subit les pires des interrogatoires. Battue, torturée au point de se trouver au bord de la folie. Greta va jusqu'à composer dans sa cellule une sorte d'ode à Hitler... Puis survient une pause. Le procureur Manfred Röder met au point les dossiers pour un jugement dont Gestapo-Müller estime qu'il tarde trop, alors que l'enquête ne cesse de mener à des prolongements en Allemagne et dans toute l'Europe. Comme si ces développements ne l'intéressaient pas, il presse Röder.

En 1943, les accusés multiplient les déclarations selon lesquelles leurs réseaux ne s'occupaient que de propagande anti-nazie. Même les postes-émetteurs saisis n'auraient servi qu'à diffuser de la propagande «antifasciste». Il n'était pas question d'espionnage.

Se déroulent alors d'étranges tractations et conversations, dans les coulisses de la magistrature en charge du procès de l'Orchestre rouge. La Cour se compose de deux juges et de trois officiers, sous la présidence d'Alexandre Kräll à la Seconde Chambre, sous l'œil de la Cour martiale du Reich.

Kräll prend plusieurs fois la défense des accusés contre les assauts et même les insultes du procureur Manfred Röder, qui, manifestement, ne s'occupe guère de la vérité, mais veut obtenir des condamnations à mort. Après la guerre, Greta parlera de Kräll comme d'un homme qui avait «des principes moraux élevés et le sens réel de ses responsabilités»...

A cette époque, Müller se tient en rapports constants avec la magistrature, en particulier avec l'amiral Bastian de la Justice militaire. Or Bastian intervient à l'heure du jugement définitif afin que, si Adam Kuckhoff est condamné à mort le 5 août 1943 et exécuté, son épouse Greta soit épargnée. Pourtant, les dossiers de Röder et ceux qui ont survécu à la défaite démontrent que Greta jouait un rôle essentiel, non de propagande, mais dans le fonctionnement des réseaux soviétiques en Allemagne, alors qu'Adam n'y tenait qu'un rôle secondaire !

Qui donc a protégé Greta Kuckhoff ? Les chefs de l'espionnage soviétique en Allemagne n'avaient-ils pas quelqu'un à leur botte pour que soit sacrifiées des dizaines de membres des réseaux (une centaine avait été arrêtée entre l'été 1942 et l'été 1943) en échange de la sauvegarde de certains auxquels Moscou tenait particulièrement ?

Une dizaine de cas du genre ont attiré notre attention, surtout à partir de l'été 1943, date à laquelle le « Sonder-Kommando » (commando spécial) constitué sous le seul commandement de Gestapo-Müller, connaît quelques changements de personnel. Des personnels dont certains interrogateurs, geôliers ou victimes, ont réapparu après 1945 en Allemagne de l'Est... comme Greta Kuckhoff.

7.3. Une analyse significative

Vers la fin de septembre 1942, soixante-dix membres de l'Orchestre rouge, branche allemande, sont sous les verrous. Deux mois plus tard, plus d'une centaine. S'ajoutent ceux qui, en Belgique, en France, en Europe centrale, sont à leur tour démasqués, tant et si bien que le ministère de Heinrich Himmler décide d'attribuer à ce dossier le degré le plus élevé du secret, c'est-à-dire «affaire secrète du Haut Commandement ». En effet, il ne fallait pas que l'opinion en Allemagne et en Europe occupée puisse apprendre qu'une organisation d'une telle importance avait réussi à noyauter le Reich et ses dépendances.

Une directive datée du 12 juin 1942 avait demandé «une organisation plus stricte des interrogatoires». Les ouvrages parus à Moscou à la fin des années 1990 rapportent qu'en dépit des tortures ou des coups infligés quotidiennement aux prisonniers, des hommes comme Harro Schulze-Boysen tenaient tête avec courage. Il s'obligeait à des exercices de gymnastique à chaque fois qu'il était en état de les pratiquer. Ses tortionnaires ironisaient : «Ecoute, Harro, tu ne réussiras pas à vivre jusqu'à la prochaine olympiade de Moscou !»

Gestapo-Müller est fasciné par la tenue et l'idéologie des accusés. Dans son rapport à Himmler, qui fait suivre à Hitler, il écrit en décembre 1942 : «Ainsi que l'établissent les procès-verbaux des interrogatoires, les accusés ne luttent pas seulement contre le national-socialisme. Dans leur conception du monde, ils ont tellement pris leur distance à l'égard de

l'idéologie de l'Occident, qu'ils considèrent comme désespéré ou malade, qu'ils ne voient plus de salut pour l'humanité qu'à l'Est. »

Incapable d'un quelconque sentiment de pitié, Müller exprime ici inconsciemment sa propre pensée. Car, non seulement il admire depuis la fin des années 1920 la technique et le fonctionnement du pouvoir totalitaire soviétique, mais il considère lui aussi que l'Occident est désespéré ou malade, et qu'à l'Est existe une voie de rechange.

Jusqu'à présent, ce passage de son rapport est passé inaperçu, or la pensée de Müller s'y trouve sous-jacente si on considère ce qu'il dit au printemps 1943 à Walter Schellenberg.

Ce dernier écrit : « J'ai commencé à sérieusement mettre en doute la sincérité de son travail (de Müller) contre la Russie à la suite d'une longue conversation que nous eûmes au printemps 1943 à la sortie d'une conférence avec les attachés de police résidant à l'étranger.

Müller, avec qui j'étais de plus en plus en inimitié ouverte, s'était montré ce soir-là particulièrement correct et courtois. Je crus, car il était fort tard, qu'il était gris quand il manifesta le désir d'avoir un entretien avec moi. Il commença à me parler de l'Orchestre rouge. Il s'était occupé de certains cas de trahison, de leurs motifs et du milieu intellectuel dont ils étaient issus.

- Je pense, avait dit Müller, que, d'après vos propres expériences, vous estimerez comme moi que l'influence soviétique en Europe occidentale ne se fait pas sentir uniquement dans les classes laborieuses, mais Prend aussi racine dans les milieux cultivés. A mon avis, il s'agit là d'un développement inévitable, historique, propre à notre ère, surtout si l'on considère l'anarchie spirituelle de notre culture occidentale - y compris l'idéologie du IIIe Reich. Le national-socialisme n'est qu'une sorte de tas de fumier dans ce désert spirituel. En revanche, chacun peut voir que se développe en Russie une force spirituelle et biologique réellement pure. La révolution spirituelle et matérielle vers quoi tend le communisme offre une sorte de charge d'électricité positive en regard de notre négativisme occidental... »

Stupéfait, Schellenberg écoutait Müller, d'habitude peu loquace, développer des propos incroyables de la part d'un personnage jusqu'alors considéré comme l'expert et le chasseur des têtes communistes. Müller insistait d'ailleurs en rappelant son humble origine, son ascension d'agent de la Sûreté sorti du rang et qui n'était pas « embourbé dans l'optimisme pétrifié de la tradition conservatrice ». Et d'évoquer Schulze-Boysen, Harnack et autres : « Des purs, des révolutionnaires progressistes qui avaient adopté une attitude solide, qui fait totalement défaut à nos intellectuels occidentaux, sauf peut-être chez quelques SS. »

Cette sorte de prêche admiratif se terminait ainsi : « Si j'avais un avis à donner, ce serait de s'arranger avec lui (Staline) le plus vite possible. Ce serait un coup dont l'Occident, avec sa satanée hypocrisie, ne se relèverait jamais... »

Cette spontanéité vaut d'être rappelée. Schellenberg n'avait pu s'empêcher d'ironiser : «Parfait, camarade Müller. Allons-y. Crions tous Heil Staline !... et le petit père Müller deviendra un grand ponte du NKVD ! Il me regarda, une lueur mauvaise au fond des yeux.

- Ce serait rudement bien, et vous seriez bons pour le grand saut, vous et vos sacrés bourgeois d'amis. »

Même à supposer que Müller n'était pas encore un compagnon de route actif - et pour bien des raisons, nous estimons qu'il l'était déjà - il imaginait bien, au printemps 1943, qu'une sorte de national-soviétisme allait bientôt prendre la relève du national-socialisme, contre l'Occident. Peu lui importait que ce totalitarisme fut porté et encadré par une puissante armature policière, assortie de purges et d'un goulag dont il n'ignorait pas l'existence. Il ne doutait pas que cette armature l'accueillerait, lui, «le grand flic».

Lorsqu'en 1946 une de ses secrétaires me le décrivait, je croyais qu'elle le dépeignait dans le sens que je souhaitais. Après tout, cette Mademoiselle Müller n'était à l'époque qu'une petite employée et non une des trois dirigeantes de son secrétariat. L'avenir devait prouver qu'elle voyait juste. En tout cas, Schellenberg savait en 1943 qu'il devait se méfier de Gestapo-Müller, qui ne pouvait ignorer que Himmler l'avait chargé, à l'insu de Hitler, de sonder en Scandinavie les chances d'une paix de compromis. D'autant aussi que dans ses Mémoires, il ajoute : «J'ai découvert, fin 1943, que Müller était en relations avec les services secrets russes.»

Pourquoi cette affirmation qui n'est suivie dans son ouvrage, écrit en 1950, d'aucune précision ? Condamné à six ans de détention par les tribunaux de Nuremberg, mais libéré en 1950 car il avait donné aux Alliés beaucoup de renseignements sur les services secrets allemands, Schellenberg a été manifestement censuré. En 1957, ses Mémoires, traduits en langue française, s'étaient déjà vendus à plus de 12 000 exemplaires. Nombre d'historiens les avaient consultés dès leur première parution à l'étranger, juste avant le décès prématuré de son auteur en 1952, en Italie, où l'historien André Brissaud était allé le voir. Brissaud avait omis de l'interroger sur cette phrase qui pourtant valait son pesant de recherches.

Après 1957, aucun auteur n'a engagé d'investigations à ce propos. Ensuite, le nom de Müller est tombé dans les oubliettes.

En revanche, son second et ami Eichmann a pris la vedette avec une kyrielle de seconds couteaux, dont le point commun était leur antisémitisme, comme si l'histoire du Reich et des années trente et quarante se réduisait à cela.

Mais alors pourquoi ne pas traiter aussi des vagues antisémites qui, cycliquement, ont déferlé en Union soviétique et dans les Etats satellisés par Moscou ?

7.4. Le jeu entre Himmler, Bormann et Kaltenbrunner

Dès 1942, Schellenberg voyait assez clair dans le domaine international. Ses officiers et agents à l'étranger avaient une formation, des compétences et des relations supérieures à celles des représentants de Müller, choisis bien plus pour leur fidélité supposée à son égard qu'en raison de leur envergure. En 1937 et 1938, l'appareil étranger de Moscou avait fort bien cerné la différence entre les deux équipes, mais tout chavira avec les purges qui décapitèrent ses meilleurs éléments.

En quatre ou cinq lignes, malgré sa phraséologie typiquement soviétique, la série sur le renseignement russe définit bien la situation : « L'Orchestre englobait de nombreux groupes antifascistes qui n'avaient pas de liaisons entre eux. Ils travaillaient soit de manière autonome, soit en contact avec le service soviétique du renseignement extérieur, le NKVD, tandis qu'une partie des autres était directement traitée par la direction Principale du renseignement de l'Etat-Major général de l'Armée rouge, le GRU. »

Puis, tout est désorganisé. Les uns et les autres n'ont plus de contacts pour la raison, alors ignorée d'eux, que leurs traitants, rappelés à Moscou, ont été exécutés ou envoyés au goulag. D'autres, dans l'appareil illégal, attendent de nouveaux ordres, stupéfaits qu'en 1937 ait circulé le mot d'ordre de Staline : «Cessez tout travail contre l'Allemagne.»

Seuls certains officiers du GRU prennent sur eux, dans quelques pays, mais pas en Allemagne, de maintenir des liaisons avec leurs « administrés ». C'est le grand désordre.

Un désordre dont on ne comprend guère que ni le SD, ni la Gestapo, n'aient profité si on oublie que la marche au pacte germano-soviétique suivait son cours inexorable, et si on prend Müller pour ce qu'il n'était pas, à savoir un chasseur d'espions soviétiques.

A partir de 1940, les rares spécialistes du NKVD extérieur tentent donc de remettre en place leurs réseaux, avec d'autant plus de difficultés que les rescapés des purges ou les remplaçants des disparus ne connaissent pas physiquement ceux qu'ils doivent reprendre en main. D'où le rôle essentiel de la Gorskaïa et de Korotkov auprès d'eux, juste avant et après le 21 juin 1941.

A ce moment et pour le temps de la guerre, il faut bien que temporairement cesse la rivalité entre tchékistes du NKVD et officiers du GRU. En revanche, rien de tel du côté allemand : la lutte d'influence entre l'Abwehr et le SD ou la Gestapo prend des proportions souvent dramatiques dans leurs conséquences.

Dans ce domaine, à partir de 1942, Himmler est censé superviser les enquêtes du SD, de la Gestapo, de la Sécurité militaire. En réalité, il s'entend de plus en plus mal avec Müller, car il s'est aperçu que le chef de la Gestapo le double souvent en rencontrant Martin Bormann et en le mettant au courant d'affaires dont il aurait dû être saisi au préalable. Que pouvait-il d'ailleurs mijoter avec Bormann ?

Schellenberg mérite ici d'être encore cité car il est le seul haut personnage qui, après la défaite allemande, ait fait état de ce climat de mésentente. Ainsi, lorsqu'en juillet 1942

Himmler convoque Müller, l'amiral Canaris et Schellenberg, pour faire le point de l'enquête sur l'Orchestre rouge, mais qui témoignent aussi de l'importante pénétration soviétique dans le dispositif allemand et dans les territoires occupés.

Au lieu d'accompagner Schellenberg, Müller lui demande de présenter la synthèse à laquelle ils viennent de travailler ensemble. Schellenberg ne comprend pas pourquoi, puisqu'il n'est finalement responsable que d'un tiers du rapport, mais Müller insiste : «Heinrich préfère votre tête à ma binette bavaroise, c'est manifeste ! »

Schellenberg finit donc par se présenter seul devant Himmler, qui parcourt le rapport, et demande : «Qui est responsable de ce compte- rendu ?» Le chef du SD bafouille que c'est lui, mais comme s'il n'avait rien entendu, Himmler continue son monologue : « Je le reconnais bien là. Typique de sa part : déprécier le travail des autres pour d'autant mieux faire valoir le sien ! C'est mesquin, et vous pouvez le lui répéter de ma part. »

L'amiral Canaris venait d'entrer dans la pièce pour, à son tour, faire le point. Il résultait de tous ces exposés que si des réseaux de l'Orchestre rouge étaient mis hors jeu, l'organisation n'était pas pour autant démantelée, comme le ferait entendre Gestapo-Müller dans son «rapport final» en décembre 1942.

Le commandement allemand disposait néanmoins de 64 postes-émetteurs retournés, et même si quelques-uns des opérateurs avaient réussi à en prévenir le Centre, Berlin pouvait tout de même intoxiquer Staline et ses généraux.

A ce moment crucial de la guerre, Gestapo-Müller intriguait pour obtenir qu'en plus de sa supervision du Sonder-Kommando (Commando spécial) créé pour investiguer sur cette seule affaire, on lui confie l'exclusivité du «jeu-radio» à destination de l'Est. Ainsi l'état-major de la Wehrmacht et l'Abwehr devaient, comme le SD, passer par lui pour abreuver l'URSS de la désinformation voulue. Et il saurait ainsi de première main ce qui était vrai et faux, dans la manipulation des faits et des hommes.

Himmler s'opposait à la prétention de Müller. Martin Bormann sort alors de l'ombre et impose Müller... en s'imposant lui aussi au «jeu- radio». Reinhard Gehlen, chef du renseignement ouest-allemand après la défaite nazie, rapporte dans ses Mémoires que Bormann disposait en 1943, dans son bureau privé, d'un poste-émetteur supposé le relier à son réseau de gauleiters, mais qu'il utilisait pour correspondre avec les Soviétiques. On y reviendra dans ce récit. Relevons pour le moment qu'à notre stupéfaction, Gehlen évoque parfois avec bien des détails Schellenberg et autres personnages, mais ne parle jamais de Müller, comme s'il ne méritait qu'à peine d'être mentionné ! Ironie : c'est l'historien très controversé David Irving, considéré comme « révisionniste » par les commissaires à la Pensée des deux dernières décennies, qui a préparé la version française des Mémoires de Reinhard Gehlen, sans s'inquiéter de ce silence sur Müller.

Remarque identique à propos de la biographie de Gehlen publiée en 1971 par E.H. Cookridge (de son vrai nom E.H. Spiro) : au fil ses 450 pages, il ne mentionne que trois fois le nom de

Müller. Juste une petite note en annexe signale que, sans doute, le chef de la Gestapo est passé du côté soviétique en 1945.

Ainsi, entre l'été 1942 et le début de l'année 1943, la puissance de Himmler va déclinant. Müller le double. Schellenberg ne lui dit que ce qu'il veut bien. Alors, pendant sept mois, depuis l'assassinat de Heydrich en mai 1942 dans un faubourg de Prague, Himmler «fait le ménage» dans les archives de son ancien adjoint. S'il y trouve beaucoup de notes sur tel ou tel dignitaire, voire sur lui-même, il ne trouve rien de consistant sur Müller. Du moins croit-il le neutraliser en partie lorsqu'il pousse Ernst Kaltenbrunner à la direction de la Sécurité du Reich (RSHA), donc au rôle de second, à ses côtés. Mais c'est un coup d'épée dans l'eau.

7.5. Un Autrichien aux pouvoirs administratifs

Certes, Himmler faisait plaisir à Hitler en plaçant Kaltenbrunner à ce poste important en apparence. Le Führer avait gardé pour les Autrichiens et l'Autriche un attachement dû à sa nostalgie des temps de sa jeunesse. Mais après ? Hiérarchiquement Müller dépendait de Kaltenbrunner, aussi arrogant que le Bavarois lui-même.

En réalité le responsable du RSHA devenait, sur le plan administratif, indispensable, mais, politiquement et même policièrement, une potiche, hormis les cas où le chef de la Gestapo jouait qu'il n'avait pas à « se mouiller».

Qui donc était ce grand Kaltenbrunner qui contemplait avec une commisération mal cachée, du haut de son 1 m 94, le petit et déjà bedonnant Himmler ? A dix-neuf ans, il s'était mêlé, mais sans y adhérer formellement, aux premiers groupes pro-nazis d'Autriche. Puis, en 1934, il avait organisé avec ses camarades d'études, Otto Planetta et Franz Holzweber, l'assassinat du chancelier Dolfuss. Ses deux amis avaient été pendus, lui s'en était tiré sans dommages, dans des conditions jamais vraiment élucidées. Il avait même peu après réussi à créer des cellules pro-nazies dans l'entourage du chancelier Schuschnig, ce qui avait attiré l'attention de Heydrich, qui l'avait amené à Berlin en 1936.

Martin Bormann avait aussi l'œil sur lui, car, en tant que juriste confirmé, Kaltenbrunner avait convaincu Heydrich qu'au lieu de s'en prendre directement à certains richissimes banquiers juifs, mieux valait «aryaniser» leurs bureaux. Ainsi, pour la puissante banque des frères Oppenheim, il suffisait de leur substituer comme directeurs leurs associés Hermann J. Abs et Robert Pferdmenges. Les Oppenheim seraient priés de ne plus apparaître en vitrine. Ils vivraient comme conseillers, dans des bureaux inaccessibles au public.

Une subtilité digne de Gestapo-Müller, et pourtant imaginée par l'Autrichien taillé comme un bûcheron, buveur invétéré, et que le froid et distingué Hjalmar Schacht, grand financier du Reich jusqu'en fin 1938, ne trouvait pas aussi borné que Müller le laissait entendre. Un Müller qui ricanait plutôt de cette nomination, car s'il était bon juriste et amateur de bonne vie, Kaltenbrunner n'y connaissait rien en matière de police et de sécurité intérieure. D'ailleurs tout de suite, sous prétexte d'aider et de conseiller «Monsieur le directeur», Müller avait investi son entourage.

« Ce matois, comme disait de lui Schellenberg, avait trouvé plus fort que lui. Himmler s'était lourdement trompé en croyant neutraliser Müller. »

Mais c'est en fin de compte Bormann qui tirait les ficelles, à ce tournant de la guerre. Car 1943 est l'année durant laquelle - on se doit de le rappeler - la plupart des adjoints de Hitler commencent à le trahir : Goering, par ses filières personnelles en Scandinavie, même s'il est trop tard pour qu'il puisse sortir un jour du guêpier nazi ; Himmler, qui lui aussi fait sonder par son masseur Félix Kersten les amis Scandinaves des milieux occidentaux ; Bormann enfin, qui dit à son entourage qu'il faut commencer « à prévoir le pire », car en dépit des proclamations de Goebbels, Berlin ne peut plus gagner la guerre.

Il se trouve cependant qu'à la fin de cette année 1943, pour des nécessités techniques, Martin Bormann doit très partiellement initier Kaltenbrunner à un projet qu'il met en route en secret : il s'agit d'organiser, pour protéger la survie du Reich, le transfert illégal à l'étranger de fonds secrets et de brevets industriels ; ce à quoi se prêtera le patronat allemand lorsqu'il entrera dans la conspiration.

Si la guerre est perdue, prévoyait Bormann, après les biens et les fonds, on transférera les hommes dans les pays « amis ». Müller est « dans le coup », mais Kaltenbrunner l'ignore. Il en parle à demi-mots à sa maîtresse, Gisela von Westarp. Il ne sait pas que Martin Bormann l'a poussée dans son lit, et qu'elle lui rend compte du comportement de son amant. Elle apprécie Ernst. Elle apprécie aussi la vie facile. Elle le prouvera en 1945...

CHAPITRE VIII

8.1. Double jeu au service de l'ennemi

Pourquoi Heinrich Müller prend-il tant de temps, en été 1942, pour s'initier aux techniques de correspondances secrètes, encre invisible et micro-points ? Est-ce le désir du policier d'en savoir toujours plus, ou celui de maîtriser certains procédés pour s'en servir lui-même ? Mais s'en servir avec quels mystérieux interlocuteurs ? C'est le fameux spécialiste américain des recherches pour briser les codes durant la Seconde Guerre mondiale qui signale le fait, en passant, sans insister. Or, en cet été 1942, tournant de la guerre, des dizaines de dossiers importants s'accumulent sur les bureaux du chef de la Gestapo, dont il semble qu'il néglige les plus essentiels.

Müller et son service ne sont pourtant pas inactifs : ses adjoints traquent en Allemagne d'anciens militants communistes, des opposants socialistes ou chrétiens comme ceux de la Rose blanche ; lui-même se rend souvent en inspection dans les camps de concentration où ses recruteurs continuent de sélectionner des agents potentiels ; il voyage aussi. En janvier 1942 il compulse à Paris les rapports des agents français de la Gestapo ; en octobre, il séjourne à Lisbonne ; en novembre, il assiste à Paris à des interrogatoires... Deux grandes questions devraient néanmoins l'occuper plus que toutes les autres : d'abord le cas de Max,

au moment où lors de plusieurs réunions de concertation avec lui et ses seconds, l'Abwehr et le SD se sont demandé si ce fabuleux informateur n'était pas après tout le roi de l'intoxication. Deuxième point à étudier en priorité : les conséquences de ce que les services d'écoutes de l'Abwehr en Europe avaient découvert un an plus tôt, le 15 juin 1941.

A trois heures du matin, l'officier de permanence au centre d'écoutes de Cranz, en Prusse orientale, avait soudain capté un nouvel émetteur. Pour cerner ce poste et d'autres branchés vers l'URSS, une longue traque avait commencé en Belgique, aux Pays-Bas, en France et jusqu'en Bulgarie. Les réseaux qu'on appellera l'Orchestre rouge sortaient de l'ombre.

Le contre-espionnage allemand crut d'abord avoir démasqué «des agents du Komintern». En réalité, c'est le IVe bureau de l'Armée rouge, le GRU, qui tire les fils. C'est seulement en août 1942 que Müller se réveille, et obtient de Himmler la direction du commandement spécial, pour en traiter, lui et lui seul.

Mais examinons au préalable le cas Max, car il est lié, de juillet à septembre 1942, à Stalingrad, une des batailles capitales de la guerre.

8.2. Les silences du «spécialiste»

Max joue un rôle primordial puisque le haut commandement allemand obtient de lui d'étonnants renseignements stratégiques. La plupart sont vérifiés.

Max s'appelle en réalité Fritz Kauder. Né à Vienne en 1903, études classiques, puis journaliste sportif en Autriche et en Suisse, il a ensuite «bricolé» dans des affaires commerciales éphémères. Il est enfin devenu informateur de l'Abwehr en Hongrie. Il sera envoyé en Bulgarie où il travaillera sous les ordres de Wilhelm Höttl, un des seconds de Walter Schellenberg, pour le SD, dans les Balkans.

Etonnant Max. Il a des amis dans une demi-douzaine de pays. Certains d'entre eux auraient infiltré très haut l'appareil de Staline. Ce sont des Russes blancs éparpillés surtout en France, en Suisse et en Allemagne. Des antisoviétiques bien sûr. Voilà qui devrait passionner Müller, mis au courant durant les réunions de travail entre l'Abwehr, le SD et la Gestapo.

Un des amis de Max s'appelle Nikolaï Skobline. Après la guerre, on découvrira que ce Russe blanc, qui avait gagné en France la confiance du général Miller, grande figure des émigrés russes, avait été en 1937 le principal organisateur de son kidnapping en plein Paris. Avec pour complices dans la police parisienne les commissaires Signasse et Pretot, ce qui évidemment explique que l'enquête ait piétiné durant quinze mois, et que toutes les pistes se soient perdues dans les sables. Skobline était un agent de l'URSS. Eux aussi.

Autre ami : Anton Vassilievitch Turkul, ex-commandant d'une division anti-bolchevique en Russie, en 1917 et 1918, ensuite émigré en Allemagne. On ne saura qu'après 1945 que lui aussi était un agent soviétique. Une de ses relations en France s'appelait Waldemar von

Petrov..., lequel était lié à un très haut cadre du MI-6 britannique, à la veille de la Seconde Guerre mondiale, et le doublait au profit des services secrets de l'URSS.

Max gérait ces relations (nous ne citons que les plus marquantes), en communiquant à l'Abwehr d'incroyables précisions sur les mouvements de troupes soviétiques dans et autour de Stalingrad, et sur plusieurs fronts. A croire qu'un de ses agents assistait au Conseil de Défense, auprès de Staline. Dans les quarante-huit heures, par relais-radio, Max savait ce qu'on y avait décidé, tantôt dans les grandes lignes, tantôt avec d'étonnants détails.

Il était à l'époque basé en Bulgarie. Le colonel Otto Wagner, responsable de l'Abwehr dans ce pays, m'a raconté les raisons pour lesquelles il avait douté de la «blancheur» de Max.

Il avait découvert qu'il mentait lorsqu'il affirmait que ses liaisons radio avec Moscou, et inversement, passaient par les fils de la police secrète bulgare. Wagner était trop bien placé pour ne pas comprendre très vite que c'était faux. Ce service bulgare était totalement noyauté par lui. Aussi finit-il par dire en face à Max qu'il devait trouver un autre mensonge pour expliquer ses filières. Max surmonta l'accusation. Il soutint qu'il avait inventé afin de protéger ses informateurs en URSS, et qu'en réalité, ses sources provenaient d'amis implantés en Turquie.

Paul Leverkiihn était, en Turquie, l'équivalent de Wagner en Bulgarie. En 1951, il m'a confirmé ce que Wagner pensait de Max, et que lui aussi avait assez d'informateurs dans les services secrets turcs pour être certain que Max mentait encore. Tous deux avaient fait part à l'amiral Canaris de leurs soupçons. Mais Wagner m'a confié mieux encore, même s'il n'en trouvait pas l'explication : son enquête et celle de plusieurs de ses amis de l'entourage de Canaris avaient conduit à Vigo. Vigo, petite ville espagnole, à 14 kilomètres de la frontière portugaise.

Effectivement, Max communiquait avec Moscou, depuis Sofia, par un poste secret basé près de Vigo. Et inversement. D'où en moyenne 48 h pour ces échanges.

Une réunion eut lieu autour de Canaris. Sans conclusions formelles, car, de nouveau, Max avait fourni à l'Abwehr des renseignements stratégiques vérifiés. Plusieurs unités soviétiques étaient ainsi tombées dans de véritables hécatombes. Canaris avait donc conseillé à Wagner de pour-suivre sa surveillance de Max, mais «sans rien entreprendre contre lui».

Une remarque : les hasards de la vie m'ont fait rencontrer en 1948 un couple allemand qui, à l'époque et après 1945, résidait à Lisbonne. Il m'avait donné la liste des Portugais qui travaillaient pour Bormann, et avaient été mêlés en 1944 à des transferts de fonds, avoirs, devises, or, d'Allemagne au Portugal. Ce couple m'a certifié, qu'en octobre 1942, un mystérieux visiteur arrivant de Vigo était venu voir Müller à Lisbonne, puis était reparti quelques heures après.

Peut-être des archives s'ouvriront-elles un jour, qui donneront la clef de ce mystère.

8.3. Derrière Max et les autres : le général V.S. Abakoumov

Un ouvrage paru en 1988 a soudain apporté aux chercheurs des renseignements de premier ordre : Max était bel et bien l'un des meilleurs agents du contre-espionnage soviétique, en l'occurrence du général Viktor S. Abakoumov, son numéro deux en 1942, puis son directeur à partir de 1943. Abakoumov dépendait directement de Staline, et de lui seul. Même Lavrenti Beria, chef de la Sécurité d'Etat depuis 1938, ignorait qu'hors de ses fonctions officielles, Abakoumov menait le jeu d'un Max, à l'insu du Conseil de Défense.

Né à Moscou en 1908, entré au NKVD en 1932, Viktor Semenovitch Abakoumov était en 1941 vice-ministre de l'Intérieur et, à partir de 1943, le second d'un organisme en gestation qu'on appellerait le Smersh (pour Smert Shpionam, «mort aux espions»). C'était à la fois le service des tueurs en URSS et dans le monde, et le cerveau des manœuvres subversives les plus secrètes.

Abakoumov avait un an de rodage dans cette unité, d'abord réduite, lorsque son supérieur en mission à Kiev perdit ses jambes dans un bombardement et se suicida. Déjà fort prisé par Staline, Abakoumov prit sa succession. Jusqu'en 1951, il fut un des personnages les plus importants du Kremlin. Aucune biographie ne lui a cependant jamais été consacrée, sans doute parce qu'elle soulèverait trop de problèmes en URSS et même de nos jours en Russie, tant il a été mêlé à des intrigues dont un des «héros» n'était autre que Heinrich Müller.

En tout cas, dans l'affaire Max, Abakoumov était le tireur de ficelles, et c'est Antony Blunt - un des cinq plus grands espions de l'URSS en Grande-Bretagne, avec Philby - qui en a donné l'éclairage. Il a révélé à son interrogateur, en 1956 (donc bien avant que Londres n'admette sa trahison) que dans le lot des documents qu'il fournissait aux Soviétiques, il y avait notamment des interceptions d'écoutes, dont des échanges de messages entre Max et Moscou. Or, lorsqu'il en avait fait part à son traitant soviétique, son interlocuteur avait souri : Max était un «nashi».

Ce qui signifiait un des „nôtres" ! De fait, il recevait de Moscou, qui tenait à sa crédibilité, des renseignements souvent exacts, rédigés par Abakoumov. Ainsi telles ou telles unités allaient être envoyées à tel endroit contre les Allemands. Avertis par Max, ces derniers avaient organisé une facile hécatombe...

Il est incroyable que Müller ne se soit pas un instant soucié de Max. Aucun des officiers supérieurs de l'Abwehr, qui entouraient Canaris et ont survécu à la guerre, ne l'a jamais entendu émettre une opinion alors que ce problème taraudait les services secrets. On citait de lui un renseignement douteux, mais un autre éclairait lumineusement une situation ou permettait de pallier un danger. Müller tantôt se taisait, tantôt murmurait qu'il s'en occupait, sans plus.

A l'autre bout de cette filière, il y avait le général Abakoumov, dont la silhouette n'a pas fini de traverser cette histoire, de 1943 à 1951. Une histoire dont il faut suivre la chronologie puisqu'à chaque épisode apparaît Müller.

8.4. Le Sonder-Kommando face à l'Orchestre rouge

Qui sont les hommes du Commando Spécial qui, à partir de la mi- août 1942, mais surtout en 1943 et ensuite, sont les seuls spécialistes à ses ordres pour affronter les réseaux soviétiques en Europe occupée ?

Ils viennent des quatre sous-directions principales de la Gestapo. Ils sont vingt-cinq au total, tous choisis par lui. Deux résident désormais à Paris, et trois secondent Müller à Berlin. Horst Kopkow est un des plus actifs, dès le départ. Venu de la Criminelle, entré au parti en 1931, aux SS et à la Gestapo en 1934, il est l'investigateur en chef, secondé par un policier professionnel sans idéologie, qui partage avec Gestapo-Müller ce point commun qu'il servirait n'importe quel régime du moment qu'il exerce son métier.

Cet adjoint s'appelle Johann Strübing. Il a 36 ans, et connaît Kopkow depuis 1937. Tous deux agissent avec une redoutable efficacité depuis qu'à la fin août 1942, ils ont été saisis d'une douzaine de pistes les menant dans plusieurs ministères du Reich. C'est tout de même grâce à l'Abwehr qu'ils ont appréhendé en flagrant délit au ministère de l'Aviation un des plus hauts informateurs de l'Orchestre.

Aux côtés de Kopkow, il y a aussi Friedrich Panzinger, originaire de Munich comme Müller. Il a été son compagnon dès 1919, et l'a suivi dans la police de Bavière. Une fois auprès de Heydrich, Müller l'a fait Venir à Berlin. A partir de 1937, il est devenu un de ses plus sûrs associés.

En 1943, il est l'ombre du chef de la Gestapo dans toutes les enquêtes avec le commissaire de la Criminelle, Karl Giering, qui mourra d'un cancer en hiver 1943.

Le troisième homme de l'équipe, c'est Heinz Pannwitz, né en 1911, capitaine SS. Il secondait Heydrich à Prague, jusqu'à son assassinat. C'est lui qui, avec Müller, a organisé l'élimination des responsables de cet attentat et, dans la foulée, une impitoyable répression dans tout le pays. Il n'empêche que Pannwitz est ce même homme qui - si l'on en croit ses déclarations à l'hebdomadaire Der Spiegel en 1968 - soutenait que la Gestapo «devrait en finir avec les tortures et sévices qui finissaient par fabriquer de nouveaux opposants, et que mieux vaudrait jouer avec ceux qui sont arrêtés». Müller l'aurait alors regardé droit dans les yeux, interloqué, sans rien dire. Mais, l'année d'après, en 1943, à l'issue d'interrogatoires qui ne menaient à aucun aveu, il lui aurait dit : «Après tout, faites donc ce que vous m'avez proposé l'an passé. Jouez les cartes qui vous semblent bonnes. Ici, dans la routine de nos services, on n'arrivera à rien ! »

Ambiguïté typique de Müller. Jouer avec les prisonniers du Sonder-Kommando. Mais pour déboucher sur quoi ?

En automne 1942, Hitler ne décolérait pas. Mis au fait de la première vague d'arrestations, il avait formellement ordonné à Müller «d'en terminer avant la fin de l'année». On était maintenant en été 1943 et ce que Hitler avait pris pour une petite trahison ne cessait de trouver des développements.

A l'Abwehr, on ironisait. Dans son rapport à Himmler et à Hitler, daté du 24 septembre 1942, Müller avait assuré qu'à présent l'Orchestre rouge était «totalement démantelé». Mais un rapport de l'Abwehr, le 24 mars 1943, apportait bien plus d'éléments que les précédentes synthèses du chef de la Gestapo. Fort étrangement, Gestapo-Müller relançait sans répit le jeune procureur, Manfred Röder : il fallait en finir. Sur 117 dossiers en cours, 76 étaient bouclés sur le plan judiciaire. Qu'attendait-il pour ouvrir les procès ?

En examinant de près ce qu'il est advenu de ces dossiers, c'est-à-dire qui a été peu après condamné et exécuté, ou, sur interventions discrètes de Müller, a été épargné, l'impression domine selon laquelle quelqu'un, quelque part, a téléguidé un mystérieux tri. Sacrifier tel et telle grevait à jamais l'appareil soviétique en Allemagne, Belgique, Pays-Bas, France, etc., pourtant le «centre» n'avait-il pas ses raisons d'envoyer au poteau certains de ses dévoués agents pour en sauver d'autres ? D'autres qu'on retrouvera après 1945, à raison d'un sur trois, pour ne parler que du réseau Trepper, en Allemagne de l'Est, presque tout de suite à des postes de premier plan !

On reviendra sur cet aspect du problème. En 1943, l'important est de bien voir que techniquement Berlin ne saurait mener son grand jeu radio avec les seuls «pianistes» retournés. Il lui faut garder suffisamment d'informateurs pour répondre convenablement à Moscou qui demande souvent des nouvelles de X ou Y, et qui, par eux, sait pouvoir obtenir certains détails humains, tactiques, stratégiques.

L'OKW (le Haut Etat-Major allemand) se plaignait sans cesse que Bormann et Muller s'arrogent le droit de puiser dans ses dossiers, pour faire croire à Moscou que les réseaux continuaient de fonctionner, même après avoir subi des pertes. Plaintes identiques de Canaris. Normalement, l'Abwehr était faite pour mener ce genre d'opérations, mais avec la caution de Himmler et les ordres de Hitler, le Sonder-Kommando disposait à son gré des rapports de Canaris. De son côté, aux Affaires étrangères, Ribbentrop enrageait de ne pas participer au grand jeu, et que ses dossiers soient consultés sans son autorisation.

Dans ses souvenirs (même «arrangés» à son goût et à celui de ses anciens maîtres de Moscou), Leopold Trepper a précisé : « Non seulement Bormann, à partir de l'été 1943, a créé un groupe d'experts afin de préparer le matériel qu'il utiliserait, mais il rédigeait de sa propre main certaines dépêches.»

Chez Canaris, il se murmurait qu'en réalité Bormann et Muller menaient le jeu ensemble avec Moscou, sous prétexte d'intoxication. D'autant plus qu'à partir de la chute de Stalingrad, mis à part ceux dont le fanatisme obscurcissait les yeux et les oreilles, rares étaient les hauts responsables de Berlin, à croire encore que l'Allemagne pouvait gagner la guerre.

Tous les historiens savent qu'ils étaient plusieurs, de Goering à Himmler, et de Himmler à Bormann, à tenter de négocier leur survie, soit avec les Occidentaux, soit avec Moscou, sous couvert de protéger l'avenir de l'Allemagne.

Autre remarque : si l'on en croit les archives allemandes, Muller et Bormann auraient manipulé, au seuil de l'année 1944, au moins la moitié des quelque 200 émetteurs repérés ou retournés en Europe, dont cinquante dans les Balkans.

Autrement dit, ils n'auraient pas eu à leur service un, deux ou trois Max, mais plusieurs douzaines. Or il n'est pas possible qu'autant d'agents doubles aient dupé Moscou aussi longtemps. Quelques exemples donnés Plus loin prouvent d'ailleurs qu'il ne pouvait en être ainsi.

On s'étonne donc qu'aussi bien les apologistes que les détracteurs de l'Orchestre rouge aient occulté ce problème. D'ailleurs, même en célébrant les héros de ces réseaux, les plus fanatiques des historiens soviétiques se sont gardés d'un tel chiffrage. Et pourquoi Moscou n'a-t-il jamais dit un mot sur Bormann et Müller, les deux responsables de ces manipulations ? Ce mutisme est une des raisons d'être de cet ouvrage.

8.5. D'étranges évasions, mais pas de sanctions pour les gardiens

Difficile aussi de croire un instant qu'aucun des opérateurs soumis au contrôle allemand n'ait averti le Centre. Tout le monde sait que, d'après la technique des émissions à l'époque, les réceptionnaires connaissaient la frappe de chacun de leurs correspondants, comme un mélomane reconnaît à l'oreille le toucher d'un pianiste. Et même s'ils étaient débordés de messages, il suffisait d'une faute glissée dans un texte pour avertir qu'on n'était plus libre.

A l'examen de l'affaire de Johannes Wenzel, un des hommes clés de l'Orchestre en Europe du Nord, on apprend que le jour de son arrestation, le 30 juillet 1942, il eut le temps de prévenir qu'il était pris. Vieux routier des réseaux du GRU, Wenzel avait, de 1933 à 1935, travaillé en Allemagne, puis était parti en Belgique et aux Pays-Bas jeter les bases des réseaux, dont hériteraient ensuite aussi bien Kent que Leopold Trepper, dit Gilbert, Dubois, Dzumaga et autres pseudonymes.

Wenzel, dit Hermann pour le Centre, avait pour maîtresse Germaine Schneider, d'origine suisse. Elle s'était rodée, en 1928, en assurant le courrier du Komintern, avant d'assumer ses liaisons aux Pays-Bas, Belgique et Luxembourg. Une fois le couple appréhendé, c'est le commissaire du Sonder-Kommando, Thomas Ampletzer, qui devient le manipulateur de Wenzel, durement traité avant de céder à cette manipulation d'avance pipée puisqu'au bout du fil le général Abamoukov et son adjoint, P. Meshik (qui jouent, côté URSS, le rôle de Bormann et de Müller, côté allemand), feignent d'être dupes. Et comment crédibiliser Wenzel ?

Abakoumov n'en est pas à un homme près. On l'a constaté avec l'affaire Max dans laquelle il a sacrifié plusieurs milliers de soldats soviétiques. Aussi lorsque, sur incitation d'Ampletzer, Wenzel sollicite l'envoi par Moscou de deux techniciens, ceux-ci sont parachutés en Allemagne, en septembre 1942... et cueillis sur-le-champ, au risque d'ailleurs pour Wenzel d'être accusé plus tard d'avoir tendu un piège.

Le jeu dure cinq mois. Puis, en janvier 1943, Wenzel se serait aperçu que le gardien du local où il était enfermé avait laissé la clef à l'extérieur de sa porte, sans pousser le verrou. Il aurait assommé son garde alors occupé à fourgonner dans un poêle, et se serait enfui par une fenêtre. Il se serait mêlé à la foule dans les rues de Bruxelles, aurait filé aux Pays-Bas d'où, grâce à son réseau Hilda, il aurait averti Moscou que tout allait bien.

En épluchant ce qui reste des archives allemandes et les témoignages recueillis par les alliés belges, américains, français, etc., on ne voit nulle part que des sanctions aient frappé les gardiens et les manipulateurs de Wenzel à la suite de son évasion. Heinz Höhne, un des historiens les plus sérieux de cette affaire, précisé au contraire qu'après cela Ampletzer a continué avec d'autres opérateurs le jeu-radio vers Moscou. Comme si rien ne s'était passé. Comme si Wenzel n'avait pu donner l'alerte !

Cet épisode n'est pas le seul à susciter des points d'interrogation. Par exemple, pourquoi Germaine Schneider, qui avait été arrêtée en même temps que Wenzel, a-t-elle été relâchée immédiatement sous le prétexte qu'elle ignorait tout des activités de son amant, et se bornait à coucher avec lui ?

A l'époque, bien des arrestations, qui n'étaient guère motivées, furent maintenues jusqu'à ce qu'une enquête minutieuse ait vérifié les alibis. Nombre de prisonniers étaient torturés, d'autres, en revanche, avaient «une vie douillette». Le romancier Gilles Perrault évoque lui-même en ces termes le traitement réservé à Leopold Trepper, après que la Gestapo l'ait appréhendé chez son dentiste, le 24 novembre 1942.

Karl Giering, liaison de Müller à Paris auprès de Heinrich Reiser, le haut responsable du Sonder-Kommando, fraternisait avec Trepper pendant leurs conversations-interrogatoires, rue des Saussaies. Il est connu que s'instaure parfois entre victime et bourreau une certaine complicité, s'agissant de deux intelligences et non de simples brutes, a fortiori dans les services de renseignement et de contre-espionnage, mais tout de même ! Müller avait exigé que les prisonniers du Sonder-Kommando soient menottés en permanence. Certains l'étaient jusque dans leur cellule. D'autres, en revanche, ne l'étaient pas, et pas seulement les « vedettes » de l'Orchestre. C'est ainsi que deux radios, «Jojo» et «Michel» s'évadèrent trop facilement, en décembre 1943, peu après leur arrestation.

Dix semaines auparavant, Trepper s'était lui aussi évadé. Aucune sanction ne sera prise contre ses gardiens. Heinz Pannwitz, qui avait succédé à Giering à la direction de la branche parisienne du Kommando, craint d'être cassé par Müller qui l'a convoqué à Berlin. Mais Müller le rassure : il a bien d'autres problèmes à régler...

L'évasion de Trepper mérite un coup d'œil. En internement «douillet» dans l'hôtel particulier de Neuilly qui jouxait l'avenue Victor-Hugo et la rue de Rouvray, il était une sorte d'hôte d'honneur d'un fidèle de Müller, Wilhelm Berg, son «traitant». Cet ancien garde du corps de Ribbentrop - si l'on en croit Trepper - le tenait au jour le jour au courant des progrès de l'enquête de la Gestapo. Il lui confie qu'un de ses adjoints, Hillel Katz, a été arrêté ; que

Harry Robinson, un des agents des plus importants de l'URSS depuis des années, va être arrêté. Il ' aurait même invité à assister, depuis sa voiture, à l'arrestation dudit Robinson.

Berg a tellement confiance en Trepper qu'il le laisse s'entretenir, hors de sa présence, avec le pauvre Hillel Katz qui vient d'être torturé... Il organise un rendez-vous entre Trepper et la jeune vendeuse, Juliette Moussier, dont il a prétendu qu'elle lui permettait de faire passer un message à Jacques Duclos, donc à Moscou... ce qui crédibiliserait la version d'un Trepper en train de rouler la Gestapo.

Et voici Trepper, sans menottes, simplement suivi à distance, qui va chez un coiffeur, chez un tailleur, dans des magasins, pour des « contacts imaginaires». Comme ils sont stupides, vraiment, ces gens de la Gestapo, et comme « le grand chef » est habile !

La farce se termine par un saut de Trepper dans la pharmacie Bailly, près de la gare Saint-Lazare, car il y trouverait un médicament miracle dont Berg a besoin. Trepper ressort par une autre issue, pendant que Berg se morfond dans la voiture. Il attend une demi-heure avant de réagir...

L'anecdote est connue. Nous y revenons malgré tout parce qu'il est difficilement crédible que Berg soit resté aussi longtemps passif, pendant qu'un des «héros» de l'Orchestre rouge se faisait la belle. Dans son apologie du personnage, l'écrivain Gilles Perrault assure que l'attitude de Berg s'explique par la psychanalyse ! Argument oiseux. Il ajoute que Berg, Pannwitz et les autres voulaient cacher à Berlin cette faute impardonnable. Autre argument qui ne tient pas car, dans les jours suivants, la Gestapo fait parvenir à tous ses postes et informateurs de France un avis de recherches de Gilbert, c'est-à-dire de Trepper. Et Berlin ne sanctionne personne.

A la même époque, Marie-Madeleine Fourcade, co-dirigeante du réseau Alliance, s'évadait de la prison d'Aix-en-Provence. Sur ordre exprès de Müller, tous ses gardiens étaient envoyés au poteau. Curieuse différence de traitement.

8.6. Des interrogateurs parlent plus que leurs détenus

On notera l'étonnante réflexion de Heinz Pannwitz à son prisonnier Kent, lorsqu'en septembre 1943 il lui confie que Trepper a pris le large. Kent apprend ainsi ce que Trepper est devenu, et qu'il ignorait depuis qu'il s'était enfui à Marseille.

«Cela n'aura aucune conséquence pour notre propre travail», lui affirme Pannwitz.

Il est quand même inhabituel que des gardiens, et surtout des interrogateurs professionnels, tiennent au courant leurs prisonniers de ce qui gravite autour et à l'entour de leur affaire. En outre, en vertu de quoi Pannwitz peut-il être aussi affirmatif ?

Une autre fois, c'est Berg en personne qui attend d'être seul avec Kent pour lui confier que Mikhaïl Makarov, un de ses subordonnés pour les émissions vers Moscou, « a été arrêté et a beaucoup parlé ». Le comble est atteint par Heinrich Müller en personne.

D'ordinaire, les policiers laissent leurs prisonniers nager dans l'ignorance et leurs incertitudes. Mais voici que lorsque Kent est transféré de Marseille à Paris pour interrogatoire sur le fond, Müller débarque aussitôt de Berlin pour y assister et, si besoin, intervenir, puisqu'il connaît toutes les données. Kent raconte qu'à peine introduit dans la pièce où Friedrich Panzinger se tient à côté de Müller et de trois autres SS, Müller s'interpose et demande à ses adjoints :

« Etes-vous sûrs et certains que ce jeune homme est vraiment Kent, celui qui dirigeait en Belgique une grosse firme et, parallèlement un réseau soviétique de renseignements ? Est-ce bien lui qui est allé voir Schulze-Boysen à Berlin, en a reçu des informations et les a transmises à Moscou ? »

Ainsi, en quelques phrases brèves, Kent apprend de la bouche de Müller l'essentiel de son dossier. Comment se peut-il que « le grand flic », fier de l'être et qui porte en bandoulière son titre de Gestapo-Müller, dévoile ainsi d'emblée à Kent ce que l'on sait de son rôle ?

Si Kent souligne sans fioritures en 1995 une telle scène, c'est, qu'à sa façon, il veut faire comprendre au lecteur que Müller n'est sans doute pas le grand spécialiste anticommuniste et antisoviétique que l'on a décrit, mais qu'à ce moment déjà, ou peut-être depuis longtemps, il est en cheville avec Moscou.

Müller vient d'ailleurs peu après le voir dans le local où il est enfermé, avant d'être transféré dans l'hôtel particulier de Neuilly. Il l'informe que Trepper a parlé et accepté de jouer le grand jeu-radio avec Moscou. Qui dupe qui ? Quel besoin d'avertir Kent ? Pour le persuader de participer également à ces manipulations ?... Nous y croyons d'autant moins que, selon le récit de Kent et les archives soviétiques publiées par lui en annexe, la direction du GRU savait, « dès avril 1943 », que la Gestapo le contrôlait, lui, Trepper et quelques autres.

Nul n'est intervenu sur ce point, ni sur beaucoup d'autres, pas plus lorsqu'il était l'invité de la télévision française que lors de la parution de son livre en 1995.

Vingt ans plus tôt, sans connaître autant de détails, l'assaut de sollicitude dont avaient fait preuve des interrogateurs de la Gestapo à l'égard de certains détenus, avait entretenu ma perplexité et celle de plusieurs spécialistes étrangers.

En Belgique et en Pologne, où vivait Trepper après sa libération de Russie, on s'étonnait de la somme de mensonges du « grand chef » à la presse. Ainsi André Moyen, un des authentiques héros de la Résistance belge qui avait eu affaire après 1944 à plusieurs protagonistes de l'Orchestre rouge ; et aussi un des trois responsables du contre-espionnage belge, qui m'avait ouvert certains dossiers récupérés du temps de l'Occupation.

Si Moscou savait dès avril 1943, pourquoi avoir poursuivi jusqu'au début de l'année 1945 un dialogue complètement truqué, sinon parce que ses interlocuteurs informaient au lieu de désinformer ? Retenons enfin que si Müller et Bormann s'adressaient au GRU, dont dépendaient alors organiquement Trepper et Kent, en réalité, c'était Abakoumov qui traitait ce « grand jeu ». Et, sans le savoir, c'est précisément Abakoumov qui, à partir du témoignage d'un des plus importants transfuges passés à l'Ouest en 1960, nous donnera une des clefs de l'énigme de Gestapo-Müller.

CHAPITRE IX

9.1. Viktor Abakoumov au bout du fil

A la fin du printemps 1943, Karl Giering était sur la piste d'un émigré letton, lorsque, pour des raisons de santé, il dut passer la main à Heinz Pannwitz. D'après son dossier, ce Letton était un ancien officier supérieur des Brigades rouges d'Espagne, réfugié en France en 1938 et qui s'était mis au service de l'attaché militaire adjoint de la mission soviétique auprès du gouvernement Pétain, à l'automne 1940. Il s'appelait Waldemar Ozols. Il avait disparu en novembre 1942 lorsque la Wehrmacht avait envahi la zone sud de la France.

Divers indices avaient conduit les recherches de Giering, puis de Pannwitz, vers un réseau dont les émissions radio menaient tantôt vers Londres, tantôt vers Moscou. Pannwitz incita Kent à rechercher ce contact. Kent, qui voyait que le filet de la Gestapo se resserrait de toute façon sur Ozols, en demanda l'autorisation au Centre, à l'insu de Pannwitz. Il pourrait alors le protéger en assurant à la Gestapo qu'il l'avait «retourné».

A ce moment d'ailleurs, Pannwitz semblait basculer de plus en plus dans l'idée de coopérer avec Moscou. Depuis le débarquement anglo- américain en Algérie et l'évolution de la guerre en Italie, ne voyait-il Pas, lui disait Kent, que l'Allemagne allait perdre la guerre ? Il se faisait fort de le faire protéger par ses supérieurs, alors que les Occidentaux ne montreraient aucune pitié pour un cadre de la Gestapo. Margaret Barcza, la maîtresse de Kent, avait réussi de son côté à se lier d'amitié avec la maîtresse de Pannwitz, dont la vigilance faiblissait.

Pour sa part, Leopold Trepper, qui participait de plus en plus au double jeu-radio avec Moscou, a présenté tant en URSS que plus tard en Occident, une tout autre version de l'affaire Ozols : il accable Kent sans retenue et l'assimile à ce Letton «qui a bien mérité ses galons à part entière de Sonder-Kommando».

Une diffamation dont Moscou a fait justice officiellement, mais vingt ans plus tard, dans ses arrêtés de réhabilitation de Kent, accusant au contraire Trepper de trahison. Mais le «grand chef» était mort.

En été 1943, on aboutissait par Ozols à un ex-capitaine français, Paul Legendre, fondateur du réseau Mithridate, dont le pro-soviétisme était fort apprécié depuis longtemps à Moscou.

Malgré tout, après le débarquement de Normandie, Legendre devait s'étonner que les demandes du Centre se préoccupent plus de l'état des forces anglo-américaines et de leurs mouvements que de ceux de la Wehrmacht. Kent lui avait alors précisé que la coopération soviéto-alliée n'était ni aussi totale, ni aussi confiante qu'on se l'imaginait, sauf cas particuliers.

A ce tournant de la guerre, Ozols et Legendre avaient leur propre chiffre pour correspondre avec Moscou, dont la confiance était si totale qu'un message n° 47 daté du 9 septembre 1944, leur demandait de saisir toute occasion de recruter les officiers allemands avec lesquels ils avaient ou auraient eu des contacts, un moment où le climat s'y prêtait « puisque la défaite de Berlin était imminente et inévitable ».

Trepper s'emporte à ce point dans sa volonté de convaincre que Kent est un traître, qu'il commet erreur sur erreur dans son récit personnel de l'affaire : il appelle Ozols, « Solja », alors que son pseudo était « Zola » ; il oublie qu'en 1941, lors d'une panne d'émetteur, il avait dû recourir à Legendre et à Ozols pour rétablir le contact avec le Centre. Pourquoi le silence du « grand chef » sur ce point ? Pourquoi, lui si friand d'étaler dans la presse et ses souvenirs ses hautes relations dans tous les milieux, y compris à Vichy, taisait-il ses rapports avec Ozols et ses amis, parmi lesquels Maurice Violette, ancien gouverneur général d'Algérie et, après 1945, un des élus de la nouvelle Assemblée nationale ?

Cela dit, en novembre 1945, tandis que le contre-espionnage français tente de mettre un peu d'ordre dans le chaos des vrais et faux résistants, dont beaucoup se sont infiltrés dans les services spéciaux de la Défense nationale, Ozols et Legendre sont arrêtés pour collaboration avec la Gestapo.

Trepper prétendait qu'ils étaient responsables, avec Kent, de l'arrestation de 150 résistants. Non seulement la police française était convaincue qu'ils n'avaient rien à voir avec cette rafle, mais, en 1953, le Parquet de Moscou conclut dans le même sens après huit ans d'enquêtes, dont celles menées clandestinement par les agents du KGB en France.

L'intérêt de rapporter cet épisode tient au fait que, dès les arrestations de Ozols et de Legendre, un colonel de la Mission militaire de l'URSS intervient auprès du ministère de l'Intérieur. Il s'appelle N.S. Novikov. Il déclare se porter garant des deux prisonniers... qui sont aussitôt relâchés. Sur ordre de qui Novikov intervenait-il ? Sur ordre de son supérieur direct, qui n'était pas le directeur du GRU, mais le chef du contre-espionnage, le général V.S. Abakoumov. Or, structurellement, Kent, Ozols et Legendre dépendaient du GRU. Cela signifiait donc qu'au-dessus du service de renseignement militaire, le contre-espionnage dominait.

9.2. La naissance de Hacke

Rien n'a malheureusement été trouvé dans les archives allemandes ou américaines qui témoigne qu'à un moment quelconque Heinrich Müller se soit soucié de la nature des relations entre Pannwitz, Ozols et Legendre. Mais peut-être s'occupait-il de trop d'affaires à la fois, puisqu'il coiffait de plus en plus les enquêtes internationales de la Gestapo, celles du SD

et, à partir de la fin 1943, celles des sections du Groupe III F de l'Abwehr, spécialisées dans les opérations radio et de contre-espionnage. Il avait d'ailleurs chargé un de ses plus fidèles adjoints, Hans Christian Scholz, de superviser à sa place le jeu-radio, lorsque d'autres tâches le retenaient.

Par exemple la création, le 16 mai 1943, avec l'accord de Martin Bormann, d'une centrale spéciale située à Berlin-Grünewald, au 11 Königstrasse. Sous prétexte de remodelage de ses services pour plus d'efficacité, Müller avait laissé Albrechtstrasse le personnel des affaires administratives et les dossiers courants. A Grünewald, il se saisissait des dossiers secrets à partir d'un bureau et d'un secrétariat situés dans l'aile droite de cet hôtel particulier. Dans l'aile gauche, siégeait le général Werner Heissmeyer, chargé pour le SD de la formation des saboteurs et commandos sélectionnés par le SD pour être expédiés dans des missions spéciales.

Un autre centre secret fonctionnait à Berlin-Moabit, et tournait à temps plein en 1944. Il s'y fabriquait des faux papiers, dont la plupart seront distribués par Müller en février et mars 1945, juste avant la chute de Berlin. On y refait aussi quelques visages, par retouches aux oreilles ou au nez. C'est le commissaire de la Criminelle, Karl A. Voigt, qui assure la sécurité de cette «Tarnungszentrale» (centrale de camouflage), où Müller fait tenir à jour un répertoire des hommes et des femmes morts en mission ou supposés disparus sous les bombardements alliés. S'y trouvent également les listes des municipalités d'Allemagne et d'Autriche qui ont été détruites ou le seront par bombardement. Listes utiles pour fabriquer des identités invérifiables.

En automne 1943, Martin Bormann est parfaitement au courant de cette décentralisation des bureaux de Müller, et cela parce qu'il ne peut se passer de la complicité du chef de la Gestapo dans une opération qui n'est connue à l'époque que d'une douzaine de personnalités.

L'éminence grise du Führer a d'abord créé une structure bien à lui en Allemagne, grâce à un décret approuvé par Hitler qui l'avait nommé le 16 novembre 1942 «responsable unique» des gauleiters, sortes de préfets qui gouvernaient les provinces d'Allemagne et les territoires annexés par le Reich depuis 1939.

Pour bien tenir en main ce filet, Bormann avait décidé que les chefs du parti dans ces provinces ne s'occuperaient plus que de gérer le parti, et ne se mêlèrent plus des affaires administratives, économiques, industrielles, etc. En fait, à partir de ce schéma, il allait jouer sur deux tableaux : sur les gauleiters dont il connaissait la fidélité à son égard, et si tel ou tel n'était pas sûr, sur le chef provincial du parti.

Une fois cette infrastructure mise en place, Bormann s'occupait d'une structure parallèle dans les milieux industriels et financiers qu'il savait réticents à l'égard de la stratégie de Hitler et soucieux du recul constant de la Wehrmacht devant la poussée soviétique. Il répétait qu'il ne fallait surtout pas être défaitiste, mais cependant «prévoir le pire», donc assurer les moyens pour l'Allemagne de survivre à une éventuelle défaite.

N'étaient mis au courant de ses plans que ses amis de longue date : Georg von Schnitzler, directeur à I.G. Farben ; Hermann Schmitz, son associé, et quelques industriels et banquiers dont les relations internationales, depuis les années 1920, allaient faire oublier après 1945 leur rôle prépondérant dans le plan Bormann mis au point après la concertation (connue de tous les historiens, mais jamais analysée) qui avait eu lieu à l'hôtel de la Maison-Rouge à Strasbourg, en août 1944.

Ernst Wilhelm Bohle, gauleiter du parti à l'étranger (Auslandsorganisation) était un des initiés. Il avait pour tâche de sélectionner des hommes sûrs dans l'importante émigration allemande d'Argentine, du Brésil, de Bolivie et du Paraguay. Ceux-ci devaient prévoir des prête-noms, des hommes et des firmes en vue de futurs transferts d'or, de devises, de brevets industriels, etc., si la défaite semblait inéluctable. Cette organisation Bormann, j'en ai découvert les fils de 1946 à 1950 en même temps que la complicité de Gestapo-Müller, sans savoir encore qu'elle portait un nom, et sans soupçonner qu'elle s'était montée dès 1943, sous le regard attentif du général Abakoumov.

Le travail d'historien exige, comme celui d'archéologue et d'ethnologue, autant de patience que de persévérance. Lorsque j'avais pénétré les filières qui menaient en Amérique du Sud et au Moyen-Orient, j'avais cru simplement que Bormann et Müller, sachant la guerre perdue, préparaient matériellement et financièrement la survie de l'Allemagne, pour jouer ensuite de l'inévitable opposition entre Moscou et les Occidentaux, en s'appuyant sur un camp ou sur l'autre.

Un éclairage différent est apparu au cours des années, parce que soudain des témoins ont surgi de l'ombre pour témoigner que le fameux «grand jeu», par-dessus la tête des militants de l'Orchestre rouge et d'autres réseaux clandestins, couvrait une vaste supercherie. Des hommes et des femmes étaient sacrifiés, comme on l'a vu avec l'affaire Max, dans le but de crédibiliser quelques agents doubles, dont Abakoumov tirait les ficelles pour Staline à partir de 1943. Lorsque de hautes personnalités du renseignement allié s'apercevront, après 1945, que leurs gouvernements eux aussi avaient été dupés, communistes ou anticommunistes, soviétophiles ou antisoviétiques, elles feront tout pour que l'opinion n'en sache rien. Bormann pouvait tranquillement survivre, et Gestapo-Müller poursuivre son jeu particulier.

9.3. Le témoignage du transfuge Michel Goleniewski

Un des témoins de cette supercherie s'appelait Michel Goleniewski. Ses révélations prennent place ici, car c'est ainsi qu'on va comprendre ce qui se passe lorsqu'en 1945 Kent, Trepper et les autres rejoignent Moscou, et tombent dans la trappe du KGB pour de longues années.

Goleniewski était le n° 2 du contre-espionnage du Comité de Coordination du Renseignement du Pacte de Varsovie, qui unifiait autour des services secrets de Moscou tous ceux des pays satellisés. Depuis 1958, sous le pseudonyme de «Heckenschütze» (le franc-tireur), il communiquait à l'ambassade américaine de Berne d'étonnants renseignements, un à un toujours vérifiés, sur des agents de l'URSS jamais détectés.

La CIA n'arrivait pas à savoir qui était ce mystérieux correspondant.

Mais à l'aube du 25 décembre 1960, devinant qu'il était peu à peu sous la surveillance du contre-espionnage soviétique, Goleniewski passe à l'Ouest avec sa maîtresse Irmgard et leur fille, encore un bébé.

Une fois acheminé de Berlin-Ouest aux Etats-Unis, Goleniewski fait savoir à ses interrogateurs où récupérer en Pologne des centaines de microfilms et documents, lesquels vont être la base d'une immense coup de filet dans tous les pays membres de l'Otan et aux Etats-Unis. En moins de trois ans, plusieurs douzaines d'agents de l'URSS sont mis hors jeu, preuves à l'appui.

Pêle-mêle dans la liste : Israël Beer, depuis des années conseiller influent du Premier ministre israélien Ben Gourion pour les affaires militaires, reçu dans les capitales européennes, dont Paris, où Jacques Soustelle me dira plus tard sa rage d'avoir été dupé par Beer. Et puis, ses indications menant à George Blake, l'agent qui a permis à l'URSS de savoir qu'un tunnel et des écoutes surveillaient les communications de Berlin-Est vers Moscou... Des espions dans les bases navales de l'Otan, des agents dans plusieurs de nos pays, polonais, tchèques, etc.

Goleniewski a tant fait pour la sécurité de l'Occident qu'en 1963, par décision spéciale, le Congrès lui octroie la nationalité américaine. Mais le KGB ne désarme jamais. Au contraire, sa longue main est là - le Spetsburo ou Bureau spécial, qui a remplacé le Smersh - pour soit liquider un transfuge, soit monter des campagnes grâce à ses agents d'influence, afin de le discréditer et le harceler.

C'est dans ce contexte des années 1970 qu'à la suite de la parution de mes articles, dont l'un dans le quotidien parisien L'Aurore, Goleniewski est entré en correspondance avec moi. Il avait pris des renseignements sur moi auprès de ses rares amis, anciens du FBI et de la CIA, puis, après des lettres sans grand intérêt, il m'envoya en 1975 deux informations qui confirmaient enfin que je n'avais pas extrapolé, voire déliré, lorsque depuis 1947 je déduisais de ma pénétration des réseaux secrets allemands vers l'Amérique latine et le Proche-Orient que Bormann et Muller avaient «des arrangements» avec Moscou. Goleniewski m'écrivait :

« Certes, Bormann a longtemps survécu après la guerre. Le général Markus Wolf le sait aussi bien que moi. En juin 1960, après un repas copieusement arrosé de vodka, en présence du colonel Henrik Sokolak, alors chef du renseignement polonais, dans le restaurant W- Z de Varsovie, il ironisait : «On a bien roulé les Occidentaux avec Bormann et ses réseaux nazis-communistes.»

Et d'ajouter dans une correspondance suivante :

«C'est en interrogeant, dans le cadre de mes fonctions, Albert Forster, l'ancien gauleiter de Dantzig, que j'ai appris à la fois l'existence de "Hacke", le réseau très secret de Bormann, et que, de son côté, Müller correspondait en 1943 avec Moscou, par l'intermédiaire du major de la Gestapo à Dantzig, Lölgen, qui était un agent de l'URSS. »

9.4. Le Spetsburo intervient

Tout était donc clair à propos de Martin Bormann qui, pour moi, mort en janvier 1959 au Paraguay, avait été enterré à Ita, au sud d'Asunción. Mais de mystérieux individus étaient venus trois ou quatre ans après, avaient soudoyé le gardien du cimetière, « récupéré » ses ossements - un jeu d'enfants pour des services secrets - ramenés à Berlin, puis enfouis à l'endroit précis où d'immenses travaux étaient programmés en vue de la construction d'immeubles. Ainsi, finies les rumeurs ; on les découvrirait afin de prouver que l'éminence grise du Führer était bien mort en 1945 à Berlin. Son fantôme ne gênerait plus ses protecteurs soviéto-allemands, ni les Occidentaux qui, après 1945, n'avaient jamais rien tenté contre Bormann, pour des raisons d'affaires bien connues de l'entourage du chancelier Adenauer, puisque soudain les grandes firmes industrielles et commerciales ouest-allemandes pouvaient récupérer les richesses que Bormann avait transférées en Amérique du Sud et en Turquie.

L'ultime preuve que Bormann a été enterré à Ita, l'historien et légiste Hugh Thomas l'a apportée, sans qu'un seul instant tous ceux qui avaient salué son ouvrage précédent sur la guerre d'Espagne ne daignent en faire part : «Ita recèle des couches d'argile d'une teinte tout à fait spéciale. Dans les restes de la mâchoire de Bormann, l'odontologiste Reidar F. Sognaes a retrouvé des traces de cet argile qui, en aucun cas, n'existe dans la terre de Berlin !» Ce «détail» n'a pas retenu l'attention des médias, malgré la réputation de Sognaes et de Hugh Thomas. Les spécialistes, ou supposés tels des questions nazies, non plus. Décidément, dans tous les camps, il y avait intérêt à fermer le dossier Bormann.

Scénario identique avec le dossier de Gestapo-Müller. Goleniewski poursuivait ses révélations tandis que nul ne voulait plus l'entendre. Pourtant il avait vécu la preuve que le général Abakoumov était bien en personne au bout du fil. Ce que le gauleiter Forster lui avait rapporté concernant Müller l'avait tant étonné qu'il avait demandé immédiatement un rendez-vous à son supérieur soviétique du comité du Pacte de Varsovie, en signalant qu'il amènerait Forster dans ses bagages. Or ce n'est pas son supérieur qui les accueille à l'aéroport militaire de Moscou, mais Abakoumov. Un Abakoumov furieux que Goleniewski ait fourré son nez dans cette histoire. «En a-t-il parlé à quelqu'un d'autre à Varsovie ?

Non ? C'est parfait... Qu'il s'occupe d'autres dossiers, mais pas de celui-là.» Il garde Forster sous la main. Goleniewski rentre donc seul à Varsovie.

Extradé peu après en Pologne, jugé pour des exactions qu'il aurait commises à Dantzig, Forster est condamné à mort en mai 1948. La sentence est ensuite commuée en prison à vie. C'est l'isolement total. Mais, en été 1951, de mystérieux enquêteurs arrivent de Moscou pour l'interroger sur Lölgen et lui, et leurs liens avec Abakoumov et Müller.

En effet, c'est à ce moment qu'Abakoumov est brusquement destitué de toutes ses fonctions et placé sous surveillance constante. Une cabale soutenue au Politbüro par Malenkov, Boulganine et Beria, mais menée policièrement par le général Ivan Serov du NKVD (devenu le KGB à partir de 1954) l'accuse de complot. Abakoumov est jeté en prison, y reste, est

exécuté l'année d'après, au moment où, à Varsovie, Albert Forster meurt dans son lieu d'internement.

Lorsque Goleniewski me rapporte ces informations, le service de Désinformation du KGB déclenche une opération qui, dans les milieux diplomatiques et les services secrets occidentaux, vise à discréditer Goleniewski. Le climat politique favorise rumeurs, ragots, contre-vérités, répandus particulièrement bien sûr dans les médias et organisations dont le combat anticommuniste est connu.

Certes la guerre froide se poursuit, mais l'heure est «à la détente, l'entente et la coopération», comme dit le ministre Michel Debré, et comme il se répète à New York et à Londres dans les milieux d'affaires. «Le commerce, c'est la paix», serine Samuel Pizar qui a l'oreille du président Giscard d'Estaing. Selon les conseillers de tous ces gens, la paix s'instaurerait s'il n'existait pas dans les services spéciaux occidentaux des spécialistes qui veulent justifier leurs budgets, ou qui, comme James Angleton, le directeur du contre-espionnage de la CIA (relevé de ses fonctions en décembre 1974), sont obsédés d'antisoviétisme et voient des espions partout.

Goleniewski serait un de ces transfuges qui, pour gonfler leur personnage, ont bâti sur des indices peu fiables, des accusations inconsistantes. Ce genre de campagne avait déjà réussi en 1946 contre le transfuge Igor Gouzenko, de l'ambassade de l'URSS à Ottawa. Cette opération d'intoxication a été découverte par Sir William Stephenson, l'ancien responsable du contre-espionnage britannique auprès du FBI durant la guerre. Il s'étonnait qu'on fit du bruit exclusivement sur les espions atomiques, en taisant l'autre aspect du problème démontré par Gouzenko : la présence de taupes bien placées dans l'entourage du président Roosevelt, puis du Président Truman, de Winston Churchill, puis de Clement Attlee, de Charles de Gaulle, puis de ses successeurs socialistes, etc.

Truman et les autres avaient autorisé qu'on parle de la trahison du savant Allan Nunn May, mais empêché qu'on révèle l'existence d'un Harry Dexter White au cœur de la Maison-Blanche, pour ne citer qu'un cas parmi des dizaines...

Igor Gouzenko ne comprenait pas. William Stephenson enrageait. Que l'opinion ne soit pas avertie du fait qu'en pleine guerre Moscou n'en avait pas moins continué son jeu contre ses alliés occidentaux, et plus que jamais après 1945, le désespérait.

Il y a eu pire : ceux que j'ai appelés des «balayeurs» ont bien travaillé. On ne s'est aperçu que trente ans après l'affaire Gouzenko que tous ses dossiers importants avaient disparu des archives canadiennes, américaines et anglaises : minutes de ses interrogatoires, échanges d'avis avec ses interrogateurs sur telle ou telle de ses indications... En un mot l'espionnage atomique avait bien existé, mais absolument pas les hommes ou réseaux dont il avait au minimum situé le rôle lorsqu'il n'en avait pas les noms.

Même manœuvre de désinformation contre Goleniewski au seuil des années 1980. On ne parlait plus de ses révélations documentées, mais uniquement de celles qui reposaient sur

des indices et non des preuves définitives, ou bien on attribuait à d'autres qu'à lui un succès du contre-espionnage occidental. Il n'était plus l'important transfuge de Noël 1960, mais un informateur peu crédible.

9.5. «Pete» Bagley à l'écoute de Piotr Deriabine

Le service de Désinformation du Spetsburo avait fonctionné à merveille et même réussi cette fois à pénétrer le cercle pourtant restreint des amis américains de Goleniewski. Pas besoin d'intervenir physiquement contre lui. On savait à Moscou que, rongé par des années d'un triple jeu dans lequel il avait constamment risqué sa vie, affaibli par son hémophilie, terrorisé en constatant que la protection que lui assurait le FBI depuis des années n'existait plus, abasourdi de constater que le climat de rapprochement avec l'URSS s'intensifiait chaque année, Goleniewski perdait la tête.

J'en ai perçu les symptômes lorsqu'il a commencé à m'envoyer des séries de photos juxtaposées pour « prouver » que tel ou tel nazi n'était pas mort. Par exemple celle de Reinhard Heydrich et, côte à côte, celle d'un écrivain américain, Guy Richard, qui l'avait d'ailleurs interviewé. Ressemblance frappante... Richard était Heydrich !

Michel Romanoff, neveu de Nicolas II, que j'avais incité à voir Goleniewski en 1984 car il connaissait d'étonnants secrets sur le montage du massacre d'Ekaterinbourg, en était revenu convaincu sur ce point d'histoire, mais ébranlé par la façon dont, par instants, Goleniewski semblait moralement déstabilisé.

J'en étais là dans mon étude du dossier Bormann et Müller lorsque le responsable de la revue des vétérans du renseignement et du contre-espionnage américain m'a conseillé de prendre contact avec «Pete» Bagley qui avait été longtemps le numéro deux de la division soviétique de la CIA. Recommandation en or ! En 1954, Bagley avait exfiltré de la zone soviétique d'Autriche le premier transfuge important depuis l'affaire Gouzenko : Piotr Deriabine.

Deriabine avait appartenu à la section austro-allemande du KGB. Il avait su en 1951 que Müller «coopérait», mais, selon ses supérieurs, celui-ci était interné à la prison Vladimir à Moscou, ce qui contredisait mes informations. L'explication m'est soudain venue à l'esprit : tout était une question de date. Abakoumov avait été suspendu de ses fonctions en juillet 1951 ; une enquête avait été ouverte contre lui, menée par le général Ivan Serov. Donc, tous ceux qui avaient travaillé pour Abakoumov étaient suspects, interrogés, soumis à une surveillance permanente. Parmi eux, Müller, aussi longtemps qu'il le faudrait.

Deriabine, devenu un ami de Bagley, et même co-auteur avec lui d'un ouvrage malheureusement peu connu parce que paru au moment où l'empire soviéto-satellite implosait, avait laissé des notes que Bagley m'a communiquées. Elles recoupaient et complétaient ce que Goleniewski m'avait dit. D'abord l'existence du réseau secret de Bormann, et qu'Abakoumov en avait suivi de bout en bout ses développements en 1944. Même si l'éminence grise du Führer ne racontait pas tout à Müller, le chef de la Gestapo en

savait assez pour permettre au chef du Smersh, puis de la sécurité de l'URSS, de suivre de près l'affaire.

Depuis la fin de la guerre et jusqu'à l'été 1951, Abakoumov avait sous la main, dans une gare de triage des environs de Moscou, plusieurs tonnes de documents saisis en Allemagne.

Sous la direction du colonel Youri A. Kravtsov, une équipe d'une trentaine de traducteurs extrayait de ces archives tous les éléments pouvant faciliter le recrutement d'agents allemands. On s'occupait ensuite de les retrouver dans les camps et les prisons de l'URSS, des pays passés sous son joug et dans les zones alliées d'occupation de l'Allemagne. Soit ils avaient la nostalgie des temps heureux de la collaboration germano-soviétique, soit en raison de leurs activités répressives de 1933 à 1945. Le chantage pouvait suffire à les persuader de coopérer. Ils étaient alors libérés à condition de signer l'engagement formel de servir le combat de l'Union soviétique contre le fascisme ou toute résurgence du nazisme. Ironie dont on goûtera toute la saveur avec Abakoumov au sommet de ce réseau, et avec Gestapo-Müller et plus de 700 nazis en Allemagne de l'Est dans le circuit destiné à saper le monde occidental!

Sous les ordres de Kravtsov, dans la section austro-allemande, se distinguait Vadim Konstantinovitch Oumnov, en poste à Vienne en 1960, six ans après le passage à l'Ouest de Deriabine. Il accomplit plusieurs missions dans le monde occidental sous le nom de Vladimir K. Chtchoukine, avant d'être intégré au service S, l'appareil mondial des illégaux.

A la tête du service S, il y avait Alexandre Korotkov. La boucle était bouclée autour des spécialistes des affaires germano-soviétiques. Cependant Abakoumov se méfiait de Korotkov, en poste en 1945 à Berlin-Karlshorst, où s'étaient installées les missions soviétiques du renseignement. Son épouse était juive, et le chef du contre-espionnage et ses fidèles appartenaient au clan antisémite de l'appareil qui allait intriguer dans l'entourage de Staline, notamment à partir de 1949.

Pour s'affirmer, Abakoumov avait monté en 1946 un dossier en Allemagne, à la fois contre le général Ivan Serov, venu du cabinet privé de Staline, et contre le maréchal Joukov, alors grand maître en Allemagne soviétisée. A présent, en 1951, la machine tournait en sens inverse, actionnée par Serov contre Abakoumov.

C'est en tenant compte de ces éléments qu'il est possible de reprendre l'examen des événements de 1944 et 1945, à l'heure où, en France, le Sonder-Kommando de Gestapo-Müller basculait dans la coopération avec Moscou.

On comprend alors le pourquoi et le comment des promesses de Protection que Müller eut l'audace d'écrire à Pannwitz, le 1er février 44, à propos de leur protégé Gourevitch, dit Kent, qui d'ailleurs ne cessait de les doubler tous auprès de Moscou.

Les preuves vont ainsi se succéder qui témoignent que «le grand jeu » n'a jamais été celui dépeint par Leopold Trepper. Même si la guerre avait supprimé la distinction, dans l'appareil invisible de l'URSS, entre les réseaux du Komintern, ceux du NKVD et ceux du GRU, la vieille

rivalité continuait entre les commissaires internationalistes du NKVD et les nationaux-communistes du GRU.

CHAPITRE X

10.1. Les trois rouges

Puisque nous connaissons maintenant les liens de Gestapo-Müller avec les services d'Abakoumov, sinon avec le général lui-même, reprenons le fil des derniers mois du Grand Reich. Tous les événements et le comportement de certains personnages doivent être revus sous cet éclairage, à commencer par Müller qui, en 1944 et jusqu'à la fin, coiffe tous les services de sécurité, y compris le SD et l'Abwehr. De plus, il appartient désormais au cercle des intimes du Führer et de Martin Bormann, ce dont témoigne l'agenda de ce dernier, retrouvé par les services de Beria dans les ruines de Berlin et remis à Staline personnellement par note n° 735/b, le 22 juin 1945'.

1944 est l'année où, même avant l'attentat manqué contre Hitler, aussi bien Schellenberg que Goering ou Ribbentrop lancent en direction des Occidentaux, chacun à l'insu de l'autre et a fortiori à l'insu de Hitler, des coups de sonde pour proposer une paix de compromis, et en tout cas assurer leur survie. Les rats courent dans les couloirs du pouvoir, toute dignité perdue. Il y a même des conciliabules secrets comme celui qui a réuni, fin 1943, plusieurs dignitaires pour voir «s'il est opportun de faire des ouvertures côté occidental, en suggérant l'ouverture d'un front commun anticomuniste». On y avait vu Schellenberg, le comte Schwerin von Krosigk, ministre des Finances, Felix Kersten, le masseur de Himmler qui fréquentait de ce fait tout le gratin nazi, et naturellement Heinrich Müller «qui fit preuve d'une opposition véhémente à l'idée d'une ouverture à l'Ouest». Bien entendu ! On sait maintenant pourquoi.

En revanche, lorsque Ribbentrop soupçonne le colonel Nikolaï, toujours installé dans ses bureaux, d'avoir pris des contacts avec Moscou, et demande à Müller de s'informer à son sujet, celui-ci bloque l'enquête, ce qui montre une fois de plus ses inclinations. Cependant, à part Walter Schellenberg dans ses Mémoires déjà cités et l'auteur canadien William Stevenson, aucun ouvrage occidental ne l'a relevé, pas plus que les propos de Müller selon lesquels «en cas de défaite du Reich, l'URSS dominera l'Europe, et les Occidentaux seront incapables de lui résister».

Cela n'étonnera pas nos lecteurs qui savent maintenant «les correspondances » entre Gestapo-Müller et les services du général Abakoumov. Alors Heinrich Müller, agent de Moscou? Ce serait vite dit et courir au- devant des faux arguments et de l'ironie de certains milieux qui, à l'Est comme à l'Ouest, ont eu intérêt depuis la guerre à étouffer son rôle et celui de Martin Bormann. Gardons seulement à l'esprit ce fil entre Moscou et lui, indiscutable à partir de 1943.

Müller prévoit la soviétisation de l'Europe. Il se voit jouer un rôle dans ce nouvel ordre. Ce n'est pas le communisme, ce n'est pas le problème slave, qui l'intéressent. L'instrument totalitaire fabriqué par Lénine et institutionnalisé par Staline, le fascine. Après tout le nazisme et le soviétisme sont à ses yeux l'avvers et le revers d'une même médaille. Il suffit de la retourner, épinglée à la boutonnière, pour œuvrer dans la continuité.

10.2. L'étrange chevauchée vers Moscou

En 1943 et 1944, les intrigues ne se manifestent pas qu'à Berlin. Elles sont similaires au sein des commandements allemands à l'étranger, et jusque dans les services secrets, dont le Sonder-Kommando qui, en France, aux Pays-Bas, en Belgique, traite les radios retournés par Pannwitz et ses hommes. Après tout cette équipe se trouve aux premières loges, comme Bormann, Müller et son fidèle adjoint Hans-Christian Scholz à Berlin, pour savoir que le navire est en perdition.

Pannwitz fait son choix définitif au printemps 1944. Il emmène Kent déjeuner au premier étage d'un restaurant de la place Clichy. Deux voitures attendent devant l'entrée, comme si Kent avait l'intention de s'échapper. C'est de la poudre aux yeux des éléments de base de la Gestapo, car Kent sait déjà que Pannwitz, qui en a parlé à sa maîtresse... laquelle en a parlé à celle de Kent, a virtuellement basculé de son côté. Autre convive : Otto Bach, « attaché commercial » à l'ambassade, dont il sait aussi bien que Pannwitz qu'il est antinazi. Et en effet, Pannwitz lui dit devant Bach, entre deux plats, qu'il a réfléchi et est prêt à le suivre à Moscou, au moment opportun.

A Paris, le général Karl Oberg, chef suprême de la police et du SD, offre complaisamment un camion à Pannwitz pour que les hommes du Sonder-Kommando puissent embarquer avec femmes et bagages et fuir à Berlin. Pannwitz, lui, partira avec deux voitures. Dans l'une, il y a lui, Mlle Kempe, le radio Stlucka et Kent ; dans l'autre, Wilhelm Berg, Otto Bach et une quinzaine de valises bourrées de vêtements et surtout des dossiers du Kommando.

Etape à Strasbourg où le colonel Bickler, responsable régional du SD, vieille connaissance de Pannwitz, envisagerait volontiers - selon les souvenirs de Kent - de se rallier lui aussi à Moscou. Mais il voudrait être sûr qu'il sera traité honorablement. Par radio, Kent émet la même demande que pour Pannwitz et son équipe. Il n'aura jamais de réponse.

Sortie donc de Bickler de cet épisode. Ils arrivent à Berlin le 24 août 1944, jour de la Libération de Paris. Kent obtient l'autorisation d'aller embrasser son amie Margaret Barcza, internée dans un camp où ses meilleures amies sont l'épouse du général Giraud et la comtesse Isabelle Ruspoli.

A Berlin, Pannwitz apprend sa mutation à la direction d'un autre service. Malheureusement, ni dans le récit de Kent, ni dans les archives soviétiques, n'apparaît plus Müller. Comme Kent a rédigé son ouvrage à Moscou, c'est donc bien que l'URSS n'a pas voulu qu'on sache quoi que ce soit sur ce que faisait le chef de la Gestapo. Serait-ce tellement gênant ?

Ce qui est sûr, c'est que Müller a reçu le 3 novembre 1944 le grade de Chevalier de la Croix de Fer, avec cette appréciation :

« Il a été établi que Müller a permis au gouvernement, durant ces dix dernières années, par son travail dans la lutte contre l'ennemi et par des moyens personnels et matériels de toutes sortes, de mener à bien le réarmement, et de permettre à la vie publique de poursuivre normalement son cours, sans heurts appréciables.»

Or, où, quand et comment Müller a-t-il aidé au réarmement de l'Allemagne ? Seule certitude quant à son bilan : quelques centaines de milliers d'hommes et de femmes jetés dans des charniers ou les camps de concentration, un geste pour l'un couvrant la mort de tous les autres.

En captant l'information sur les ondes, neuf mois après que Müller ait assuré la protection de Kent, Viktor Abakoumov a dû ricaner de grand cœur...

Pannwitz est-il, lui aussi, vraiment gagné à l'idée d'une Eurasie inévitablement dominée par Moscou, ou bien ne réalise-t-il pas plutôt qu'il n'a aucune chance du côté de l'Ouest ? Il avait gagné la confiance de Müller un certain 10 juin 1942 en menant à ses côtés une répression sans pitié à Lidice, en Tchécoslovaquie, après l'assassinat de Heydrich.

Tous les sujets masculins âgés de cinq ans et plus avaient été massacrés. Les femmes et les filles avaient été déportées. Müller lui confiait alors que les Occidentaux enregistraient toutes les actions de ce genre, et la liste des Allemands qui s'en rendaient coupables. Pannwitz avait donc tout à gagner à l'Est si Kent lui assurait sa protection, ce que le Centre entérinera en février 1945, par message chiffré.

Entre août 1944, période de leur séjour à Berlin, et le retour de Kent au bercail soviétique en été 1945, une incroyable chevauchée avait entraîné le Sonder-Kommander Pannwitz et l'équipe Kent dans un voyage en zigzag qui semblait sans fin, à travers l'Allemagne, vers le lac de Constance, puis en Autriche et de nouveau en France, pour aboutir à Moscou.

10.3. Le Sonder-Kommando passe à l'Est

L'histoire officielle de la guerre en 1944 et 1945 offre un tableau parfaitement ordonné, avec l'image de puissantes armées qui, à l'Ouest et à l'Est, resserrent peu à peu leur étau autour de l'Allemagne, puis celles de Moscou seules autour de Berlin, puisque Eisenhower a décidé que l'Union soviétique entrerait la première dans la capitale en ruines.

Dans la réalité, plusieurs millions d'êtres humains, de toutes nationalités, couraient dans tous les sens, mais plutôt vers l'Ouest pour échapper aux armées soviétiques, et surtout aux unités spéciales du NKVD, chargées du nettoyage derrière chaque front.

Il était impossible à ce moment pour Pannwitz et Kent de passer avec armes et bagages de Berlin encerclé à Moscou. Le Centre demandait à Kent de le renseigner, où qu'il se trouve, sur

ce qui se passait à l'intérieur de la peau de chagrin allemande, chaque jour davantage rétrécie. Kent précise bien dans ses souvenirs qu'il communiquait constamment avec Moscou, tandis qu'avec ce qui restait du Sonder-Kommando, ils roulaient vers le lac de Constance, entraient en Autriche, et remontaient vers la petite localité de Bludenz, aux confins de l'Arlberg. Ils s'installent alors dans un chalet, émetteur toujours prêt à fonctionner.

C'est là qu'une unité d'avant-garde de l'armée française les découvre, à flanc de colline, le 5 mai 1945. Au capitaine Lemoine qui s'étonne de ce groupe hétéroclite, Kent se présente sous le nom de Sokolov, commandant de l'Armée rouge, envoyé en mission secrète auprès des antifascistes autrichiens et allemands. Il demande l'autorisation d'annoncer à Moscou, avec sa propre radio, qu'il est pris en charge par l'armée française, et qu'il rejoindra l'URSS dès que possible.

Demande agréée, mais l'équipe devra passer par Paris pour regagner Moscou. Aucune voie directe n'est, semble-t-il, praticable d'Autriche vers l'Europe centrale et la capitale soviétique.

10.4. Viktor Abakoumov aux commandes

Le récit de Kent, les enquêtes d'autres auteurs, les souvenirs de Trepper, ne laissent aucun doute : l'homme qui supervise à Moscou toutes les affaires secrètes, c'est Abakoumov. Ni le NKVD extérieur, ni le GRU, n'ont autorité à l'instant où va se refermer le chapitre de la guerre. L'autorité, c'est «le département spécial du NKVD», comme le dit à Kent le commandant soviétique qui l'accueille avec son Kommando à l'aéroport de Moscou.

Sans dialogue, un scénario visiblement établi à l'avance se déroule : Kent est séparé de ses compagnons. Il est conduit à Moscou sans avoir pu leur parler. Il est mis en cellule, puis, après des heures d'attente, introduit dans le bureau d'Abakoumov. Un civil se tient auprès de lui, qui ne dit mot. Il apprendra plus tard qu'il se nommait Vsevolod Merkoulov, commissaire du peuple à l'Intérieur (MVD). Des officiers supérieurs vont entrer dans la pièce, mais pas un instant ils n'ouvriront la bouche. Abakoumov multiplie ses questions, brutales, incisives, venimeuses, comme si Kent était suspect. Cela va durer près de trois heures. Puis, dans un second temps, sans explications, Abakoumov devient aimable. Il décide de garder simplement Kent sur place, le temps d'éclaircir quelques points. Kent souligne qu'il doit pouvoir être entendu avec ceux qu'il a ramenés en URSS et expliquer les documents qu'il a dans ses bagages et qui recèlent des secrets importants, d'où sa demande, quand il était en Autriche, d'être reçu par Staline en personne : Pannwitz et lui en savent long, par exemple, sur les échanges de vues entre Roosevelt et Churchill, car leurs agents ont réussi durant ces derniers mois à capter et à déchiffrer leurs conversations téléphoniques.

L'ouvrage de Kent, paru en 1995, et qui traite de cet interrogatoire, devrait nous éclairer sur ce qu'était devenu le Sonder-Kommando. Il l'a rédigé au début des années 1990, à l'heure de l'effondrement de l'URSS et de son empire.

Il a pu consulter certaines archives secrètes puisqu'il mentionne des documents référés, mais, lui non plus, n'évoque jamais le comportement de Müller, ni ce qu'il a pu devenir. On

apprend seulement que Pannwitz a été interrogé dès son arrivée, puis en 1946 et de nouveau en 1947. Mais sur quels sujets ? A-t-il été jeté en prison, au goulag ? Était-il en résidence surveillée et consulté de temps à autre par les spécialistes qui mettent sur pied le quadrillage de la zone soviétique d'occupation ? Et pourquoi le garder jusqu'en 1955, puis le renvoyer en Allemagne de l'Ouest, avec beaucoup d'autres, comme s'il ne présentait aucun intérêt pour Moscou et pour «faire une amabilité» au chancelier Adenauer ?

Kent se montre très disert dans ses souvenirs, mais est muet à ce sujet. C'est donc qu'en 1944 ou 1945, tels Friedrich Panzinger ou Willy Berg. Eux aussi ont préféré passer côté soviétique.

Des millions d'Allemands fuyaient à l'époque vers l'Ouest, ou rêvaient d'y parvenir dès que possible, mais pas la grande majorité des initiés du «grand jeu».

Peu suspect d'animosité à l'égard de Moscou - d'où on suivait quasiment au jour le jour la rédaction de son ouvrage sur L'Orchestre rouge, lorsqu'il allait voir Leopold Trepper en Pologne - Gilles Perrault a livré une réflexion d'Abakoumov à Trepper : «Dire que si vous aviez travaillé pour nous, et non pour ces salauds de l'état-major (donc du GRU), vous auriez maintenant la poitrine constellée de décorations.»

Peut-on mieux confirmer à la fois la différence d'esprit, de conception et de méthodes entre Abakoumov et les officiers du GRU, et surtout combien le rôle d'Abakoumov est important en 1945 ?

Perrault est allé voir Pannwitz, lorsqu'il vivait à Stuttgart, retour d'URSS et avant de s'installer à Ludwigsburg.

Il lui demanda :

«Ne craigniez-vous pas ce choix de vous réfugier en URSS ?

- Une voiture m'attendait à l'aéroport, lui répondit Pannwitz. Elle m'a conduit au ministère de la Sécurité où le général Abakoumov m'a reçu immédiatement. Nous avons parlé pendant deux heures. Rien que cela devrait vous faire comprendre qu'il s'était passé quelques petites choses avant notre départ de France...»

Il laisse aussi entendre qu'il pensait encore pouvoir, en allant à Moscou, «être utile à l'Allemagne». Mais à quelle Allemagne puisqu'elle n'existe plus ? Pas plus Perrault que Kent ou que Trepper n'évoquent ce que deviennent alors Pannwitz et ses compagnons !

10.5. Les silences de Gestapo-Müller

On en revient de ce fait à l'attitude de Heinrich Müller. Si suspect que soit souvent le témoignage de Trepper, au milieu de ses mensonges et de ses omissions, il parsème des vérités qui corroborent celles de Kent, et sont révélatrices du jeu mené par le chef de la Gestapo. Tous deux admettent que Müller a assisté à plusieurs reprises à leurs interrogatoires. Par exemple lorsque Karl Giering, du Sonder-Kommando, interrogeait Trepper et lui expliquait qu'il aurait avantage à coopérer : il servirait l'URSS en facilitant les contacts avec elle... Les Allemands souhaitaient parvenir à une paix de compromis... Il n'était pas possible de discuter entre chancelleries, en revanche, par le jeu radio, on pouvait aménager l'avenir...

Tous les auteurs et les rapports de la CIA, qui ont analysé les dossiers de l'Orchestre rouge, signalent que Müller était présent. Or il laissait Giering exposer ces théories et propositions, sans intervenir. Il n'existe aucun témoignage ou document signalant qu'il ait contesté à un moment quelconque ce désir d'une paix de compromis, dont on comprend bien que ce n'est pas Hitler qui la souhaite, mais certains membres de son entourage, en train de le trahir.

Le jeu était-il déjà plus avancé que nous ne l'imaginons ?

Une fois actif dans les échanges radio avec Moscou, Trepper conclut lui-même des questions qu'il reçoit «que Moscou cherche moins des informations qu'à vérifier des informations déjà en sa possession» ! Or cette conclusion lui vient avant le 13 septembre 1943, jour de son évasion. Il s'évade, d'autres aussi, sans qu'aucune sanction ne frappe leurs gardiens, et Müller fait croire à Himmler et à Hitler qu'il tient bien en main le grand jeu, et que l'Orchestre est définitivement démantelé...

Ce grand jeu, dans l'ombre, est-il déjà devenu l'axe d'une secrète alliance rouge-brun, dans une perspective que seuls connaissent ou envisagent, de part et d'autre, Abakoumov et quelques initiés allemands ?

Müller a été décoré en novembre 1944. Dix mois avant, l'épouse de Trepper recevait ce message : «Votre mari est un héros. Il travaille à la victoire de notre pays.» Signé colonel Leontiev, colonel Epstein, major Maria Poliakova : les trois contrôleurs suprêmes du GRU concernant les activités de l'Orchestre rouge. Donc, à Moscou, dès 1943, à Berlin en 1944, «on» se félicite du travail de ceux qu'on manipule dans une sorte de dialogue ahurissant.

Au profit de qui ? Grâce aux archives soviétiques citées en 1995 par Kent, on sait que Leontiev confirmait dans un de ses rapports daté du 16 avril 1946 «que le GRU était informé dès avril 1943 de la participation de Trepper et de Gourevitch au jeu-radio» ; et que, début juin 1943, le GRU donnait «son accord pour qu'il continue». Puis les dossiers du GRU relatent que «dans la période allant d'avril 1943 à mai 1945», il a reçu par cette voie, en provenance du contre-espionnage allemand, des communications de caractère politico-militaire fausses, mais qui n'ont eu aucune conséquence fâcheuse.

A quel jeu jouait-on ? N'existait-il pas plutôt un jeu sous couvert du Grand Jeu, dont quelques initiés seulement connaissaient l'objectif ?

C'est peut-être là que se trouve l'explication de la «disparition» des animateurs de cette immense supercherie, après 1945 côté allemand, après 1953 côté soviétique. Placé depuis l'été 1951 hors fonctions et sous surveillance, Viktor Abakoumov est exécuté en 1954. Tous ses hommes de confiance le sont, soit avant lui, soit après. Personne ne parlera plus, allemand non plus : Müller et Bormann ont disparu en mai 1945.

Nous verrons dans quelles conditions.

La réhabilitation de Kent n'aurait pas été aussi claire et définitive, comme l'explique le document du 22 juillet 1991 signé par le substitut du procureur général de l'URSS, A.F. Katoussev, s'il avait trahi. Il participait donc à une opération Est-Ouest dont Abakoumov, Müller et Bormann tiraient les ficelles. Le premier avec la bénédiction de Staline ; les autres, à l'insu de Hitler, mais avec l'évidente complaisance de Himmler, dont tous les historiens savent qu'il cherchait par tous les moyens à assurer son avenir en proposant aux Occidentaux de se substituer à Hitler, avant comme après l'attentat manqué du 21 juillet 1944.

Que le colonel Leontiev ait été l'objet «de sanctions disciplinaires» pour avoir laissé condamner Kent - ce que révèle le rapport final du substitut de Moscou ; que ni Epstein ni Maria Poliakova n'aient été blâmés pour leur conduite lorsqu'ils manipulaient Kent et ce jusqu'en mai 1945, s'inscrit tout naturellement dans ce schéma que notre enquête sur Bormann et Müller n'a pu que confirmer.

Par d'autres voies, des chercheurs sont arrivés aux mêmes conclusions. Ce n'est pas notre faute si l'un d'entre eux, Louis Kilzer, deux fois prix Pulitzer, n'a pas trouvé, comme par hasard, de notoriété avec son ouvrage sur ce sujet. Le nôtre était déjà écrit, mais non publié, d'où notre référence à son travail dans ce passage, car il démontre aussi que « le grand jeu » était uniquement mené chez les Allemands par Bormann et Müller.

Mais, souligne-t-il, «Qui, à la fin des années 1940, aurait admis de dire que l'homme le plus responsable de l'Holocauste après Hitler était en réalité un agent de Staline ?».

Il vise expressément Martin Bormann avec, à ses côtés, Gestapo-Müller.

Cette vision de l'histoire, bien entendu, ne collait pas plus à la version officielle en 1945, 1955, 1965, qu'aujourd'hui.

Pour notre part, la nuance vient de ce que le terme «d'agent» pour Bormann et pour Müller ne convient pas. Trop restrictif, simplificateur. Il réduit l'un et l'autre au rôle de simples pions manipulés au gré des circonstances. Tel était l'avis de Rudolf Barak, l'ancien responsable de l'espionnage tchécoslovaque sous contrôle soviétique. «Agents de Moscou, l'un et l'autre ? me disait-il : Mais non ! C'est bien plus subtil que cela...»

Ne reste plus à présent qu'à suivre le déroulement des événements jusqu'en mai 1945, autour et alentour du Sonder-Kommando, puisque malgré les pluies d'arrestations d'agents en Allemagne, aux Pays-Bas, en Belgique, en Italie, en Bulgarie, etc., jamais Moscou n'a reçu

autant de renseignements sur les opérations du haut commandement allemand contre l'Armée rouge. Cela signifie bien, comme l'a remarqué le général Franz Halder après la guerre, en évoquant le temps où il était le chef de l'Etat-Major général des armées (OKW), que quels qu'aient été les coups portés à la toile d'araignée soviétique en Allemagne, entre 1942 et 1945, quelqu'un lisait par-dessus l'épaule du Führer et de la sienne. Certes, Haider a été remplacé en septembre 1942 par le général Zeitzler, car Hitler s'irritait de la façon dont il contestait parfois ses projets. Le Führer préférait un officier falot à un militaire de caractère, pour mettre ses plans en ordre de bataille. Cela n'empêchait pas que quelqu'un continue de les lire au fur et à mesure de leur mise en œuvre.

10.6. La suspicion du GRU, en 1943

Quelques mois après que Zeitzler ait pris ses fonctions, alors que se préparait la bataille de Kursk - qui fut presque aussi décisive que celle de Stalingrad - le GRU envoyait à Rado, le chef des réseaux soviétiques basés en Suisse, dits «Les Trois Rouges», un message, daté du 23 avril 1943, dont il n'a pas donné le texte intégral dans ses souvenirs parus en 1971. Bien entendu, car ce message était parvenu directement, non à lui, mais à Sissy, pseudonyme d'une des meilleures sources de l'URSS en Europe. De son vrai nom Rachel Dübendorfer, Sissy travaillait depuis avant la guerre à Genève, au Bureau international du travail. Le message du Centre disait à Sissy : « Inutile d'informer Albert (alias Rado) de cette demande, ni de votre réponse. »

La demande en question était qu'elle fournisse «des informations détaillées et précises» sur cinq personnes dont «le flou» (sic) déplaisait au GRU. En effet, la règle était de savoir tout sur tout informateur, or les Trois Rouges avaient proliféré sous la direction de Rado et des renseignements manquaient sur ces nouvelles recrues. «Rien n'est clair, lit-on dans le message intégral à Sissy, au sujet de Taylor, Lucy, Werther, Olga et Anna. Spécialement Lucy. D'où vient-il ? Qui est-il ? Quels motifs a-t-il de travailler pour nous et en même temps pour d'autres...»

Taylor a été identifié. Il s'appelait Christian Schneider. Recruté par Sissy, il «traitait» divers informateurs, dont deux Français : l'un démissionna de l'ambassade de Vichy en Suisse ; l'autre était journaliste. Leur inféodation aux gaullistes de Londres a été connue bien que peu commentée dans les ouvrages consacrés à la Résistance française. Serait-ce en raison de leurs affinités soviétiques, à l'époque et après la guerre ?

Lucy, c'était tout simplement Rudolf Roessler, pièce tournante des Trois Rouges auprès d'Alexandre Rado, antinazi réfugié de Bavière en 1933 et fondateur d'une petite agence de cartographie en Suisse. Il était en rapports étroits avec le service suisse de contre-espionnage, ce que Rado n'avait pas caché à Moscou. Au centre, on n'aimait pas cela. D'où les questions à son sujet.

Quant à Olga et Anna, il s'agit de deux femmes qui, chacune, avait ses informateurs, soit en Suisse, soit en Allemagne, dans l'intendance de l'armée et au ministère des Affaires étrangères.

En réalité, le GRU, contrôlé par Abakoumov, craint qu'à travers son jeu double, Lucy ne facilite la pénétration des Trois Rouges par des agents de l'Ouest. Il est intéressant de constater qu'en ce temps de guerre et malgré ses bons rapports de coopération avec les Anglais, les Américains et les Français de Londres, Moscou tressaille dès qu'un de ses agents entretient des relations qui échappent à son contrôle, jusqu'à doubler Rado, son représentant qualifié, par Sissy et d'autres.

Reste le cas Werther, sur lequel des auteurs se sont penchés après la guerre, sans jamais percer son identité. Louis Kilzer, le prix Pulitzer cité dans nos pages précédentes, a cru, de déduction en déduction, qu'il s'agissait de Martin Bormann. Pourtant, s'il est certain que Bormann a coopéré avec Moscou, au moins à partir du tournant de la guerre que fut 1943, le tenir pour être le seul agent de Moscou ne tient pas. Il ne peut être Werther à lui seul.

Leopold Trepper admet d'ailleurs dans ses mémoires à la fois que Müller « avait un rôle majeur dans le jeu radio », et que Bormann, pour y participer « s'était entouré d'une équipe d'experts, voire rédigeait lui-même certaines dépêches ».

Bormann est à même de suivre au jour le jour les décisions de Hitler, qu'elles soient militaires ou politiques. Mais il faut les synthétiser et en extraire ce qui doit à tout prix, si possible sur-le-champ, informer Moscou sur les points sensibles du front.

10.7. Les sténos de Martin Bormann

On a déjà signalé que Bormann avait fait admettre à Hitler que soient notés chaque jour ses propos et décisions. Le Führer accordait toute sa confiance pour que le secret soit gardé, par lui et lui seul. Ainsi susurrant Bormann, personne dans l'avenir ne pourrait revendiquer les batailles gagnées.

Il est patent que nombre de chefs d'Etats d'envergure, atteints d'une certaine paranoïa, ne peuvent s'empêcher « de sculpter eux-mêmes leur figure », comme des journalistes l'ont dit de François Mitterrand et d'un ou deux confidents choisis par lui.

L'infatigable Bormann se trouve donc pour ainsi dire jour et nuit auprès de Hitler, et revoit quotidiennement les transcriptions des sténos. Jusqu'à présent, les historiens n'ont, à notre avis, pas accordé à cette position privilégiée autant d'importance qu'à celle de Kim Philby, lorsque celui-ci proposa au directeur des services secrets britanniques de créer une section antisoviétique, lui, un des meilleurs agents de Moscou.

Pour Bormann, tout a commencé lorsque Hitler l'a laissé introduire deux de ses hommes dans la salle de conférences, où il fait le point chaque jour et discute avec ses généraux. L'un s'appelle Werner Koeppen. Il vient de l'entourage d'Alfred Rosenberg, mais est devenu un des permanents de Bormann. L'autre, Heinrich Keim, appartient au secrétariat de Bormann et le représente lorsque, pour une raison ou une autre, il est absent.

Bormann leur a précisé qu'ils sont responsables sur leur vie de toute fuite. Evidemment ces deux hommes qui se relaient auprès de Hitler ne sont pas des experts militaires. D'où le fait que, par moments, leurs notes, hâtivement jetées sur leurs carnets, sont sujettes à des erreurs ou sont incomplètes, voire imprécises. Lorsqu'elles parviendront à Lucy, pour retransmissions au Centre, elles seront souvent suivies de questions pointues : Guderian était-il présent ?... Etes-vous certain du nombre d'unités déplacées vers tel secteur ?...

La moindre erreur de Werther, lorsqu'une unité imprévue se dressait sur le chemin de l'Armée rouge, suscitait des doutes : est-ce que trop de précisions vérifiées, suivies soudain d'une erreur aux conséquences souvent sanglantes, ne procédaient pas d'une désinformation bien montée ? Le cas le plus marquant est celui d'une bataille à 80 km au sud de Kharkov, en mai 1942, autour du pont d'Izyum, bataille qui mettait en jeu plus de 300 000 hommes du côté soviétique, face aux armées du général Ewald von Kleist.

Les notes de Werther avaient omis de signaler les mouvements allemands dans cette zone. Koeppen ne savait pas que Keim faisait le même travail que lui. Leur façon de noter sans attirer l'attention des généraux et de Hitler penchés sur les cartes d'opérations, occasionnait évidemment des erreurs lors de la relecture par Bormann, et la rédaction par lui et ses experts, comme dit Trepper, des messages envoyés à Lucy.

Il y eut donc un moment de suspicion du Centre, autant à l'égard de Sissy, qui avait montré son indiscipline (notamment lors du pacte germano-soviétique), et de Lucy que de Rado, supposé coiffer les Trois Rouges de son autorité.

Pendant ce temps les fronts se développaient tellement au milieu de l'année 1943, et le Centre exigeait tant de Lucy et des autres sources, que Bormann avait dû étoffer son dispositif. De deux sténos, son équipe passa à cinq ou six sténographes. On oublie trop souvent qu'à l'époque n'existaient pas les magnétophones miniaturisés qui, après 1950, ont transformé le monde des communications, autant que le transistor.

Les grands chefs d'Etat sont ainsi faits que, lucides et clairvoyants sur l'avenir, ils ne voient pas à leurs pieds. Hitler ne voyait plus rien que lui-même, et la marque qu'il voulait laisser dans l'histoire. Pas un instant il ne soupçonnait que Bormann puisse le trahir.

Grâce aux documents examinés par les services de renseignement suisses, qui avaient des yeux et des oreilles dans l'appareil de Rado, et grâce à ceux que l'OSS et les services français ont recueillis en 1945, on constate l'ampleur de la masse documentaire dont Werther était une des sources pour Moscou.

Mais Werther ne pouvait être Bormann à lui tout seul. Ce nom de code embrassait Bormann et son équipe de sténos, et, auprès de lui, Gestapo-Müller et Hans-Christian Scholz, puisque ces deux derniers supervisaient techniquement le jeu radio, donc les envois vers Lucy, Sissy ou Rado.

Contrairement d'ailleurs à ce qui parfois a été dit ou écrit, jamais Werther n'a communiqué ses informations dans les douze ou vingt-quatre heures à Lucy. Les émettre en direct de Berlin vers Moscou eût été suicidaire. Le réceptacle «suisse» détournait les recherches. Selon Rado, trois à cinq jours en moyenne étaient nécessaires, et parfois le circuit radio partait de Berlin vers Milan, et de là vers Lucerne. Alors que de nos jours, trois à cinq minutes suffiraient...

Louis Kilzer apporte à ce sujet une estimation intéressante, fournie par la CIA qui a récupéré et décrypté 332 textes sur quelque 5 500 messages expédiés de Suisse à Moscou : Lucy a été la source de 42% des informations fournies par l'ensemble des Trois Rouges et, dans ce total, Werther a signé 62 de ces textes.

Le circuit est coupé en mai 1944. Le débarquement allié en Normandie et la fin de la guerre en Italie ouvrent le dernier chapitre de la guerre. Il faut vivre à présent auprès de Bormann et de Müller pour découvrir comment et pourquoi ils ont survécu à l'effondrement du Reich.

CHAPITRE XI

11.1. Les soubresauts de l'été 1944

L'identification de Werther demeure, un demi-siècle plus tard, encore enveloppée de mystère. Les seules déclarations le concernant ont été celles de Lucy, rapportées ensuite aux services britanniques en 1947 par Alexandre Foote, dit Jim, lorsque déçu de ce qu'il découvrait enfin des tromperies de Moscou, même à l'égard de ses fidèles, il a rompu avec l'URSS.

Trois ans auparavant - rendez-vous digne de figurer dans un film un peu plus sérieux que les James Bond - Foote, Sissy et Lucy s'étaient rencontrés quelques jours après l'attentat contre Hitler, fin juillet 1944, dans un restaurant de Zürich. Le Centre ne se manifestait plus. Etaient-ils suspects à ses yeux ? Arrêtés par les autorités suisses en mai, relâchés en juillet, ils n'avaient plus de coordinateur. Rado, après s'être terré dans la campagne suisse romande, avait gagné avec son épouse un maquis communiste de Savoie. De là, il allait regagner Paris sans s'occuper de ses anciens coéquipiers.

Or Werther avait continué d'expédier ses messages à Lucy, par des filières humaines ou radio que n'ont jamais découvertes les autorités helvétiques. En se donnant rendez-vous à Zürich, Sissy et Foote oubliaient délibérément les règles des réseaux. Lucy également qui maintenant évoquait Werther et assurait qu'en fait - selon Foote - il s'agissait de quatre sources différentes : « Un major de l'Abwehr qui, avant Canaris, avait dirigé cette boutique ; Hans Bernard Gisevius (devenu en 1943 conseiller du bureau secret d'Allen Dulles en Suisse) ; Goerdeler, un vétéran des conjurations contre Hitler, et le général d'état-major Böritz. »

Nous n'avons pu identifier ce général. En revanche, il ne pouvait s'agir des autres personnages.

En effet Carl Goerdeler, l'ancien maire de Leipzig, avait été arrêté au moment de l'attentat, or Werther continuait d'envoyer ses messages. Quant à Gisevius, même s'il était passé sous la coupe des Américains, il eut en 1947 de longs entretiens avec J.E. Gavignet, alors chef de l'antenne de la DGER en Autriche. J'étais présent, et rien n'indiquait qu'il ait pu, une fois hébergé en Suisse en été 1944, savoir ce qui se passait durant les discussions politico-stratégiques de Hitler.

Quant au mystérieux major X - que j'ai pu identifier après 1945 grâce à mes conversations avec l'industriel Arnold von Rechberg, avec le commodore Wichmann et Paul Leverkuehn, un adjoint de l'amiral Canaris - en réalité, il s'agissait du major devenu colonel Walter Nikolai, qui ne fut pas le dernier directeur de l'Abwehr avant Canaris, mais son avant-dernier responsable, jusqu'à ce que le capitaine Bapst en soit l'intérimaire et en remette le flambeau à Canaris en 1935.

Rappelons que Nikolai avait organisé son propre réseau sous couvert du «bureau des Affaires juives» au ministère des Affaires étrangères. Hitler le protégeait, tout en s'en méfiant. Il se devait en effet d'être prudent car, de 1919 à 1923, Nikolai l'avait payé pour être informé sur les arcanes du parti nazi naissant et de sa marge, le parti socialiste ouvrier, ou SAP.

Jusqu'en 1945, Nikolai a maintenu son réseau d'informateurs à la fois dans la Wehrmacht, peut-être dans l'Abwehr, sûrement au sein du SD et de la Gestapo. Il connaissait nombre de Bavarois dans l'équipe de Gestapo-Müller. Il connaissait Martin Bormann. Il est parti à l'Est le 1er mai 1945, au lieu de se réfugier côté occidental. Il avait alors 72 ans, très lucide bien qu'ignorant qu'à Moscou la situation autour de Staline n'avait plus rien de commun avec celle des années de Rapallo, ni même de la période 1939-1941.

Il ne connaissait pas Abakoumov qui n'avait ni la subtilité, ni la finesse qui caractérisaient avant 1939 des hommes comme Berzine ou les dirigeants du GRU.

Il n'empêche que, malgré le blocage, non des envois de Werther vers la Suisse, mais de leur retransmission vers Moscou, de mai à fin juillet 1944, le grand jeu radio s'était poursuivi, envers et contre les avis du général Gerd von Rundstedt, chef d'état-major du Front Ouest. Rundstedt s'était plaint à juste titre que «le commandement spécial», c'est-à-dire le tandem Bormann-Müller, demandât «trop de précisions», sous prétexte de rendre crédibles ses envois vers Moscou. En fait de désinformer, on informait Moscou. Mais Bormann, couvert par Hitler, avait imposé que le jeu continue.

Bormann dominait donc plus que jamais l'appareil du Grand Reich.

Il faut se souvenir des trois décrets qui l'avaient amené à son apogée. Celui du 1er mai 1940 l'avait désigné comme «unique responsable des affaires du parti» ; celui du 29 mai 1941 lui accordait «les prérogatives de ministre d'Etat, avec siège au Conseil de la Défense» ; celui du 16 novembre 1942 l'avait promu au rôle «d'unique responsable des gauleiters du Reich»³.

A partir de 1943, en associant Müller à son jeu personnel, il supervisait toutes les enquêtes et affaires secrètes. Nul ne pouvait plus rencontrer Hitler sans qu'il soit présent, ou sans qu'il donne son feu vert.

11.2. Le mémorandum de Josef Goebbels

Illustration du jeu de Bormann et de ses pouvoirs : l'affaire du mémorandum de 40 pages que Josef Goebbels lui demande, en avril 1944, de transmettre à Hitler, dont il est prévu qu'il le recevra en audience dès que possible.

Cette histoire m'a été rapportée au milieu des années 1950 par Rudolf Semmler, qui avait été le secrétaire de Goebbels et vivait après la guerre entre Munich et Francfort-sur-le-Main, comme avocat-conseil.

Dans le Mémorandum qu'il me laissa consulter, on lit entre autres : « Une victoire militaire est désormais exclue. La guerre sur deux fronts est sans issue. Il faut l'arrêter sur un des deux fronts. Pour des raisons culturelles, il serait souhaitable de conclure une paix de compromis avec l'Ouest afin d'emporter ensuite la décision militaire à l'Est. Cette éventualité est irréalisable en raison de la politique de reddition sans conditions adoptée par Churchill et Roosevelt. Nous ne pouvons laisser écraser le Reich pour des raisons idéologiques. L'attitude de Staline est foncièrement anti-anglaise en Europe et anti-américaine en Extrême-Orient. Il serait donc envisageable de trouver avec lui un accord contre les Occidentaux...»

Après quoi, Goebbels énumérait les concessions qui devraient emporter l'acquiescement de Staline sur les sphères d'influence : la Norvège, la Finlande, les Etats baltes, la Pologne (jusqu'à Poznan-Gleiwitz), la Roumanie, la Grèce, la Bulgarie resteraient sous domination soviétique. Il n'y avait donc pas que Himmler, Goering, Ribbentrop à tenter des approches à l'insu de Hitler. Goebbels, de son côté, l'envisageait avec l'URSS.

Le 2 mai 1944, Josef Goebbels est reçu par le Führer à son GQG de Rastenburg. Durant leur conversation, il lui demande ce qu'il pense de son mémorandum. Hitler ne comprend pas. Il se tourne vers Bormann... 'lui avoue l'avoir lu mais gardé pour lui car il estimait que certains des projets proposés par Goebbels étaient dangereux du point de vue des réactions qu'ils provoqueraient du côté « de nos alliés roumains, bulgares ou finlandais », ou du côté britannique. Hitler ne dit rien, et enchaîne sur d'autres sujets.

Goebbels, m'a dit Semmler, constatait ainsi l'emprise de Bormann sur Hitler et, de ce jour, par prudence, se rapprocha de lui, car il craignait bien davantage encore Gestapo-Müller, dont les indicateurs traquaient sa vie privée.

Goebbels avait tort de s'inquiéter. Il n'y a pas d'exemple entre 1937 et 1945 d'une intervention de Müller pour interrompre les parties fines des hauts dignitaires nazis, quand bien même plusieurs de leurs maîtresses étaient-elles d'origine communiste et fichées comme telles par la Gestapo. Hormis un ou deux cas, Müller n'essayait même pas de les approcher pour les faire parler. En revanche, les arrestations et déportations commençaient à pleuvoir

chez les catholiques et les protestants soupçonnés d'avoir, ou tenté d'avoir, des relations avec l'Ouest. La décimation du groupe de la Rose Blanche en est un des exemples.

Elles pleuvaient aussi sur les milieux juifs, dont on oublie de rappeler qu'en 1943 vivait encore dans Berlin plus de la moitié de la communauté juive fichée en 1939. Ont été arrêtés aussi quelques parachutistes, agents de l'URSS passés par Londres. Mais il fallait bien quelques victimes pour épargner ceux qu'à tout prix Moscou voulait sauver. De plus, Müller ne pouvait être présent derrière chacun des 40 000 policiers de la Gestapo qui dépendaient de son bureau en Allemagne et dans les territoires occupés. D'ailleurs, sur le papier, Kaltenbrunner était le grand maître de la sécurité intérieure avec ses propres policiers, et la Gestapo était, en apparence du moins, limitée aux investigations politiques et aux opérations du grand jeu radio.

La façon dont étaient menées certaines répressions depuis l'été 1941 scandalisait certains nazis et, comme eux, Albert Speer, le responsable de la militarisation et de la coordination de l'économie du Reich en guerre. Il n'était pas le seul à cette époque à s'élever contre « le travail » d'extermination des Einsatz-Gruppen qui, sous prétexte de tuer des juifs et des Slaves, assassinaient si aveuglément et massivement qu'ils poussaient par réaction les Russes, pourtant déçus, à rebasculer du côté de Staline.

On ne doit pas oublier que Bormann fut un des plus véhéments opposants aux projets des militaires allemands de constituer dans la Wehrmacht une armée russe, avec ses galons, ses fanions et autres distinctions propres, alors que plus de la moitié des deux millions de Russes passés à l'Ouest ou prisonniers dès 1941 ne demandaient qu'à s'y enrôler.

On ne pouvait mieux semer une haine irréversible entre Allemands et nations de l'Est, alors que leur alliance eût amené la défaite du communisme.

11.3. Une véritable frénésie bureaucratique

En cultivant la haine à force d'exactions contre les Slaves et les juifs, Bormann et Müller servaient une certaine conception de l'avenir qui, à plusieurs reprises, a manqué prendre corps après 1945. Ainsi le goulag allemand se remplissait après 1943, plus encore en 1944. Nous n'insisterons pas sur les 2 à 3 % de gens que nous appellerons des « déportés d'honneur », qui s'ajoutèrent aux précédents dans les derniers mois de la guerre. Dans ce cadre, Müller a joué ses cartes en blanchissant ainsi des agents qui, après 1945, argueront de leur déportation pour appartenir à la phalange des « héros » grâce auxquels la démocratie s'est réinstallée en Europe...

Mais il y avait aussi de vrais héros. Ainsi, en été 1944, les arrestations qui par centaines déciment les rangs du NTS, l'Organisation solidariste des Russes, née à la fin des années vingt pour lutter contre le communisme soviétique. Certes le NTS, comme toutes les organisations de Russes blancs, était pénétré par des agents de l'URSS, mais lorsque la Gestapo intervient en juin 1944 à Breslau, à Berlin, à Vienne, en Pologne, etc., ceux qu'elle incarcère et torture ne sont pas des mercenaires. Elle ne frappe que les dirigeants de ce

mouvement qui sont véritablement des nationalistes russes, ukrainiens, biélorusses, et des adversaires avérés du soviétisme. Ils sont accusés de propagande anti-allemande, de violation de secrets d'Etat, de liaisons avec les unités de partisans soviétiques ! Sont épargnés nombre de militants... qu'on retrouvera libres comme par hasard après la guerre, soit en URSS, soit infiltrés en Occident par le KGB dans l'émigration russe.

Ce n'est pas Bormann qui s'occupe de ces liquidations, c'est Müller. A ce moment, Bormann est pris d'une véritable frénésie bureaucratique. Il n'y a pas de semaine sans qu'une, deux, trois circulaires ne soient commises par lui. En janvier, la n° 8 porte sur les nouvelles conditions d'admission au parti ; le 18 février, sur la nécessité «de continuer à fabriquer des glaces, car les citoyens ne doivent pas être privés de leur plaisir» ! Il est vrai qu'ils en avaient fort peu en ces temps de rationnement et de bombardements. La n° 41 autorise désormais «à apporter son manger dans les auberges» ; la n° 114 recommande aux cadres la lecture du dernier ouvrage de Hans Riegelmann, Les dynasties européennes et leurs rapports avec la franc-maçonnerie ; une autre datée du 31 mai expose «la conduite que le parti doit tenir en cas d'invasion » ; et, quelques semaines plus tard, la n° 227 interdit toute évacuation d'usine ou de population sans l'autorisation expresse du signataire.

11.4.... Mais aussi des maîtresses communistes

Plus drôle, s'il y avait lieu de rire, la circulaire n° 466, du 1er novembre 1944, se penche sur «l'élevage des petits animaux». Et tout cela tandis que Bormann, de la tanière du Führer à Rastenburg, écrit une ou deux fois par semaine de longues lettres à son épouse Gerda... et à l'une de ses maîtresses préférées, l'actrice Manja Behrens. Entre-temps, il reçoit quotidiennement de trois à cinq dignitaires du Reich. Ce qui ne l'empêche pas d'entretenir aussi une liaison suivie avec une petite blonde insignifiante mais séduisante, actrice de second rang, Maria Rubach Spangenberg.

L'existence de cette Maria n'est sortie des archives américaines qu'une quarantaine d'années après la guerre, sans que personne s'en préoccupe. Or cette jeune femme appartenait à l'appareil clandestin du parti communiste. Elle y était même très active, selon les déclarations de son amie Charlotte Pollex à ses interrogateurs de l'OSS !

Comme l'était d'ailleurs aussi un professeur très digne, Werner Cleff, qui était en contact avec les services secrets de l'URSS pendant la guerre. On n'en sait pas davantage, mais de le savoir ouvre de nouveaux horizons sur le jeu de Martin Bormann. D'autant qu'en 1945, Manja Behrens s'est aussi réfugiée en Allemagne de l'Est où elle a poursuivi sa carrière d'actrice, jusqu'au milieu des années 1960.

Goebbels, coureur invétéré et sans complexes, avait débuté en 1927 par des conquêtes dans les milieux artistiques. L'une de ses premières petites amies - signalée déjà au début de cet ouvrage - s'appelait Olga Ivanovna Förster-Chkarina, devenue Bronnen à la suite d'un mariage «arrangé». Arrangé par un certain N.K. Petrov qui était rien moins qu'un des recruteurs de Moscou dans le milieu nazi. Au départ, Olga n'était qu'une toute jeune fille en

quête de carrière théâtrale. Elle avait atterri par hasard à Berlin, Klosterstrasse, dans un théâtre dont le gérant s'appelait Josef Goebbels.

Petrov entre en scène peu après. Il invite Olga, révèle ses origines à cette fille qui a été élevée comme réfugiée dans un faubourg de Berlin, car sa famille avait disparu quelque part en Russie. Petrov l'enrobe avec adresse et l'amène peu à peu à devenir l'agent A-229... Dès lors, avec Bronnen, elle appartient au cercle des amis de Goebbels, fréquente le gratin nazi et «fournit des renseignements inappréciables», dit une note moscovite.

Olga serait morte en 1935 d'une fuite de gaz dans son appartement, Bronnen, lui, poursuit ses ébats dans la société nazie. Il est très lié à Goebbels au point que, lors de la découverte en 1940 de ses origines juives autrichiennes, celui-ci s'en porte garant, et le maintient à la direction d'une émission de la radio allemande.

En avril 1945, Bronnen disparaît de Berlin pour réapparaître en Autriche, protégé par un réseau communiste qui, en 1946, le fait passer en Allemagne de l'Est. Il y vivra jusqu'à sa mort, quarante ans plus tard, demeurant l'une des cautions artistiques du gouvernement communiste.

Heinrich Müller n'a découvert aucun de ces faits. Il n'est intervenu qu'une seule fois en 1937 pour prier Goebbels de mettre fin à sa liaison tumultueuse avec l'actrice Lydia Barova, qui partit en Europe et aux Etats-Unis où sa beauté faisait des ravages. Mais lorsqu'arrive la génération suivante avec des actrices comme Marika Röck et Olga Tchekova, dont les films étaient projetés en France durant l'Occupation, Gestapo-Müller ne s'aperçoit toujours pas qu'elles sont des agents soviétiques ! Tchekova surtout, dont l'ampleur des services rendus se mesure aux événements de 1945. Elle aussi a choisi le camp soviétique, et c'est au domicile de Lavrenti Beria, alors grand maître des services spéciaux de l'URSS, qu'elle est hébergée. Même une fois Beria exécuté en 1953, personne ne touche à Olga Tchekova. Elle est pensionnée à vie par le gouvernement. Elle est morte en 1966 à Gorki, sans qu'on sache ce qu'elle pensait d'un régime qu'elle avait tant servi.

On peut évoquer également Cecilia Krüger, épouse en 1929 d'un des plus grands brasseurs d'Allemagne, revenu d'Argentine une fois fortune faite, et qui accueillait chez lui les sommités du régime, dont Gestapo-Müller. Cecilia s'appelait Volynskaïa. En 1929, à peine âgée de trente ans, elle avait déjà rang de major du GRU.

11.5. Müller et l'attentat du 20 juillet 1944

Il est impressionnant de constater qu'imperturbablement, alors que l'attentat contre Hitler a secoué la charpente du parti et de l'armée, soit maintenu le rendez-vous de Strasbourg que Bormann et Müller avaient fixé au 10 août suivant, pour concrétiser les plans de transferts secrets à l'étranger des trois-quarts de la fortune du Reich.

Mais deux mots d'abord à propos de l'attentat, car on sous-estime aujourd'hui encore le comportement de ceux qui, de par leurs fonctions, devraient, dès l'annonce qu'une bombe

vient de viser le Führer, mettre en état d'alerte sinon le Reich et ses territoires occupés, en tout cas leurs appareils policiers. Selon l'histoire officielle, la Gestapo fut totalement prise au dépourvu lorsqu'en fin de matinée sa centrale apprit l'attentat. Or les archives allemandes, américaines, anglaises, témoignent que depuis juin 1944, Himmler disposait d'un dossier sur la conjuration, avec listes d'arrestations dressées par Gestapo-Müller.. qui estimait ce dossier d'une telle gravité qu'il ne pouvait donner lui-même l'ordre d'agir. Himmler refuse de le signer. Il récidive dans son refus le 17 juillet, à trois jours de la date fatidique.

Certes Himmler est alors embarqué dans ses tentatives pour convaincre les Occidentaux qu'il pourrait se substituer à Hitler. Sans doute espère-t-il que Hitler sera frappé par d'autres que sa propre clique. Müller l'a d'autant mieux documenté que parmi ses informateurs il y avait l'un des frères John qui côtoyait dans le complot aussi bien Goerdeler que le colonel von Stauffenberg, le maréchal, von Witzleben et au moins deux membres du groupe communiste clandestin de Säfkov et Jacob.

Vers 13 heures, le 20 juillet, le chef de la Sûreté Kaltenbrunner vient avertir Müller, qu'informé de l'attentat, il prend d'urgence un avion pour se rendre au GQG du Führer. Müller pourra prendre toutes les mesures qu'il estimera adéquates, il le couvrira. Müller acquiesce. Kaltenbrunner s'en va. Himmler est également prévenu. Il ne bouge pas plus que Müller. C'est seulement vers 17 heures que Müller prévient ses services qu'un drame a eu lieu, et qu'ils doivent se considérer en état d'alerte.

Une heure avant, a raconté Wilhelm Höttl, alors numéro deux du SD, Müller qui n'avait rien d'un supérieur complaisant, avait permis à l'un de ses adjoints de s'absenter pour plusieurs heures, comme si tout était normal. Or il s'agissait du responsable chargé, en cas d'urgence, de prendre en main immédiatement répressions et rafles.

A 17 h 30, Kaltenbrunner téléphone à Müller, qui répond avoir demandé des renforts pour d'éventuelles opérations de force. Kaltenbrunner lui dit de ne pas s'en occuper, car il a chargé le général Güttner de parer à toute éventualité.

Il est extraordinaire, même s'ils savent quelques heures après l'attentat que Hitler est seulement blessé par quelques éclats, que les plus hauts responsables de sa sécurité et de celle du Reich se cantonnent dans un tel immobilisme. Plus de quatre heures ont été ainsi offertes aux conjurés pour disparaître, s'ils le voulaient. Tout est calme dans Berlin.

A 14 h, de Zossen, un coup de téléphone avait joint d'Allemagne le GQG de la Wehrmacht en France pour dire à l'un des conjurés : « Abgelaufen » (terminé). Mot de passe qui signifie que l'attentat a bien eu lieu, que l'opération «Walkyrie» (celle des chefs d'armée dans la conjuration) va pouvoir se dérouler contre les nazis inconditionnels. 1 200 SS cantonnés dans Paris sont mis sous les verrous. Le général Oberg, chef de la police allemande, est arrêté. Knochen, le chef du SD, l'est aussi. Au soir de ce 20 juillet, personne n'a encore téléphoné ni câblé d'Allemagne pour avertir que le Führer était bien vivant.

Le retour de manivelle sera terrible. Sauf pour Himmler. Sauf pour Müller.

C'est seulement le 17 août, vingt-sept jours après l'attentat, que Müller met au point l'opération «Aktion Gewitter» (Action Tempête) qui est déclenchée le 22 août à l'aube. Nouvelle pluie d'arrestations en Allemagne et dans les territoires occupés, surtout dans les milieux communistes et socialistes. Mais on évitera, a-t-il prescrit, d'appréhender les indicateurs, ceux qui ont 70 ans et plus, les malades ou physiquement incapables de supporter une détention en prison ou en camp...

Merveilleuse clémence de Müller qui, quelques mois plus tôt, avait signé la directive « Cartouche », à savoir l'ordre d'exécuter sans procès les prisonniers de guerre russes qui, depuis 1941, aidaient à détecter parmi eux les commissaires politiques. Ainsi avaient été punis les Russes qui s'opposaient aux policiers et tueurs du NKVD. Abakoumov se frottait les mains, à Moscou. Comme il se réjouira en avril 1945 d'apprendre, qu'au moment où les troupes occidentales approchaient du camp de Flossenbourg, Kaltenbrunner et Müller avaient donné l'ordre au colonel Huppenkothen de pendre sans délais à des crochets de boucher l'amiral Canaris et ses compagnons de souffrance.

Canaris en savait beaucoup trop sur les complicités soviéto-nazies. Est-ce un hasard si le président du Tribunal du Peuple (sic) qui l'avait condamné à mort, un nommé Freisler, n'était pas seulement membre du parti nazi : en 1919 et 1920, il avait été un des plus activistes bolcheviks allemands qui tentaient d'imposer la révolution en Allemagne ?

CHAPITRE XII

12.1. Opération Survie

Pour avoir été trésorier du corps franc Rossbach aux heures troubles de 1919 et 1920, Martin Bormann réalisait très bien en 1944 qu'il n'existe pas de résistance clandestine ni de conspiration sérieuse, qu'elles ne disposent d'une trésorerie disponible à tout moment. Müller et lui avaient besoin de spécialistes des affaires industrielles et financières sachant comment mettre en œuvre une opération d'envergure, avec le minimum de risques, s'agissant à la fois de constituer une trésorerie secrète à l'intérieur de l'Allemagne et d'évacuer à l'étranger les trois-quarts de celle du Reich.

Il n'était pas question de prendre contact avec Hjalmar Schacht, parti en exil après que Hitler l'ait remplacé aux Finances en 1938 par le ministre Funk. «Il n'a de propre que son faux-col», disait de lui le Führer. Nul ne pouvait savoir ce qu'il manigancerait, une fois mis dans la confiance. Bormann se rabat alors sur un personnage qui était devenu un ami depuis le milieu des années vingt, du temps où sa charge de trésorier du parti nazi l'amenait à fréquenter les industriels et banquiers les plus puissants d'Allemagne.

12.2. L'inventeur de l'espionnage industriel

Cet homme s'appelle Hermann Schmitz. Il a l'avantage de siéger tous les ans avec ses amis Kurt von Schröder, Walter Funk, Emil Puhl et des gouverneurs anglais, français, américains, néerlandais et d'un Japonais, à la Banque des règlements internationaux, la BRI. Cette BRI, créée en 1930 à l'initiative du docteur Schacht, a son siège permanent à Bâle, sous prétexte de réguler les flux monétaires.

Durant toute la guerre, ces hommes se sont réunis, à seize au Minimum, à vingt-quatre au maximum, et c'est l'américain Thomas H. McKittrick qui présidait leurs concertations. En mars 1945, déjà par cette voie, près de six tonnes d'or allemand vont transiter en Suisse, dont une tonne et demie afin de payer les intérêts dus par Berlin à la BRI. Le reste s'évanouit dans la nature, hors de Suisse.

Le 2 juillet 1944, Schmitz, accompagné de son associé Georg von Schnitzler, chargé avec lui depuis toujours de l'expansion mondiale d'IG-Farben, discute avec Bormann et Müller de ce projet survie. Dès ce jour, ils décident d'une réunion prévue du 10 au 12 août suivant à Strasbourg, afin de mobiliser autour d'eux une majorité d'industriels et de banquiers qui d'ailleurs ont, comme eux, tout intérêt à ce que les vainqueurs éventuels de l'Allemagne ne les dépouillent pas de leurs avoirs.

Hermann Schmitz, considéré par ses pairs depuis la dernière guerre comme «le roi du camouflage» est un connaisseur en la matière. On le verra tenir tête en 1948 aux juges de Nuremberg, et s'en tirer avec quatre ans de détention et être presque aussitôt libéré. C'est qu'il a su faire allusion aux imbrications d'une douzaine de multinationales américaines avec leurs sœurs allemandes, depuis une douzaine d'années, avant et même durant le nazisme en guerre, et faire comprendre qu'on pourrait après tout impliquer celles-ci dans la naissance et l'épanouissement du nazisme... Les juges soviétiques n'ont pas non plus insisté : Schmitz aurait pu révéler les accords que Moscou avait signés avec eux de 1922 à 1939, dont des livraisons d'armements par Hitler encore en 1937, et de nouveau de 1939 à 1941...

Génie des affaires, Hermann Schmitz est l'homme qui, dès le début des années trente, a littéralement inventé l'espionnage industriel, sans que s'en doutent les services de renseignement occidentaux qui braquaient leurs recherches sur les espions de l'Abwehr, puis du SD, mais jamais sur la toile tissée par Schmitz dans le monde.

Il avait en effet imaginé d'implanter dans les bureaux d'IG-Farben à l'étranger des hommes de confiance, dits « zefis », qui n'avaient rien à voir avec les secteurs techniques ou commerciaux, mais qui participaient à tous les colloques et toutes les mondanités où étaient invités les représentants d'IG-Farben. Ils n'avaient pour mission que de fournir des rapports sur leurs vis-à-vis : profil psychologique, technicité, vulnérabilités, et de glaner tous autres renseignements utiles à la maison-mère.

Hermann Schmitz et son co-équipier G. von Schnitzler centralisaient les renseignements, puis sélectionnaient ce qui semblait utile à l'Abwehr, à ses collègues industriels, à la Gestapo et, dans tous les cas, à Bormann, une fois ce dernier à la chancellerie, à la place de Rudolf Hess. Autrement dit, Schmitz faisait exactement le même travail que les espions du NKVD et du

GRU pour Moscou, à la différence que le Kremlin – sauf dans certaines banques - ne disposait pas d'une toile aussi porteuse que le réseau mondial d'IG-Farben.

Toujours imaginatif, Schmitz avait proposé dès 1930 à ses amis étrangers que leurs pays et leurs firmes adhèrent à un projet de convention internationale sur les fabrications d'explosifs. Ainsi disait-il, en se tenant mutuellement au courant des productions, on s'entendrait sur les plafonds à ne pas dépasser, on éviterait donc une expansion mondiale incontrôlée des explosifs et armes dérivées. La petite nuance était que si une dizaine de pays avaient adhéré à cette convention, Schmitz avait, par avance, organisé les moyens de camoufler la production réelle de l'Allemagne et l'extension de ses recherches ! Ainsi va l'humanitarisme.

Décidément débordant d'idées, Schmitz persuadait aussi, dès le milieu des années trente, les dirigeants et cadres allemands de ne pas hésiter à proposer leurs talents à des firmes étrangères, voire même à prendre la nationalité des Etats où ils travaillaient. Son frère Dietrich avait d'ailleurs donné l'exemple en obtenant la nationalité américaine. Une fois directeur d'Anilin & Film Corp., il fit venir comme adjoint son cousin William von Meister, et tous deux décidèrent de prendre pour conseiller - dans le plus grand secret bien sûr - Herbert Scholz, premier secrétaire à l'ambassade d'Allemagne de Washington, ensuite et jusqu'en automne 1941, consul à Boston. Or Scholz était en réalité «l'antenne» aux Etats-Unis de Gestapo-Müller. Il avait épousé la fille de Georg von Schnitzler. Autrement dit, rien n'étonnait Müller en juillet 1944, lorsqu'aux côtés de Bormann, sur les bords du lac de Wandlitz, il discutait avec Schmitz et son associé, de la conférence du mois d'août.

12.3. Le camouflage des hommes

Bormann et Müller renseignaient sans doute les initiés soviétiques du grand jeu radio, mais n'étaient pas «des agents de Moscou». Ils estimaient simplement que l'URSS dominerait l'Europe, une fois l'Allemagne vaincue, et qu'après tout plus ils disposaient d'atouts dans leur manche, et plus aisément ils s'imposeraient dans la coulisse, le moment venu. Bormann se voyait bien à la tête d'une Allemagne qui recommencerait l'idylle de Rapallo et celle de 1939-1941. Müller se voyait comme un des futurs grands policiers du nouvel ordre eurasiatique. De toute façon, si Moscou ne jouait pas le jeu, ils pourraient voir si les Occidentaux auraient la stupidité de repousser leurs avances, en cas de conflit Est-Ouest. Un conflit qu'ils estimaient inévitable, à court terme.

Ce ne sont pas là spéculations d'auteur, mais des données fournies par ceux des hommes de confiance de Bormann et de Müller que j'ai connus après la guerre. On verra dans quelles conditions, et que des éléments dans ce sens ressortaient des publications sous leur contrôle, notamment en Amérique du Sud, entre 1947 et 1950.

La note de Gestapo-Müller à Pannwitz en février 1944, publiée au début de cet ouvrage, ou sa décision en mars 1945 de distribuer faux papiers et consignes à des cadres de la Gestapo, procèdent de cette vision de l'avenir. Des dizaines d'hommes et de femmes ont ainsi pu se fondre dans la population de villes et villages où nul ne les connaissait, entre fin 1944 et avril 1945.

Plus de deux millions d'Allemands des régions de l'Est et autant de Baltes, Ukrainiens, Roumains, Moldaves, etc. se réfugiaient dans la partie du pays qui deviendrait la zone occidentale d'occupation. Rien de plus simple que d'y mêler des gens qui, par conviction ou par obéissance, allaient attendre qu'un jour un monsieur X ou Y vienne leur donner des ordres, si certains n'avaient déjà des missions précises. Durant les derniers mois de la guerre, plusieurs camps de concentration se sont aussi gonflés de prétendus prisonniers qui, en réalité, savaient qu'ils n'auraient qu'à courber le dos en attendant d'être libérés par les armées de l'Ouest, et seraient donc bien vus par les Occidentaux.

Ce sont là des faits dont, çà et là, les occupants britanniques, américains, français, se sont parfois rendu compte, mais sans voir, chacun gérant sa zone à sa façon, qu'il s'agissait d'un plan d'ensemble. A l'époque, de 80 000 à 100 000 Allemands vivaient sous des faux noms dans la partie qui deviendra la République fédérale allemande en 1949. Environ 20 000 ont réussi à émigrer clandestinement vers l'Amérique du Sud ou le Moyen-Orient, parce que naissait «la guerre froide» - mais non la guerre tout court, comme l'avaient espéré Bormann et Müller. Divers Etats ou formations avaient besoin de leurs compétences, qu'elles fussent militaires, policières ou relevant de nécessités industrielles.

L'auteur à succès Frederic Forsyth et quelques autres ont insisté sur la filière Odessa, mais Odessa ne concernait que certains clans SS. Il existait sept ou huit autres filières d'évasion, dont l'une, la filière Scandinave, n'a pas survécu plus de seize mois après mai 1945. Dominée par des vrais ou faux Uruguayens, elle menait à des bateaux en partance pour l'Amérique latine. Plusieurs candidats au voyage les ont ratés, comme on rate un train. Ils ont dû se rabattre sur d'autres voies qui s'appelaient Edelweiss, Die Schleuse (l'Ecluse), Konsul, Leibwache ou encore Die Spinne (l'Araignée). Die Spinne agissait sous le contrôle de Bormann, encore en 1949.

12.4. Une trésorerie à tiroirs

Il avait évidemment fallu mettre au courant Kaltenbrunner, du moins partiellement, car il prenait très au sérieux son rôle et titre de chef des polices auprès de Himmler. S'il était impossible de lui cacher le plan qui allait se concrétiser en août 1944, il suffisait de lui faire comprendre qu'il s'agissait de protéger l'avenir de l'Allemagne, et qu'il servirait le pays et le parti en s'y associant. Mais, contrairement au récit publié aux Etats-Unis en 1944 par un réfugié autrichien, jamais Kaltenbrunner n'a été l'organisateur d'une quelconque mise en place de réseaux secrets. En 1944, il devint seulement un des acteurs du camouflage de la trésorerie pour ainsi dire liquide, qui devait être disponible au moment de la défaite.

Son livre⁴ est en outre constellé d'erreurs ou d'affirmations souvent empruntées au quotidien suédois Nydag, comme par exemple d'assurer que l'amiral Canaris assistait à la conférence de Strasbourg en août. Or cela faisait plus de quinze jours qu'après avoir été jeté en prison, Canaris était affreusement torturé par les hommes de Gestapo-Müller. Ce fut un miracle qu'il survive quelques mois encore, jusqu'à ce que, sur ordre de Müller, il soit pendu à un crochet de boucher alors que les troupes occidentales n'étaient plus qu'à deux heures de marche.

Une fois au fait des camouflages d'une trésorerie importante, Kaltenbrunner y participe à cœur joie. Sans s'oublier. C'est ainsi qu'un jour du début de l'année 1945, Müller, plutôt énervé, fait irruption dans le bureau de Bormann, et lui tend une liste. C'est un relevé de ce que Kaltenbrunner a prélevé sur une partie des transferts dont il a été chargé, vers la Haute-Bavière et l'Autriche. Soit 50 kilos d'or en barre, un poids identique en pièces d'or et montres ou autres objets de valeur, deux millions de dollars américains, deux millions de francs suisses, etc.

«Eh bien, murmure Bormann sans avoir l'air autrement troublé, Ernst travaille pour Ernst... Pas de souci... Il suffit de savoir où il a camouflé tout cela. Nous le récupérerons quand il en sera temps ! »

En fait, Martin Bormann était déjà au courant de ce détournement. Ernst Kaltenbrunner avait une maîtresse, Gisela von Westarp, que nous retrouverons plus loin dans ce récit. Or Gisela avait été littéralement jetée Par Bormann dans les bras du cher Ernst, et elle avertissait Bormann de tous ses faits et gestes. Telle était bien la manière du confident du Führer et ce, depuis une douzaine d'années.

Lorsque Müller s'alarmait un jour qu'un des autres dignitaires nazis puisse s'apercevoir de leur plan et prévenir Hitler, Bormann lui avait fait remarquer qu'il en savait trop long sur tous... Goering ? Il connaissait ses sources d'approvisionnement en morphine, et ne touchait-il pas en pleine guerre des dividendes annuels sur un compte secret aux Etats-Unis, par le biais de l'américaine Pennsylvania Road et de la Bethlehem Steel ? Après le 15 octobre 1946, jour du suicide de Goering, on apprendra qu'il possédait un compte de 3 776 000 dollars...

Goebbels ? Il battait Goering avec 4 636 000 dollars accumulés dans deux banques de Buenos-Aires et une banque du Luxembourg. Quant à Himmler, il devait à Bormann d'avoir pu acheter, grâce à un emprunt sur ses comptes, une propriété luxueuse où vivait sa maîtresse. Il possédait en outre deux millions de dollars répartis dans plusieurs banques en Finlande (grâce à son masseur Felix Kersten) et en Amérique du Sud. Ribbentrop, lui, ne pouvait que se taire avec ses 14 millions de dollars placés à l'étranger. Comme devait le dire après la guerre à des confrères étrangers la veuve de Hermann Goering : «Bormann nous manipulait tous, et en plus nous jouait les uns contre les autres. » Le petit jeu des transferts allait s'amplifier après août 1944. Trois zones précises servaient de réceptacle à la future trésorerie, comme autant de tiroirs connus de cinq initiés.

Il y avait d'abord le secteur austro-allemand qui s'échelonnait entre Immenstadt, en Bavière, en surplomb de l'Arlberg ; Oberstdorf, autre saillant frontalier ; Füssen, Garmisch-Partenkirchen, le Tegernsee, puis Kufstein et Bad Gastein, près de Salzbourg.

Puis deux secteurs découverts entre 1946 et 1949 par l'auteur, en partie grâce à ses randonnées et à des renseignements sur d'étranges Allemands qui apparaissaient et disparaissaient bizarrement. Mais le hasard servait aussi, comme ce fut le cas au printemps 1946, lorsque la fonte des neiges à Bad Gastein emporta un balcon dont les briques s'écrasèrent au sol. D'une dimension peu courante, elles enrobaient des barres d'or ! Ailleurs,

à l'intérieur de l'orgue d'une église voisine de la retraite où mourut Gerda, l'épouse de Bormann, furent découverts quinze millions de dollars et autant de livres sterling. Les dollars étaient authentiques, mais la monnaie anglaise avait été fabriquée en 1942 par Frederic Schwend, sur ordre du SD et de la Gestapo.

Un des secteurs de camouflage du trésor s'étendait au sud de Dresde vers Plauen, sur environ 150 km au flanc de l'Erzgebirge. Chomutov (appelé aussi Kommutau) en était le point central pour les initiés. Müller y aurait été vu en décembre 1945. Il venait de Tchécoslovaquie, pays contrôlé par les Soviétiques.

L'autre secteur courait de Hof vers Passau, le long des Monts de Bohême, également à la limite de la frontière tchécoslovaque. C'est là, au nord de Deggendorf, que j'ai pour la première fois et par hasard manqué d'écraser Martin Bormann dans un tournant d'une route très étroite surplombant un ravin. Il marchait d'un bord à l'autre, entraîné par la pente, et ne dut qu'aux bons freins de mon Audi et à la montée de la route que je puisse m'arrêter à vingt centimètres de lui. Mon compagnon autrichien, Rausch, et moi l'avions regardé fixement, interloqués. Il avait alors salué de la tête, et s'était empressé de poursuivre son chemin. Un an après, je devais me retrouver face à lui, mais ceci est une autre histoire.

12.5. Août 1944, la conférence de Strasbourg

Le 10 au matin, soixante-dix sept personnalités étaient conviées à l'hôtel de la Maison-Rouge à Strasbourg, à l'initiative de Hermann Schmitz et de Georg von Schnitzler. Bormann et Müller s'étaient entendus avec lui pour que la conférence n'apparaisse que comme une réunion privée de la haute industrie et de la haute banque allemandes.

L'un des meneurs de jeu était l'Obergruppenführer SS (général) Scheid, directeur de la Hermannsdorfwerke und Schenburg. Devant le podium s'étaient assis les dirigeants de Messerschmitt, Röchling, Volkswagen, Siemens, Krupp, Kirdorf et autres firmes dont Bormann et Wilhelm Keppler (PDG de la Dresdner Bank, filiale d'IG-Farben) ramassaient les dons et cotisations pour le parti nazi durant les années trente. Kurt von Schröder, Karl Rasche (directeur de la Dresdner Bank), Karl Lindemann, président de la Chambre de Commerce, siégeaient aussi. Quelques-uns ne furent présents que le 11 août. Des chefs de la Gestapo et du SD les protégeaient...

Trente-quatre des assistants étaient venus sur invitation personnelle de Hermann Schmitz et de Scheid. Écoutons ce dernier qui fait l'exposé central, d'où va découler la suite :

«L'Allemagne a d'ores et déjà perdu la bataille de France. Ce que nous allons maintenant décider déterminera l'avenir de l'Allemagne qui doit dès à présent se préparer à la bataille économique qui suivra la fin de la guerre, en sorte d'assurer la renaissance de notre pays [...]. Il faut que nous renforçons nos contacts avec les sociétés étrangères, chaque firme pour son compte, sans attirer l'attention

[...]. Le terrain doit être préparé afin que nous puissions après la guerre emprunter à l'étranger des sommes considérables...» Et Scheid de souligner que nombre de brevets industriels allemands sont déjà partagés avec diverses multinationales américaines, dont la Chemical Foundation, l'United States Steel Corporation, National Tube, Carnegie (dans l'Illinois), etc. Il propose à ceux qui n'ont pas d'adresses à l'étranger de leur en fournir pour engager des fusions qui pourraient se négocier sous leur couvert.

Environ treize systèmes d'enregistrement, non seulement de Scheid et des autres intervenants, mais aussi des propos tenus entre invités, dans la salle ou dans les couloirs, fonctionnaient à plein temps. Des copies étaient envoyées à Bormann. Le Département américain du Trésor a pu entrer en possession de l'ensemble, avec la liste nominative des invités.

Tous les directeurs n'étaient évidemment pas venus, mais par exemple pour la maison Krupp, le docteur Kaspar ; pour Röchling, Tolle ; pour le ministère des Armements, Strössner ; pour Albert Speer, le docteur Bosse. Scheid citait Zeiss, Leica et la Hamburg-Amerika Line comme le type de firmes qui savaient protéger depuis longtemps les intérêts allemands à l'échelle mondiale.

C'est le docteur Bosse, un des adjoints d'Albert Speer, qui prend la parole dans l'après-midi du 10 août, devant un parterre plus restreint que le matin. Il évoque les maquis français pour dire qu'il sera peut-être nécessaire, pendant un temps, que certains responsables financiers ou industriels prennent le large, en attendant de voir l'évolution politique à l'Est, à l'Ouest, et entre l'Est et l'Ouest.

«Il faut que dès maintenant, expose-t-il, les grandes firmes créent des bureaux d'études et de recherches à personnel réduit, dont il n'apparaîtra pas qu'ils en émanent. Les auteurs du plan ont prévu les moyens financiers de les créer ou de les alimenter. Chacun de ces bureaux aura sa liaison avec un cadre du parti et, par lui, avec le Reichsleiter Martin Bormann.»

A la différence du Dr Scheid, Bosse affichait des convictions nazies. A plusieurs reprises il évoque la nécessité de son encadrement, tandis que l'économie invisible de l'Allemagne vaincue s'organiserait :

«Les réserves financières massées à l'étranger devront être à la disposition du parti, afin que surgisse de l'après-guerre un puissant empire allemand. Tous nos chefs d'industrie doivent dès à présent évacuer leurs capitaux hors du pays. Le parti prendra toutes mesures pour les protéger ici comme à l'étranger.» Il précise : «D'ores et déjà, deux banques essentielles peuvent être utilisées pour exporter les capitaux des firmes qui n'ont pas prévu cette opération : la Basler Handelsbank et la Schweizerische Kreditanstalt de Zürich... Mais il existe aussi beaucoup d'agences bancaires en Suisse qui, pour 5 % de commission, peuvent couvrir de leur habit un certain nombre de nos firmes. »

Il est étonnant que les historiens n'aient pas exploité de telles sources, partiellement évoquées devant les tribunaux de Nuremberg, et pourtant détaillées dans les archives américaines.

12.6. Des réseaux qui en cachent d'autres

Un prodigieux développement s'ensuit entre la fin du mois d'août 1944 et avril 1945. Quelques exemples doivent être cités car ils expliquent, si l'on y réfléchit, comment et pourquoi «le miracle économique allemand» constaté vers le milieu des années 1950, à peine dix ans après la défaite du Reich, n'est pas dû seulement à l'utilisation sage et rationnelle du Plan Marshall.

Déjà sur le plan des réseaux économiques invisibles, en été 1944, IG-Farben dispose en toute légalité de quatorze bureaux en Espagne, trois au Portugal, huit en Argentine. La General Electric allemande (AEG) a trois bureaux en Espagne et six en Argentine. Siemens en a quatre en Espagne, deux au Portugal, sept en Argentine. Si Bayer n'est en place qu'au Brésil, Berlin coiffe 48 postes industriels dans quatre pays étrangers. Or ils vont tous faire des petits, comme si ces petits étaient des individualités autonomes, sans rapports avec la mère patrie, divisée en quatre zones d'occupation jusqu'en 1948.

En effet, à la fin de l'année 1945, 35 firmes en Turquie, 112 en Espagne, 258 au Portugal, 98 en Argentine, 143 dans les Etats latino-américains, 274 en Suisse, sont nées des initiatives recommandées durant la conférence de Strasbourg.

Dans un premier temps, ces firmes industrielles, commerciales, maritimes, aériennes, d'ingénierie, de recherches techniques et scientifiques, sont germano-turques, germano-espagnoles, germano-suisse, germano-argentine, etc. Mais, dans les semaines qui suivent la capitulation de Berlin, elles «disparaissent» dans des faillites en cascades, puis sont rachetées par des citoyens des pays où elles ont été implantées, sous contrôle, dans l'émigration allemande, des hommes de Bormann et de Müller.

De là découlent d'autres transferts d'hommes qui, partis d'Allemagne, se greffent après 1945 sur des firmes installées d'avance à l'étranger. Quelques auteurs ont évoqué ces affaires politico-financières avec les opérations Rheingold, Vol de l'Aigle, Terre de Feu, etc., mais sans savoir que Bormann et Müller supervisaient l'ensemble.

Que Hermann Schmitz, l'âme du plan, n'ait écopé que d'une peine légère, même pas purgée jusqu'à son terme, n'étonnera pas ceux qui savent qu'il possédait dans la Standard Oil de New Jersey, en 1944, autant d'actions que la famille Rockefeller. Il est mort en 1969 à l'âge de 79 ans, fier de constater que IG-Farben, «démantelée» prétendait-on après la guerre, puisque éclatée en trois firmes juridiquement distinctes, était en fait reconstituée politico-financièrement sur le plan mondial.

Au moins quinze autres firmes industrielles et bancaires, sans lesquelles le nazisme n'aurait pas tenu la route, ont, elles aussi, retrouvé la même puissance, le même rayonnement, après

la période de transition qui va de 1945 à 1960. Parfois sans même changer d'appellation. Ainsi la Deutsche Bank ou la Dresdner Bank, pour ne citer que les plus connues.

Entre 1947 et 1955, le groupe invisible créé par Bormann et Müller pesait dans l'ombre internationale de 750 firmes au travail dans une vingtaine de pays. Dans leur sillage d'affaires, elles entretenaient une bonne douzaine de milliers d'Allemands et autant d'étrangers de nationalités diverses.

L'erreur de certains chercheurs comme Simon Wiesenthal, qui a fait un jour état de ces firmes, a été de ramener l'affaire à une simple chasse aux nazis. Elle n'avait plus rien à voir avec le nazisme dès l'instant qu'au lieu de la guerre tout court, l'affrontement Est-Ouest s'était réduit à «la guerre froide». Et puis, en 1953, Staline est mort. En 1955, Heinrich Müller est kidnappé par les services secrets tchécoslovaques. En 1959, Martin Bormann meurt au Paraguay.

Avec eux, une période historique s'achève. La suivante ensevelit volontiers les truquages, la supercherie et les complicités de ceux qui, à l'Est comme à l'Ouest, ont joué des cadavres des autres, pour asseoir leur puissance, sans vraiment croire aux idéologies qui leur servaient de justification.

CHAPITRE XIII

13.1. L'évasion hors de Berlin

Dédaigné par les chroniqueurs, l'agenda personnel de Bormann parle plus qu'on ne l'imaginerait, même s'il n'y est question que de ses rendez-vous de janvier à fin avril 1945. Nul doute qu'il soit authentique. Jusqu'en 1972, Moscou a nié qu'il ait été récupéré dans Berlin par une unité de l'Armée rouge. Mais, quinze ans plus tard, les archives entrouvertes du NKVD ont admis que, par la note 735 b, datée du 22 juin 1945, Lavrenti Beria, alors chef suprême des services spéciaux de l'URSS, l'avait transmis à Staline dans sa transcription en langue russe¹. On ne voit pas pourquoi, s'il s'agissait d'un faux, Beria l'aurait fait, après huit semaines d'études minutieuses.

Demeure le fait qu'il fut curieusement trouvé sur un cadavre, là où la légende rapportait que, dans la nuit du 1er au 2 mai 1945, Martin Bormann avait été tué par le souffle d'un obus tombé sur un char, sur le pont de Weidendamm. Arthur Axmann, sorti avec Bormann du bunker de la chancellerie, racontait qu'il l'avait perdu de vue un moment, puis retrouvé gisant à jamais. Cependant, quinze ans plus tard, Axmann devait admettre qu'il avait inventé cette histoire. Avec d'autres «témoins», il voulait alors faire courir le bruit de la mort de Martin Bormann afin de protéger sa fuite. Mais, ni lui ni eux n'avaient remarqué que le cadavre était revêtu d'un manteau de cuir même pas à sa taille, et que, dessous, il ne portait que des sous-vêtements ! Une mise en scène réalisée dans la hâte, avec le fameux agenda déposé à côté pour permettre identification !

Plus tard, les services secrets israéliens ont eux-mêmes fait remarquer qu'en vingt ans, après la fin de la guerre, deux cadavres de Bormann avaient ainsi été découverts en Allemagne, et quatre autres en Amérique du Sud... Un jeu de pistes à l'avance imaginé par Gestapo-Müller, pour lui et pour son complice des derniers moments du Reich.

Bormann était effectivement passé sur le pont de Weidendamm, comme l'ont rapporté des témoins dignes de foi ; qu'importait la perte, voulue ou non, de cet agenda sans confidences particulières. Et pourtant il parle lorsqu'on l'examine parallèlement aux lettres de Bormann à sa chère Gerda, puisque dans le tumulte des dernières semaines de la guerre, il prenait encore le temps d'écrire à son épouse, en lui précisant notamment que son ami intime von Hummel se chargerait de l'évacuer vers le versant italien des Alpes autrichiennes.

13.2. Les initiés savent où se joindre

Dans une lettre à Gerda, datée du 6 septembre 1944, Bormann écrivait : «Depuis ce matin, j'ai ici mon homme, Zander. Il traite des affaires du parti... Müller et moi, nous utilisons cinq secrétaires. Zander a même dû nous prêter la sienne.» On apprend aussi que, le 19 février 1945, Müller et lui ont aménagé à Stolpe, une petite commune située à 15 km au nord-ouest de Berlin, une base secrète : «J'ai demandé à Rat-tenhuber de mettre à notre disposition deux officiers du département des investigations de la police criminelle. Müller les prendra avec lui, pour les former. Je les installerai à l'étage supérieur de la maison.»

Ainsi voit-on bien que Müller et Bormann ont partie liée. Et pour quelle mystérieuse mission Müller doit-il former, en février 1945, deux policiers de la Criminelle ? Et pourquoi écrire à Gerda qu'il les installera à l'étage supérieur de la maison ? Est-ce un langage codé ?

Notons sur la liste des visiteurs mentionnés sur son agenda, des personnages venus pour des motifs techniques, comme le maréchal Keitel ou encore Jodl. Pour continuer son jeu-radio, de concert avec Müller, il peut obtenir d'eux des renseignements précis. Mais, en ce qui concerne le plan secret de Bormann, d'autres notes sont fort intéressantes, de janvier à la mi-avril 1945. Il y a par exemple Arthur Axmann, déjà évoqué, reçu à trois reprises, et qui après avoir cheminé avec lui hors du Bunker, début mai 1945, disparaît, puis est retrouvé par les Alliés, huit mois plus tard, en Haute-Bavière. Il est manchot, donc aisément reparable et identifiable. Mais l'intérêt de son arrestation provisoire, c'est qu'il se cache là où Zander, l'aide de camp de Bormann, et von Hummel, en charge de Gerda Bormann, vivaient eux aussi dans la clan-destinité depuis la chute de Berlin.

A la mi-avril, Zander avait téléphoné à son épouse, restée à Hanovre, qu'il ne la rejoindrait pas, car il devait partir en mission. Il a effectivement caché dans la région du lac Tegernsee, au sud de Munich, plusieurs dossiers du secrétariat de Bormann ; puis il est revenu au bunker de la chancellerie. De là, porteur d'une copie du testament de Hitler, il est reparti, le 29 avril, dans la nuit, avec huit autres personnes, dont nous possédons la liste. On le retrouve en décembre 1945 sous le nom de Friedrich Wilhelm Paustin, maraîcher bavarois... Il était donc prévu qu'il vivrait désormais sous une fausse identité, en attendant des ordres.

Hummel, lui, a par huit fois en deux mois conversé avec Bormann. L'avenir prouvera qu'il était bien initié, à la fois aux moyens de cacher et de protéger Gerda Bormann, et aux «planques» des divers trésors transférés en Haute-Bavière et en Autriche.

Parmi les autres visiteurs de Bormann, il y a Mme Forster, l'épouse de l'ex-gauleiter de Dantzig, «disparu» et sans doute déjà aux mains des armées soviétiques. Il y a aussi Erich Koch, évacué de son fief d'Ukraine. Selon nos renseignements recueillis en Pologne où il fut jugé en 1948, il était dans le secret puisque, début mai, il gagne Flensburg, à la frontière germano-danoise, et rate d'à peine un quart d'heure un sous-marin clandestin qui appareille vers l'Amérique du Sud.

Dans la plupart des cas, jusqu'en avril 1945, Müller assiste aux entretiens de Bormann. Après quoi, le chef de la Gestapo regagne son propre abri, car Müller ne vit pas dans le bunker de la chancellerie où s'entassent plus de 700 personnes. Bormann en tenait la liste à jour, encore que selon nos sources de Moscou, certains noms n'y figuraient pas. Par exemple, celui de Rattenhuber, non plus que celui d'un certain Karpitchevsky, ce qui donne à réfléchir car, si incroyable que cela puisse paraître, ce personnage de la garde de Hitler était de longue date un agent de l'URSS, et a d'ailleurs été «récupéré» à part lorsque les derniers occupants ont quitté le bunker encerclé. Visage camouflé, Karpitchevsky a été embarqué dans un des chars postés à la sortie. Des journalistes russes nous ont assuré qu'il possédait un petit poste-émetteur avec lequel il avait pu indiquer dans la nuit du 30 avril : «Je me trouve pièce 114.»

13.3. Le bunker personnel de Heinrich Müller

Mais où était Müller ? En 1997, Clifford Kiracofe a déterré des Archives américaines un document oublié qui explique en partie la mystérieuse disparition du chef de la Gestapo, dans la nuit du 29 au 30 avril.

A proximité de la Kurfürtenstrasse, où il avait des bureaux, Müller avait fait aménager, quelques mois auparavant, dans le plus grand secret, un bunker et des couloirs adjacents, dont seuls Adolf Eichmann et lui avaient connaissance. Le bunker et ses issues se situaient entre la Schillerstrasse et la Landgrafenstrasse, sous des amas de ruines que personne n'aurait eu l'idée de fouiller. Des immeubles s'étaient écroulés sous les bombardements alliés. Eichmann avait trouvé que c'était une idée de génie.

Il appelait l'endroit le «Fuchsbau», la tanière du renard. Des réserves d'eau potable, des tonnes de conserves, des dépôts d'armes, un poste-émetteur assez puissant, complétaient le dispositif.

Comment le secret avait-il pu être gardé ?

Le règlement aurait voulu, si Müller avait agi officiellement, qu'il en fit part au ministre Albert Speer, dont l'accord était nécessaire pour tous travaux importants. Müller s'en était passé. Avec Eichmann, ils avaient profité de leurs amis responsables de deux ou trois camps de concentration pour en extraire des juifs comme main-d'œuvre. Une centaine au total. Ceux-ci

avaient travaillé sans relâche. Après quoi, ils avaient tous disparu. Liquidés. Plus de témoins. Des gens mouraient tous les jours sous les bombardements...

D'où nous vient cette certitude ? Tout simplement des documents retrouvés par Clifford Kiracofe. Il s'agit d'une déposition du colonel SS Wilhelm Hoettl, le second de Walter Schellenberg à la direction du SD. Après plusieurs interrogatoires conduits par le contre-espionnage américain (CIC), il s'était soudain souvenu d'un rapport : peu avant la chute de Berlin, un de ses subordonnés, Zeischka, était venu lui rendre compte de confidences que venait de lui faire Adolf Eichmann, tandis qu'ils cheminaient vers la Bavière. Le 8 décembre 1945, Höttl rapporte toute l'histoire au lieutenant-colonel Smith W. Brockhart, avec Leo Katz pour interprète, en présence de James P. Buck, correspondant auprès des tribunaux de Nuremberg. Eichmann avait estimé que, puisqu'à quelques jours près Berlin allait tomber sous le contrôle soviétique, toute tentative de résistance n'avait plus de raison d'être, et du coup que le fameux bunker ne servirait plus à rien. Il n'avait d'ailleurs aucune intention de retourner dans la capitale. Mais n'était-ce pas génial d'avoir ainsi aménagé un tel abri ?...

«Je n'en déduis pas forcément que Müller s'y est réfugié, dit Höttl à ses interrogateurs, mais il est tout de même possible qu'il l'ait utilisé puisqu'il a disparu le 29 avril.»

Et, le 19 décembre, Höttl avait dessiné de mémoire un plan approximatif du bunker.

13.4. L'évacuation du bunker

Cinquante-six ans plus tard, on n'imagine guère ce qu'était Berlin en flammes, avenues et rues transformées en amas de pierres, hommes et femmes errant dans les décombres en quête d'eau et de ravitaillement, avec, à partir du 29 avril, des unités soviétiques postées à 800 mètres du bunker de la chancellerie. Depuis le 24, les armées des deux premiers fronts avaient progressé en demi-cercle, du nord-ouest au sud-est de la capitale. Il était interdit de donner l'assaut final sans ordre de Staline. Les unités normales devaient balayer leur zone, avec interdiction de pénétrer dans les stations et les couloirs du métro. Le bruit courait que tout y était piégé, soit par des mines déclenchées à distance, soit par un système d'inondation, en cas d'alerte.

D'où une situation incroyable, dont on n'a lu de description nulle part dans la presse ni dans les ouvrages ouest-européens. Pendant trois ou quatre jours au moins, tandis que les chars soviétiques roulaient au ralenti dans les rues, encadrés par des fantassins chargés du nettoyage en surface, près de vingt mille Berlinoises circulaient comme des rats, enfermés entre les rails du métro, dans les égouts, couraient vers les sorties de fin de ligne à la périphérie nord-ouest, ouest, sud-ouest, sud, de Berlin. Il fallait parfois sortir très vite d'une station dont le couloir était obstrué, pour replonger sous terre à la station la plus proche.

Au vu de ce qui s'est passé à partir du 30 avril, nous pensons que des arrangements avaient été prévus pour Bormann et pour Müller, entre eux et leurs correspondants-radio soviétiques, afin que des trous existent dans le cercle de feu qui cernait progressivement la chancellerie et son bunker. La facilité avec laquelle certains, parmi les 780 personnes présentes dans le

bunker de la chancellerie et ses annexes, ont pu gagner la liberté ne s'explique pas autrement. Les uns ont été presque tout de suite arrêtés par les unités soviétiques, mais d'autres, comme par hasard liés à Bormann ou à Müller, ont pu disparaître dans la nature.

Bormann - les meilleurs plans ont leur faille, et l'imprévisible existe toujours - avait chargé le général Wilhelm Mohnke et son adjoint, le lieutenant-colonel Klingnermeier, de se concerter avec Hans Rattenhuber pour mettre au point l'évacuation de près de deux cents des occupants du bunker. Six groupes de trente devaient, sur signal de Mohnke, de dix minutes en dix minutes, faire route par les voies du métro vers les sorties de la périphérie berlinoise. Au préalable, le 29 avril, sept ou huit officiers et cadres, dont Wilhelm Zander, avaient testé ces itinéraires. Zander avait filé vers le sud et, de là, vers la Bavière. On pouvait donc entreprendre l'évacuation progressive. De fait, les issues vers Wedding, au nord-ouest, Spandau, à l'ouest, Gatow au sud-ouest, Teltow, au sud étaient libres.

Mais il n'y avait pas que le bunker central. Dans les récits sur la chute de Berlin, il n'a jamais été précisé - du moins dans les médias d'Occident - qu'entre 1942 et 1945, près de 600 autres bunkers avaient été aménagés dans Berlin, et que seuls les initiés du plan Bormann-Müller savaient lesquels pouvaient leur servir éventuellement d'abris provisoires.

A partir du 29 avril, le comportement de Bormann est très révélateur. Il expédie à l'amiral Doenitz, à Flensburg, une série de radio-télégrammes. Par exemple l'annonce que Goering et Himmler ont été déchus par Hitler. Le gouvernement, maintenant, c'est lui, Dönitz !

Mais, seize heures après les suicides de Hitler et d'Eva Braun, Bormann n'en avertit pas Dönitz. Puis, il lui annonce que «le testament de Hitler est entré en vigueur», tout en lui demandant d'en ajourner la nouvelle jusqu'à ce qu'il l'ait rejoint à Flensburg. Or jamais Bormann n'a gagné Flensburg.

Dönitz a en vain tenté de négocier avec les Occidentaux : fin des combats contre eux, mais continuation de la guerre contre les armées de l'URSS. Ils ont refusé. Dönitz sera capturé par les Britanniques, le 23 mai, et condamné le 1er octobre 1946 à Nuremberg à dix ans de prison, pour «crimes de guerre et crimes contre la paix». Remis en liberté une fois sa peine écoulée, Dönitz est mort le 24 décembre 1980.

A en croire Elsa Krüger, la secrétaire de Martin Bormann, le Reichsleiter, le 1er mai 1945, à 21 h 30, a enfilé son manteau de cuir, puis l'a quittée sur un signe de tête, en disant : « Eh bien, au revoir ! Tout cela n'a plus aucun sens. Je vais tenter de passer...»

Les interrogateurs de Nuremberg ont enregistré cette version. Nous doutons fort de son exactitude, en ce sens qu'à ce moment, Elsa Krüger sait fort bien que peu avant 23 heures, elle est attendue dans le premier des six groupes organisés par Mohnke ; et que Bormann, lui, fait partie du groupe 3 qui, trente minutes après le sien, doit se diriger vers le quartier de Wedding.

Elsa Krüger a disparu peu après de la chronique. Pourtant, étrange découverte au cours de nos recherches : sous le nom de Mlle Kütner, elle a vécu en Angleterre où elle a épousé un professeur de Cambridge décédé à l'aube des années 1980. Puis, elle est revenue mourir en 1997 en Allemagne de l'Ouest. Personne n'a jamais pu l'approcher pour l'interroger, mis à part les spécialistes du MI-5 britannique, qui sont restés silencieux jusqu'à ce jour.

En tout cas, il est certain qu'elle avait quitté le bunker dans le groupe 1, à l'heure prévue. Il comportait vingt-quatre personnes et non trente. Quatre femmes et vingt hommes, dont l'ambassadeur Walter Hewel, le vice-amiral Voss, le cuisinier et deux des secrétaires de Hitler. L'historien et légiste Hugh Thomas relate que tous les récits de cette fuite, par les gens du groupe 1, ont concordé, alors que ceux du groupe 3, celui de Bormann, allaient être aussi flous que contradictoires, et plus encore en les comparant aux narrations du groupe 4, auquel appartenait Arthur Axmann.

Les groupes organisés par Mohnke ont marché vers la station de métro « Centre-Ville », pour obliquer soit vers les couloirs menant au nord, soit vers le nord-ouest, soit vers l'ouest et le nord. Théoriquement, tel était le cheminement prévu, mais la plupart des six groupes ont vite perdu la moitié de leurs effectifs. Deux au moins se sont dissous dans la nature.

Par exemple en traversant la station « Kaiserhof » alors encombrée de Berlinois paniqués qui circulaient dans une obscurité percée par de rares lanternes et des lampes électriques. Des employés barraient certains couloirs. Quels que soient les risques, des gens saisis de claustrophobie voulaient sortir ; d'autres craignaient d'emprunter la voie qui passait sous la Spree. Et si l'eau envahissait au moment de leur passage ?

Le groupe 1 décide alors d'emprunter la sortie de la station de la Friedrichstrasse. Le groupe 3, dirigé par Werner Naumann, un des adjoints de Goebbels au ministère de la Propagande, décide de prendre celle de la station «Centre-Ville». De là, ils se dirigeront vers le pont de Weidendamm, pour franchir la Spree.

13.5. Bormann à l'air libre

Il est environ deux heures du matin. Des combats ou des accrochages se déroulent un peu partout ; d'autres quartiers sont calmes car des négociations ont localement lieu entre les unités d'un camp et de l'autre. A chaque fois, les Soviétiques doivent rendre compte à l'arrière, c'est-à-dire soit au GQG du général Tchouïkov, soit à celui du général Joukov qui commande l'ensemble des opérations. Ainsi, lorsque le général Krebs avait été envoyé en vue de pourparlers, le 30 avril, juste avant l'assaut final contre le Bunker, Joukov n'avait pu décider lui-même : il lui avait fallu joindre Staline à Moscou. Nombreux sont les historiens qui ont détaillé cet aspect de la prise de Berlin.

Martin Bormann circule maintenant à l'air libre, avec sept ou huit compagnons, à proximité du pont de Weidendamm. On ne reviendra pas sur les dizaines de récits et témoignages contradictoires à propos de sa mort présumée, à hauteur du pont. Presque tous ceux qui, dès mai 1945 et jusqu'à l'hiver, assureront qu'ils l'ont vu allongé, sans vie, ont avoué Plus tard

avoir menti. Ainsi Axmann, Erich Kempka et autres domestiques de Hitler, ou Hans Baur, le pilote personnel du Führer qui, blessé à la jambe, sera fait prisonnier et emmené en URSS. Il ne sera libéré que dix ans plus tard.

En revanche, retenons à dessein le témoignage du major SS Joachim Tiburtius de la division Nordland qui, après la guerre, sera marchand de grains. Il a bien vu un tir atteindre un des chars postés sur le pont, et que ceux qui se trouvaient à proximité se sont couchés ou ont été soufflés par l'explosion. Mais, tout de suite après, raconte-t-il, «je suis allé de l'autre côté du pont jusqu'à l'hôtel Atlas et là j'ai vu Bormann, habillé en civil. Nous sommes allés ensemble vers le Schiffbauerdamm, puis Albrechtstrasse. Après quoi, je l'ai perdu de vue. Il avait autant de chances de survie que moi...».

Cette déclaration doit être retenue parce que Tiburtius était connu pour son sérieux, son honnêteté, et n'avait sur la conscience aucun acte à se reprocher. Il n'avait fait que son devoir, et ne faisait l'objet d'aucune recherche lorsque, le 17 février 1953, huit ans après cette nuit, il en a témoigné dans Der Bund, à Berne.

J'avais d'autres raisons de prendre au sérieux Tiburtius qui m'avait été recommandé par un major de la Wehrmacht, réfugié après la guerre dans le secteur de Trieste, et qui a correspondu avec moi durant dix ans.

Tiburtius ajoutait, ce qui est passé inaperçu lorsque la presse l'a interrogé : «... Plus tard, un de mes camarades m'a assuré qu'il avait rencontré Bormann habillé en officier de garde-forestier, près de Komotau (Chomutov)... » Personne d'autre que lui n'a jamais cité cette petite ville située à une douzaine de kilomètres de la frontière germano-tchèque, aujourd'hui sous juridiction tchèque, mais qui, à l'époque, était considérée comme allemande. Personne sauf moi dans ce récit, puisque Komotau, nous l'avons dit, était un des principaux points clandestins du plan Bormann-Müller, en cas de défaite allemande, à la fois lieu de ralliement et dépôt d'une partie de la trésorerie du réseau Hacke. A une heure de là, à l'ouest, se trouvait près de Hof, à Köditz, une villa que Müller s'était fait aménager en secret. De Hof, à 180 km au sud, on pouvait joindre Deggendorf, à proximité de Regensburg d'un côté, et de la frontière tchèque de l'autre. Deggendorf, autre point secret du plan, là où j'ai, par hasard, rencontré Bormann en 1948.

13.6. Les ultimes aménagements de Gestapo-Müller

Werner Naumann, le guide du groupe 3 auquel appartenait Bormann lors de l'évacuation du bunker, n'a plus fait parler de lui jusqu'à ce que, en 1953, une enquête du BfV, la sécurité intérieure du gouvernement de Bonn, déclenche une opération qui visait, dit-on, « un complot néo-nazi ». Une douzaine de suspects sont arrêtés. Apparaît alors Naumann, dont on admet qu'il est associé à un groupe d'affaires créé par un certain H. Lucht. Ce que la presse ne rapporte pas, c'est que Lucht et lui trafiquaient depuis au moins trois ans en toute illégalité avec l'Est, en livrant à Berlin-Est des matériaux stratégiques dont Moscou était le véritable réceptionnaire.

J'avais repéré cette filière en 1951 alors que j'étais correspondant en Allemagne d'une agence de presse américaine et d'une petite agence française éditrice d'un bulletin d'informations et d'analyses, dont les directeurs étaient Jean-Louis Vigier et le très gaulliste Georges Broussine.

Naumann fut très vite remis en liberté. En fait, certains milieux politico-industriels de Bonn, conduits par Hermann Abs et d'autres ex-économistes des temps hitlériens, cherchaient par ces arrestations à convaincre Naumann qu'il était temps pour ses amis réfugiés en Amérique du Sud, notamment en Argentine, de «rapatrier» ou de réintégrer dans l'économie de la RFA un certain nombre de firmes industrielles et commerciales créées là-bas par Bormann et ses amis.

Au même moment, des émissaires de la maison Krupp avaient, pour la première fois depuis la guerre, envoyé une mission auprès du gouvernement Peron. Elle a séjourné dans la région de Bariloche, chez un parent de Krupp.

Ce qui n'a pas retenu l'attention de la presse en 1953, fut une réponse de Naumann à une question sur ce qu'il pensait de la disparition du Bormann : «Le Führer du IVe Reich, avait-il dit, s'est réfugié (après l'incident du pont de Weidendamm) dans un des abris de Müller, avant de s'aventurer sur la route du salut.»

Une fanfaronnade, certes, mais cependant intéressante puisque Naumann corroborait ainsi le compagnonnage de Bormann et du chef de la Gestapo, et, ce, dans un abri dont nous avons révélé l'existence.

Notre enquête sur les derniers mois de la vie officielle de Müller nous a menés tout droit à la maison de Stolpe, sans qu'on sache s'il avait cheminé le 2 mai en compagnie de Bormann, ou s'il l'avait rejoint plus tard.

Depuis cinq mois, Müller avait préparé aussi minutieusement que Bormann ce qui allait être sa seconde vie. En novembre 1944, il avait envoyé en mission secrète à une antenne du général Abakoumov (située à Küstrin, à environ 80 km de Berlin) son homme de confiance Gerhard Dietze, porteur de documents qu'il tenait à lui faire parvenir en mains propres. De quoi s'agissait-il ? Nous l'ignorons, mais notre source (soviétique) est assez sûre pour que nous mentionnions l'épisode. Dietze fut intercepté par une unité soviétique dont l'officier responsable ne voulut rien entendre d'une prétendue «mission secrète». Il fit interner Dietze, lui ne fut libéré qu'au bout de quatre mois, tout heureux de s'en être aussi bien sorti. Nous avons perdu toute trace de lui, et savons seulement que Müller n'apprit qu'en mars 1945 l'échec de la mission de Dietze.

Durant ces mois, il allait et venait entre le bunker de la chancellerie son abri secret, désormais secondé par Hans-Christian Scholz et son chauffeur Deutscher. Un recoupement est apporté par un auteur allemand qui a publié en 1996 un ouvrage très documenté sur les derniers moments «officiels» de Müller.

Scholz, longtemps son opérateur auprès des radios «retournés» qui continuaient de converser avec Moscou en ce début 1945, était né à Mayence. Inscrit au parti en 1930, chez les SS en 1932, il avait ensuite servi la Gestapo de Prusse lorsqu'elle dépendait encore du futur maréchal Goering. Il s'y était spécialisé dans les écoutes téléphoniques et la captation des émissions radio occidentales. Müller, qui n'avait jamais eu d'amis, mais seulement des collaborateurs, comme disait Kaltenbrunner, l'avait cependant pris auprès de lui en 1942. Il lui accordait toute sa confiance. En hiver 1944-1945, Scholz l'assistait lorsqu'il avait décidé d'ultimes remaniements de ses services. Il avait ventilé sur Wannsee un mini-bureau administratif et, dans une dizaine de centres : Halensee, Strausberg, Küstrin, etc., les chefs de ses différentes sections. Des centres qu'une de ses maîtresses, nommée Erna Sch... appelait ses «terriers».

Enfin, en janvier 1945, Müller avait mis sur pied un «commandement nord» de la Gestapo, dans le Schleswig-Holstein, et un «commandement sud» à Hof, en Bavière, où l'un de ses lieutenants, Albert Duchstein, lui avait aménagé la villa déjà mentionnée, appelée Hobühl, dont j'ai découvert l'existence en 1947. Dans un de mes carnets. En face du 18 août, j'avais écrit : «Maintenant, je sais !» En réalité, je ne savais qu'en partie, car divers indices me conduisaient plutôt à penser que Bormann, et non Müller, y avait un pied-à-terre. L'endroit était suffisamment gardé pour qu'à peine avais-je fait le tour des lieux que deux Allemands étaient venus demander à un aubergiste du coin qui était «ce Français qui grenouille un peu trop dans le secteur». L'un de ces «gardes» était un ex-lieutenant SS, dont personne ne savait comment il vivait à ne rien faire depuis plus d'un an.

13.7. Les dernières rencontres

A ses tardifs interrogateurs, Erna Sch... a raconté qu'elle avait vu Müller et Scholz le 24 avril 1945 dans ses bureaux de la Kurfürstenstrasse, après avoir manqué le premier à son domicile de Berlin-Lankwitz. Il s'affairait à classer des archives, à en détruire d'autres, tout en monologuant à haute voix ou en s'adressant à Scholz et à Deutscher. Elle l'avait entendu dire :

«Qu'on le veuille ou non, ces Soviétiques sont vraiment les meilleurs ! (Die besseren). » Ensuite, il l'avait emmenée jusqu'à son domicile de Berlin-Lankwitz.

Erna avait cette particularité de voir de temps à autre Sophie Dischner, l'épouse que Müller délaissait depuis des années. La voyait également Barbara Hellmuth, la femme qui dirigeait le secrétariat du chef de la Gestapo. Peut-être ces deux femmes avaient-elles pitié de Sophie qui élevait et protégeait son fils et sa fille, non sans difficultés. D'où sa demande d'une «aide sociale» en 1959, dont nous avons eu communication à la municipalité de Munich.

Mais que faisait Müller après le 29 avril, date de sa dernière visite au bunker de Hitler ? Cité dans l'ouvrage de Seeger, un de ceux qui le connaissaient assurait que, le soir du 1er mai, il l'avait aperçu au balcon d'un des bâtiments administratifs du Reich, encore debout au milieu des ruines. Témoignage recoupé par une autre de ses relations qui, dans la nuit du 1er au 2

mai, l'avait rencontré en compagnie d'un commandant SS, devant l'entrée d'une infirmerie de fortune, très précisément là où, de retour d'URSS, l'ancien pilote Hans Baur disait l'avoir vu.

Autre témoin : un policier de carrière, Hans Fischer, qui avait exercé à Vienne, à Breslau, à Strasbourg, puis était revenu en 1945 à Berlin, où il avait discuté avec lui de plusieurs dossiers. Durant cette même nuit, il l'avait vu en compagnie de Scholz.

«Que va-t-il arriver, maintenant ? lui avait-il demandé.

- Patience, patience, avait répondu Müller. Attendez encore un peu ! »

Il ne paraissait ni déprimé ni désemparé, comme s'il dominait la situation. Peu auparavant, il avait d'ailleurs dit à Barbara Hellmuth : «De toute façon, je suis le seul à pouvoir décider du dernier coup de dés !» Un propos bien énigmatique, comme toujours.

Si mes renseignements sont exacts, c'est en fin de journée le 2 mai que Müller a gagné sa maison de Stolpe, où Bormann ne faisait qu'une étape.

Scholz l'aurait quitté pour regagner, dès le 3 mai, son appartement personnel dans le quartier de Berlin-Marienfelde, et non le domicile qu'ils avaient tous deux longtemps partagé à Berlin-Lankwitz.

A cette date, les Soviétiques quadrillaient toute la ville. Hans-Christian Scholz estimait donc qu'il n'avait rien à craindre de ceux avec lesquels Bormann, Müller et lui avaient correspondu depuis plus de deux ans. Des arrangements avaient très probablement été conclus à l'avance entre eux tous et les autorités soviétiques. Il nous a été certifié que Scholz, rongé par un cancer, serait mort chez lui, fin mai ou début juin 1945.

CHAPITRE XIV

14.1. Chacun cherche ses marques

A Winston Churchill qui souhaitait que l'armée américaine, déjà près de l'Elbe, entrât la première dans Berlin, Eisenhower avait répondu que la capitale du Reich « n'était pas en soi un objectif stratégique » ! Peut-être. Il n'empêche qu'elle avait valeur de symbole dont la propagande soviétique a, durant des années, tiré partie ; et que, durant neuf semaines, après s'en être emparé, le NKVD y a installé des agents et pas seulement dans ce qui deviendrait Berlin-Est, mais là aussi où, plus tard, seront basées les administrations britannique, américaine et française. Au Kremlin, les conseillers de Staline visaient plus loin que Berlin et l'Allemagne.

Une anecdote peu ou pas connue en témoigne. Le soir du 2 mai 1945, alors que la reddition du Reich n'aura lieu que les 7 et 8 mai, l'état-major du général Vassili Tchouïkov, le responsable de la ville de Berlin, avait organisé un dîner de vainqueurs, en présence de son chef. Treize officiers supérieurs allemands, dont le général Wilhelm Mohnke, venaient d'être arrêtés. Ils sont poussés dans la grande salle où la table est dressée et, à leur stupéfaction, entendent le chef d'état-major de la VIII^e armée soviétique les convier à s'asseoir auprès d'eux. Devant Tchouïkov, il rend hommage à leurs courageux combats, et conclut en espérant «que renaîtra ce qui fut l'amitié et la coopération germano-soviétique, il n'y a pas si longtemps». Le 2 mai 1945, alors que les combats n'ont pas encore pris fin sur tous les fronts ! Il est vrai que, huit heures après ce dîner, les convives allemands sont intégrés aux 134 000 Allemands qui prennent le chemin des camps de prisonniers... Mais c'est dire l'état d'esprit de certains stratèges soviétiques tandis que, derrière les armées de l'URSS, arrivent dans les ruines du Reich le Comité militaire antifasciste constitué en 1943 autour du général von Paulus, avec plusieurs dizaines d'officiers allemands acquis, par opportunisme ou conviction, aux anciennes amours germano-soviétiques.

Dans l'ombre évidemment se tient le général Viktor Abakoumov qui, dès ce moment et jusqu'en 1950, tente de faire de l'Allemagne sa chasse gardée, et qui, furieux des résistances à ses plans du maréchal Joukov et de ses subordonnés à Berlin, se rendra sur place en décembre 1945 pour superviser l'arrestation de nombre d'officiers de l'armée.

Il faut dire que le manque de lucidité et la naïveté de certaines autorités américaines, imprégnées de l'idée d'une Union soviétique désormais et pour longtemps « belle et bonne alliée », comme disait Charles de Gaulle, encourageait Moscou dans ses plans expansionnistes à plus ou moins court terme.

Le général et stratège S. Chtemenko, qui partageait bien des idées de V. Abakoumov et appartenait avec lui à la fraction la plus antisémite du Kremlin, estimait que la France et l'Italie étaient suffisamment noyautées pour basculer plus à gauche que ne le souhaitaient les gaullistes ou, à Rome, la mosaïque politique mise en place par les Américains.

A Moscou, des porte-parole comme Ilya Ehrenbourg proclamaient que l'Allemagne était collectivement responsable de tous les crimes commis par les nazis, mais G. Alexandrov, autre porte-parole du Kremlin, estimait qu'au contraire Moscou devait immédiatement intégrer dans son jeu continental une Allemagne qui, ainsi, surmonterait l'humiliation de la défaite, au lieu de laisser les Américains s'installer à son chevet.

14.2. Ticom met fin aux illusions

Alexandrov et Abakoumov avaient sans doute lu ce que Josef Goebbels écrivait dans *Das Reich*, en février 1945, à dix semaines de la chute de Berlin :

«Le temps viendra où Churchill, qui hait les bolcheviks autant que nous, s'opposera à Staline qui, à l'évidence, ne cherche qu'à duper les Occidentaux ». Et de conclure : « La III^e Guerre mondiale commencera en 1948. » C'est ce que pensaient Bormann, Muller et leurs amis...

Goebbels voyait à peu près juste, sauf que la IIIe Guerre mondiale ne serait pas chaude mais froide, armes menaçantes mais non utilisées, menée subversivement mais non militairement, sauf coups périphériques, afin d'éviter les dangers d'un face-à-face armé en Allemagne même.

Un homme comme William Donovan encourageait, sans en avoir conscience, les rêves expansionnistes de Moscou, même si Staline, comme à son habitude, jouait sur les deux tendances autour de lui, couvrant Lavrenti Beria qui s'opposait à la stratégie d'Abakoumov, et laissant cependant Abakoumov imposer ses hommes en Allemagne soviétisée.

Donovan respectait alors à la lettre les accords de coopération conclus entre l'OSS et le NKVD. Ainsi, depuis 1944, faisait-il passer à Moscou la copie de tous les entretiens d'Allen Dulles avec les «dissidents» de l'Abwehr ou du SD et avec le général Wolff, chef des armées allemandes en Italie. Après quoi, en été 1945, le 23 juillet exactement, le colonel M.W. Pettigrew, successeur du général John Dean pour les liaisons permanentes avec le général Pavel Fitin, chef du renseignement soviétique, communique, sur ordre de Donovan, le compte-rendu des conversations de l'OSS avec Wilhelm Hoettl, un des adjoints principaux de Walter Schellenberg au SD. Höttl vient de proposer aux Américains de leur révéler tout le réseau secret opérationnel que Berlin a encore en place en Europe centrale et en URSS.

Donovan fait vérifier par des échanges radio que ce réseau existe vraiment. Il est à ce point soucieux de servir les amours américano-soviétiques, auxquelles Roosevelt croit fermement, qu'il s'imagine que l'offre de Höttl est une manœuvre pour créer la suspicion, voire l'animosité, entre Moscou et Washington. Par chance, Eisenhower et le général Marshall s'interposent. Ils estiment que ce serait pousser trop loin la confiance en Staline.

Moscou est cependant suffisamment alerté. Fitin, appuyé par Beria et par Merkoulov (alors chargé de la sécurité intérieure) pense que le Smersh devra «liquider» Höttl. Heureusement, ce dernier a des amis sûrs du côté américain. Il disparaît sous l'identité de Walter Hagen. Sous ce nom, il publiera en 1950 à Vienne, en France en 1952, *Le front secret*, qui est une mine de renseignements, notamment sur le personnel des pays du sud-est européen avant et durant la guerre, puisqu'à moins de trente ans, il en avait été le responsable pour le SD.

A la vérité, l'idylle tentée par Roosevelt avec Moscou prend fin le 12 avril 1945, avec sa mort. Un facteur inédit jusqu'au début de l'an 2001 a largement contribué à ouvrir les yeux de son successeur, le Président Truman, tout autant que la découverte, grâce au transfuge Igor Gouzenko, de réseaux de l'URSS au sein de l'administration américaine : l'opération Ticom (pour Target Intelligence Committee).

Sur renseignements, l'OSS et quelques éléments des services secrets britanniques avaient lancé à travers l'Allemagne, en mars et avril 1945, des commandos chargés de mettre la main sur les spécialistes du chiffre.

Plusieurs interrogatoires avaient déterminé qu'une machine à coder et décrypter venait d'être mise au point et que, fin avril, elle avait été cachée dans la région de Rosenheim, à 31 km au

sud de Munich. Cette machine avait été rapportée à l'Ouest. Elle fonctionnait à merveille, et permettait en effet de capter et de déchiffrer les communications entre Moscou et ses bases en Europe occupée, dont l'Allemagne de l'Est. De quoi apprendre, de 1946 à 1948, les intentions réelles de l'URSS à l'égard de l'Occident. Harry Truman savait écouter. D'où son comportement tandis que la guerre froide allait commencer.

14.3. Des recoupements dans les archives

Lorsqu'à Reims, le 7 mai 1945, le général Jodl signe avec l'amiral von Friedeburg le premier acte de la capitulation de l'Allemagne au nom de l'amiral Dönitz - cérémonie qui sera répétée à Berlin le 8 mai - le général Walter Bedell Smith se tient debout, de l'autre côté de la table, au nom du général Eisenhower. Puis les deux officiers allemands quittent la pièce pour gagner la voiture qui doit les reconduire à Flensburg où les attend leur supérieur.

Paul Manning, alors correspondant de guerre auprès de l'état-major allié, a raconté la scène dans son livre paru en 1981. Il rapporte un incident : juste avant de passer la porte, von Friedeburg s'est arrêté quelques secondes, le temps de poser à Jodl une question : «Pensez-vous qu'à Berlin Bormann s'en est sorti ?» Interloqué, Jodl a marqué une hésitation, puis haussé les épaules : « Evidemment qu'il s'en est tiré ! »

Selon Manning, ce même 7 mai, Martin Bormann venait de passer la nuit dans une maison de Berlin-Dahlem, au 9 Fontanestrassen. En était témoin un jeune Waffen-SS alors âgé de 19 ans qui voulait regagner en province le domicile familial. Il avait entendu Bormann dire à son aide- de-camp qu'ils rejoindraient dans la journée «une maison sûre». A Stolpe, évidemment ! Quelques mois plus tard, le jeune Waffen-SS avait rencontré par hasard dans une rue de Francfort-sur-le Main l'aide-de-camp qui lui avait raconté que Bormann et lui avaient croisé sans encombres les convois ennemis, jusqu'à la maison où se trouvait déjà Muller ; après quoi, il avait quitté les deux hommes pour une autre destination.

Quelles que soient les erreurs de détails ou de dates - elles existent toujours lorsqu'on recueille des témoignages après quelque temps - certains faits sont immuables. Ils ne peuvent être inventés, tel ce point de ralliement à Stolpe. Un autre recoupement nous est venu des années plus tard, sous la forme d'un rapport de police établi par un certain capitaine Winter, responsable sous l'autorité soviétique du commissariat central du Kreis de Borna, en Allemagne de l'Est.

Pour des raisons sans rapport avec l'affaire Bormann, il avait arrêté en 1964 un suspect. Il passait au tamis toute sa vie, lorsque l'homme lui raconta qu'au début du mois de mai 1945, alors qu'il appartenait à une unité de transports de la Wehrmacht en voie de dissolution, au nord de Berlin, il avait été réquisitionné par un officier supérieur pour conduire une personnalité à Prenzlau, plus au nord, et de là à Schwerin, en obliquant vers le nord-ouest. Ce passager ne pouvait être que Bormann, vu l'obséquiosité des officiers autour de lui. Le chauffeur avait d'ailleurs aperçu plusieurs fois auparavant Bormann, lorsqu'il inspectait les lieux de son affectation.

Le capitaine Winter avait cru de son devoir de faire une déposition à ses supérieurs qui en avaient pris copie, et fait suivre l'original aux autorités soviétiques de Berlin-Karlshorst.

Pourquoi en 1964 un Allemand aurait-il inventé de tels détails ? Pourquoi le policier Winter aurait-il fait suivre immédiatement en haut lieu cette note, s'il s'était agi des racontars d'un quelconque mythomane ? D'autant que ce témoignage, daté et signé le 17 août 1964, a rejoint dans les archives de la Stasi une bonne centaine de rapports qui, au fil du temps, épaississaient le «dossier Bormann». Un dossier que notre collaborateur Tomasz Mianowicz, correspondant permanent durant des années de Free Europe, a extrait pour nous, grâce aux services du pasteur Gauck, des archives est-allemandes placées sous son autorité, après la chute du Mur.

Loin d'être épuisées, ces montagnes de dossiers sont édifiantes. L'opinion s'est braquée sur leur aspect médiatique, c'est-à-dire les cas d'Allemands dénonçant d'autres Allemands, en raison du système d'espionnage jusque dans les familles, inventé en Allemagne de l'Est par Walter Ulbricht et surtout, après lui, par Erich Honecker. Mais elles concernent aussi «le cas Bormann», ce qui mérite explication et certains détails encore inédits.

Tandis qu'à l'Ouest les témoignages se multiplient de 1945 à 1948, pour accréditer la thèse de la mort de Bormann, donc qu'il est inutile de perdre du temps à le rechercher, les autorités soviétiques qui se sont installées à Berlin - dont les unités spéciales du général Abakoumov auprès du haut commandement des armées Joukov - jouent les innocents. Bormann serait bien mort. On ne possède en tout cas aucune information le concernant si par hasard il a survécu... Pourtant, en août 1945, Radio-Moscou assure que «Bormann est aux mains des Alliés»... lesquelles démentent, et font apposer en zones américaine et britannique 200 000 affiches avec sa photo, comme autant d'avis de recherches. Les autorités françaises surenchérisent et promettent une grosse prime à qui permettra de l'appréhender. Les tribunaux de Nuremberg vont le porter «disparu» et, le 1er octobre 1946, le condamnent à mort in absentia.

14.4. Les Soviéto-Allemands observent

Gardons à l'esprit que si Bormann était un agent soviétique, les choses seraient bien plus simples. Il ne l'est pas. Il a négocié sa coopération à condition d'être libre de ses mouvements, et les services d'Abakoumov ont accepté. Cela n'empêche pas qu'ils ont, dès leur installation dans Berlin-Est (les alliés occidentaux ne s'établissent à Berlin-Ouest que neuf semaines après eux), chargé des Allemands formés par eux d'avoir l'œil sur Bormann. Pas question de l'arrêter, mais il faut savoir où il va, ce qu'il fait, qui il rencontre. Ne s'explique pas autrement l'épais dossier dont nous avons bénéficié, puisque les Allemands en charge de cette affaire ont accumulé notes et rapports. Tout est précisé : étapes, domiciles, passages ici et là, en compagnie de qui.

Nul n'osera prétendre que, dès 1946, l'administration soviéto-allemande a inventé ou truqué pareil dossier. Moscou voulait savoir, et pour savoir s'en remettait aux Allemands à son service.

Nous avons écrit «des dossiers dits de la Stasi», parce que la Stasi n'a existé sous ce nom qu'après 1950. Elle était la fille d'un service spécial appelé K.5, placé sous les ordres de Berlin-Karlshorst et qui fut créé le 17 août 1947 sur ordre soviétique n° 201 SSM. Jusqu'alors les policiers allemands travaillaient directement pour les officiers du NKVD et du GRU.

Dans ce domaine, Abakoumov tient à ses prérogatives. Il s'est rendu sur place à Berlin en décembre 1945, afin d'arrêter plusieurs officiers de l'entourage de Joukov qu'il accusait de trop frayer avec les Occidentaux. Joukov les fait libérer. Staline arbitre. Mais, le 10 janvier 1946, Abakoumov adresse à Staline un rapport sur une perquisition discrète effectuée au domicile de Joukov. Le maréchal vivrait en pacha, sur un tas d'or, avec chez lui « 323 fourrures, 4000 mètres de velours et de soie, des toiles de maître, etc. Un véritable musée...».

Abakoumov sait que la popularité de Joukov en Union soviétique et auprès des Occidentaux déplaît à Staline. Il en remet. Staline rehausse son statut et, en mai 1946, le nomme ministre de la Sécurité d'Etat, en remplacement de V. Merkoulov.

En octobre suivant, un long rapport allemand est remis aux services j'Abakoumov au sujet de Bormann. Nous en avons la teneur intégrale (référence BStU 000 288). On y lit notamment :

«Bormann vit toujours. Il se cache quelque part en Allemagne, contrairement aux rumeurs qui le prétendent en Suisse. En effet, le médecin, ex-sous-lieutenant SS Irmfried Eberl de Berlin, l'a hébergé chez lui. Il est en permanence accompagné par un de ses anciens aides-de-camp, Hans Weise. Tous deux ont été récemment localisés en Thuringe, aux limites des zones américaine et russe, alors qu'ils recherchaient "des objets de valeur" ayant appartenu au NSDAP local. »

Après ce préambule, l'auteur précise la biographie de Bormann, puis passe à celle de Weise, laquelle ne manque pas d'intérêt : « Né le 31 mars 1909. Il a épousé Käthe Wianka, et a trois enfants. Ses parents vivent à Berlin-Biesdorf. Ceux de Käthe habitent au 16 b Lennestrasse à Berlin- Potsdam.

Il s'est inscrit en 1933 dans les premières formations SS, et en a gravi les échelons jusqu'au grade de capitaine en 1940. En 1937, il a fait la connaissance de Bormann et est entré à son service. Sa voiture personnelle portait le n° 1 A 204608. Son numéro SS est le 7143, mais il semble qu'il en est fait disparaître le tatouage sous le bras, puisqu'en 1945, prisonnier des Américains, il a réussi à se faire passer pour un simple membre d'équipage de char, et a été presque tout de suite relâché...»

Le rapport précise ensuite, avec autant de minutie que possible, les étapes suivies par Bormann et Weise, à partir de mai 1945. Il était somme toute assez facile de circuler à travers l'Allemagne entre fin mai et novembre 1945. Les quatre zones d'occupation n'étaient pas encore délimitées avec précision. Des centaines de milliers de réfugiés de l'Est erraient sur les routes, à pied, dans des charrettes, parfois en camions ou voitures à la recherche des centres de regroupement que les formations alliées leur assignaient petit à petit. En quête

aussi de boire et de manger. Perdus dans la masse, Bormann et Müller avaient toutes les chances d'aller et venir incognito dans les relais qu'ils avaient prévus à l'avance.

Il n'y a jamais eu de «Wehrwolf», c'est-à-dire de ces prétendus Naquis armés qui auraient çà et là constitué des commandos pour attaquer les armées occidentales. En revanche, des dépôts d'armes et de munitions existaient en Forêt noire, du sud de Karlsruhe jusqu'à la frontière suisse, et bien entendu le long de l'Erzgebirge, des Monts de Bohême et en Haute-Bavière. Il y eut même, le 20 juin 1945, une courte émission radio clandestine en Allemagne de l'Ouest. Elle n'eut aucun impact sur les populations. Ce fut une fusée dans la nuit, qui voulait symboliser l'esprit de résistance à l'invasion :

«Attention, Allemands, était-il déclaré, Hitler est vivant et se trouve en sûreté. Les faux amis qui l'entouraient l'ont trompé, mais tous sont ou morts ou languissent en prison. Le pouvoir, en vue duquel ils se sont livrés à des complots, a été éphémère. En revanche, le Führer vit, entouré de quelques-uns de ses plus loyaux collaborateurs, hors d'atteinte de l'ennemi. La lumière sortira de nouveau des ténèbres... »

Ses plus loyaux collaborateurs ? S'agissait-il de Bormann et de Müller qui avaient disparu à temps ? Etait-ce simplement le signal, pour les initiés du réseau Hacke, d'attendre contacts et consignes ? Moscou facilitait ce genre de propagande en laissant pendant des mois planer un nuage de doutes et de contradictions sur la mort de Hitler et d'Eva Braun.

14.5. Un garde-chasse suivi à la piste

A ce point de l'histoire, plutôt que de nous référer à des recherches personnelles sur lesquelles il serait facile de semer le doute, nous préférons nous en remettre au rapport est-allemand du 3 octobre 1946 déjà cité, et à ceux qui se sont ensuite accumulés dans les archives de Berlin-Est. Ils reconstituent pas à pas et formellement l'itinéraire zigzaguant de Bormann, à partir de juin 1945.

Il aurait séjourné ce mois-là à 90 km au sud de Parchim, chez l'ancien maire de Tangermünde, Kreis de Stendal. Son passage est recoupé par un témoin ignoré des policiers au service des Soviétiques, à savoir l'écrivain (connu à l'époque) Heinrich Lienau, sorti un mois auparavant du camp de concentration de Sachsenhausen.

Le 26 juillet 1945, Lienau reconnaît Bormann en uniforme de garde-forestier dans le train qui monte de Lüneburg à Flensburg, à la frontière danoise. Lienau se précipite dès la sortie de la gare auprès des unités britanniques de l'endroit. Trop tard, Bormann n'est pas retrouvé. Des deux côtés de la frontière, un point de ralliement du réseau Hacke est l'hôpital militaire allemand régional qui est débordé par des centaines de blessés et de patients de toutes nationalités.

Les archives de la Stasi signalent ensuite Bormann en août suivant au 29 Bahnhofstrasse, à Bayreuth, chez le docteur Köhler, président de la Chambre de Commerce et de l'Industrie pour la Haute-Franconie. Puis les rapports sautent au 25 décembre, à Munich, chez le docteur

H. Röckl au 2 Röchplatz. Bormann y passe les fêtes de Noël. Un point intéressant car Röckl a été en août 1944 un des rares initiés au plan des transferts à l'étranger mis au point à Strasbourg. Il était alors « conseiller des Affaires commerciales secrètes» (sic). Le rapport semble l'ignorer, mais cela constitue pour nous un recoupement primordial.

Puis, les «observateurs» allemands perdent de vue Bormann. Ils ne le retrouvent que le 19 février 1946 à Berlin-Zehlendorf, au 160 Argentinische Allee, dans un appartement qu'habitait Weise avant la chute de la capitale. «Weise et Bormann n'y sont restés que dix minutes, indique cette note. Puis ils se sont dirigés vers la station de métro la plus proche. Là, nous avons perdu leur trace...»

Deux remarques : pour pister Bormann, Berlin-Est dispose donc d'observateurs permanents, un peu partout dans le pays, quelles que soient les zones d'occupation ; ils le pistent à l'insu des services de sécurité britannique, américain et français, sans jamais leur en rendre compte, alors qu'il figure notoirement en tête des listes des criminels de guerre, au côté de Gestapo-Müller.

Les contrôleurs soviétiques de cette équipe allemande sont saisis au fur et à mesure des allées et venues de l'ex-Reichsleiter, et eux non plus n'en saisissent pas les autorités occidentales. C'est donc bien que Martin Bormann a conclu des arrangements avec de hautes autorités à Moscou, et a sans doute les moyens de communiquer de temps à autre avec elles. Mais selon les méthodes typiques des services de contre-espionnage, qui redoutent toujours d'être dupés, on laisse la bride sur le cou du cheval, mais on contrôle toujours le cheval.

Aucune arrestation n'est effectuée ni demandée là où Bormann est hébergé, car il risquerait alors de rompre ses accords avec les services secrets soviétiques. Cela peut se résumer à «laissez-moi faire. Je vous tiendrai au courant au fur et à mesure de l'évolution de la situation ». Comme du temps du grand jeu radio. Moscou a tout intérêt à ce qu'aucun faux pas ne l'incite à chercher à traiter avec une des puissances occidentales.

14.6. Müller joue sa propre partie

Et Gestapo-Müller dans cette aventure ? En avril 2001, certains médias ont soudain découvert un document venu des archives nationales américaines selon lequel, en janvier 1946, il se trouvait dans un camp de prisonniers civils, dépendant des Américains, à Ilmenau, après avoir été non pas à Altenstädt (inexistant) mais à Arnstadt, à quelques kilomètres au nord de cette localité. Puis, après trois lignes, d'ailleurs très imprécises, il est écrit : « Dossier clos le 26 janvier 1946 », sans que soit indiqué comment il a pu être ainsi refermé s'agissant de l'ancien chef de la Gestapo en Europe.

En vérité, les services américains venaient de quitter cette région laquelle, fin 1945, était déjà située à l'intérieur de ce qui devenait la 2^one soviétique d'occupation. A une quarantaine de kilomètres au sud d'Erfurt, Ilmenau dépendait, sur le plan du contre-espionnage, de la centrale soviétique basée à Leipzig, avec une sous-section installée à Dresde. Dresde où cette même année le capitaine français Bolle de la DGER envoyait une jeune Allemande en mission

risquée sous prétexte que sa famille, originaire de la ville, possédait un hôtel particulier et qu'elle voulait y récupérer des affaires personnelles. La maison était justement la base du NKVD pour la Saxe...

Müller avait effectivement séjourné dans le camp d'Ilmenau, sous contrôle des Soviétiques, mais libre de ses mouvements afin d'y retrouver et d'en faire sortir de ses anciens subordonnés. Après quoi, comme l'a rappelé un de nos témoins, Müller s'en était allé à Chomutov près de la frontière germano-tchécoslovaque.

Il est possible que Bormann l'ait rencontré une dernière fois en 1946, il est cependant patent qu'à partir de ce moment Müller a joué sa propre partie, qui n'était plus celle de Bormann. Il avait voulu devenir un des grands flics du nouvel ordre imposé par Moscou. Il allait retrouver dans une même équipe le général Hans Rattenhuber et nombre d'officiers du comité militaire antifasciste, organisé par Moscou depuis 1943 autour des généraux von Paulus et Vincenz Müller, sous la haute protection de Viktor Abakoumov. Du moins jusqu'au printemps 1951.

Pour négocier sa survie, il possédait l'atout de sa connaissance du personnel de la Gestapo (40 000 hommes lors de l'effondrement du Reich) et de quelque 7 000 officiers et personnels du SD. De quoi recruter ceux qui accepteraient de reprendre avec Moscou la collaboration des années 1939 à 1941. Pour le moment, c'est tout ce qu'Abakoumov attendait de lui.

14.7. Manque de chance pour Kaltenbrunner

Sur un document daté du 4 avril 1945 et envoyé à Kaltenbrunner, Martin Bormann avait griffonné à la hâte, histoire de faire comprendre au chef de toutes les polices intérieures, qu'il n'était pas dupe de ses intrigues avec Himmler et de ses projets de «disparition» au moment opportun : «N'agissez surtout pas comme certains de nos nazis en mal d'évasion ! »

Début mai suivant, Kaltenbrunner qui s'est laissé pousser la moustache fuit à bord d'une voiture banalisée vers le lac de Constance avec sa maîtresse, Gisela von Westarp. Dans le coffre et sur les sièges arrière, des valises et une petite mallette de voyage qui contient une partie du trésor mis de côté «lorsque Ernst travaillait pour Ernst». A moins d'une heure de la frontière suisse, une patrouille américaine leur fait signe de s'arrêter. Son jeune lieutenant fait du zèle. L'arrogance de Kaltenbrunner l'irrite. Il dit ne pouvoir les laisser repartir avant d'en avoir référé à ses supérieurs. Gisela va et vient autour de l'auto, son sac en bandoulière et la petite mallette à la main. Elle fait comprendre qu'elle a besoin de s'isoler.. et profite de la nuit qui tombe pour disparaître. Par chance, elle avait des amis dans la région. On apprendra plus tard son passage en Suisse, grâce à eux, et qu'elle a déposé des valeurs dans une banque de Bâle, puis a gagné Zürich. On ne la reverra plus.

Kaltenbrunner, lui, a été identifié et conduit sous bonne garde à Stuttgart. Ses interrogateurs lui montrent le document portant le griffonnage de Bormann. Il a d'abord haussé les épaules, me rapporta plus tard un ami, le capitaine américain Vallazza, puis, après une seconde de réflexion, il fit remarquer que, somme toute, son plan d'évasion n'était que la copie des plans prévus pour lui et Gisela, par Bormann et Müller. Ce qui amène un de ses interrogateurs à lui

demander de tracer un profil du chef de la Gestapo : l'homme, ses méthodes, son entourage, etc.

Quelques extraits de la copie de ce document en notre possession méritent d'être cités :

« Il ne s'est jamais entouré que de policiers sélectionnés par lui seul... Sa vie sociale ? Il n'en avait pratiquement pas. Elle se réduisait à fréquenter des gens de la Gestapo comme Huber, Piffraeder, Geisler, Meisinger, Gotthalseder. Il évitait tout contact de voisinage et ne se liait avec personne... Il est vrai qu'il avait fait un mariage malheureux dont il avait eu deux enfants, un garçon de 17 ans et une fille un peu plus jeune, une mongolienne très prononcée. Il ne le supportait pas... Son regard était perçant, mais ni aimable ni franc. Toujours correct, il jouait trop visiblement les modestes, servile à l'égard de ses supérieurs, mais sévère avec ses subordonnés... Doué d'une mémoire phénoménale, il servait d'encyclopédie à Himmler et à Heydrich. Je n'imagine pas qu'il se soit un jour opposé à leurs ordres, fussent-ils à l'encontre de son opinion... Il ne tolérait aucune indépendance d'action de ses collaborateurs, ce que plus d'une fois Himmler lui a reproché. »

De toute évidence, Kaltenbrunner détestait Müller. Il précise à ses interrogateurs qu'il n'était qu'en titre son supérieur à la Sécurité du Reich, mais que Bormann avait su l'associer à ses plans personnels. Contrairement à ce qu'a écrit l'exilé autrichien Curt Riess, déjà cité dans cet ouvrage, Kaltenbrunner ne savait pas grand chose de ces plans, sans quoi, il l'aurait dit. Or ses confidences s'arrêtent là. Il sera jugé à Nuremberg et pendu le 16 octobre 1946, en tant que responsable de nombre d'exécutions et de répressions sans pitié. Mais, à la stupéfaction générale, un de ses adjoints, le colonel SS Huppenkothen, arrêté des années plus tard, a été acquitté le 5 novembre 1952 par les tribunaux de Bonn, lui qui avait martyrisé et pendu à des crochets de boucher l'amiral Canaris et ses compagnons.

«Ernst avait bien travaillé pour Ernst», mais il n'en a pas profité. Dans sa voiture, avaient été trouvés près de deux millions de dollars, autant en monnaie suisse, des sachets de diamants, des pièces d'or.

CHAPITRE XV

15.1. Le dossier Saragosse

Durant l'automne et l'hiver 1945-1946, de mystérieux messages-radio couraient sur les ondes dans le Sud-Ouest de la France et jusqu'en Espagne. On entendait répéter « Brot » (pain, en allemand) jusqu'à ce que fut répondu «Wasser» (eau). Une fois le contact ainsi établi, des textes codés circulaient, quelques minutes au plus, puis le silence retombait. Les émissions reprenaient le lendemain ou parfois à deux ou trois jours d'intervalle.

Le contre-espionnage s'imagina d'abord qu'il s'agissait de correspondances entre rescapés clandestins des services secrets allemands dans le Sud de la France déjà libéré, ou d'un

subterfuge en allemand des services secrets soviétiques. L'énigme fut assez vite élucidée grâce à un diplomate américain, E.O. Titus, qui, à l'ambassade des Etats-Unis à Madrid était chargé des affaires secrètes par le Département d'Etat. Titus envoyait ses rapports à Niles W. Bond. Sa documentation sur un groupe dont nul n'a jamais parlé s'épaississait de mois en mois. En 1995, Clifford Kiracofe a déterré ce dossier enfoui dans les archives nationales américaines.

Toute l'affaire partait d'un rapport de Titus qui, un an plus tôt, en octobre 1944, avait averti ses supérieurs que des personnalités se réunissaient chaque semaine à l'insu du corps diplomatique allemand et de l'importante colonie allemande installée en Espagne.

Le consul général Seegers animait ce noyau secret. Durant ces rencontres il exposait la situation réelle sur les fronts est et ouest, et indiquait le comportement que les initiés devaient adopter, tant pour eux-mêmes que vis-à-vis de leurs compatriotes d'Espagne et des autorités espagnoles. Cela en prévision d'une guerre qui, tôt ou tard, serait perdue.

L'examen des notes accumulées en près de trois ans convainc de la réalité d'un noyau né de la fameuse conférence tenue à Strasbourg en 1944 et, à juger des informations recueillies par Titus, que Martin Bormann en était l'inspirateur, jusqu'à ce qu'il vienne en personne voir plusieurs de ses protagonistes.

Siégeaient dans ce noyau : Seegers, le consul général d'Allemagne à Saragosse ; son collègue, le consul général à Barcelone ; le responsable du parti nazi pour la colonie allemande, aux ordres du gauleiter Bohle (chef de l'Auslandsorganisation, ou AO), directement subordonné à Bormann ; Albert Schmidt, directeur de l'Institut allemand pour l'Ibérie à Madrid ; l'industriel Schuler, directeur pour l'Espagne de la firme Tudor-Accumulators (qui avait des filiales en Amérique du Sud) ; et enfin un certain Ric, directeur de la Tur Successor S.A., 24 calle del Asalto à Saragosse. Lorsque Ric ne peut être présent, précisait Titus dans un de ses rapports, il est représenté par Antonio Garcia, son secrétaire et homme de confiance.

Titus savait pratiquement tout de ce noyau. Ric l'informait depuis qu'en automne 1944, il était venu le voir sous le sceau du secret, pour des raisons exposées dans son rapport n° 3774, en date du 30 décembre 1944.

15.2. Un informateur bien placé

Titus supplie alors Washington de garder le secret absolu sur l'identité réelle de Ric, tant sont grands les risques pris par son informateur. Ric a eu la chance de tomber à l'ambassade sur un diplomate de parole, fin psychologue, et qui, à la différence de nombreux officiers de l'OSS en Espagne, n'était pas un sympathisant communiste, voire un agent de l'URSS dans l'administration américaine.

Rie s'appelait Roger Tur. Français installé de longue date en Espagne, il dirigeait depuis la fin des années 1930 une importante fabrique de cigarettes et cigarillos, avec 250 ouvriers et employés sous ses ordres. La guerre lui avait fermé le marché américain.

Grâce à un industriel allemand, directeur de la société Sofindus, Tur avait conclu des marchés avec l'intendance de la Wehrmacht en France occupée, évitant ainsi la fermeture de son entreprise et la mise au chômage de son personnel. Il entretenait de bonnes relations avec Vichy, qui d'ailleurs l'avait nommé vice-consul début 1942.

Lorsque d'Alger le Gouvernement provisoire du général de Gaulle est transféré à Paris, en 1944, Tur apprend qu'il est fiché sur ses listes noires, comme «collaborateur». Il multiplie les démarches. Un haut fonctionnaire de Paris lui fait payer «une amende» de plusieurs millions de pesetas qui, lui assure-t-il, annulera sa mise en cause, mais, argent en poche, ledit fonctionnaire refuse tout nouveau contact !

A ce moment, l'industriel Schuler, qui le croit plus que sympathisant de Berlin, approche Tur. L'Allemagne va perdre la guerre, lui dit-il, mais pas forcément la paix. Une organisation existe dont il est membre et qui, à l'insu de Berlin, prépare l'avenir. Ils ne sont pas des nazis, mais des nationaux bien placés à l'échelon international... Et Tur accepte d'entrer dans le groupe.

Il craint d'être mis en contact avec les diplomates gaullistes qui s'installent à Madrid, car plusieurs sont connus pour leur soviétophilie. Il se tourne donc vers l'ambassade américaine, et est mis en rapports avec E.O. Titus qui, en échange de ses informations de première main, vite recoupées, l'assure de sa protection.

Plutôt que de nous livrer à de longues exégèses, nous reproduisons d'abord quelques extraits des notes fournies par Ric ou par Garcia après chaque réunion du noyau de Saragosse. Il faut les lire en se replaçant dans le contexte des années 1944 à 1947, lorsque, envers et contre toutes les illusions, la guerre froide prend son essor. L'Allemagne nazie s'écroule. Chacun des Alliés épie l'autre. Une Allemagne clandestine s'agite sous le filet des occupants. Tur en est un des initiés.

Il rédige ses rapports en français, ce qui a facilité notre tâche. Il n'existait pas alors de magnétophones miniaturisés et il n'était pas question de prendre des notes durant les exposés. Tur et Garcia transcrivaient leurs renseignements dès la sortie des réunions. Ce matériel est brut, mais fiable. Nous n'en donnons que les passages essentiels, compte tenu du fait que Seegers est en rapport avec Martin Bormann, ce qu'il ne dévoilera d'ailleurs qu'en 1946.

15.3. Des extraits explicites

8 octobre 1944 : «Il ressort de l'exposé de ce jour que l'Allemagne se prépare à la guerre sur son territoire, et qu'on y organise la mobilisation de la population ; que Berlin veut gagner du temps grâce à des provocations, le temps de mettre au point de nouvelles armes ; qu'on spéculé sur l'anarchie qui suivra le retrait de France des troupes allemandes, ce qui permettra

au communisme de s'imposer ; que de ce fait les Anglais et les Américains seront amenés à s'opposer à l'URSS et même à entrer en conflit avec elle ; que de ce fait les Allemands pourront obtenir des conditions de paix plus favorables que celles déjà fixées par les Alliés. Notre propagande doit œuvrer dans cette optique...»

15 octobre 1944 : «L'exposé admet que les bombardements alliés sèment la terreur en Allemagne. N'empêche qu'on a pu installer des usines sous terre, et qu'elles fournissent le nécessaire du point de vue production de guerre... Seul gros problème : celui des transports qui ne sont assurés qu'à 50%... On s'émeut de l'arrestation du docteur Schacht...»

22 octobre 1944 : «(Le groupe Bormann) est très satisfait du désordre et de l'anarchie qui régissent dans plusieurs régions de France, ce qui prouve que nous avons bien travaillé en sorte qu'il en soit ainsi... Le nettoyage politique a été bien mené en Hongrie, à l'inverse de ce qui vient d'arriver en Roumanie où l'on n'a pas su arrêter le roi... La semaine dernière, notre courrier secret par Junker vers l'Espagne a été obligé d'atterrir en France où les FTPF ont fait prisonniers les dix Allemands qui se trouvaient à bord...»

29 octobre 1944 : «Ordre a été donné de pousser à la guerre civile en Italie, en France et en Espagne... Il semble (remarque personnelle de Ric) que des communistes espagnols soient payés par les Allemands pour fomenter des troubles sociaux... Berlin a expédié en Sicile des groupes chargés d'aider les communistes... Tout ceci permettra de gagner du temps et d'obliger les Alliés à réexaminer leurs conditions de paix...»

6 novembre 1944 : «On estime que dans les trois mois la France, l'Italie et l'Espagne comme la Grèce seront bolchévisées... Les Alliés fournissent peu d'armements à de Gaulle, car ils n'ont pas confiance en lui... »

10 décembre 1944 : «A Saragosse, on se réjouit des événements de Grèce. Berlin y a expédié des armements, des officiers et des soldats pour aider les troupes qui se mutinent... On se réjouit du pacte franco-soviétique qui facilitera la bolchévisation de la France et de l'Espagne... Tout cela mènera à la nécessité de rétablir l'ordre en Europe. Les Alliés devront recourir à l'aide allemande... On fait pression sur la Phalange pour empêcher un remaniement ministériel à Madrid...»

17 décembre 1944 : «Avant le 25 décembre ou janvier 1945, on aura perfectionné les V-2 et mis au point un V-3 capable d'atteindre les Etats-Unis. Le délégué du parti insiste dans son exposé sur les désaccords entre les Anglais et les Russes à propos de la volonté soviétique d'imposer sa présence en Méditerranée... Selon ce même délégué, on espère à Berlin qu'en échange de l'obligation pour Hitler de se retirer, la Russie acceptera de s'entendre avec l'Allemagne, et qu'on y installera un régime identique à celui de l'URSS...»

15.4. Les affaires sud-américaines du réseau Bormann

Les notes de Ric en 1945 sont de même teneur. Le responsable du parti nazi en Espagne expose entre autres que les diplomates argentins de Madrid lui ont confié de ne pas

s'émouvoir si Peron rompt avec Berlin, et dit même entrer en guerre aux côtés des Alliés. Il est harcelé dans ce sens par Washington « mais ce ne sera que de la fumée ! ». D'ailleurs Peron a déjà fourni sur la demande du général Faupel, grand maître des affaires ibériques et sud-américaines, 8 000 passeports vierges et 11 100 cartes d'identité argentine.

Plus tard, j'ai obtenu à Buenos-Aires la copie d'un ordre daté du 22 mai 1944, signé Faupel et envoyé à son adjoint Hans von Merkatz, où on peut lire ce qui témoigne de la mise en route de l'opération Terre de Feu en Amérique latine : «Le Reichsleiter Bormann, qui a reçu deux rapports, respectivement de Leute et de Pistarini, exige la reprise immédiate des transports à destination de Buenos-Aires. Demander au général Galland de mettre de suite à disposition de notre base deux avions aptes à des vols de nuit. Informer Rudel et Hanna Reitsch de se tenir de ce fait en état d'alerte. Küster, porteur de cette note, prendra part à ces préparatifs et à leur exécution. Enfin Korn devra rejoindre notre base pour y seconder Sandstede... »

Ainsi, dès mai 1944, Bormann a bien en main l'appareil clandestin germano-sud-américain, et Gestapo-Müller le seconde. Sandstede est le délégué de Müller pour la Gestapo en Argentine et au Brésil. Ricardo von Leute, pour le SD alors coiffé par Müller, en est le responsable pour ces deux pays et pour l'Uruguay. Il est en outre un vieil ami de Juan, le frère Evita Peron. Korn a créé dès 1938 en Amérique du Sud plusieurs firmes commerciales, maritimes et aériennes, dont les dirigeants autochtones joint aux ordres de l'appareil invisible soumis à Bormann et à Müller. Il dirige également en Amérique latine l'agence de presse Transocean. Pistarini, lui, est rien moins depuis l'été 1943 que le directeur de la police argentine aussi aux ordres. Quant aux as de l'aviation allemande, Galland (décédé en 1994), Rudel (décédé en 1982), Hanna Reitsch (décédée en 1979), ils ont, sauf Hanna, vécu en Argentine jusqu'au milieu des années 1950. Hanna a été détenue dix-huit mois par les Américains puis a retrouvé la liberté en 1946.

Le groupe de Saragosse servait en 1944 de lien entre les réseaux de Martin Bormann et de Müller, et les Etats sud-américains. Après août 1944, au trafic des avions lourds qui, chaque semaine, défiaient l'aviation alliée en transportant hommes et biens allemands en Argentine, s'ajoute alors un trafic identique avec huit à dix sous-marins en navette permanente d'Allemagne vers l'Amérique latine, et inversement.

Dans le même temps, von Leute fait transférer pour une valeur de 115 millions de pesos de la Deutsche Bank à trois banques de Buenos-Aires. De son côté, Walter Rauff (l'officier supérieur SS qui seconde le général Wolff lorsqu'il négocie avec Allen Dulles la reddition des armées allemandes d'Italie) fait virer en Argentine 10 millions de dollars sortis par lui de la banque Sarasin à Bâle et du Crédit Suisse de Lausanne. Une trésorerie qui financera en partie « la voie romaine ». C'est-à-dire une des filières d'évasion des Allemands après 1945.

15.5. Des Français travaillent pour Hacke

Rie signale le 26 février 1945 une troisième apparition en quatre mois à Saragosse d'un certain «inspecteur Tisch». Très intéressant car, en examinant l'agenda de Bormann, nous avons vu qu'il avait reçu ce Tisch au Bunker, le 19 février précédent. Il servait donc bien de

liaison entre le Reichsleiter et Saragosse. Tisch s'estime d'ailleurs bien plus qu'un simple agent de liaison. Il profite du climat et des circonstances pour se poser en stratège.

Selon lui, si Königsberg (plus tard Kaliningrad), la Poméranie, la Silésie sont ou vont être perdus, le peuple allemand n'en est pas moins tout entier derrière le Führer, «et nous posséderons sous peu une arme terrifiante, plus secrète encore que la bombe atomique et qui changera le cours de la guerre». Il fait cette déclaration à Saragosse le 4 mars 1945, et se réjouit «du potentiel qu'offre en France la peur du communisme, car cela amènera de plus en plus de Français du côté de l'Allemagne».

Rie note en tout cas durant les réunions, de janvier à début avril 1945, que l'influence du groupe de Saragosse n'est pas négligeable. En Aragon, Navarre, Catalogne, parmi les Basques et les Catalans, et ce, des deux côtés des Pyrénées, leur noyau dispose de cellules bien structurées qui correspondent par relais radio avec le code : Brot, Brot, Brot... Wasser, Wasser, Wasser... Des relais qui vont de Montpellier à Tarbes et Pau et, de là, à Pampelune où fonctionne à plein temps, dans une fabrique de machines agricoles, un des postes les plus importants. Là, l'opérateur joint, s'il y a urgence, le groupe de Saragosse, et inversement.

A Barcelone, le consul général d'Allemagne reçoit, jusqu'au jour de la capitulation, des messages radio émis de France par un poste installé chez un fonctionnaire des douanes. Un autre poste émet de Saint-Jean-de-Luz vers un opérateur espagnol de la région de San Sébastian.

15.6. La nostalgie de l'idylle du pacte

Lorsqu'en mai 1945 la guerre s'était enfin éteinte en Europe, Seegers s'était inquiété de savoir si Ric et Garcia resteraient fidèles à son groupe. Tous deux s'étaient pris au jeu et, d'un commun accord et en concertation avec Titus, avaient décidé de poursuivre à ses côtés. Titus était prodigieusement intéressé par l'évolution politique de plus en plus avouée du groupe de Saragosse, en un moment où la plupart des Occidentaux croyaient en une entente parfaite entre Moscou et Washington. Il suffit de lire plusieurs comptes-rendus de Ric pour constater le contraire :

10 juin 1945 : «Selon nos informations d'Allemagne, nos compatriotes sont enchantés du comportement des Russes à leur égard. Ils ont organisé des comités antifascistes. Ceux qui adhèrent bénéficient de toutes sortes de privilèges : meilleure nourriture, billets de théâtre, de cinéma... Durant la guerre, la propagande allemande était logique. A présent, il faut tenir compte des réalités et taire tout ressentiment...»

Le transistor n'a pas encore fait son apparition, le papier journal manque et les grands journaux ne donnent que des informations limitées. Surtout pas celles que les observateurs sur place en Allemagne connaissent bien. A peine deux mois après leur installation, les Soviétiques et leurs premiers suppléants allemands arrêtent plus de 100 000 Allemands dans leur zone. 250 000 au total jusqu'en 1946, et pas du tout des nazis confirmés : des Allemands dont on disait qu'ils étaient anticommunistes et antisoviétiques. Le général Ivan

Serov, alors chargé de la sécurité auprès du haut commandement, va même ordonner de rouvrir onze camps de concentration, dont celui de Sachsenhausen. En revanche, les nazis qui acceptent de servir l'URSS jouissent du régime dépeint par Seegers.

Le 24 juin 1945, le groupe de Saragosse reçoit la visite d'un Français (dont Garcia n'a pas compris le nom) arrivé en Espagne en traversant à pied le tunnel de Canfranc. Il explique que les communistes obligeront de Gaulle à les prendre dans son gouvernement. Puis il se félicite « que Paris prodigue son aide aux réfugiés espagnols, car nombre de nos camarades vivent auprès d'eux et, avec eux, travaillent contre le régime de Madrid. Ils sont la réserve pour les guérillas de demain... ».

Ainsi, en été 1945, existent des nazis et des communistes qui rêvent de reprendre l'idylle d'août 1939 et ce, pour agir ensemble dans une guerre civile que Seegers et ses amis disent inévitable, dans le cadre d'un conflit Est-Ouest.

L'intoxication se mêle à leurs rêves. Le 15 avril 1946, un prétendu «général de la résistance secrète» arrive de Bavière pour affirmer que «de nombreuses forces de partisans, bien équipées et organisées, sont aux ordres de deux généraux et de quatre colonels.

Elles comptent 120 000 combattants qui demeurent dans l'ombre des montagnes bavaroises, discrètes aussi longtemps que le problème des Balkans reste en suspens. Si la voie diplomatique échoue pour le résoudre, ils se dissémineront par petits groupes en Allemagne et en Autriche. Telle est l'organisation qui a été mise sur pied par Bormann ».

Certes, en septembre 1944, Berlin avait chargé le lieutenant-colonel SS Hans Prützmann de voir comment organiser ce qu'on appellerait le Wehrwolf, c'est-à-dire une résistance intérieure armée calquée sur celle que les Allemands avaient affrontée en France, en Biélorussie, en Ukraine et en Pologne. La rumeur s'en était vite répandue dans les milieux occidentaux. Mais, selon une de nos sources, irréfutable puisque s'agissant d'un officier supérieur lié au départ à l'organisation Bormann, le matin du 1er mai 1945, Bormann en personne avait donné l'ordre de suspendre tout projet et toute activité dans ce sens.

S'il existait une Allemagne clandestine, en partie organisée après mai 1945 et encore jusqu'en 1949, elle n'avait rien à voir avec le Wehrwolf. Tous ceux qui, comme l'auteur, ont vécu en occupation de l'Allemagne à l'époque n'ont jamais rencontré ces groupes dont on parle à Saragosse au printemps 1946. En revanche, il existait, sur le versant tchèque de l'Erzgebirge, près de Chomutov et de Karlovy-Vary, près de Bor, à l'ouest de Pilsen et sur le versant tchèque des Monts de Bohême, des centres secrets de formation d'agents et de commandos destinés à se répandre en Allemagne occidentale. Et ce sont Heinrich Millier et le général Hans Rattenhuber, l'ancien chef de la garde personnelle de Hitler (curieusement absent de la liste des 700 «hôtes» du Bunker de Hitler dressée par Bormann) qui dirigeaient ces centres, sous supervision du haut commandement soviétique de Berlin-Karlshorst et de leur délégué à Leipzig, à 150 km de Chomutov, en zone soviétique. On en parlera plus loin.

15.7. Les risques pris par Ric

Sans les risques pris par Ric, jamais le contre-espionnage américain n'aurait été aussi riche d'informations sur le réseau Hacke et ses ramifications. La dépêche n° 282, datée du 23 décembre 1945 et signée Johnson, faisait par exemple savoir au G-2 américain basé à Francfort « qu'un certain général Klindemann ou Klingemann est le chef des réseaux clandestins pour la moitié de l'Allemagne-ouest, et tient son quartier général quelque part dans les Monts de Bohême».

D'après Seegers et Schmitz (30 décembre 1945) «l'organisation» a réussi «à faire naturaliser suisses une vingtaine d'Allemands... plus de 2 000 en Espagne... bien plus encore en Argentine...». Ce dernier point prouve bien le rôle charnière du groupe de Saragosse dans le dispositif Bormann.

Une autre dépêche datée du 4 février 1946, la F3/703, adressée de Madrid à Washington, rapporte que le CIC de Munich «a localisé une radio qui reliait sur ondes courtes le secteur de Munich à Saragosse». Mais, insiste de nouveau Titus auprès de ses supérieurs, «une intervention trop hâtive risquerait d'inciter l'adversaire à plonger plus profondément dans la clandestinité, et compromettrait nos sources. » Des sources qui, non seulement signalaient qu'un authentique général allemand avait réussi à gagner l'Espagne et s'était engagé dans la Légion étrangère espagnole pour y prendre en main ses compatriotes déjà enrôlés, mais révélaient aussi qu'un employé du consulat d'Espagne à Zürich fournissait depuis au moins 1944 des faux papiers à cette filière. Le général allemand avait fait étape à Tarbes au cours de l'hiver 1945-1946, grâce au réseau français des gens de Saragosse.

Mais un filet s'apprêtait à tomber sur l'Organisation. Ric avait réussi à se procurer (ou bien était-ce Garcia, peu importe) le code des communications radio des initiés, de part et d'autre des Pyrénées. Malgré la désorganisation des services secrets américains avant que naisse en 1947 la CIA, et parfois le manque de coopération entre le CIC et le G-2, aucune fuite n'avait alerté les gens de Saragosse. Pourtant, au milieu de l'année 1947, un premier coup de balai allait durement frapper les clandestins.

CHAPITRE XVI

16.1. Freude appelle Bormann en Argentine

A ce point du récit, il est temps d'en finir avec les romans ou récits plus ou moins extravagants qui ont circulé depuis cinquante ans sur la mort ou la survie de Martin Bormann. C'est encore une fois le dossier Saragosse - dont nul ne peut nier l'authenticité ni prétendre qu'il fut fabriqué de 1944 à 1948 pour les besoins de la cause - qui permet de le faire. Les documents de la Stasi et de K.5, obtenus par Tomasz Mianowicz en 1995 et 1996, en recourent entièrement les données. Par exemple, on apprend à la réunion du 15 avril 1946 du groupe Seegers que «Bormann a quitté la Bavière pour l'Argentine, il y a près de deux mois, grâce à un document du consul d'Argentine à Barcelone, qui en a fait un de ses collaborateurs... et qu'il a été appelé là-bas par Freude...».

Titus a été informé immédiatement et a fait suivre à Washington.

Qui donc est ce Freude ? Un banquier germano-argentin, installé depuis longtemps à Buenos-Aires et qui, depuis fin 1944, gère pour Bormann les comptes secrets allemands, en particulier ceux de la Banco germanico et de la Banco Torqvist. Il a pour second Heinrich Dörge, l'ex-collaborateur du docteur Schacht jusqu'en 1938. Dörge est arrivé dans le pays à bord d'un des trois sous-marins qui, après s'être échappés de Kiehl, ont accosté dans la baie de Dawson en Patagonie, les 29 et 30 juillet 1945. Dörge et une dizaine d'autres Allemands ont été pris en charge sur place par Ricardo Staudt, propriétaire en Argentine de la firme Lahusen, avec chaînes d'estancias, de garages et de boutiques, du nord au sud du pays.

Freude était un des conseillers de Juan Peron, et son fils Rudi, un des intimes de Juan Duarte, le frère d'Evita. Peu avant la chute de Berlin, il avait été entendu que, pour faciliter les transferts, une grande partie des devises serait versée sur les comptes personnels des Peron. Mais, en Janvier 1946, des opposants ont demandé l'ouverture d'une enquête fiscale sur le gonflement anormal et subit de ces comptes : environ 100 millions de dollars que d'ailleurs ni Freude ni Dörge ne pouvaient retirer ni ventiler sans l'approbation de Bormann.

Impossible de négocier cette affaire délicate par correspondance ou par des agents de liaison, car Bormann est trop méfiant pour indiquer à quiconque les lieux précis de sa retraite. Il faut donc qu'il vienne sur place, et vite. Seegers s'est chargé de le joindre.

Les Peron sont d'ailleurs surpris d'apprendre par les Allemands l'enquête demandée contre eux. Même Pistarini, le chef de la police, l'ignorait. C'est dire le degré de pénétration allemand des arcanes argentines. D'heureuses circonstances ont permis à l'auteur de recouper sur place, des années plus tard, ce premier voyage de Bormann.

Je circulais en bateau sur le Rio de la Plata en compagnie du fils d'un architecte argentino-suisse de réputation mondiale, lorsque, émerveillé des myriades d'îlets, qui, aux limites des eaux uruguayennes, offraient leur sauvagerie ou, au contraire, d'excellentes auberges, j'avais dit tout haut : «Si j'avais été Bormann, c'est là que je me serais caché, à cheval sur la frontière ! »

Mon compagnon avait éclaté de rire : «C'est précisément ce qu'il a fait. Et c'est même mon père qui s'était chargé de l'héberger...»

Tantôt en ville, tantôt sur l'une de ces îles, Bormann, Freude, Dörge mettent au point avec Pistarini, à la fois la sortie et la répartition des fonds mis au compte des Peron. Le chef de la police négocie l'arrêt de l'enquête fiscale, non sans mal puisqu'elle ne sera suspendue que le 4 septembre 1946. Entre-temps, Bormann a dû regagner l'Allemagne, mais - ce que Seegers précisait en réunion - il a dû retourner une fois encore en Argentine durant ce mois de septembre. Il ne réintègrera sa tanière bavaroise qu'en janvier 1947.

Bormann avait chargé l'ex-général SS Richard Glücks de se substituer à Freude, peut-être brûlé, pour gérer les nouveaux comptes, à la fois en Argentine et au Brésil. Le second de

Glücks à Sao Paulo était un germano-brésilien du nom de Willy-Albert Blume. Il est décédé en 1983, sans héritier. La police a découvert à son domicile 10 millions de dollars en liquide, retirés en janvier 1959 sur ordre de Martin Bormann, qui n'est jamais venu les prendre. Et pour cause : il avait succombé à un cancer de l'estomac le 15 février 1959 à Asuncion, Paraguay. On l'avait enterre dans le cimetière allemand d'Ita, à 35 kilomètres de la capitale.

16.2. Un spécialiste russe confirme

La correspondante permanente du Figaro en Amérique du Sud, Irène Jarry, de passage à Ita, trente ans plus tard, a eu confirmation par des Allemands de cet enterrement. Elle l'a publié dans son quotidien... sans rencontrer aucun écho dans les autres médias. Mieux encore, puisque de source russe, est venu un recoupement paru récemment dans Soverchenno Sekretno, publication spécialisée dans les enquêtes historiques et policières (n° 4/2000) :

« Et voilà devant moi, est-il écrit, un document rédigé le 24 août 1961 par le chef des relations extérieures du ministère de l'Intérieur du Paraguay, Pedro Prokoptchouk, et adressé à Antonio Campos Alume, chef de la section technique du même ministère. Il découle de ce document que Martin Bormann est arrivé au Paraguay en 1956. Il vivait dans la petite localité de Hohenau, département d'Itapua, dans la maison d'un certain Alban Krugg... En 1958, Bormann a plusieurs fois recouru aux services d'Heikel, le dentiste personnel de Stroessner ; et, en 1959, à ceux du dentiste Biel, Juif allemand qui exerçait à Asuncion... Il a été soigné durant des années par le médecin Joseph Mengele... Il est mort le 15 février 1959 dans la maison de Werner Jung, consul général du Paraguay auprès de la République fédérale d'Allemagne. Deux jours plus tard, il a été enterré dans le cimetière de la petite ville d'Ita...»

Alexandre Karmen, l'enquêteur de la publication moscovite, n'a été ni repris ni démenti. Il note que Prokoptchouk, le haut fonctionnaire, rédacteur du rapport, a été mystérieusement abattu le 23 septembre 1961 dans le cinéma «Le Splendide» à Asuncion.

Puis il ajoute : «Il est étrange que ce rapport ait été rédigé "en coopération" (sic) avec des agents des services de renseignement ouest- allemands qui surveillaient les activités de leurs compatriotes au Paraguay. »

Bonn était donc parfaitement informé des séjours au Paraguay de Martin Bormann, de Joseph Mengele et de quelques autres. Karmen signale à ce propos qu'il avait également réussi des années plus tôt à discuter avec Klaus Altmann en Argentine, et qu'un de ses contacts au Pérou, Herbert Ion, journaliste allemand lié au Mossad, lui avait parlé de passages à Lima de Gestapo-Müller.

A l'évidence, de telles révélations n'ont pas intéressé les journaux occidentaux, ni même les chasseurs de nazis des diverses associations juives, pourtant acharnées contre des Barbie. Si les têtes de listes des criminels de guerre affichées comme telles, Bormann et Müller, ne soulevaient apparemment aucun intérêt dans les chancelleries ou dans les médias, c'est donc bien que des raisons secrètes existaient de feindre les ignorer. Et que les grands reporters savaient que mieux valait ne pas aborder le sujet.

16.3. A l'abri du cercueil de Manuel de Falla

Voici un détail sur la façon dont, le 12 janvier 1947, Martin Bormann est revenu d'Amérique du Sud en Espagne, pour regagner la Bavière. Le scénario semble sorti d'un film, mais ne faisait pas du tout rire Seegers qui, le 19 janvier suivant, confiait en réunion «sa hantise qu'il ne finisse par se faire appréhender, avec de si nombreux va-et-vient».

Ce 12 janvier donc, une foule de personnalités espagnoles se pressait sur un quai de Cadix, à l'arrivée d'un navire de ligne en provenance de Buenos-Aires. Juan Peron, qui voulait à tout prix que l'Espagne, en dépit des pressions des Américains, resserre ses liens commerciaux et diplomatiques avec l'Argentine, avait imaginé d'organiser en signe d'amitié le retour au pays du cercueil du fameux compositeur Manuel de Falla, qui venait de mourir à Buenos-Aires.

Accompagnaient solennellement son cercueil une douzaine de diplomates argentins et leur personnel. Une fois le cortège officiel sur le quai, assailli par la foule, par les journalistes et reporters photographes, un personnage se détache discrètement de la cohue : Martin Bormann. Des amis l'entourent aussitôt et l'entraînent vers leurs voitures. Ils gagnent Madrid, puis, trois d'entre eux vont avec Bormann jusqu'à Saragosse. Celui-ci n'y reste que deux heures, car il est attendu à Barcelone par un commandant de sous-marin, qui est, au moins depuis quatre ans, aux ordres des anciens du Reich, et patrouille régulièrement en Méditerranée.

Cette nuit-là, il dépose le Reichsleiter près du petit port italien d'Imperia, à cinquante kilomètres de la frontière française. A Imperia, deux Italiens l'attendent. Ils le prennent en charge et le convoient vers Milan, Bolzano, le col du Brenner. En Autriche, deux passeurs le conduisent à Füssen. En 48 heures, Bormann aura ainsi gagné Regen, près de la frontière tchécoslovaque. Chez lui. C'est là que par hasard nos chemins se sont croisés, avant qu'une seconde rencontre ne nous remette face à face, en 1949, à St-Margrethen, à la frontière suisse.

Seegers n'avait pas tort de se faire du souci. Le contre-espionnage américain ne chôma pas. Une dépêche de Titus à son supérieur (voir en annexe), datée du 2 juin 1947, précisait : «Lorsqu'il séjourne en Espagne, un des lieux d'hébergement est la maison d'une famille allemande, à la sortie de l'autoroute de Madrid, sur la Cuesta de Perdices...»

Une question vient aux lèvres : Bormann est épié jusque dans les zones alliées d'occupation par les indicateurs des services soviéto-allemands. Il est aussi par ceux des services américains. Pourquoi ne cherche-t-on pas à l'arrêter ? voire à s'en débarrasser ? A l'époque pourtant, kidnappings et assassinats émaillent la chronique de la guerre secrète, et les commandos spéciaux de l'Etat d'Israël, qui vient de naître, sont entrés dans la danse.

C'est que, du côté de Moscou, le contrat passé avec le contre-espionnage aux mains du général Abakoumov est respecté. Aucune des activités du réseau n'est dirigé contre l'URSS. Alors tant que Bormann tient parole, aucun scandale ne risque d'éclater. D'autant qu'en Amérique du Sud, la presse de langue allemande, notamment Der Weg, n'attaque jamais que

la politique américaine et bientôt, de 1949 à 1952, rappellera ouvertement la belle et bonne alliance germano-soviétique d'août 1939.

Du côté américain et anglais, arrêter Bormann serait se couper d'un atout que les conseillers allemands des occupants - dont plusieurs sont déjà pressentis pour entourer Konrad Adenauer lorsqu'il sera le premier chancelier de l'Allemagne de l'Ouest en 1949 - comptent bien jouer le moment venu. Ces «vieux messieurs», dont on aura l'occasion de parler encore, assurent qu'ils parviendront à convaincre Bormann, en échange de sa liberté, de rapatrier dans le giron ouest-allemand la plus grosse partie des milliards en dollars, francs suisses, or, diamant, firmes commerciales, etc. évacués à l'étranger depuis 1944.

Ils sont d'autant plus au courant qu'ils ont participé eux-mêmes à l'exécution du plan de la Maison Rouge. Ils supervisaient le comité bancaire et financier mis sur pied par Bormann. Ils se nommaient Hermann J. Abs ; Robert Pfedmenges, son meilleur ami dans la haute finance et l'industrie en voie de redressement ; Karl Rasche, directeur de la Dresdner Bank, haut dignitaire depuis avant la guerre de la franc-maçonnerie internationale, qui couvrait Hermann Schmitz et autres lorsqu'ils négociaient à Bâle avec la Banque des Règlements internationaux, en mars et avril 1945, le passage à travers la Suisse de deux tonnes d'or, cachées dans l'île de Mainau. L'industriel Schuler, du groupe de Saragosse, était l'homme de Rasche à la direction de la filiale espagnole de sa firme Accumulatoren-Fabrik...

Le fruit n'est pas mûr en 1947 ni en 1948. Il mûrira un an plus tard, après la fin du blocus de Berlin. Mais les négociations ne se dérouleront pour se concrétiser dans la discrétion, que de 1951 à 1956.

16.4. L'opération Brandy

En attendant, une opération répressive, montée par les Américains dans le plus grand secret et très efficacement, se déroule à partir de l'été 1947, et porte ses coups jusqu'au milieu de l'année suivante : l'Opération Brandy.

Les premiers sont frappés au même moment dans une quinzaine de villes et bourgades d'Allemagne occidentale, avec arrestations d'hommes et de femmes dont les accointances ou les activités menaient dans tous les cas vers l'Espagne. Opération conduite de sorte que nul ne soupçonne que certaines fuites venaient de Ric et de Garcia. Il était fait état d'écoutes, de dénonciations, de maladresses...

Citons parmi la vingtaine de cas dont nous avons connaissance, l'arrestation (provisoire) de Brigitte von Gottfriedsen, qui venait régulièrement du Schleswig-Holstein jusqu'au camp d'internement de Regensburg où son mari - dont elle rêvait de divorcer - végétait en compagnie d'un des anciens gauleiters en second de l'appareil Bormann. Le mari lui avait confié qu'il allait s'évader avec son compagnon, et qu'il savait où joindre une filière en Bavière qui lui ferait gagner l'Espagne, en passant par la France. L'Espagne, où les attendait l'ex-ambassadeur Walter Hewell, évadé du bunker de Berlin.

Une autre arrestation menait tout droit d'Allemagne à Madrid, chez Antonio Pock, le chef de la Gestapo pour l'Espagne, nommé là par Gestapo-Müller en 1943.

Dans la foulée, à peine mis en service, était saisi le puissant émetteur clandestin qui reliait la région de Munich à Saragosse, dont Seegers avait annoncé l'existence six mois plus tôt. En zone britannique, était arrêté un colonel SS du SD, Walter Wilke, qui vivait sous l'identité de son frère Arthur, décédé début 1945 et qui, lui, avait été un authentique antinazi. J'avais découvert à l'époque que Wilke travaillait pour Berlin-Karlshorst, ce qu'ignoraient bien entendu ses compatriotes, et même ceux qui l'avaient appréhendé.

Le groupe Seegers n'en poursuit pas moins ses activités. Le 7 septembre 1947, il demande à ses correspondants en France d'aider à l'évasion de quelque 400 techniciens allemands des moteurs d'avion, «qui sont répartis dans les camps de concentration (sic) de Lille, Lyon et Marseille... car on a besoin d'eux outre-mer...». Le 27 septembre, sur l'itinéraire de Tarbes à la frontière espagnole, la Sûreté française a arrêté deux de ces techniciens qui venaient de s'évader de Marseille.

D'autres gros ennuis surgissent aussi dans plusieurs pays, en ce sens que l'espionnage américain a découvert plusieurs dépôts d'argent importants, et demandé qu'ils soient à tout le moins bloqués. Ainsi, sous le nom de code d'Edelman, dans une banque de Zürich : 128 477 121 francs suisses ; en Espagne, 90 millions de dollars ; au Portugal, 27 millions de dollars ; en Suède, 105 millions de dollars, etc.

En 1948, la situation s'aggrave encore. Des rapports indiquent qu'à Madrid le restaurant Horcher est un relais essentiel de « l'organisation ». Il a été ouvert en décembre 1943 par Elisabeth, la fille du propriétaire dû restaurant berlinois bien connu et du même nom. Gestapo-Müller en personne avait donné le feu vert à son ouverture. Elisabeth, naturalisé espagnole, voyageait en Europe depuis la fin de la guerre, son étape de prédilection était l'Hôtel Bristol, à Paris.

Otto Skorzeny, une fois évadé de son centre d'internement en zone américaine, a souvent fréquenté le Horcher d'Espagne, tandis qu'il se mêlait avec le docteur Schacht à diverses opérations bancaires et trafics d'armes vers le Maghreb encore français.

Le 16 juin 1948, Edgar J. Hoover fait savoir au Président Truman qu'un de ses informateurs vient de signaler, sans erreur possible, la présence de Bormann à Buenos Aires. Nous avons recoupé : c'était son avant-dernier voyage entre la Bavière et l'Argentine. Il avait été reçu le 17 mai au domicile du général Humberto Sosa Molina, ministre de la Défense, ancien du GOU, le groupe secret d'officiers qui avait porté Peron au pouvoir, et dont s'inspirera au Caire, en 1952, le putsch de Naguib et de Nasser, pour renverser le roi Farouk.

16.5. K.5 met sous le coude

Durant cette période, deux informations donnent à réfléchir. La première relate le comportement d'un officier supérieur des bureaux d'Abakoumov, lorsqu'un Allemand demande

à le voir, après que les autorités françaises aient lancé un ordre de recherches concernant Bormann, avec promesse d'une prime de 15 000 marks à quiconque permettra de le situer. Le visiteur tend à l'officier un rapport dans lequel il a fourni des détails sur deux ou trois points de rencontre où Bormann vient de temps à autre voir des amis. Puis, il demande naïvement à l'officier soviétique à quel endroit il peut remettre ces informations aux Français, puisque cela concerne leur zone d'occupation. Le Russe lit le document et, au lieu de le lui restituer, lui déclare qu'il saura en faire bon usage... Fin de l'entretien.

L'incident est rapporté en toutes lettres dans les dossiers du groupe K.5, sous le n° 000293. Notre collaborateur Mianowicz l'a récupéré dans les archives de la Stasi.

La deuxième information relève d'un autre document, le n° 000295. Il assure, en marge du compte-rendu du procès de l'ex-général SS Otto Ohlendorf, que l'inculpé a déclaré : «En 1943 déjà, Bormann avait des liaisons avec Moscou... A la veille de la capitulation, il a d'ailleurs pris contact avec le commandant soviétique du poste le plus proche (du Bunker).» A rapprocher de la déclaration narquoise de l'ex-général SS Gottlieb Berger, lors du procès de Nuremberg des dirigeants nazis de la Wilhelmstrasse : «Bormann réapparaîtra à son heure comme commissaire peuple, sous la bannière soviétique, à la tête d'une Allemagne livrée au communisme...»

A l'époque, aucun journaliste en Occident n'a trouvé d'intérêt à ces propos, pas plus deux ans plus tard, à l'apparition d'Albert Bormann, le frère de Martin, sorti soudain de la clandestinité. Certes Albert n'avait jamais aimé son frère ; certes la mise en place du gouvernement Adenauer retenait l'attention, mais tout de même les chroniqueurs n'auraient-ils pu se pencher sur la vie secrète d'Albert avant 1945 ?

16.6. La mission d'Evita Peron en Europe

En revanche, la presse s'est beaucoup préoccupée pendant l'été 1947 de la tournée en Europe d'Evita Peron, en mission d'amitié semi-officielle pour son mari, pour ne s'intéresser qu'à sa blondeur, à ses mondanités, aux ragots et potins qui permettaient de créer un mythe, ensuite soigneusement et périodiquement entretenu durant des décennies. Juan Duarte accompagnait sa sœur Evita.

Seule, dans la biographie qu'elle lui a consacrée, la journaliste Alicia Dujovne Ortiz a glissé quelques détails sur l'étrange itinéraire de l'épouse de Peron.

En huit semaines en effet, Evita parcourt Madrid, Paris, Lisbonne, Venise, Florence, Naples, Rapallo (reçue par le richissime Argentin Dodero), Portofino, San Remo, Gênes, Paris et Rapallo de nouveau. Le périple se termine en apothéose, le 7 août, en Suisse, par une réception de deux cents couverts dans le restaurant zurichois de Baur-au-Lac. Des banquiers s'y pressaient, dont François Genoud qui, jusqu'à sa mort, s'est dit chargé des intérêts de Bormann et de plusieurs autres dirigeants nazis.

Evita avait été reçue à Rome par Alcide de Gasperi ; à Paris, par Georges Bidault, le ministre des Affaires étrangères, tout heureux de savoir que, dans son sillage, elle offrait un cargo lourdement chargé de tonnes d'un blé dont la France manquait cette année-là. Au Vatican, c'est Mgr Montini, futur Paul VI, qui l'avait accueillie. On n'en finirait pas d'énumérer les noms et qualités de ceux qui se pressaient autour d'elle.

Cet incroyable tourbillon d'une petite femme qu'on disait fragile, et qui l'était réellement, camouflait cependant une mission bien plus secrète. Il fallait déplacer ou placer, selon le cas, quelques millions de dollars, ici et là, en Italie, ce dont son cher ami Dodero se chargeait volontiers ; en Suisse, où Genoud savait comment s'y prendre ; et à Lisbonne comme à Madrid.

Juan Duarte agissait à sa place quand elle ne réussissait pas à semer la horde des paparazzi. Ses itinéraires incohérents brouillaient les pistes, et Bormann devait bien s'en amuser en la suivant à travers des douzaines de magazines.

N'oublions pas les modestes débuts d'Evita au début des années 1940, lorsque le capitaine de l'Abwehr Niehbur l'avait chargée de lui broser les portraits - penchants, faiblesses, défauts - des officiers argentins susceptibles d'être recrutés. A présent, elle était la Reine. On ne soupçonne pas la femme de César. Le groupe de Saragosse se félicitait de cet extraordinaire scénario.

16.7. La future épouse de Kirk Douglas

Un scénario d'un autre genre, mais où l'on croise à nouveau la toile d'araignée de Saragosse, se déroulait à la même époque dans la région de Roubaix. Un journaliste français du nom d'Albert Buydens était arrêté alors qu'il tentait d'écouler une masse considérable de billets français. Arrivé clandestinement d'Espagne, il ignorait que la date limite pour les échanges de cette monnaie venait d'expirer. Il est pris, mais assez vite libéré. Son adresse à Paris, 43 avenue de la Grande Armée, a été vérifiée. Il s'en tire avec une simple amende. Manque de curiosité de la police ?

En réalité, Buydens avait bien habité là, mais durant l'Occupation, lorsqu'il travaillait pour une modeste publication dénommée Le Journal, mais surtout alors qu'il fréquentait avec sa ravissante épouse l'écume de la collaboration, dont en particulier un certain Max Stöcklin, arrivé en France en 1937 et condamné à mort en 1939 pour espionnage. Le déferlement des Allemands dans Paris, le 13 juin 1940, sauva Stöcklin. Son ancien «patron», le colonel Rudolph, était désormais responsable de l'Abwehr III F pour la zone nord.

Au moment de son arrestation, Buydens venait d'épouser une jeune fille née d'un père allemand, industriel du textile.

Elle se prénomait curieusement Peter-Hannelore - Peter, parce ce père, précocement veuf, désirait un garçon. Elle ne s'entendait pas avec lui et, à dix-sept ans, était partie vivre sa vie en Belgique où elle était secrétaire d'un médecin.

Etudes interrompues, mais parlant couramment français, anglais, allemand, italien et assez bien l'espagnol, de surcroît fort séduisante, elle n'avait aucune difficulté à trouver du travail. Elle atterrit un jour à Paris, y rencontra Buydens qui l'épousa peu après, l'entraînant dans la vie nocturne de l'Occupation, surtout celle des Allemands et de ceux qui faisaient des affaires avec eux, ou travaillaient pour eux.

Buydens lui fait rencontrer Stöcklin. Coup de foudre, sans drame dans le ménage. Buydens n'était pas lui-même très fidèle, et la politique n'intéressait pas tellement Hannelore...

(Durant l'Occupation, Stöcklin était passé sous les ordres d'un certain Markus Bressler, venu des bureaux III F, mais aux ordres de Gestapo-Müller. Müller n'a pas découvert (ou pas voulu découvrir) que Bressler s'appelait en réalité Boris Zvidine, agent soviétique infiltré de longue date dans les services allemands. L'auteur a enquêté sur cette affaire.)

Durant l'été 1944, elle doit, tout comme Buydens, disparaître. Nous ignorons ce qu'est devenu son mari après l'incident des billets de banque, mais manifestement la police française n'avait pas découvert qu'il arrivait d'Espagne, ni qu'une équipe à Saragosse l'avait récupéré et expédié à plusieurs reprises en France après 1945.

Hannelore est ressortie de l'ombre dans Paris en 1953, à l'occasion d'un cocktail littéraire auquel des amis l'avaient invitée. L'acteur Kirk Douglas, venu tourner des extérieurs, se trouve en face d'elle. Nouveau coup de foudre. Ils se marient en 1954. Ils ne se quitteront plus... Mais quel chemin curieux parcouru par la jeune Allemande, étant donné les origines de son deuxième époux !

16.8. Un détour au Moyen-Orient

Lorsque le blocus de Berlin prend fin, le 23 mai 1949, Martin Bormann comprend qu'il ne peut plus spéculer sur une nouvelle guerre pour jouer de son potentiel humain et financier entre les deux camps.

C'est la raison pour laquelle il décide de quitter définitivement l'Europe et de s'installer en Amérique du Sud.

Il en découle un changement de cap dans la stratégie de son organisation. Si l'apaisement est la règle en Occident, un conflit vient de naître au Moyen-Orient, où ceux qui rêvent d'un Grand Israël taillent des croupières aux Arabes.

Comme me l'a raconté Arthur Köstler un soir où il faisait escale à Bregenz, si l'URSS avait été la première à reconnaître la naissance de l'Etat d'Israël, il ne fallait pas prendre les apparences pour la réalité : Staline allait «jouer la carte arabe».

Les services secrets français, s'ils ont tenu compte de mes notes de l'époque, ont eu confirmation, dès le mois d'août 1949, qu'en tout cas le réseau Bormann s'adaptait, dans cette perspective. Franz Röstel (l'ancien adjoint de Walter Rauff auprès du général Wolff,

lorsqu'il négociait en 1944 auprès d'Allen Dulles) venait de notifier à mes amis et informateurs autrichiens et allemands infiltrés dans ses filières, qu'elles s'orienteraient désormais en priorité vers le Moyen-Orient, et non plus vers l'Amérique du Sud.

La note ci-dessous, rédigée en hâte pour le chef d'antenne du SDECE en Autriche, le confirme. Nul besoin d'exégèse :

«510. n° 25, 4 août 1949

Objet : Instructeurs allemands pour la Syrie.

Source : personnelle.

Valeur : A 1

Suite à mes diverses communications verbales, je me permets de vous signaler que 33 ex-officiers de la Wehrmacht, dont j'ai obtenu la liste, demandés à Damas par le colonel Zaïm, arriveront dans le courant du mois à Lindau. Pour régler divers détails techniques avec la Légation de Syrie à Berne, Franz Röstel arrivera le samedi 6 août à Bregenz.

Rappel : Röstel est né le 4 mai 1902 à Görlitz. Son actuelle carte d'identité, délivrée sous n° KM/B 561.303, le 4 février 1949 à Regensburg, remplace la précédente. Il habite jusqu'à présent officiellement à Rottach, en Haute-Bavière, et, depuis le 15 novembre 1948, après avoir travaillé pour les Editions Rowohlt, serait employé par la firme Badenia, siège à Karlsruhe. Il est assez favorable à une collaboration avec nos services, selon ses dernières conversations avec R. et F.»

R..., c'est l'ingénieur autrichien Franz Rusch, bénévolement passé à mon service dès 1947. F.. désigne Robert Fitzner, dont le frère combattait en Indochine dans la Légion étrangère. Lui et Rusch avaient la confiance de Röstel devenu, par suite de disparitions et d'émigrations, un des responsables d'une filière d'évasion jamais découverte... sauf que nos services y avaient cependant une oreille.

Franz Röstel n'avait jamais été nazi. Dans sa première vie de jeune homme en Afrique du Sud, il avait travaillé dans la Consolidated Mines. Rappelé et mobilisé en 1939, il grimpa vite en grade puisque l'été suivant il fut nommé gouverneur et commandant de la Wehrmacht de la région de Saint-Quentin, dans l'Aisne. Tous les survivants savent que dans cette ville il n'y eut alors ni incidents, ni répressions. Mais, en 1942, Röstel fut muté sans appel dans le corps des Waffen-SS, et de là dans les services de Walter Rauff avec lequel, à partir de l'été 1944, il prépara, sur ordre de Bormann, la filière clandestine d'évasion, dite «la voie romaine».

Aucune charge n'ayant été retenue contre lui, il est dénazifié en 1946. Sa double vie commence : la voie romaine est ouverte, et comme Rauff l'emprunte pour gagner l'Argentine, Röstel devient le sélectionneur et le pilote des évasions. Jusqu'en 1950. Car il a compris que, pour le compte de Moscou, des Allemands de l'Est ont infiltré son réseau.

Röstel disparaît alors à son tour en Amérique du Sud... et à temps : de retour d'une mission à Damas, Robert Fitzner a été assassiné par les tueurs d'Abakoumov, sur la route de Munich à Ulm, où nous avons rendez-vous. Une valise bourrée de documents destinés aux services français avait évidemment disparu de sa voiture poussée en contrebas.

16.9. La mort en bout de piste

Lorsqu'après 1952, une dizaine d'assassinats ont visé au Caire et à Damas des officiers et ingénieurs allemands émigrés depuis 1946, l'initiative n'en était pas toujours due au Mossad, mais à celle des Est-Allemands chargés par Berlin-Karlshorst d'éliminer ceux d'entre eux qui étaient connus pour leur antisoviétisme. La guerre froide avait son lot de victimes, chaque année.

Ce détour de l'histoire au Moyen et au Proche-Orient n'est pas le seul dont les éclaboussures illustrent et ensanglantent les chapitres peu connus de la guerre secrète Est-Ouest.

Lorsqu'en 1949, Bormann revient pour toujours en Argentine, Heinrich Dörge est assassiné dans Buenos-Aires. L'année d'après, c'est le tour de Ricardo von Leute, puis celui de Richard Staudt, le patron de la chaîne argentine d'estancias et de garages. En 1952, c'est le tour de Ludwig Freude qui en savait long sur le rôle secret de Gestapo-Müller. En fin de liste, il y a Juan Duarte, le frère d'Evita Peron, assassiné le 9 avril 1953.

Il ne restait plus à Martin Bormann qu'à négocier avec «les vieux messieurs» de Bonn pour s'en sortir indemne. Désormais revenu de ses illusions germano-soviétiques, il n'était pas homme à servir en mercenaire Moscou, comme «le flic Müller».

CHAPITRE XVII

17.1. La saga Müller

Après l'ultime rendez-vous à Stolpe de Bormann et Müller, les 1er et 2 mai 1945, aucune indication ne transpire sur le sort du chef de la Gestapo et du contre-espionnage allemand. Inutile d'insister auprès des autorités soviétiques qui, par la grâce d'Eisenhower, ont régné seules sur Berlin jusqu'au 7 juillet, et ont eu tout le loisir de ratisser une ville réduite à l'état de fantôme. On connaît leur réponse aux Alliés occidentaux lorsqu'ils ont demandé si elles savaient quelque chose à son sujet. « Müller ? Mais de quel Müller voulez-vous parler ? » Comme si deux, dix ou trente-six Heinrich Müller avaient pu seconder Himmler et Heydrich depuis la fin des années 1930 !

Durant l'été 1945 et ensuite cycliquement, la dérobade soviétique s'accompagne d'une incroyable multiplication de leurres. En Allemagne d'abord, puis à l'étranger. En automne 1945, un certain Walter Lüders affirme aux autorités américaines que Müller est mort en tentant de fuir Berlin. «C'est moi, prétend-il, qui ait trouvé son corps près de la chancellerie,

et je l'ai enterré dans le cimetière juif de la Grosser Hamburgerstrasse. Ensuite, je suis allé jusqu'à la porte de Halle pour en avvertir sa famille. »

Or jamais la famille de Müller n'a habité Berlin. Sa femme et leurs deux enfants étaient à Munich. Lüders a même donné le numéro de la tombe, au Premier rang de la section G du cimetière. Après accord entre les quatre Alliés, celle-ci est ouverte le 1er septembre 1945. Un corps s'y trouve bien, mais il ne correspond en rien aux mensurations de Gestapo-Müller. En revanche, il porte des décorations qui, en effet, sont celles remises à Müller... Son épouse Sophie Dischner et son fils Reinhard les reconnaissent. Que font-elles là ? Pourquoi une aussi grossière mise en scène ?

La triste farce se poursuit. Dans la presse sont publiées des photos dites de Heinrich Müller, or il s'agit de l'autre, également Gruppenführer de la Gestapo, mais originaire de la province de Hesse, qui s'est suicidé en avril 1945.

Quelques mois de silence, puis, en mars 1946, une information venue de Berlin-Est circule dans les médias : «Müller s'est suicidé après avoir tué sa femme et leurs trois enfants, mais une de ses filles vit encore dans la région de Würzburg où la famille possédait quelques biens». La nouvelle prend place sous le n° 8696 dans les fichiers du CIC, le contre-espionnage américain. Elle est fautive. Jamais Müller n'a eu quatre enfants, et Sophie Dischner vit au grand jour à Pasing, dans un quartier de Munich. N'importe qui peut l'y voir. C'est seulement le 24 juin que l'antenne du CIC à Schweinfurt relaie de Regensburg à Francfort la rectification annulant la note précédente.

Il ressort des documents extraits par Clifford Kiracofe des archives américaines que si quelques officiers font alors preuve d'un zèle certain pour savoir où est passé Müller, d'autres s'arrangent pour freiner les recherches, arguant que finalement on perd du temps en se braquant sur son cas.

Rappelons à ceux qui n'ont pas vécu cette époque que l'OSS, mère de la CIA, était pénétrée d'agents de l'URSS, communistes ou compagnons de route, et qu'il en allait de même des services spéciaux et de l'administration des Français et des Britanniques en Allemagne. Quiconque réfléchit voit d'où vient l'intoxication, et au profit de qui elle s'exerce.

En 1953, un registre d'état civil trouvé par hasard dans Berlin signale (n° 11.716/45) que Heinrich Müller est décédé le 15 décembre 1945. Mais, en 1957, une inconnue commande à une entreprise funéraire de Berlin-Ouest une dalle portant l'inscription : «A notre bien aimé père Heinrich Müller, né le 28 avril 1900, tombé à Berlin en mai 1945.» Étrange. Cette nouvelle tombe est fleurie chaque année.

En septembre 1963, le bourgmestre de Berlin-Ouest, agacé par toutes les rumeurs qui courent, fait ouvrir cette tombe. On y découvre les ossements de trois cadavres... dont aucun ne correspond à la stature de Gestapo-Müller.

17.2. Qui trop en remet...

Ce qu'il y a d'extraordinaire dans cette saga Müller, c'est qu'elle s'étend de 1945 jusqu'au milieu des années 1960, non seulement en Allemagne, mais dans une dizaine de pays étrangers. A plusieurs reprises les services policiers du cru se laissent bernier, tandis que la presse internationale titre à la une, avec toujours les mêmes photos plus ou moins nettes, car Müller s'était protégé des photographes durant toute sa carrière. Mais l'extraordinaire est aussi qu'on parle de lui comme le ferait une publicité autour d'un produit, sur son emballage plutôt que sur son contenu. A savoir un silence total sur sa carrière, sa conduite à la direction de la Gestapo, les étranges protections qu'il accordait à certains agents de l'Orchestre rouge, ses menées antisémites assorties de gages après 1944 accordés à certains juifs, sa haine des Eglises catholique et protestante, mais en même temps ses négociations avec certains prélats.

La presse joue sur l'émotivité du public, sans recherches sur le fond. Aucun biographe ne s'y risque. A dire vrai, à force de trop insister sur le spectacle, on oublie presque le sujet. A force de multiplications de leurres, on perd de vue la réalité, puis on lasse le public. Tel est sans doute l'effet recherché.

Cependant, s'il était réellement mort en 1945, pourquoi poursuivre un tel jeu ? Croit-on ou croit-il tromper les vrais spécialistes du renseignement ?

Il est vrai que rares sont ceux qui, après 1945, s'intéressent vraiment à fouiller la question. Son dossier demeure aussi troublant que celui de Martin Bormann. Quelques auteurs, tels Ladislav Farago ou Paul Manning aux Etats-Unis, ont multiplié leurs enquêtes et déductions sur le sort du Reichsleiter et du chef de la Gestapo. Mais ils se sont égarés sur des pistes dont ils n'ont pas perçu qu'elles leur étaient proposées par des intermédiaires douteux, issus d'une émigration allemande au sein de laquelle aussi bien Müller que Bormann avaient leurs agents, et que, au-dessus, Moscou tirait les ficelles.

On trouve cependant ici ou là des fonds de vérité dans les archives du renseignement américain, dans les rares documents d'inspiration britannique et, plus rarement, dans la documentation venue des services secrets français, encore que nous soyons bien placés pour savoir qu'une étrange retenue paralyse ces derniers.

Relevons aussi que si les archives de la Stasi prouvent que Martin Bormann était constamment sous surveillance des Allemands de l'Est après 1945, et sous surveillance des Soviétiques après 1949, en Amérique du Sud, il est frappant que nulle part n'apparaisse le nom de Müller. La déduction est aisée : l'un et l'autre ont été, à partir d'un certain moment, des sortes d'Honorables Correspondants (HC) des services secrets de URSS, mais non des agents de l'URSS. Ils étaient sous contrat, sans ennuis, à condition qu'ils ne gênent pas la ligne du Kremlin, quelle qu'elle soit.

Les chercheurs en trouveront les preuves en examinant aussi bien la prose des journaux de langue allemande d'Amérique du Sud, comme Der Weg (par exemple de 1949 à 1952, lorsque cet organe influent insiste sur Rapallo et les bienfaits de l'entente germano-soviétique), que dans les rapports du groupe de Saragosse livrés à nos lecteurs. Ce parallélisme est frappant.

Quelques enquêteurs américains, passés de l'OSS à la CIA, produisaient cependant déjà des notes dont plusieurs contenaient de précieuses indications.

De même des parcelles de vérité surgissent ici et là dans les reportages des années 1960, dans des journaux aussi sérieux que le quotidien suisse Die Tat.

Un dénommé Peter Kubaïnsky, ancien agent de l'Abwehr et mêlé, dit-il, à l'attentat manqué contre Hitler, assure alors que, courant mai 1945, Müller a rencontré en Autriche le capitaine SS Aloïs Brunner qui devait lui remettre des faux papiers. L'intéressant est ce contact, car à l'époque Moscou prétendait avoir arrêté Brunner et l'avoir pendu. Or Brunner a été retrouvé en 1968 en Syrie, où il travaillait sous un faux nom pour la firme ouest-allemande Ofraco que dirigeait à Damas le gendre du général H.H. Worgitzky, alors un des seconds du général Gehlen à la direction du BND. Moscou avait donc menti. Donc les services Gehlen savaient.

Malheureusement Worgitzky, ancien spécialiste des infiltrations allemandes en URSS jusqu'en 1945, est décédé en 1969 d'un arrêt cardiaque. Le silence est retombé sur cette incidente.

Autre rumeur durant les années 1960, se cachant sous le nom d'Aminé Rashad, Müller aurait été vu en Egypte au 9 haret-Berkat el Hagab, faubourg du Caire. Sous un autre nom, un peu plus tard en Albanie, puis en Amérique centrale, puis en Amérique du Sud, voire en Australie. Mais il n'y aurait de possibilités qu'il se trouve à tel ou tel endroit qu'à condition d'y situer sa présence entre 1951 et 1954, mais certainement pas au début ou au milieu des années 1960. Notre enquête expose plus loin pourquoi.

De leur côté, sans doute histoire de faire comprendre à Moscou qu'elles n'étaient pas dupes, les autorités américaines ont à dessein monté, juste avant le blocus de Berlin, l'opération qui a consisté à faire circuler dans Berlin-Ouest un faux Heinrich Müller. Episode dont s'emparera bien plus tard un agent d'influence de Moscou pour, une fois de plus, monter la romanesque invention d'un Gestapo-Müller devenu agent américain, puis citoyen américain mêlé à la haute société. On a bien assuré aussi que Bormann vivait en Angleterre après 1945...

Quelques mois après l'épisode du faux Müller venu récupérer des dossiers à Berlin-Ouest, le 22 décembre 1948, la Tägliche Rundschau, quotidien sous contrôle de l'administration militaire soviétique à Berlin-Est, publiait une note furibonde contre «des pillards français» qui se seraient illégalement introduits «dans une maison de Stolpe», puis s'en seraient précipitamment enfui. Etrange information. Personne n'avait jamais parlé de Stolpe. Pourquoi spécialement une maison à Stolpe ? Le colonel Tulpanov du contre-espionnage soviétique surveillait de près la Tägliche Rundschau. Il ne pouvait s'agir que d'un message codé de Müller à l'intention de Bormann ou de quelques initiés. On n'en connaîtra la signification que le jour où les archives russes s'ouvriront enfin. Mais ouvrir ces archives serait ouvrir celles du général V. Abakoumov. Ouvrir le dossier Abakoumov serait ouvrir celles du KGB, donc les secrets de la rivalité entre Abakoumov et Beria, tandis que Staline voulait écarter de Berlin le maréchal Joukov, trop populaire en Union soviétique comme auprès des Alliés occidentaux.

A ce moment, on ne peut sérieusement analyser le rôle de Gestapo-Müller qu'en rappelant ce qui se passait dans les bases avancées de l'URSS en Allemagne, en particulier à Berlin-Karlhorst où Abakoumov, le traitant de Müller, imposait alors son pouvoir.

17.3. Abakoumov s'impose aux affaires allemandes

Si les unités spéciales du NKVD avaient leurs objectifs précis en entrant dans Berlin, celles qui dépendaient d'Abakoumov au Smersh avaient les leurs. Jusqu'à présent, les historiens ont négligé cet aspect qui pourtant pèse lourd dans la conjoncture Est-Ouest, car tout de suite commence dans l'ombre des armées - dont le maréchal Joukov est le grand maître - des conflits d'attribution et des divergences de perspectives dont il sera une victime et l'autre, Alexandre Korotkov.

Qui donc était cependant mieux placé que ce dernier pour prendre en main Müller qu'il avait bien connu avant 1939, lors des conversations secrètes entre le NKVD et ses homologues allemands ? Mais, justement, Abakoumov, à peine 36 ans, déjà général et protégé momentanément de Josef Staline, considère que, depuis qu'il a supervisé le grand jeu radio de Müller et de Bormann, les affaires allemandes sont désormais de son seul ressort. Il l'a montré en imposant son comité d'accueil à Moscou lorsque Gourevitch, Trepper et leurs associés allemands sont arrivés. Ni les services de Beria, ni ceux du GRU n'avaient leur mot à dire. De même à Berlin, où ses délégués sont le général N.K. Kovaltchouk et le colonel P. Fokine.

L'orage couve derrière la haute stature du haut commissaire de l'URSS. L'auto-intoxication est d'ailleurs telle du côté soviétique que Joukov, plus tard accusé d'être trop d'aimable avec l'Ouest, assure que les Anglo-Américains maintiennent sur pied ce qui reste des armées allemandes, afin d'agresser l'URSS sur un prétexte quelconque.

En vérité, cette attitude se greffe sur la multiplicité de l'appareil soviétique à Berlin, et cache aux observateurs les intrigues et divergences de vues d'une armée victorieuse, mais flanquée d'organismes qui échappent totalement à sa loi. Seule une synthèse de la DGER (aujourd'hui DGSE) a mis en relief, en février 1948, leur existence. Elle permet de comprendre la suite des événements.

«L'administration militaire et ses conseillers civils siègent à Berlin-Lichtenberg ; les services secrets toutes catégories sont installés à Berlin-Karlshorst. Il y a aussi les bureaux du MVD (ministère de l'Intérieur), ceux du contre-espionnage (le MGB) qui vont absorber les cadres du Smersh ; ceux de l'espionnage militaire (GRU) ; ceux de l'espionnage économique. »

Il y a aussi Lavrenti Beria qui, si occupé soit-il à la direction de l'espionnage atomique, fait la chasse aux savants et techniciens allemands avec son équipe (V. Makhnev et le futur ministre A. Zaveniaguine). Seul Zaveniaguine parvient à s'entendre avec les gens d'Abakoumov. Comme l'écrira plus tard Sergo Beria, il est «un antisémite enragé...». Eux aussi.

Enfin, à Berlin, sévit un organisme issu de l'ancien Komintern qui regroupe et manipule depuis ses bureaux des 15, 16, 72, 93 et 94 Parkstrasse les rescapés des filiales d'influence et de renseignement d'avant-guerre, réfugiés de tous les coins d'Europe en URSS et, de là, sont projetés vers la zone d'occupation soviétique.

Cela fait beaucoup de va-et-vient et de rivalités, d'autant que certains Allemands au service des uns ou des autres ont bien perçu leur multiplicité et, s'ils ne sont pas des agents de l'URSS, en jouent à leur façon à Berlin et dans les cinq provinces qui, petit à petit, constituent l'Allemagne de l'Est.

C'est alors une des premières tâches de Müller d'aider Abakoumov à savoir qui est qui, qui peut servir à quoi, qui doit être au contraire écarté parmi les quelque 800 à 1 000 officiers allemands supérieurs ou subalternes qui arrivent progressivement à Berlin à l'été et l'automne 1945, pour encadrer la nouvelle administration aux ordres de l'apparente unité de direction soviétique.

Leur base de départ a été le Comité national pour une Allemagne libre, le CNAL, créé le 12 juillet 1943 dans le camp 27 de Krasnogorsk, au sud de Moscou. Ce comité s'était constitué autour d'une dizaine de généraux et officiers subalternes faits prisonniers sur un front ou un autre, mais surtout autour et alentour de Stalingrad : Vincenz Müller, von Seydlitz, Otto Korfes, Martin Lattmann, Walter Freytag (une vieille connaissance à Dantzig du major de la Gestapo Lölgen), etc. Leurs noms ont été répertoriés dans de nombreux ouvrages. Mais un tri s'impose. Il y aura ceux qui s'occuperont de créer et d'encadrer des forces de police, et ceux qui glisseront plutôt au service d'une nouvelle police secrète, voire des projections en Allemagne de l'Ouest de l'espionnage soviétique...

17.4. L'aménagement du tremplin est-allemand contre l'Ouest

L'apogée de la carrière et de l'influence de Viktor Abakoumov est indéniable de mai 1946 - date à laquelle il est ministre d'Etat à la direction du contre-espionnage (MGB) - à la fin de l'année 1949. Finalement, il a réussi à faire muter Joukov au commandement de la région militaire d'Odessa, puis en 1948, plus isolé encore, au commandement de Sverdlovsk.

Abakoumov a ceci de commun avec son protégé Müller qu'il se croit invulnérable. Il ne voit pas un instant que Staline l'utilise et que la machine à broyer les hommes dont il a les leviers en main pourrait bien un jour se retourner contre lui.

Alexandre Korotkov le gêne pour une raison très claire : de son poste de conseiller politique auprès de l'administration militaire en Allemagne, il interfère dans les enquêtes du MGB. En particulier dans celles qui concernent le dossier de l'ancienne actrice Olga Konstantinova, la protégée de Beria, dont il a été question précédemment dans cet ouvrage.

Ce n'est pas tant Beria qui intéresse Korotkov, mais de voir qui peut être récupéré par le renseignement soviétique parmi les Allemands ou les étrangers qu'Olga a bien connus. En

revanche, ce que veut le colonel Solomon Braverman, le secrétaire d'Abakoumov, c'est d'avoir le dossier pour pouvoir incriminer Lavrenti Beria, le rival de son maître.

Il faut savoir qu'Olga, fille d'un ingénieur russe et d'une actrice des temps tsaristes, émigrée en 1922, à vingt-quatre ans en Allemagne, était devenue grâce à son talent et son entregent une vedette internationale. Depuis le début des années du cinéma parlant, elle tournait des films à Vienne, à Prague, à Paris, à Hollywood. Elle travaillait déjà pour le NKVD extérieur, comme son amie l'actrice Marika Rökk. Beria la traitait directement en 1938. Elle brillait dans les salons du Reich, sous la Protection du maréchal Goering et de Joseph Goebbels.

Korotkov creusait l'affaire, secondé par les officiers du NKVD extérieur, Vassili Bulda, G. Litovkine et B. la. Nalivaïko. Mais Braverman lui arrache quasiment le dossier, et il est rappelé à Moscou. Certes, il sera promu à un poste supérieur, mais loin des affaires allemandes, où il ne réapparaîtra qu'en 1955. Sa promotion consiste à prendre la direction du service des «illégaux» : les agents de l'URSS, soviétiques ou de toute autre nationalité, qui vivent sous de fausses identités, quelque part dans le monde, à l'insu des autres agents du NKVD (le SVR actuel) ou du GRU.

L'équipe Abakoumov reste donc seule à coiffer de sa vigilance les affaires allemandes et, en même temps, chasse ou neutralise, sur le plan intérieur soviétique, ceux qui déplaisent à Staline... ou à Abakoumov.

Il est utile de rappeler ce qui se passe alors en Union soviétique et sur le plan international : En URSS, l'équipe Jdanov, depuis son fief de Leningrad, monte au firmament du parti. Jdanov est un protecteur, sinon un ami, de Viktor Abakoumov, dont il partage l'antisémitisme.

Qu'on se souvienne d'un propos tenu par ce dernier en 1945 à l'un des responsables de l'Orchestre rouge : «Pourquoi êtes-vous entouré de tant de juifs ?» D'ailleurs les historiens Michel Heller et à Nekrich ont noté dans un de leurs ouvrages : «En 1943, on commença systématiquement à muter les juifs qui occupaient de hautes fonctions dans l'appareil politique de l'armée et à les remplacer par des Russes.» Ce «on», c'était Abakoumov, qui obligera aussi, entre 1946 et 1950, nombre de cadres soviétiques à divorcer lorsque leurs femmes étaient juives, telle Maroussia, la femme de Korotkov. C'est encore lui qui fera courir le bruit que Beria serait d'origine juive, alors qu'il est originaire d'une famille connue de Mingrélie. Mais qui, dans le monde, sait que la Mingrélie existe quelque part en Géorgie ?

Etat d'esprit identique dans la faune allemande et soviétique qui commence à quadriller l'Allemagne de l'Est de sa police et de ses indicateurs. Bien avant les Occidentaux, l'administration de Moscou à Berlin-Est a autorisé « les petits nazis » à réintégrer la sphère politique : dans le SED, produit de la fusion voulue par Staline des partis socialiste et communiste, ou bien dans le parti national indépendant, ou surtout dans le parti libéral-démocrate. Des partis-alibis pour faire croire que la démocratie prend pied en Allemagne de l'Est.

Plusieurs conseillers de Staline déconseillaient la création du SED : et si les socialistes allaient en profiter pour déborder le parti ?

«Ne craignez rien, leur rétorqua Staline, les socialistes qui ne se conformeront pas à la ligne, nous les éliminerons ! »

De fait, rien qu'entre 1946 et l'hiver 1947, 20 000 sociaux-démocrates disparaissent d'Allemagne de l'Est, soit exécutés, soit dans les camps de concentration rouverts sur ordre du général Ivan Serov (dont celui Sachsenhausen, où Gestapo-Muller puisait hier ses agents doubles ou récupérait pour ses agents les identités des morts) ; ou encore le camp dit des Cinq Chênes, réservé avant 1945 comme après la guerre, aux enfants de 12 à 18 ans...

Naît aussi, sous prétexte de la nécessité d'une police, ce qu'on appellera «la police encasernée», prélude à la constitution d'une armée allemande de l'Est.

Cependant, la tension monte entre l'Est et l'Ouest. Le 7 juin 1947, le général N.K. Kovaltchouk, dans un rapport à son supérieur Abakoumov, assure «qu'un conflit peut avoir lieu avant la fin de l'année». Ses contacts occidentaux lui affirment «que Washington ne permettra en aucun cas l'extension du communisme en Europe de l'Ouest».

Grâce à l'opération Ticom, le Président Truman et Winston Churchill savent que la RDA est devenue le tremplin des opérations soviétiques contre l'Ouest. L'agitation qui se développe dans la rue en Belgique, en France, en Italie, sous des prétextes sociaux, puis le blocus de Berlin, début juin 1948, sont autant de tests pour tâter le degré de résistance des Occidentaux. La guerre n'éclatera pas, ce sera la guerre froide, et deux des personnages allemands les mieux placés pour le savoir, aux côtés des Soviétiques, ne sont autres que Gestapo-Müller et Hans Rattenhuber.

17.5. Müller et Rattenhuber aux commandes d'une police secrète

Hans Rattenhuber ? On croyait que le chef de la garde personnelle de Hitler, sorti du Bunker de la chancellerie, végétait quelque part en Russie, dans une prison ou un camp de déportation. Il n'en était rien. Cet agent de l'URSS se trouvait en 1946 déjà à Leipzig, zone soviétique, à la direction d'une police secrète nouvelle, en pleine extension l'année suivante. L'auteur l'avait découvert en 1947 durant une randonnée qui l'avait conduit de Bavière en Allemagne de l'Est, mais sans pouvoir le prouver, faute de moyens photographiques adéquats.

La stature et le visage de Rattenhuber étaient aisément reconnaissais pour quiconque l'avait approché une seule fois, ou avait vu des magazines de l'époque nazie.

En 1996, notre documentaliste Kiracofe a déterré des archives américaines plusieurs notes et rapports d'un certain «Grünwald», dont ceux des 8 et 10 mars 1950, qui exposent, après rappels du passé de Rattenhuber et de Müller, que tous deux travaillent ensemble pour Moscou depuis une base située en Tchécoslovaquie.

A l'origine de ces renseignements, un agent double, Wilhelm Schmitz, né en 1903 et qui fut en 1941 responsable de la section IV E 6 de la Gestapo (fusionnée ensuite, sous l'autorité de Müller, avec le bureau équivalent du SD) avec secteur d'activités en Tchécoslovaquie, Hongrie, une partie des Balkans et, de là, vers d'autres pays étrangers.

Schmitz secondait Müller en 1942, après l'assassinat de Heydrich, pendant le massacre de 3000 Tchèques et la destruction totale de la ville de Lidice. Il est évident que le retrouver ainsi en Tchécoslovaquie signifie qu'il travaille maintenant pour les Soviétiques, comme il est évident qu'il est un agent double au profit des Américains, puisqu'il circule également à l'Ouest !

Ce Schmitz est-il Grünwald, ou bien Grünwald est-il un de ses agents ? Impossible de trancher. Toujours est-il que, grâce aux précisions qu'il a fournies, il est possible désormais d'emboîter plusieurs pièces du puzzle qui concerne la vie et les activités de Heinrich Müller.

A travers l'ex-chef de la Gestapo, Abakoumov et ses hommes ont créé, parallèlement aux services soviétiques et est-allemands, un service tout à fait à part qui équivaut, sur le plan de l'Europe soviétisée, à ce que sont la hiérarchie secrète et la démultiplication des réseaux de Bormann à l'Ouest et jusqu'en Amérique du Sud. Mais, maintenant, Müller joue sa partie à lui, sans liaisons avec Bormann. C'est une évidence, sans quoi eussent été trouvés, au fil du temps et des archives, et malgré les silences de Moscou, des indices de leur coopération.

Un des hommes-charnières de cette opération soviéto-allemande, après 1946, est le général de division Rudolf Bamler, qui siège à Berlin-Karlshorst, dans les locaux du groupe d'Abakoumov. Il a été chargé de fonder une école d'où sortiront les policiers secrets qui, bientôt, travailleront pour le commissariat spécial, dit K.5, lequel donnera naissance en 1950 à plusieurs des directions du MFS, le ministère est-allemand de la Sécurité.

Bamler est un expert. Du 24 mai 1938 au 1er mars 1939, il dirigeait à Berlin la section III F de l'Abwehr, autrement dit le contre-espionnage des services que l'amiral Canaris avait pris en main trois ans auparavant. Mais Bamler se montrait à ce point fanatique du parti nazi et du rapprochement avec Moscou, après 1937, que Canaris avait fini par l'envoyer en poste à Dantzig, puis en mission en Norvège en 1940. En commandement sur le front russe, il a été fait prisonnier durant la bataille de Moghilev, a rejoint le maréchal von Paulus dans son camp d'internement, puis il a adhéré au Comité national pour une Allemagne libre. Dès lors, il partage une datcha avec von Paulus et le général von Seydlitz.

Au début de l'année 1946, il apparaît à Berlin-Karlshorst dans le rôle que nous avons dit. Hans Rattenhuber accompagnait Ribbentrop à Moscou lors de la signature du pacte germano-soviétique. C'est un des témoins de la mort de Hitler et d'Eva Braun, et l'un des chefs de groupe lors de l'évacuation du bunker. Comment ne serait-il pas un agent de l'URSS puisque, après de brefs interrogatoires, les Soviétiques l'envoient auprès de Bamler et, de là, le projettent responsable de la police secrète qui prend corps à Leipzig en 1946 et 1947 ?

Leipzig est à moins d'une heure et demie de route de Chomutov, à la frontière tchéco-allemande, et à une heure et demie de Hof, à la charnière de l'Erzgebirge et des Monts de Bohême où, jusqu'en 1949, séjourne épisodiquement Bormann.

En mars 1951, une note de Wilhelm Schmitz à ses traitants américains (voir en annexe) avertit que l'année précédente Müller se trouvait à Brünn, Tchécoslovaquie, avec Rattenhuber pour assistant.

«Müller, précise Schmitz, voyage fréquemment entre Brünn, Karlshorst et Moscou.» Il rappelle que lui-même s'est rendu, pour l'antenne américaine, jusque dans Berlin «spécifiquement pour enquêter sur les activités de Müller».

Schmitz ne semble découvrir le rôle de Müller qu'en 1950. Ne livre-t-il en retard et prudemment cette information aux Américains qu'au début 1951, pour des raisons qui ressortent de son rôle d'agent double, parce qu'à ce moment Müller n'est plus là ? Telle est notre hypothèse, car en 1951, la conjoncture intérieure soviétique oblige Müller à prendre du recul. Il peut y avoir aussi une confusion volontaire dans sa localisation. Brünn est en allemand l'appellation de la ville tchèque de Brno, laquelle a repris son nom d'origine après la guerre. Mais il existait à l'époque un autre Brünn en zone soviétique, à proximité de la frontière nord de la Bavière, sous contrôle américain. A cinquante minutes de là en voiture se trouve Hof où Müller avait organisé, en hiver 1944-1945, «un commandement sud» secret de la Gestapo. Ce Brünn était un point stratégique important à l'heure où Müller téléguidait en Allemagne de l'Ouest un certain nombre d'agents.

Dans ce contexte, il est étrange que l'écrivain Edward H. Cookridge, dans son ouvrage très documenté sur Reinhard Gehlen et l'espionnage ouest-allemand (BND) ait admis en 1971 l'existence et le rôle de Rattenhuber (qu'il appelle systématiquement Rattengruber) à Leipzig en 1949, mais passe sous silence la présence de Gestapo-Müller dans cette région qu'il s'agisse de Brno ou de l'autre Brünn. D'autant que Cookridge admet celle du général Bamler à Karlshorst... Qui l'a censuré à Londres et pour quelle raison ?

1949 est l'année où surgissent à Bonn et à Pullach, centrale du BND, l'ancien lieutenant-colonel du SD Heinz Paul Johann Felfe ; Hans Clemens, ex-kriminalrat de la Gestapo ; Willy Krichbaum, ex-colonel du SD ; Viktor et son épouse Erika Schneider, tous deux anciens cadres de la Gestapo. Surgit aussi Panzinger, un des hauts responsables et intimes de Müller qui traitaient pour lui le jeu-radio. Ils infiltrèrent pour Moscou le BND et l'entourage du chancelier Adenauer.

1949 est également l'année où, en France, l'ex-secrétaire général de la police française auprès des occupants allemands, René Bousquet, est jugé mais acquitté, bien qu'il ait livré à Oberg et Knochen le réseau d'écoutes du général Badré, greffé sur le câble secret reliant Berlin à leurs services de Paris.

Un an plus tôt, à Bregenz, Arthur Koestler m'avait dit : « Ce temps est celui de l'apogée des agents doubles ! »

Certes. Mais qui protégeait ceux d'entre eux qui s'en sont tirés ?

CHAPITRE XVIII

18.1. La fuite en Amérique du Sud

Bamler, Müller, Rattenhuber ont fort à faire durant la période de 1946 à 1950. Pour Moscou, leur tâche prioritaire est de sélectionner, parmi les quelque 20 000 ingénieurs et scientifiques de l'armement prisonniers de l'URSS, ceux dont les talents peuvent être utilisés sur-le-champ. Ils sont 300 spécialistes des missiles et du nucléaire, dont quelques-uns avaient expérimenté en Bohême les premières tentatives de ce qu'on appellera plus tard des soucoupes volantes. Les élus échappent évidemment à l'ordre de déportation signé Abakoumov, en date du 20 octobre 1946. De leur côté, les Américains ont récupéré une partie de ce personnel, soit 492 spécialistes de haut niveau qu'ils ont immédiatement emmenés aux Etats-Unis.

A l'époque et jusqu'en 1949, une incroyable chasse à l'homme se déroule en Allemagne occupée. Sous couvert d'enquêtes dans les camps de réfugiés des zones occidentales d'occupation, des missions soviétiques de rapatriement écument légalement ou en toute illégalité les cantonnements où se sont entassées des centaines de milliers de ceux qu'on appelle pudiquement des personnes déplacées. Ils se livrent à des kidnappings, voire à des meurtres dont les chroniqueurs n'ont guère parlé sur le moment ni depuis².

C'est à l'époque, qu'avec deux ou trois Austro-Allemands, des randonnées clandestines m'ont permis de situer la petite localité de Brünn, près de Suhl en zone soviétique de Thuringe, limitrophe du nord de la Bavière, sous contrôle américain.

Grâce à des informateurs, je savais que Hans Rattenhuber s'y rendait fréquemment depuis Leipzig, accompagné de son chauffeur personnel, un Soviétique. Donc le commandement régional du contre-espionnage de l'URSS avait des raisons de laisser faire. N'ayant pas de liaison féminine, l'ex-général SS s'y rendait à l'évidence pour des raisons de travail.

Qui allait-il voir ? Nos moyens et une prudence obligatoire ne nous permettaient pas une surveillance permanente et plus rapprochée. C'est bien plus tard que j'ai appris les raisons de ses visites : Heinrich Müller avait une base, et peut-être même une résidence, à Brünn.

18.2. Rattenhuber au crible

Par des journalistes russes qui ont eu accès aux archives de Moscou, nous pouvons reconstituer l'itinéraire de son coéquipier Rattenhuber lorsque, sorti à la tête d'un des groupes évadés du bunker de la chancellerie, il avait quitté Martin Bormann, à hauteur du pont de Weidendamm. Blessé à la jambe par un éclat d'obus, il avait été pris par une patrouille soviétique quelques heures plus tard et transféré immédiatement à la prison

Butyrskaja de Moscou. Même s'il avait conclu à l'avance des arrangements avec les services secrets soviétiques, grâce à son entente avec Müller, il allait de soi qu'Abakoumov voudrait compléter ses dossiers sur les arcanes nazies.

C'est le colonel Pavel Iliatchenko qui, le 9 mai 1945, avait été chargé de passer au crible ses connaissances. Lavrenti Beria et son rival Abakoumov suivaient au jour le jour ses interrogatoires. Ils s'intéressaient prodigieusement à la façon dont était organisé et fonctionnait le service de protection du Führer, et même comment Rattenhuber assurait la surveillance de son alimentation. Végétarien, Hitler ne mangeait que les légumes fournis par Martin Bormann, qui les faisait venir de son quartier général de Zossen, ou lors de ses déplacements, de l'Oberzalsberg.

Les événements qui s'étaient déroulés dans le bunker durant les derniers jours remplissaient des pages et des pages. Rattenhuber confirmait par exemple que Hermann Fegelein, le beau-frère d'Eva Braun, avait tenté de s'évader et avait été exécuté par Heinrich Müller, sur l'ordre de Hitler.

Connaître la vie sexuelle du Führer intriguait aussi Beria. Rattenhuber assurait qu'il ne s'en était pas préoccupé, mais, au fil des questions, il égrenait ce qu'il savait de la présence auprès du Führer d'un certain nombre d'actrices, telles Dita Parlo, Martha Harell, Olga Tchekova, Marika Röck. Pour les interrogateurs, son point de vue avait l'intérêt de recouper ce qu'ils connaissaient par ailleurs du comportement de ces jeunes femmes... puisqu'elles travaillaient pour Moscou ! Il leur fallait néanmoins être sûrs qu'aucune n'avait joué le double jeu.

Au début de l'année 1946, Rattenhuber fut expédié à Leipzig où Abakoumov avait décidé, sur les conseils de Müller, d'installer une base allemande au service du contre-espionnage soviétique. A des fins intérieures dans un premier temps, mais progressivement de plus en plus axée sur la pénétration de l'administration allemande et occidentale de l'Allemagne de l'Ouest.

Le général Rudolf Bamler supervisait l'ensemble depuis Berlin-Karlshorst (jusqu'en 1951). Müller et Rattenhuber s'occupaient spécifiquement des priorités successives du «bureau allemand» d'Abakoumov : d'abord trier le personnel scientifique utile à toutes les gammes de l'armement soviétique ; ensuite, à partir de l'automne 1946, sélectionner ou former les cadres de la police et de l'administration allemandes de la RDA ; en même temps mettre sur pied un service d'espionnage et de contre-espionnage est-allemand, qui allait d'ailleurs servir de modèle à ceux que Moscou mettait en place dans les pays satellisés ; enfin former des agents qui seraient envoyés en Allemagne de l'Ouest : faux évadés des camps soviétiques, faux transfuges, petites gens non fichés et capables de s'intégrer et faire carrière dans les administrations ouest-allemandes.

Des centres d'instruction secrets étaient installés dans les régions tchèques sous la dépendance à la fois de Rattenhuber et de Müller.

Par exemple à Chomutov, Karlovy-Vary, Cheb, Marianske Lazne. L'auteur les a repérés en 1946, sans se douter que Gestapo-Müller supervisait alors le tout. Quelles qu'aient été ses erreurs de détail, volontaires ou non, c'est Wilhelm Schmitz qui, dans ses rapports de mars 1950, a fait savoir au contre-espionnage américain l'existence de cet appareil.

18.3. Les premières projections d'agents à l'Ouest

Un des rapports de Schmitz et de Grünwald, daté du 8 mars et complété le 10 mars 1950, soit près de six pages en simple interligne, illustre le travail soviéto-allemand à une époque où tout le monde à l'Ouest croyait que Rattenhuber végétait quelque part dans un camp de Sibérie.

Il est fait état des contacts d'un ancien haut fonctionnaire du ministère de la Sécurité du Reich, Alfred Peter Martin, qui, pour Müller - nommément cité, mais signalé comme résidant à Prague - a pris des contacts en zone occidentale d'Allemagne, notamment à Berchtesgaden et à Linz en Autriche, et avec trois autres personnes, afin de les « brancher » sur Rattenhuber.

L'agent double Grünwald cite à Berchtesgaden l'ex-conseiller d'Etat de la Criminelle allemande, le Dr Vogel, comme étant une des liaisons entre Martin et Müller ; et l'ancien général SS Staudinger qui vit alors à Munich. Ce dernier aurait pris contact le 4 mars 1950 avec le propre fils de Gestapo-Müller, Reinhard, né en 1927, donc âgé de 23 ans.

Qui donc est ce Martin ? Un ancien SA impliqué en 1937 dans le montage du dossier confectionné par Heydrich pour compromettre le maréchal Toukhatchevsky aux yeux de Staline. Un montage auquel participait Gestapo-Müller.

Par la suite, Martin avait brillamment combattu dans la chasse aérienne. Mais, blessé à la veille de la fin de la guerre, il était entré dans la police avec le rang de conseiller d'Etat aux Affaires criminelles. Il connaissait Müller depuis 1937.

Staudinger aussi a travaillé avec Müller jusqu'en avril 1945. Les notes aux Américains relèvent qu'il est en rapports suivis avec plusieurs anciens du SD, en particulier avec un certain Dirksen, et qu'il a pu de fil en aiguille bavarder à diverses reprises avec Reinhard Müller. Le fils de l'ex-chef suprême de la Gestapo lui a carrément dit «qu'en 1944 déjà, il savait que son père était en relations avec les Soviétiques». Il ne s'en offusquait d'ailleurs pas.

Cependant ce qui gêne Grünwald - qui ne s'en cache pas auprès de ses traitants américains - c'est que Staudinger et Dirksen aient évoqué leurs contacts parallèles avec les services secrets américains, et en même temps avec plusieurs dirigeants clandestins du parti communiste allemand. Grünwald voudrait être certain qu'il n'a pas affaire à des provocateurs.

Malheureusement nos dossiers, obtenus dans les archives américaines, ne contiennent nulle part de réponse à ce sujet. Ils sont toutefois la preuve d'un des circuits de Müller en zone d'occupation, de 1946 à 1950, recoupée par la note déjà mentionnée ici : celle de Wilhelm

Schmitz, en date du 26 février 1951, et dont il ressort que Müller, secondé par Rattenhuber, est bien le chef d'orchestre.

Plusieurs cas du genre, jusqu'à présent inédits, extraits de nos dossiers personnels, méritent d'illustrer les infiltrations ou récupérations à l'Ouest de l'équipe en question. Déjà fin 1946, on remarque l'apparition à Cologne puis à Bonn, où se concentrent ceux qui constitueront le gouvernement Adenauer, d'une certaine Vera Schwarte. Arrêtée comme suspecte par la Gestapo, fin 1944, disparue en 1945, puis soi-disant évadée de la zone soviétique, la relativement séduisante Vera surgit en zone britannique au moment où chacun des Alliés, d'accord pour reconstituer une police unifiée ouest-allemande et des services d'espionnage et de contre-espionnage, cherche à imposer à leur tête ses propres Allemands.

Londres pousse à la direction du BfV (Office de protection de la Constitution, en fait contre-espionnage intérieur) Otto John qui, avec son frère, jouait double jeu entre les nazis et l'espionnage anglais jusqu'au moment de l'attentat manqué de juillet 1944. Qui a fait nommer Vera Schwarte au poste de secrétaire d'Otto John ? Nous l'ignorons, mais, en 1951, nous savions qu'elle était un agent de l'Est payé par Berlin-Karlhorst. Le savait aussi un officier américain de la CIA, Peter Sichel, qui fut en poste en Allemagne de 1949 à 1952. Affaire étouffée lorsqu'en 1954 Otto John passe à l'Est et, lors d'une conférence de presse théâtrale, protégé par les Soviétiques, se déclare « horrifié » d'avoir découvert que le gouvernement Adenauer était truffé de nazis. Müller n'était pas dans la salle. Il aurait ri aux éclats sachant le nombre de hauts nazis qu'il avait remis en activité dans chacune des deux Allemagnes...

Dans un autre registre, réapparaissaient en Belgique, au Luxembourg et en France des rescapés des réseaux de l'Orchestre rouge. Passés à l'Est en 1944 et en 1945, Graf, le responsable du SD à Liège durant l'occupation, et Marx, malgré son nom, le chef de la Gestapo à Bruxelles, avaient à l'époque protégé particulièrement la branche bulgare en Europe des réseaux soviétiques. Avec la caution de Müller, ils réactivaient plusieurs d'entre eux, dès après 1946. Ainsi Sophie Fare qui, deux ans plus tard, vivait tranquillement à Paris chez son amie Olga Hess, 207 rue Lauriston. De même Albert Buydens, disparu après ses ennuis de 1947, mais revenu en 1950 à son domicile parisien du 11 bis rue Lord Byron. Il s'occupait en apparence des développements de la télévision. Par lui, on tombait sur la firme Sofimex, et par celle-ci sur sept ou huit sociétés commerciales d'implantation européenne. Toutes servaient de couverture à des agents, soit directement traités par le KGB, soit manipulés par l'équipe Müller-Rattenhuber.

Leurs activités ont alors été détectées par l'auteur, mais c'est seulement dix ans plus tard que diverses pistes et quelques documents ont conduit à cette équipe, et non à l'appareil soviétique seulement.

Une des plus belles réussites de ce tandem est-allemand - dont Markus Wolf n'a pourtant jamais parlé - a sans doute été son infiltration, de 1947 à 1951, des services secrets de Reinhard Gehlen, lorsque son organisation est devenue le BND, sous tutelle du gouvernement de Bonn et sous caution des Alliés occidentaux.

Soit «évadés» des camps de l'URSS, soit libérés et renvoyés à l'Ouest puisque la guerre froide s'apaisait, en dépit d'éclats intempestifs, une dizaine d'anciens officiers supérieurs de l'Abwehr, du SD, de la Gestapo, ont réussi, l'un cautionnant l'autre, à s'implanter dans les services de sécurité de Bonn.

Washington et Londres avaient faim d'informations sur l'Union soviétique, ses appareils, les pays satellisés. Alors apparaissaient des spécialistes en la matière : Hans Clemens, Willy Krichbaum, et autres SS bon teint, dont on ne découvrira que bien plus tard que leur nazisme cachait leur travail pour Gestapo-Müller ou pour les Soviéto-Allemands de Berlin-Karlshorst.

18.4. Panzinger et Pannwitz, de retour à l'Ouest

En 1955, dans son immense magnanimité, Moscou renvoie en Allemagne de l'Ouest, pour remercier le chancelier Adenauer d'avoir noué avec l'URSS des relations diplomatiques, quelques milliers de prisonniers. On suppose que la Sécurité intérieure ouest-allemande s'intéresse à plus d'un, surtout lorsqu'il s'agit d'anciens spécialistes comme Friedrich Panzinger ou Heinz Pannwitz, les principaux responsables du fameux Sonder-Kommando chargé de l'Orchestre rouge.

Vieux compagnon de Müller depuis 1919, Panzinger, ancien chef de la Gestapo de Berlin, fut aussi son second jusqu'au début de l'année 1944 pour gérer les agents soviétiques retournés, ou qui semblaient l'être. Pourtant Panzinger n'intéresse personne, bien qu'il ait été une sorte de prisonnier d'honneur consulté de temps à autre par les services du général Abakoumov. Et peu après son retour, il apparaît dans les couloirs du BND. C'est Heinz Felfe, un ancien des bureaux de Heinrich Himmler, qui l'y a introduit. L'office de Sécurité intérieure, le BfV, ne bronche pas. Le colonel Otto Wagner, parfois consulté par Reinhard Gehlen, s'étonne en vain du rôle de Felfe, chargé de la section III F (contre-espionnage du BND) et de la présence de Panzinger. A ses yeux, ce sont très certainement des agents doubles.

C'est seulement six ans plus tard que Felfe est démasqué comme agent de l'URSS. Il correspondait avec l'Est, le plus souvent, par une boîte-aux-lettres située comme par hasard à proximité de Brünn.

Plusieurs ouvrages ont traité de «l'affaire Felfe», mais sans jamais un mot ou une allusion sur ses rapports avec Gestapo-Müller ou Rattenhuber, après 1945. Grâce aux archives de Moscou, examinées par Kent-Gourevitch, on sait en tout cas formellement que Panzinger fut interrogé en février 1947 dans les locaux de la Sécurité d'Etat et une autre fois encore à la Loubianka, le 29 juin 1951. La raison essentielle de ce changement de locaux est qu'en juin 1951 Abakoumov venait d'être limogé de son poste et lui-même interrogé par des policiers du clan Beria.

C'est parce qu'Abakoumov est soupçonné, puis arrêté le 12 juillet, qu'à la section austro-allemande où arrive alors Piotr Deriabine, le bruit court que Müller a été arrêté. En réalité, Müller est interrogé à plusieurs reprises car, selon la règle, son protecteur étant sous les verrous, tous ses subordonnés ou protégés doivent passer au crible des interrogateurs. La

preuve que Müller est libre, nous la tenons du fait qu'en 1951 et 1952, au moins jusqu'à l'automne, il circule encore entre Brünn, Leipzig, Berlin-Karlshorst et Moscou. Abakoumov suspect ou non, les connaissances de Müller sur le personnel allemand, son réseau d'informateurs en RFA et dans plusieurs pays étrangers, sont toujours indispensables, ainsi que ceux de ses anciens subordonnés directs comme Heinz Felfe, qui couvre jusqu'en 1958 Panzinger et d'autres infiltrés. Panzinger se suicidera en 1959, sans que Bonn en comprenne les motifs. Pannwitz, lui, s'en est mieux tiré. Il a discrètement réintégré la société ouest-allemande. Il est devenu fondé de pouvoir d'une banque spécialisée dans les transactions commerciales internationales. A ce titre, en 1959, il négocia pour la firme Helvetia d'importantes ventes de wolfram avec des interlocuteurs espagnols. Curieuse coïncidence : un de ses vis-à-vis avait appartenu au réseau de Saragosse...

18.5. La fin d'Abakoumov

Que se passait-il donc en 1951 lorsque Abakoumov fut brusquement placé en résidence surveillée, puis définitivement embastillé ? Il faut le savoir pour comprendre dans quel nœud de vipères évolue Gestapo-Müller. Si une clique autour d'Abakoumov enclenche à ce moment une vaste opération à odeur antisémite, elle n'est pas la seule. Comme à son habitude, Staline joue sur tout un clavier d'ambitions et d'opportunismes. Une sorte de réédition des purges d'avant-guerre déferle dans Moscou, après avoir pris naissance dans les capitales de l'Est européen.

En sont victimes des dirigeants du parti qui ont appartenu aux réseaux du Komintern, n'ont pas rejoint Moscou en 1939, ont milité ailleurs dans le monde et, parmi eux, en très grand nombre, des hommes et des femmes d'origine juive. Ils sont titistes, trotskistes, sionistes.

On ne saurait douter du rôle d'Abakoumov à ce sujet. Il avait montré le bout de l'oreille dans une note du 12 octobre 1946, en se plaignant « des manifestations nationalistes au sein du Comité juif antifasciste ».

Un peu plus de deux ans après, Solomon Mikhoels, président du Comité et directeur du Théâtre yiddish de Moscou, est assassiné. Ce sont S.I. Ogoltsov, l'adjoint d'Abakoumov, et son second Tsanova qui, sur ordre de Staline, ont abattu Mikhoels. Comme me l'avait dit Arthur Koestler, c'était un signe que, même après avoir reconnu l'Etat d'Israël, Staline allait jouer la carte arabe. Ce qui n'était pas pour déplaire à Müller puisqu'il avait infiltré des hommes à lui dans les milieux allemands du Caire et de Damas en 1948 et 1949. Des hommes qui, en 1952 et 1953, allaient souvent éliminer physiquement (en l'imputant au Mossad) les Allemands anticommunistes.

Lorsque l'épuration déferle en URSS, Beria, Malenkov, Khrouchtchev et autres surfent sur la vague, et alimentent en même temps dans les arcanes du parti une campagne pour déstabiliser Abakoumov. Des vétérans du comité central assurent « qu'il n'a pas su extirper la trahison dans l'armée » ni pendant ni après la guerre, sans toutefois préciser de qui la trahison, ni laquelle... D'autres l'accusent d'avoir, par ses excès dans les épurations, provoqué dans les pays de l'Est la renaissance du nationalisme antisoviétique.

Selon la coutume, lorsque Staline veut se débarrasser d'un gêneur, de telles rumeurs ne sont jamais fortuites. Viktor Abakoumov est neutralisé, puis détruit. Ce qu'il ignorait, c'est qu'un de ses adjoints, M.D. Rioumine, chef des investigations au ministère de la Sécurité d'Etat, travaillait contre lui dès le printemps 1951. En juillet suivant, Rioumine est un des principaux accusateurs d'Abakoumov, jusqu'à inventer qu'il était le chef secret d'une organisation sioniste !

Ironie, au bout de ce nœud d'intrigues : une fois Abakoumov mis en jugement, Rioumine est arrêté. Il sera exécuté en 1954, en même temps que celui qu'il avait trahi ; S.I. Ogoltsov, qui était le vice-directeur du MGB, et qui a remplacé Abakoumov à la direction du ministère de la Sécurité, est limogé quelques mois après, au profit de Semione D. Ignatiev.

Semione Ignatiev, à son tour, sera écarté par Lavrenti Beria en avril 1953, au moment où il entame une marche au pouvoir suprême qui lui sera fatale.

18.6. Gestapo-Müller s'enfuit

L'admiration de Müller pour le totalitarisme soviétique en prend un coup. Il sent qu'il devient suspect, ce qui change considérablement la donne. Il est plusieurs fois interrogé, mais n'est pas incarcéré et continue de servir ses nouveaux maîtres, dont Alexandre Korotkov qui, à la direction du service mondial des Illégaux, a localisé nombre d'agents de Müller, et reste le seul à pouvoir s'y reconnaître dans le secteur allemand.

Ce que nous ignorons, c'est la date exacte à laquelle Müller a décidé de s'enfuir. Toutefois il est trop prudent, il connaît trop bien les méthodes soviétiques pour rompre totalement avec Moscou. Il a vu en octobre 1952, à la conclusion du XIXe Congrès du PC de l'URSS, entièrement fabriqué par Staline, qu'aucun de ses contacts au MGB ne figurait plus parmi les titulaires et suppléants du comité central. Un signe que la branche d'Abakoumov était sciée. En revanche, un nombre inaccoutumé d'officiers du NKVD extérieur et du MVD ont accédé au Saint des Saints ! Donc changement d'équipe, tandis que Korotkov est le seul à le connaître personnellement. Le seul donc auquel, au moment de disparaître, il fait parvenir les moyens de le joindre à l'étranger.

Où ? En Amérique du Sud. Müller n'y manque ni de points de chute, ni d'un trésor suffisant pour n'avoir pas de soucis financiers. Le seul continent aussi où facilement échapper aux poursuites.

CHAPITRE XIX

19.1. Ivan Serov à Rudolf Barak : «Kidnappez Müller !»

D'où vient notre certitude que Gestapo-Müller est en Amérique du Sud ? De ce que, au printemps 1954, le général Ivan Serov ordonne à Rudolf Barak : « Kidnappez-le et ramenez-

le vivant ! » C'est en avril que Serov a été nommé directeur du KGB. Barak est depuis quelques mois vice-président du Conseil des ministres tchécoslovaques et ministre de l'Intérieur, en charge des services secrets.

Depuis longtemps la piste sud-américaine s'était offerte à nos recherches. Un transfuge, Josef Frolik, passé en 1969 aux Etats-Unis, avait apporté dans ses bagages des centaines de données humaines et techniques sur l'organisation de l'espionnage et du contre-espionnage de Prague. A tel point que Richard Helms, le directeur de la CIA, l'avait un jour accueilli dans ses bureaux par ces mots : « Joe, vous avez littéralement mis à genoux ces services secrets ! »

Huit ans de travail avaient largement écœuré Frolik, tant l'injustice, les provocations, l'arbitraire caractérisaient le milieu d'où il s'était échappé. C'était bien la peine d'avoir combattu le nazisme pour faire pire encore, telle une caste supérieure, ancrée dans ses privilèges, et qui se moquait éperdument des populations. Frolik assurait, dans les centaines de pages de ses dépositions, y compris durant ses déclarations devant une commission spécialisée du Congrès américain, qu'en effet Heinrich Müller avait gagné l'Amérique du Sud bien après 1945.

Dans un livre paru en 1975, il devait affirmer que Rudolf Barak l'avait débusqué en 1955 et ramené à l'Est. Barak était donc l'homme qu'il fallait voir pour tirer l'affaire au clair, or il avait disparu en 1962. Tout ce qu'on savait, c'est qu'une crise incroyable l'avait à l'époque opposé au président Novotny qu'il avait accusé, en pleine session du comité central, d'avoir travaillé pour les nazis pendant la guerre, une fois leur prisonnier et, à présent, de protéger plusieurs d'entre eux et leurs anciens collaborateurs dans le pays. Sur-le-champ, Novotny l'avait fait jeter en prison.

Pour comprendre les réactions de Barak, il faut savoir dans quelles conditions il était parvenu au sommet de la hiérarchie de Prague, pourquoi Serov s'était adressé à lui en 1954, et comment il s'était piégé lui-même en découvrant seulement alors les secrets de l'entente et même de la collaboration germano-soviétique d'après 1945.

Il était impossible de le joindre, lui ou son entourage, même pendant le Printemps de Prague, bien que le bruit ait couru de sa libération des geôles communistes. Et puis, un jour, une lettre de son fils Pavel m'est arrivée à Paris. Il demandait un rendez-vous, sous prétexte de parler de mon livre sur le GRU. Dans la conversation, Pavel me dit tout à coup, en montrant une de mes notes en bas de page dans laquelle j'évoquais le kidnapping de Müller en 1955 : «A présent, mon père peut vous en parler ! »

Ce qui suit est donc la retranscription de mes conversations avec Rudolf Barak et son fils à Prague, et de mes recoupements, grâce à des recherches qui se sont étalées sur une trentaine d'années.

19.2. Une soviétisation sans limites

Situons tout d'abord le problème qui se posait à Moscou lorsque Müller profite des querelles autour de Staline et de sa mort le 1er mars 1953, pour rompre tout contact direct avec les Soviétiques : Bamler à Berlin-Karlshorst, Rattenhuber à Leipzig, et leur réseau d'ex-nazis au travail soit en RDA, soit infiltrés en RFA et dans les pays de l'Otan, se trouvent soudain comme des oiseaux sans tête. Müller était le fichier, la mémoire ambulante, le chef d'orchestre d'un appareil ultra-secret qui dépendait d'un bureau soviétique spécial basé à Legnica, à proximité des frontières polono-tchécoslovaques, et gérait sous le nom de code «ODRA» les affaires secrètes soviéto-allemandes. Il était le seul à connaître les hommes-clés, leur passé, leurs faiblesses, leurs tenants et aboutissants, suffisamment pour éviter tout double jeu de leur part.

En 1954, Rudolf Barak découvre, avec les données que lui fournissent les Soviétiques, un monde souterrain qui lui avait échappé. Mais d'où venait Barak ? Né en 1915, il appartenait, au moment où Berlin s'était emparé de son pays, à la race aujourd'hui disparue des maîtres-typographes, qui savaient non seulement corriger aux presses les manuscrits, mais aussi en raison de leur culture, rectifier les éventuelles erreurs des auteurs. Les occupants de la Tchécoslovaquie en 1938 n'avaient que faire de cette sorte de spécialistes. Ils avaient muté Barak dans une usine Skoda, à proximité de Brno, où l'on fabriquait des détonateurs et des bombes utilisées par la Luftwaffe. Comme manœuvre. Il avait vingt-quatre ans. Il bougonnait sans cesse, d'un atelier à l'autre, jusqu'au jour où un contremaître nommé Bukhta le prend à part et lui explique qu'il serait plus efficace en se taisant et en apprenant auprès de lui les techniques de sabotage de la production.

Agé de 67 ans, Bukhta était de ceux qui, en 1917, avaient rallié la révolution bolchevique, mais il se gardait de tout prosélytisme. Il était anti-nazi, un point c'est tout !

Barak, qui n'avait jamais été communiste, découvre en 1944 que Bukhta était un infiltré des services soviétiques, et qu'il avait rang de colonel dans l'Armée rouge. Son supérieur était une autre taupe, V.V. Kariakine, qui durant la guerre supervisait ceux que Moscou parachutait en 1943 pour préparer la prise communiste du pouvoir, tels Smidke, Slansky, Bacilek, entre autres dirigeants du parti dès 1945.

Bacilek, stalinien forcené, a participé de 1946 à 1950 à «non pas la communisation, mais à la soviétisation du pays », me disait Rudolf Barak qui, au départ, ainsi que beaucoup d'autres, avait cru qu'allait être organisé «un communisme à la tchèque», comme ailleurs à la roumaine, à la polonaise, à la hongroise...

Bacilek a été ministre de l'Intérieur en 1952 et 1953, lorsque les épurations orchestrées par Abakoumov dans les pays de l'Est, puis en URSS, ont atteint leur apogée, même si Abakoumov était entre-temps passé à la trappe.

19.3. Un assouplissement de surface

La mort de Staline, l'exécution de Lavrenti Beria, puis la stabilisation du pouvoir autour de Khrouchtchev qui ne renie pas le communisme, mais rêve d'un autre communisme,

impliquent des changements de personnel, à Prague comme à Moscou. Par chance, si l'on peut dire, Bukhta, Kariakine et leurs amis sont influents dans le courant khrouchtchévien lorsque, d'une démocratie réduite à un dictateur et à son clan, on passe à une démocratie élargie à la pyramide du parti. Comme je l'ai écrit dans un ouvrage en 1969, la peur était sortie du Kremlin. Les hiérarques pouvaient maintenant discuter entre eux sans craindre un assassinat ou la déportation... sauf spasmes épisodiques...

A Prague, Bacilek est alors rétrogradé au poste de premier secrétaire du PC de Slovaquie. Vingt-trois jours après la mort de Staline, les réformistes de Moscou ont profité de l'intérim exercé par Beria pour placer Rudolf Barak au poste de vice-président du Conseil des ministres et vice- ministre de l'Intérieur. Une sorte de fraternité a joué entre anciens authentiques combattants soviétiques et authentiques résistants tchèques. Cela explique, en passant, la mise à l'écart, puis l'exécution à Moscou d'Abakoumov et des siens, tandis qu'à Prague, Alexis D. Beschastnov, vétéran des services et traitant de Bacilek, a été muté en Hongrie auprès de Youri Andropov, le futur dirigeant du KGB.

Le colonel Prchal, qui était le second de Bacilek, est mis à l'écart. Barak prend aussitôt des mesures qui expliquent la façon dont les staliniens du parti se vengeront de lui en 1962. D'abord il met fin au système dénommé « Kamen », inventé par Bacilek et Prchal. Ils avaient fait aménager sur plusieurs points de la frontière austro-tchécoslovaque, par déplacement des poteaux-frontières, un «no man's land». Ceux qui par centaines chaque mois tentaient de fuir vers l'Ouest, et se croyaient arrivés là en pays libre, étaient immédiatement signalés par des indicateurs. La police intervenait. Direction le goulag ou les tortures dans les prisons.

Les nouvelles générations ignorent souvent que le système des tortures reproché aux colonels grecs, aux polices chiliennes ou argentines, à l'armée française en Algérie, voire à la CIA, est né en 1919 avec le premier goulag créé par Lénine et Trotski, s'est perpétué durant les années 1930 et 1940 sous Hitler, sous Staline, sous Tito, comme sous tous les régimes communistes après 1945.

La mesure prise par Barak d'annuler l'opération Kamen et d'interdire la torture explique la haine à son égard des « normalisateurs » de Prague après 1962. En tête L. Strougal qui lui succédera à l'Intérieur. Cette mesure constituait un assouplissement du régime. Cela fait, Barak profite de ses relations dans l'entourage de Khrouchtchev pour saisir au vol les retombées de la politique du Kremlin, qui se voulait à ce moment-là tout sourire à l'égard des Occidentaux, et en particulier des Américains.

Ceux qui avaient l'œil sur Barak, les officiers supérieurs du KGB, Fotyi V. Peschekonov et Pavel N. Medvedev le laissaient faire. Après tout, cette politique s'inscrivait dans le cadre de la détente Est-Ouest, mais en outre, Barak avait fait savoir au bout de quelques mois qu'il voulait axer tous ses efforts sur les affaires extérieures, commerciales ou secrètes, en laissant à l'un de ses adjoints le soin de s'occuper des affaires intérieures.

Barak avait du nez : c'était précisément la préoccupation à Moscou d'Ivan Serov, chef du KGB depuis avril 1954, d'utiliser les réseaux commerciaux de Prague dans le monde, et

particulièrement en Amérique du Sud, pour monter une opération qui est restée jusqu'à ce jour l'une des plus secrètes de la période communiste.

19.4. L'approche et l'enlèvement

Même si le général M.G. Gribanov, spécialiste des enlèvements perpétrés dans les zones occidentales d'Allemagne et au-delà, participait à la mise au point de l'opération prévue contre Müller, cet enlèvement n'était pas facile à réaliser sans laisser de traces. Les Soviétiques en disaient le moins possible sur leurs rapports antérieurs avec lui, ni sur leur façon de le joindre, au moins par courrier, avant qu'il ne rompe avec eux. Discrétion totale aussi sur leurs agents en Argentine, au Brésil, au Paraguay, pays dans lesquels Müller circulait sans cesse, et bien entendu dans l'imprévisible. Or la situation pressait.

Selon le KGB, Peron perdait de son prestige, tandis que la CIA pesait de plus en plus dans la coulisse, pour contrer l'appui du parti communiste depuis que, pour concrétiser ses accords avec l'URSS, Peron avait pris dans son entourage plusieurs personnalités recommandées par Moscou. Le général risquait d'être renversé (il le sera effectivement en 1955 par une junte plus favorable à Washington). Or le cercle peroniste protégeait visiblement les exilés allemands, dont la plupart étaient venus des réseaux de Bormann et de Müller. Donc tout un système de couverture des nazis pro-soviétiques s'effondrerait. Mais, disait Serov, « le drame, c'est que Müller a commencé par ne plus se rendre au contact avec un des nôtres et, depuis la mort de Staline, non seulement il n'est plus venu à nos rendez-vous, mais il ne répond même plus à nos courriers ». Moscou craignait que la CIA ne mette la main dessus, ou que Müller, de lui-même, décide de négocier avec les Américains.

Plusieurs concertations se déroulent alors entre, côté soviétique, Ivan Serov et Alexandre Korotkov, et, côté tchèque, auprès de Barak : son secrétaire personnel Vlastimil Jenys, son adjoint aux opérations du service de renseignement, Iaroslav Miller ; le chef du personnel au ministère de l'Intérieur, Karel Komarek ; et le major Miroslav Nacvalač, spécialiste en matière d'enlèvements.

C'est principalement entre Cordoba, Corrientes, à la frontière du Paraguay, ou encore Posadas, frontalière aussi, que Müller semblait avoir des relations plus ou moins fixes. Il fallait donc repérer les points de passage ou de séjour de Müller ; prévoir l'endroit idéal pour l'enlever sans traces ni témoins ; pénétrer le milieu des rares Allemands qu'il rencontrait et, à partir d'eux, entrer dans son circuit personnel.

«Au total, m'a précisé Barak, l'opération a englobé cent à cent dix personnes, dont plusieurs Allemands et Hongrois qui parlaient l'espagnol. Pour camoufler leur rôle, nous avons considérablement augmenté nos relations commerciales avec deux ou trois pays, parmi lesquels l'Argentine. Par cargos et avions, nous livrions non seulement des pièces de rechange pour leurs industries, des machines- outils, mais aussi des usines clefs en main. Ce qui impliquait un constant va-et-vient de matériel et de personnel. Nos deux plus grandes usines, la Českomoravská Kolben-Daněk de Prague et la První brněnská strojírna de Brno étaient à la pointe de cette extension commerciale qui a exigé l'envoi sur place d'ouvriers

spécialisés, de mécaniciens et d'ingénieurs. Bien entendu, nous avons glissé nos agents dans le circuit. Les responsables dans ces groupes étaient documentés sur les « gestapistes » et autres réfugiés, et sur ceux qui travaillaient déjà pour nos services spéciaux.

Il fallait éviter des interférences avec les agents que le KGB ou le GRU employaient sur place, ce qui n'était pas facile puisque Serov nous en disait le moins possible.

C'est à l'époque que j'ai saisi l'importance du rôle joué depuis longtemps par Korotkov dans la coulisse allemande.

- Mais le Mossad ?

- Ses agents s'agitaient beaucoup. Notre responsable en Argentine a obtenu quelques renseignements fort utiles, car il a été convenu que nous échangerions régulièrement nos informations, étant entendu que notre traque de Müller resterait un secret absolu. Notre façon d'opérer a forcément inspiré le Mossad, cinq ans plus tard, lorsque ses hommes ont kidnappé Eichmann. On se demandait d'ailleurs au Mossad pourquoi ses responsables en Amérique du Sud avaient ordre de ne toucher ni à Bormann ni à Müller. En tout cas, il n'y a pas eu de fuites durant notre opération. Elle a été un peu facilitée du fait qu'en 1954-1955 certains anciens du SD et de la Gestapo menaient grand train de vie, soit à la tête de firmes achetées dix ans auparavant avec des fonds du Reich, soit propriétaires de restaurants, hôtels, maisons privées, le tout acquis sous des prête-noms. Nous avons d'ailleurs ainsi approché certains des rares exilés allemands que Müller voyait de temps en temps. Et, par là, Müller en personne. En dépit de ses précautions, il se laissait parfois aller à prendre un pot, notamment à Cordoba, avec des compatriotes.

Nos techniciens mécaniciens, ingénieurs vrais ou faux ont fini par pénétrer le cercle le plus proche de lui.

Après dix mois, nous disposions enfin de deux ou trois points de chute où le coincer. Encore fallait-il qu'aucun intrus ne vienne compromettre le scénario au moment d'agir. La technique prévue se réduisait à glisser dans sa boisson - nous connaissions sa préférée - une drogue qui l'endormirait ou au minimum l'étourdirait assez pour qu'on l'emmène comme un client saoul jusqu'à une voiture. On le piquerait alors pour l'endormir complètement et l'embarquerions dans un avion-cargo supposé remporter en Tchécoslovaquie des pièces défectueuses. Un médecin faisait partie de l'équipe chargée de cette phase de l'opération. Serov l'exigeait «vif».

Un soir, le hasard nous a souri, après deux fausses alertes. On a conduit Müller jusqu'à l'aérodrome où se trouvait l'avion de nos services. Il a été couché dans une caisse d'emballage assez vaste, qui n'a été ouverte qu'une fois en vol. C'est ainsi que Gestapo-Müller est arrivé en Tchécoslovaquie. Il a été conduit en ambulance à la prison de Ruzyně à Prague. Le major Nacvala'c a suivi de bout en bout cette phase ultime. Müller s'est réveillé comme d'un long sommeil après une bonne cuite ! Il tournait comme un fauve dans sa cellule, et continuait de protester jusque dans le bureau où j'ai tenté de l'interroger...»

19.5. La fin d'un «grand flic»

Müller refusait de parler. Comment osait-on le traiter ainsi, lui l'ancien grand flic du Grand Reich ? Il ne discuterait que d'égal à égal. Barak pouvait bien lui dire qu'il était le chef du renseignement du gouvernement de Prague, Müller s'obstinait. A un moment, Barak lui tendit un paquet de cigarettes, il le prit, et l'empocha, sans même remercier. En réalité, il ne voulait «parler» qu'aux Soviétiques, c'était fort clair, et Barak en aurait sous peu la preuve.

«Ne te casse pas la tête, lui dit deux jours après le conseiller principal de l'URSS, Peschekonov. Müller est depuis longtemps des nôtres (le mot bien connu : nashi). Il a longtemps travaillé pour nous, et il le fera certainement encore. D'ailleurs Moscou envoie quelqu'un pour traiter avec lui.»

S'il n'y avait pas eu de fuites en Amérique du Sud, il y en avait à Prague, car déjà les homologues de Barak à Berlin-Est, à Budapest et à Varsovie, réclamaient de voir Müller pour lui poser des questions.

«Surtout, n'accepte pas qu'Erich Mielke s'en mêle, lui dit Peschekonov. Nous n'avons aucune confiance en ce petit flic borné. Or il faut de la subtilité pour accrocher avec Müller...»

A Moscou, Ivan Serov était furieux que trop de monde soit déjà au courant. Korotkov l'en avertit lorsqu'il fit brusquement irruption dans son bureau.

« Il fallait voir l'expression de Müller à ce moment, m'a raconté Barak. Un visage totalement transfiguré, comme s'il retrouvait enfin un ami ! Il avait bondi de sa chaise et s'empressait auprès de Korotkov qui en était gêné et qui, sans ménagement, sans doute pour le dominer et lui casser le moral, ordonna qu'on lui mette des menottes. Il allait prendre en main les interrogatoires. Après quoi, on verrait si des camarades est-allemands, hongrois, polonais, avaient des questions à lui poser.

Ce jour-là, j'ai compris que Korotkov - que je ne connaissais pas encore très bien, mais qui m'inviterait dans l'avenir, hors service, à Sotchi et me présenterait à Khrouchtchev - était vraiment «le» spécialiste des affaires allemandes, et en particulier de Müller qu'il avait fréquenté à Berlin sous le nom d'Erdberg, de 1938 à 1941.» Korotkov détestait Mielke, alors chef du contre-espionnage (VIIIe section) à Berlin-Est, et il n'admit à voir Müller qu'un des adjoints de Markus Wolf venu de la direction de la HVA (espionnage et contre-espionnage est-allemands). De toute façon, que ce fût avec les Est-Allemands, les Hongrois ou les Polonais, Korotkov était présent aux interrogatoires qui se déroulaient à Prague, avant qu'il ne remmène Müller en URSS dans ses bagages.

Souvent, Korotkov interrompait Müller ou ses vis-à-vis. Ils n'avaient pas à parler de tel ou tel problème. Cela ne concernait que Moscou, sauf s'il s'agissait de renseignements sur un Allemand passé au service de Budapest, de Berlin-Est ou de Varsovie.

«Müller était-il un agent de l'URSS ?

- Non, me répondit Barak. Comme pour Bormann, c'était beaucoup plus subtil. »

Grâce à ses entretiens fréquents avec Korotkov, de 1955 à 1960, Barak avait compris que Müller avait amorcé de bonnes relations avec les Soviétiques entre 1937 et 1939. De sa propre initiative, il leur communiquait de temps à autre, durant leurs discussions secrètes en direction du Pacte, des informations de premier ordre. Plus concrètement encore, en 1940 et 1941, il avait mené des opérations mixtes un peu partout en Europe, avec des équipes du NKVD, et entraîné plusieurs de ses adjoints, dont Eichmann (et aussi un certain Barbie, alors en poste aux Pays-Bas avant d'être muté à Lyon) dans une collaboration active avec les Soviétiques, contre les rares résistants des pays occupés. Plus de problèmes à partir de 1943, le jeu-radio facilitait les rapports entre Müller et ceux qu'ils admiraient tant. Mais «le grand flic» se trompait lorsqu'il s'imaginait, après la guerre, qu'il serait désormais une sorte de proconsul au service de Moscou dans une Europe de plus en plus soviétisée. Alexandre Korotkov venait de l'élite de l'espionnage soviétique de la fin des années 1930. Il servait plus la Russie que le stalinisme, dont il avait d'ailleurs assez souffert dans sa famille pour n'en partager aucun des comportements, notamment l'obédience à l'égard d'un homme et de sa clique. Et s'il était un des meilleurs cadres de l'espionnage en matière de recrutement et de traitement des recrutés, il méprisait en Müller une arrogance qui couvrait en réalité une obséquiosité et un arrivisme sans limites.

Hélas pour Barak (et pour l'auteur de cet ouvrage), Korotkov, qui s'ouvrait un peu plus en bavardant avec lui, est brutalement décédé en juin 1961, alors qu'il jouait au tennis avec Ivan Serov. Barak espérait aborder avec lui d'autres sujets, comme les secrets d'Abakoumov ou les rapports entre Moscou et Bormann. Il avait cependant eu le temps de lui demander ce qu'était devenu Müller. Korotkov lui avait dit qu'ils en reparleraient... Tout ce qu'il savait - car il avait été appelé à traiter d'autres dossiers - c'est qu'on avait tiré de l'ex-chef de la Gestapo tout ce qui était nécessaire pour faire le point et le tri parmi les Allemands infiltrés à l'Ouest, et que, de toute façon, il n'avait pas retrouvé sa liberté d'action et de mouvements.

Korotkov mentait-il par omission ou pour raisons de service ? En tout cas, il se moquait des rumeurs cycliques selon lesquelles Müller était signalé ici ou là...

Au milieu des années 1960, de Moscou est venu le bruit qu'interné sous un faux nom quelque part en URSS - peut-être à Vorkouta -, Müller se serait pris de querelle avec d'autres prisonniers, et que l'un d'entre eux l'aurait étranglé.

Le KGB a-t-il lancé cette version pour se débarrasser d'un pion désormais inutile, surtout que son ancien traitant, Korotkov, était mort, ainsi que plusieurs membres de son équipe ?

Les archives de Moscou mettront sans doute un jour un point final au cas Müller.

Epris de totalitarisme, Gestapo-Müller a été broyé par la machine dont il rêvait d'être un des instruments principaux. Quelle qu'ait été l'heure de sa mort, et où que ce soit, elle n'a pas été glorieuse. Il s'était cru indispensable, mais nul ne l'est jamais en matière d'agents doubles. La mort de Bormann en janvier 1959, celle de Müller durant la décennie suivante ont clos le

chapitre d'une histoire truquée de bout en bout depuis le traité de Rapallo en 1922, en ce qui concerne les rapports germano-soviétiques.

19.6. D'étranges montages et des admiratrices très fidèles

Il est curieux qu'en 1958 encore, et jusqu'en 1961, le fantôme de Müller ait circulé dans la coulisse contemporaine, soit à travers des correspondances, soit en raison de démarches effectuées par des avocats allemands. Ainsi cette lettre datée du 24 août 1958, signée d'un Français nommé R. Castagnet, qui, à la demande de l'avocat allemand Seibold, témoignait «des qualités humaines» dont Müller avait toujours fait preuve à l'égard des prisonniers français, amis ou relations de Castagnet pendant l'occupation. La lettre était postée de Chelles, petite localité de Seine-et-Marne.

Castagnet signalait par exemple qu'à sa demande, lorsqu'il servait d'intermédiaire entre les prisonniers et les autorités allemandes, Müller avait exempté de sanctions très dures un officier français qui avait pourtant monté un système d'évasions.

En 1993, une enquête à Chelles n'a rien donné. L'adresse n'existait plus. Une certaine Jeanne Castagnet résidait non loin. Elle nous a écrit n'avoir eu aucun lien avec l'autre Castagnet. A un journaliste, qui signalait Castagnet en 1998 dans La Croix, nous avons écrit pour savoir ce qu'il en pensait. Il n'a jamais répondu. Négligence ou dérobade ?

Mais pour quelle raison l'avocat Seibold - qui avait bien connu Friedrich Panzinger - cherchait-il à recueillir des témoignages en faveur de Gestapo-Müller ? Il était non seulement l'avocat de Müller, officiellement décédé en 1945, mais aussi celui du banquier suisse Genoud, chargé des intérêts de la famille Bormann depuis 1949...

Après quoi, le silence retombe. Seibold ne se manifeste plus. En revanche, la 66e unité du renseignement militaire américain en Allemagne suit toujours le dossier Müller, sous la direction du lieutenant-colonel Robert J. Arnold, qui se renseigne entre autres auprès du commissaire de la criminelle allemande à Munich, Weida. Il résulte des notes de cette unité et des rapports de Weida qu'aux yeux de quelques Américains et de rares Allemands, ce dernier était encore en vie au seuil des années 1960, et en rapports directs ou indirects, selon le cas, avec sa famille, ainsi qu'avec plusieurs de ses anciennes maîtresses qui étaient aussi des amies de sa femme Sophie, née Dischner.

Barbara Hellmuth intéressait en particulier Weida. Elle avait dirigé le secrétariat de Müller à la Gestapo. Internée en 1945, libérée dix-huit mois plus tard, Barbara survivait en tenant des secrétariats privés. En dernier lieu, celui d'un avocat de Munich. Ses domiciles successifs sont indiqués dans les rapports Weida. Parmi eux, une sous-location en 1961 chez un inspecteur des impôts, 3 Lichtingerstrasse. Weida signale que Mme Eichinger, des services du général Gehlen, est venue l'y interroger le 21 octobre 1960.

Barbara voit souvent Sophie Dischner-Müller. La voit aussi Barbara Freytag, dite Betty, qui fut une amie intime de Müller jusqu'à la chute du Reich. Et aussi Annie Schmidt, autre maîtresse

de Müller. Elle a été interrogée par les services secrets britanniques, qui ne se sont pas gênés pour emporter ses collections de photos.

Annie est à nouveau perquisitionnée durant l'hiver 1960-1961 pendant deux heures et demie. Des lettres sont découvertes. Elles sont de la main de Müller, et ne laissent aucun doute sur ce qu'ont été leurs relations. Annie répète qu'elle a vu et revu Müller les 20 et 24 avril 1945 lorsqu'il triait avec Scholz et Deutscher ses dossiers de la Kurfürstenstrasse. Elle a vainement tenté de le joindre les 10, 12 et 14 mai, et parlé de lui à une autre de ses secrétaires, mais assure ne l'avoir jamais retrouvé.

Il y aura aussi, mais seulement du fait des enquêteurs allemands, l'apparition dans les dossiers de 1960 d'Erna Sch... (les autorités de Ludwigsburg ont refusé de donner son identité complète) ce qui met un terme à la légende selon laquelle Gestapo-Müller, « l'homme sans lèvres », comme on l'appelait parfois, menait une vie monastique.

Le travail d'historien veut qu'on débusque les moindres détails pour qu'un portrait soit complet, ni polémique ni hagiographique. Vrai ou faux, un contre-rapport, qui figure dans les archives américaines et qui affirme que Müller est venu voir Annie Schmidt au début de l'année 1961, à Berlin-Steglitz, Schützenstrasse, 4 ? Si c'est exact, Müller, alors âgé de 61 ans, était fidèle à ses amours. Cependant peut-on croire que, dans son immense magnanimité, le KGB, après l'avoir gardé sous sa main depuis six ans, lui ait octroyé une permission de sortie jusqu'à Munich ? N'était-ce pas plutôt, une fois de plus, un leurre téléguidé de Moscou ou de ses relais en Allemagne de l'Est, pour tester la réaction des services secrets occidentaux ?

CHAPITRE XX

20.1. Le partage du magot, à l'ombre d'Adenauer

Une question vient à l'esprit, tout au long de cette histoire : qui a protégé Müller ? Qui a protégé Bormann ? Pourquoi et comment, à l'Ouest comme à l'Est ?

Sans évidemment reprendre ici l'histoire intérieure de l'Allemagne à partir de 1945, il faut malgré tout rapporter le cadre essentiel dans lequel, en quelques années, avec en toile de fond les procès de Nuremberg, sont nées quasi simultanément l'Allemagne de l'Est et l'Allemagne de l'Ouest ; et que, dès le départ, une connivence escamotait du côté de l'URSS et du côté des Alliés occidentaux, tout ce qui pouvait gêner l'un ou l'autre des partenaires du temps de guerre depuis 1941.

«Les Anglais refusèrent de poursuivre les militaires et les représentants du grand patronat... Les Soviétiques ne voulaient pas déférer devant le tribunal les organisations SS et du parti nazi...»

Est-ce un révisionniste qui écrit cela en 1995 ? C'est Telford Taylor, un des magistrats américains qui fut procureur à Nuremberg.

C'est dans ce contexte que s'inscrivent les disparitions de Martin Bormann et de Gestapo-Müller, parmi bien d'autres supercheries. Taylor aurait d'ailleurs pu en ajouter bien davantage sur l'attitude de ses propres collègues. Le bruit entretenu, de 1946 à 1948, sur une vingtaine d'accusés, longuement photographiés dans leur box, face au tribunal, cachait les tours de passe-passe et les occultations auxquelles se livraient chacun des Alliés.

Londres avait ses raisons de vouloir épargner, sinon les militaires allemands, du moins certains d'entre eux et plus encore quelques grands patrons de l'industrie, du commerce et des banques, tant l'Angleterre avait, jusqu'à la fin des années trente - en rivalité avec les Américains, les Français et les Italiens et une dizaine d'autres magnats étrangers - multiplié des accords avec les Allemands. Que dire aussi de Moscou qui, des accords secrets de Rapallo au pacte de 1939, avait facilité la remise sur pied d'une armée allemande et d'une industrie de guerre qui alimentait les deux parties ?

Il ne fallait surtout pas que les interrogatoires publics apprennent à l'opinion les conditions dans lesquelles le nazisme avait été financé, et pas seulement par le patronat allemand. Un des exemples de cette mise en scène fut l'appel à comparaître, non pas d'Alfred Krupp von Bohlen, directeur exécutif de cette firme, mais de son vieux père Gustav, si vieux, si impotent qu'on renonça vite à l'entendre. Cela explique l'arrogance de Hermann Schmitz, l'ami de toujours de Bormann et l'incarnation vivante d'IG Farben. Il savait qu'il serait rapidement libéré en échange de ses silences. Cela explique aussi l'ironie de Walter Funk qui, en mai 1946, se déchargeait de toute responsabilité sur son adjoint Emil Puhl, tout aussi certain que lui d'un verdict de pure forme.

Au banc de la presse, nul ne se souvenait du rapport de l'OWI (Office d'information du gouvernement américain en temps de guerre) qui, le 19 juillet 1944, signalait «l'inquiétude des banquiers suisses devant l'importance des sommes qui, ces derniers temps, transitent dans leur pays à destination notamment de banques du Portugal». Ni même des affirmations du Herald Tribune de New York, lequel, le 13 avril 1944, assurait que «des banques américaines» étaient dépositaires, elles aussi, de l'évasion des capitaux allemands depuis au moins un an.

On savait, mais on se taisait. Le mutisme a pesé, de 1996 à 1998, lorsqu'une campagne sur « l'or nazi » déferla soudain contre, non telle ou telle banque suisse, mais contre la Suisse. En 1984, l'auteur anglo-américain Charles Higham a vainement tenté de réveiller ces souvenirs, lorsqu'il soulignait : «Les procès de Nuremberg ont brillamment réussi à étouffer la vérité sur les ramifications de cette Fraternité [bancaire, industrielle, commerciale] dans le monde. Hjalmar Schacht, qui était sans doute l'Allemand le plus au fait de ces connections, accomplit une extraordinaire performance en ironisant, discutillant et affichant sa superbe, face au procureur Robert H. Jackson...»

En échange de la retenue des juges soviétiques, les Occidentaux n'évoquaient surtout pas ni le pacte de 1939, ni Katyn, «un crime allemand», alors qu'ils connaissaient déjà la vérité sur ces assassinats, dont les exécutants, tel Vassili Zaroubine, allaient longtemps encore fréquenter les milieux diplomatiques.

20.2. Schacht, Abs, Pferdmenges, Achenbach...

L'israélite américain John Weitz, dernier biographe de Schacht, succombe volontiers à ces parodies de justice lorsqu'il relève que par trois fois, d'abord devant les Alliés, par deux fois ensuite devant les tribunaux allemands chargés de la dénazification, le grand financier du Reich fut jugé, arrêté, puis acquitté. Certes, il n'avait jamais été inscrit au parti nazi ; certes, après l'attentat contre Hitler, il avait été envoyé en camp de déportation, mais des dizaines d'autres nazis y avaient aussi séjourné fin 1944 et début 1945, à seule fin de se refaire une virginité.

Que se passait-il d'ailleurs dans l'ombre tandis que les tribunaux alliés remplissaient de leurs débats truqués les pages de la presse internationale ?

En 1947, la directive américaine JCS 1067, laquelle avait prévu dès fin 1944 le démantèlement de l'industrie allemande, en sorte qu'elle ne fut plus jamais porteuse de guerre, fut jetée aux orties. On passait de l'extrémisme du plan Morgenthau - faire de l'Allemagne un producteur uniquement agricole - aux moyens de satisfaire les visions affairistes des firmes de Wall Street et de la City. Derrière le général William Draper, chargé de la décartellisation, apparaissait en février 1947 son gendre, Philip Hawkins, qui annonça qu'il n'était plus question de démanteler IG-Farben ou autres trusts comme la firme Krupp, car tous devaient œuvrer à la reconstruction de l'Allemagne.

Exactement soixante jours après la chute de Berlin, IG-Farben avait remis au travail quelques-unes de ses quarante-sept firmes, là où la situation et les stocks le permettaient. Il fallait assurer la vie quotidienne.

C'eut été compréhensible si au moins les directeurs d'hier n'étaient pas revenus aux commandes ou «en seconds» des cadres moins connus, comme c'était le cas à la BASF, chez Bayer-Agfa, chez Höchst, héritières séparées d'IG-F, en réalité placées comme Daimler-Benz et Thyssen sous le chapeau unique de la Deutsche Bank. L'immuable Deutsche Bank où réapparaissait son grand patron depuis 1937 : Hermann J. Abs, l'ami intime de Hermann Schmitz !

Dans l'ombre de Lucius Clay, le commandant en chef de la zone américaine d'occupation, se profilait Paul Nitze de la banque Dillon, Reed & Co, tandis que William Draper, ex-sous-secrétaire d'Etat aux armées, renouait avec les dirigeants des plus grandes firmes d'Allemagne dans les trois zones d'occupation, afin de poser les jalons d'une réunification qui, après 1949, fut officialisée par la création de la République fédérale allemande.

Un de mes amis américains, le capitaine William Vallazza, responsable en 1947 du secteur qui bordait la zone française du Wurtemberg, m'avait fait remarquer : Hermann Abs est le conseiller financier du haut commissaire britannique... Robert Pferdmenges, de la coterie bancaire des temps hitlériens et du cercle d'amis de Hitler, seconde Draper, Clay et les autres... Heinrich Dinkelbach, ex-partenaire de Schmitz, dirige les aciéries de la zone britannique, assisté en zone américaine par Werner Carp, ami du baron von Schröder, chez qui Hitler a mis au point en 1932 sa prise du pouvoir... Quant à Schacht, tu sais mieux que moi ce qu'il fait dans sa prison d'honneur !

En effet, je le savais pour avoir infiltré ceux que les autorités américaines avaient chargés de sa garde. Dans sa cellule de luxe, Schacht rédigeait pour elles un plan de redressement économique de l'Allemagne et la mise en place d'une nouvelle monnaie, qui fut effectivement annoncée un samedi de 1948, pour le lundi suivant. Ainsi brisait-on toute possibilité de spéculation et les tentatives soviéto-allemandes de déstabilisation des zones occidentales, en y déversant des millions de faux marks.

20.3. Derrière Konrad Adenauer, une étonnante symbiose

Cependant Schacht travaillait en même temps sur d'autres affaires. Il maintenait le contact avec ses amis d'avant la chute, qui tous avaient participé à la réunion de la Maison rouge à Strasbourg et à l'évacuation à l'étranger des trois-quarts de la fortune du Reich.

Cela explique l'apparition auprès de Schacht, définitivement libre en automne 1948 et parti à Madrid, de personnages comme Otto Skorzeny qui, avec la faune des anciens nazis, fréquentait en Espagne les mêmes villas et restaurants, y compris le noyau de Saragosse. La mise en sommeil par Bormann de sa propre organisation allait de soi. Il fallait maintenant que ses réseaux et ceux nés parallèlement poussent des pions autour de Konrad Adenauer, pressenti dès 1948 comme le futur chancelier du premier gouvernement de la naissante RFA.

Les sommités des milieux bancaires et financiers œuvraient dans ce sens après que les autorités britanniques et américaines aient pris deux d'entre elles en tant que conseillers : Robert Pferdmenges, en contact avec l'équipe de Jean Monnet pour «négocier» la place de l'Allemagne au sein de la Communauté charbon-acier ; et H.J. Abs qui, sans bruit, réunifiait les banques séparées de la puissante Deutsche Bank en 1945, et qui se retrouvaient dans le même panier en 1948.

L'année suivante, Hermann Schmitz, ses amis d'IG-Farben, les «Zefis», les ex-gauleiters de l'organisation Hacke et, auprès ou autour d'eux, les anciens du ministère des Affaires étrangères de Ribbentrop, se croisaient dans les circuits dirigeants dont Adenauer dosait la symbiose. D'où le propos du directeur d'un grand quotidien de l'époque, la Frankfurter Rundschau, qui m'assurait devant Margaret Buber-Neumann qu'Adenauer était vraiment un nouveau Bismarck !

Pour se protéger, H.J. Abs avait, dès 1948, fait savoir aux communautés juives qu'il planifiait le versement d'indemnités permanentes aux héritiers des victimes des camps. Il avait déjà

réintégré dans leurs meubles le banquier Oppenheim et Jacob Goldschmidt, dont les biens avaient été gérés par lui depuis 1937.

Pendant ce temps Paul Nitze, directeur de la planification au Département d'Etat, faisait en sorte - pour le compte de ses anciens compagnons de la Dillon, Reed & Co - que les intérêts de cette banque se retrouvent au chevet de l'Allemagne de l'Ouest, dans les mêmes conditions que celles qui avaient été les siennes après 1919.

En 1951, six ans après la défaite de l'Allemagne, la Deutsche Bank, qui avait siégé durant toute la guerre à la Banque des Règlements internationaux, recouvrait sa première place en RFA. A partir de 1957, elle coiffa un tiers de l'industrie ouest-allemande, plus florissante que jamais.

C'est Abs qui, en 1951, a négocié la dette allemande auprès de la Conférence de Londres. Abs qui, jusqu'en 1979, a participé à toutes les conférences économiques occidentales. Il est mort à près de 93 ans en 1994, couvert de louanges et d'honneurs.

Moins connu que lui, Pferdmeiges était aussi efficace. Ces hommes et, dans leur sillage, Ernst Achenbach (pendant l'occupation de la France il secondait l'ambassadeur Otto Abetz à Vichy et à Paris), les frères Westrick, l'ex-général Michel (gérant de l'économie de la France occupée) ont également joué leur partie de 1949 à 1959, avant de disparaître dans l'ombre des successeurs d'Adenauer. La plupart étaient des amis de Hjalmar Schacht. Tous avaient en tout cas cultivé de telles amitiés d'affaires et d'intérêts en Belgique et en France occupées, et auprès d'une certaine «élite» politico-industrielle dont les hommes s'étaient répartis entre Londres, Vichy et Alger, qu'ils n'avaient rien à craindre. L'équipe Jean Monnet était là pour veiller au grain. Tant et si bien qu'en 1952, le cabinet du Premier ministre Pleven chargeait un certain Thadée Diffre de discuter avec Schacht de la future Europe, et même de voir avec Paul Dickopf, un des agents secrets de l'ex-Sécurité du Grand Reich, et avec le banquier suisse François Genoud, les moyens d'éviter des scandales et de contourner les écueils, au nom de l'Europe unie, en étouffant dans les médias les relents du passé.

C'est Pleven qui, à l'époque, mettait au point et se battait pour la suppression des armées nationales, au profit d'une armée européenne, laquelle servirait l'Europe supranationale encore en gestation.

20.4. Doubles et multiples jeux, sous couvert de la guerre froide

Un des succès de l'appareil de Bormann, et de celui dont s'occupait en parallèle Müller, a été de glisser leurs hommes dans les rouages du gouvernement Adenauer et, pour Bormann, d'attendre le moment où, quoi qu'il advienne, «on» aurait besoin d'eux... et de lui à travers eux.

Dans un pays ruiné sortant du désordre de la défaite, une administration convenable au service des provinces et du gouvernement central était indispensable. Or de hauts fonctionnaires compétents et pas trop marqués par leur passé ne se trouvaient pas si

aisément. Konrad Adenauer a d'ailleurs été obligé d'admettre, en 1951, que «134 anciens des services de Joachim von Ribbentrop » avaient réintégré les Affaires étrangères.

Tous n'étaient pas liés à l'organisation Bormann. Mes enquêtes sur place ont repéré dans ce ministère, de 1956 à 1970, une douzaine de personnages de l'écurie Müller qui ne manquaient pas d'aider leurs anciens compagnons encore clandestins.

Si Adenauer était un second Bismarck, son cercle économique et financier servait la renaissance allemande, cela va de soi, mais dans un double jeu qui laissait perplexe quiconque le cernait de près. Ainsi, Robert Pferdmenges feignait de ne pas voir que, tout en célébrant leur entente avec les Alliés et l'Alliance atlantique, de nombreux industriels et grands commerçants conservaient des contacts discrets et rentables avec l'Union soviétique, ses satellites, voire une Chine aux mains des communistes.

Au bas mot, 150 firmes ouest-allemandes s'enrichissaient en fournissant à l'Est des milliers de tonnes de matériaux stratégiques : plaques d'acier, camions, machines-outils, équipements électriques, etc., dont ils savaient pertinemment qu'ils allaient en priorité à l'armement soviétique ou chinois. Des hommes de Bormann et de Müller circulaient dans ces circuits clandestins.

Des noms : les firmes Gefoh à Hambourg, O.H. Krause à Francfort, Haselgruber à Berlin et à Vienne. Et elles n'étaient qu'un mince reflet de celles d'Otto Wolf von Amerongen, de Thyssen, MAN, Krupp, J.S. Fries ou de la West-Ost Handelsgesellschaft d'Alfred Kroth.

Alfred Kroth se rendit d'ailleurs en secret à Pékin en 1951 et, au retour, fut cordialement reçu par Pferdmenges en personne. Pour une livraison de matériaux aux armées de Mao Tse-tung, d'une valeur de deux milliards de marks, il venait de réaliser un milliard de bénéfices...

Sur le plan politique, se développaient plus de soixante-dix associations, clubs, cercles d'études, mouvements d'anciens combattants, dont 80 % rêvaient tout haut, sous couvert de pacifisme, d'un nouveau Rapallo germano-soviétique.

Toutes les affaires d'espionnage qui ont émaillé la chronique des années 1960 à 1980 ont pris racine durant la première décennie du règne d'Adenauer.

20.5. Le réseau des Gauleiters, en 1953

La preuve en a surgi le 14 janvier 1953, sans qu'à un seul moment les commentateurs de la presse internationale aient vu le lien entre l'affaire qui occupait les premières pages et ce qu'avait organisé et prévu Bormann, qu'on affirmait disparu en même temps que Gestapo-Müller.

En effet, ce 14 janvier en fin de soirée, une rafle monstre, combinée entre Américains et Anglais avec appui logistique de la police allemande, concentra son coup principal sur les dirigeants et les locaux de la firme H.S. Lucht Import-Export de Hambourg.

Quelques jours auparavant le corps de Lucht avait été retrouvé dans les taillis de son jardin. Règlement de comptes entre commerçants rivaux ? A présent ses adjoints, ses amis, ses proches étaient arrêtés et emmenés à la prison de Werl, près de Dortmund, pour être interrogés. Près de quatre camions de documents saisis, notamment chez Lucht, étaient dépouillés sur place. D'après les journalistes, « une vaste conspiration néo-nazie venait d'être neutralisée ». A preuve l'arrestation de Werner Naumann, 48 ans, ex-secrétaire d'Etat à la propagande auprès de Josef Goebbels qui, avant de se suicider, l'avait désigné comme son successeur. Naumann faisait partie du groupe qui, avec Bormann, dans la nuit du 1er mai 1945, avait quitté le bunker en direction de la station Lehrter. Ils s'étaient ensuite séparés.

En 1953, il répétait à ses interrogateurs qu'il savait, huit ans auparavant, que le Reichsleiter avait d'ores et déjà pris des arrangements avec les Soviétiques. A sa stupéfaction, a-t-il raconté plus tard, les commissaires mêlés à la rafle « n'attachaient pas d'importance à mes déclarations »...

D'ailleurs, à la suite de l'intervention d'un avocat, 48 heures plus tard, lui-même et ses comparses étaient relâchés sans que les journalistes se demandent pourquoi ce ballon se dégonflait si vite.

Naumann, interdit d'exercer sa profession d'avocat depuis sa « dénazification » en zone anglaise en 1946, était devenu cadre d'une firme chimique de Düsseldorf sortie du groupe d'IG-Farben. Il travaillait en même temps avec son vieil ami Lucht. En outre, avec Lucht et plusieurs amis, il cotisait à une caisse dite « Groupement de reconstruction économique » (Wirtschaftliche Aufbauvereinigung) supposée venir en aide aux industries nouvelles ou moderniser les plus anciennes. En réalité, le groupement dérivait tous les mois le maximum d'argent vers un autre cercle d'amis, clandestin celui-là, dont l'énumération des membres aboutissait aux anciens (et toujours) amis de Martin Bormann.

Même sans savoir tout cela, la liste des hommes arrêtés le 14 janvier parlait : Karl Kauffmann, ex-Gauleiter de Hambourg ; Gustav Scheel, ex-Gauleiter de Salzbourg ; Alfred Frauenfeld, ex-Gauleiter de Vienne ; Paul Wegener, ex-Gauleiter d'Oldenburg ; Josef Grohe, ex-Gauleiter de Cologne... Ce qui déjà faisait cinq des quatorze gauleiters que Bormann avait sélectionnés pour sa propre organisation en 1943 et 1944. D'autres noms de la liste alliée fournie à la police allemande s'inséraient dans ce dispositif : Otto Dietrich, ancien adjoint de Goebbels ; le général SS Paul Zimmermann ; Arthur Axmann, l'ancien responsable des Jeunesses hitlériennes. Avaient échappé au coup de filet : le colonel SS Eugen Dollmann et Otto Skorzeny, qui avaient participé à des conférences de ce même noyau, l'une le 2 novembre 1952 à Düsseldorf, une autre à Hambourg le 18 novembre suivant.

Sur les listes de la police figurait aussi un vieil ami du banquier Pferdmeniges, l'ex-lieutenant-colonel SS Franke-Grieksch, appui de la revue Nation Europa, laquelle préconisait une Europe continentale de Brest à l'Oural.

Les opérations menées en 1948 et 1949 avaient en grande partie neutralisé les systèmes de communications du réseau Bormann, et alarmé Gestapo-Müller, étant donné ses propres

ramifications en Allemagne de l'Ouest. La rafle de 1953 aurait pu mettre fin aux manigances d'une organisation apparemment peu favorable au gouvernement, et laver Bonn des soupçons colportés contre Adenauer par la propagande soviétique quant à la renaissance du nazisme en RFA. Il n'en fut rien. Tout s'arrêtait soudain.

20.6. Ernst Achenbach, avocat et négociateur

Tout s'arrête simplement parce que deux jours après ces arrestations, un avocat nommé Ernst Achenbach est venu sonner à la porte de la prison de Werl.

Un mot sur Achenbach. Durant l'occupation de la France, il était le conseiller d'Otto Abetz, ambassadeur de Berlin auprès de Vichy et à Paris. Il ressort de l'ombre en 1947 en tant qu'avocat principal des inculpés du procès de l'IG-Farben. Il défend aussi à Nuremberg les anciens du ministère Ribbentrop. En 1953, il est associé aux efforts de Schacht, décidément bien vu du monde entier, pour que l'Allemagne en cours de redressement économique, entraîne les Occidentaux dans une aide généreuse au tiers-monde ; et, sur le plan européen, appuie sans réserves les projets du comte Coudenhove-Kalergi d'un continent unifié, tel que le préconisent Jean Monnet et ses amis et associés du Marché commun.

Oublié le fait qu'Achenbach, en février 1943, avait signé un ordre de déportation de 2 000 juifs, après l'assassinat en France de deux officiers allemands. Mais en 1953, les communautés juives de France se taisent, même si Achenbach s'agite beaucoup. Il faut lire La Gazette de Lausanne du 27 février 1953 pour comprendre ce qui se passe. L'affaire Naumann, lit-on, «dissimule un volet économique, avec ramifications économiques en Amérique du Sud, au Moyen-Orient, en Italie, en Espagne et jusqu'au Japon»... Autrement dit là où Bormann et son plan de la Maison rouge ont en secret réparti les trois quarts de la fortune du Reich. Il est évident que l'apparition déjà sensible de firmes allemandes à couverture sud-américaine au Caire, à Damas, en Arabie Saoudite, en Irak, etc., en plus des firmes ouest-allemandes ne devraient pas gêner les intérêts de nombreuses firmes américaines et britanniques qui sont très présentes sur les mêmes terrains. Il est urgent de réguler tout cela.

L'avocat Achenbach, couvert à Bonn par ses amis Pferdenges et Abs, fait donc sortir de prison les conspirateurs. En échange, ceux-ci s'engagent à désormais synchroniser leurs affaires avec celles de la diplomatie de Bonn ; et, d'autre part, à persuader certains disparus de reverser le maximum d'avoirs allemands dans la trésorerie ouest-allemande. Ce marché concerne nombre de firmes commerciales, maritimes, aériennes, etc. fort prospères en Amérique latine.

De 1953 à 1957, des démarches sont entreprises par des gens «respectables » et de surcroît bien placés, pour que des rapatriements bancaires et des négociations entre firmes se déroulent dans la discrétion. Plusieurs banques d'Amérique du Sud sont aptes à ce jeu. A la Deutsche Südamerikanische Bank de Buenos-Aires, un tiers du personnel est allemand ; quant à sa voisine, la Deutsche Überseeische Bank, elle est une filiale de la Deutsche Bank de HJ. Abs, réintégrée dans tous ses droits dès 1950.

S'agissant de firmes très connues comme Siemens, les anciens as de l'aviation, Galland et Rudel, la représentaient en Argentine et au Brésil, avant de rentrer en Allemagne. Ils ont participé aux transferts de la période 1943-1945, et participent à la manœuvre inverse. Tous deux ont leurs entrées chez Messerschmitt qui a des usines et des ateliers en Espagne, à Getafe, Cadix, Barcelone, avec liaisons vers l'Amérique du Sud. Et il n'y a pas que Messerschmitt. S'y trouvent aussi Focke-Wulf, Dornier, Heinkel et Junkers, qui ont mis à la disposition des Américains aux Etats-Unis plusieurs douzaines d'experts, maquettistes et ingénieurs, mais à présent les renvoient à Bonn.

Six ans après la défaite, Frederick Flick, autre initié des transferts clandestins, participe avec ses aciéries à ces nouvelles opérations. Il refait à tel point sa fortune qu'il obtient des Français, en 1955, le droit d'acheter 25 % des parts des aciéries françaises de Châtillon-Neuve-Maisons.

Dans la mouvance, apparaît Berthold Beitz qui a été chargé de la direction générale des usines Krupp, avec l'accord et sur les conseils du docteur Schacht qui a imaginé ce qu'il appelle « le point quatre et demi », ouverture aux circuits bancaires allemands du secteur de l'aide au tiers-monde. Encore une voie royale incontrôlée sur laquelle des fonds et des biens circulent pour revenir avec profits et dépôts en RFA.

Beitz finit par siéger en 1957 dans une des premières conférences mondialistes, aux côtés du prince Bernhard des Pays-Bas. Il siégeait depuis 1954 parmi les 120 initiés de la Conférence euro-américaine, dite de Bilderberg.

20.7. L'affaire Thyssen

Cependant une des opérations les plus remarquables en matière de récupération des avoirs sud-américains est l'œuvre de l'ancien industriel Fritz Thyssen.

Compagnon de Bormann depuis 1923, inscrit au parti en 1931, Thyssen n'avait cessé d'y cotiser jusqu'à la déclaration de guerre, ainsi que deux douzaines d'amis, comme lui membres du Cercle de Keppler, et, pour certains comme lui, affiliés à la haute franc-maçonnerie internationale. Partisan de la Grande Allemagne, il s'opposait en 1941 à la guerre sur deux fronts mise en route par Hitler. Il le faisait savoir, mais prenait ses précautions. Il avait ouvert un compte secret au Liechtenstein dans une banque qu'il contrôlait seul, et en Suisse un compte au Pelzer Endowment Fund (Pelzer était le nom de jeune fille de sa mère). Comptes secrets, mais pourtant découverts par Bormann...

Lorsque Hitler, exaspéré par ses critiques, fait arrêter Thyssen, Bormann lui évite un traitement pénible. Il lui parle de ses illégalités financières, punies en Allemagne de la peine de mort... mais il aura la vie sauve à condition de signer un engagement de verser (si cela lui est demandé) un million de dollars à la caisse noire du Reichsleiter.

Libéré en 1945 d'un camp au Tyrol, Thyssen refuse de parler de ses avoirs à ses interrogateurs qui savent seulement qu'il possède une mystérieuse Overseas Trust Company, basée jusqu'en 1940 aux Pays-Bas, et qui a créé des filiales en Amérique du Sud.

Thyssen a ensuite végété dans l'une de ses anciennes usines qui pouvait encore fonctionner (20% seulement de ses entreprises avaient survécu aux bombardements). Puis soudain, en 1950, il donne pleins pouvoirs à l'un de ses adjoints, Hans-Günther Sohl, et part à Buenos-Aires où vivent ses deux héritiers légaux, Claudio et Federico, avec leur richissime belle-famille d'origine hongroise, les Zichy. Hormis d'importants élevages de bétail, leurs biens s'étendent à six firmes industrielles, dont la Carbonera Buenos-Aires, laquelle dépend en réalité sous des prête-noms de la Stahl Union de Düsseldorf, et d'une société de holding, sise aux Pays-Bas.

Sur les talons de Thyssen, débarque Otto Skorzeny qui, à l'époque, travaille à la fois pour le docteur Schacht et les services secrets de Bonn. Skorzeny vient rappeler au vieux Thyssen ses engagements envers Bormann. En cette année 1950, il existe donc des vases communicants entre l'Allemagne officielle et l'Allemagne invisible.

En réalité, ce qui est demandé à Thyssen, ce n'est pas de verser quelques millions de dollars à l'ex-Reichsleiter, mais d'accepter un compromis : il organisera le «rapatriement» dans le giron de la RFA d'au moins 50 % de sa fortune sud-américaine. Contrat signé en quelques semaines. Il était temps : Thyssen meurt quelques jours après d'un arrêt cardiaque.

Si on le voulait vraiment, on n'aurait pas fini d'écrire sur l'histoire secrète de l'Allemagne de l'Ouest, de 1945 jusqu'au seuil de l'année 1960. Elle apporte déjà, à travers ces quelques pages, l'explication des raisons pour lesquelles Martin Bormann a survécu sans ennuis : grâce à ses consignes, au moins la moitié des 700 millions de dollars, transférés à l'étranger sous sa supervision après 1943, ont réintégré le giron ouest-allemand, soit en devises, soit sous forme de firmes prospères absorbées par les circuits économiques du gouvernement Adenauer.

Mais que devenait Gestapo-Müller pendant ce temps ? On allait savoir pourquoi, ni Moscou ni Bonn, ne désiraient que son cas vienne sur la place publique. L'intervention d'un certain nombre de «vieux messieurs » jouait un rôle capital dans cette discrétion. Dans les rapports germano-soviétiques, la diplomatie a toujours primé, avec ou par-dessus la tête des services secrets.

CHAPITRE XXI

21.1. Un grand silence, à l'Est comme à l'Ouest

Je dois à un chercheur allemand, Kurt Pritzkolet, d'avoir appris en 1955, par une documentation précise, que si Martin Bormann négociait sur place en Amérique du Sud les

moyens de sa survie, grâce aux investissements économiques pour lesquels il avait la signature, des experts au service du chancelier Adenauer allaient au-devant de ces négociations.

Par le canal de notre confrère Georges Blun, à l'époque correspondant en Allemagne de nombreux journaux français et étrangers, Pritzkoleit m'a fait communiquer la liste de ces experts, qu'il appelait « les vieux messieurs». Il s'agissait, à l'abri des regards et des bruits de la guerre froide, d'une opération qui allait en moins de quatre ou cinq ans réintégrer des avoirs, devises et firmes commerciales d'une valeur de 400 millions de dollars dans le giron économique de la RFA. Evidemment, il fallait manœuvrer en sorte qu'aussi bien l'URSS que les communautés juives aux aguets ne déclenchent les fanfares de leur propagande.

A considérer les deux têtes de liste de la quinzaine de personnages que Pritzkoleit avait repérés - Hermann J. Abs et Robert Pferdmenges -, nul n'était mieux placé qu'eux pour ce faire. D'abord ils avaient soutenu Hitler dès les années trente lorsqu'ils appartenaient aux circuits financiers et bancaires qui cherchaient à sortir l'Allemagne de Weimar de sa faillite et de son insatiabilité politique ; ensuite, ils étaient liés à la fraternité des premières multinationales germano-américaines, germano-anglaises, germano-ouest-européennes, c'est-à-dire une centaine de firmes dont les investissements ou intérêts s'entremêlaient depuis trois décennies.

Enfin, ils avaient protégé deux douzaines d'hommes d'affaires et banquiers juifs durant toute la période nazie. L'Holocauste, c'était pour les autres. Hermann Goering avait eu ses juifs à lui. Josef Goebbels avait eu les siens. «Ils» avaient eu les leurs. Ce qui n'empêchait pas qu'à l'heure du triomphe antinazi, Walter Funk, successeur de Schacht en 1939 à la présidence de la Banque du Reich, murmurait à ses interrogateurs à huis clos de Nuremberg : « Le cercle des amis de Bormann a peut-être été dissous, mais la confrérie continue de le soutenir, comme avant.»

En 1948 donc, Walter Funk (il décéda en mai 1960) savait que Bormann avait survécu et le disait. Cela n'intéressait cependant pas ses interlocuteurs, et moins encore le sort de son compère Gestapo-Müller, puisque ce dernier n'avait pas la main sur «le magot».

Funk connaissait très bien «la confrérie» dont il parlait : à savoir Abs, Pferdmenges, Hermann Schmitz, Kurt von Schröder, Rasche et autres banquiers et industriels, dont la liste serait trop longue à énumérer ici. Il savait aussi que plusieurs des vieux messieurs travaillaient dans l'ombre à sortir les uns ou les autres de leurs tracasseries judiciaires momentanées. C'est seulement après 1950 qu'ils commencèrent l'opération «rapatriement» des biens allemands.

Abs et Pferdmenges, en tête de la liste Pritzkoleit, bénéficiaient de l'appui de leurs anciens compagnons de travail des douze années du Reich nazi, mais ils pouvaient aussi compter sur ceux qu'ils avaient protégés des griffes de Müller... en s'arrangeant avec lui. Par exemple, la plus ancienne et respectable famille bancaire des Sal Oppenheim, et la J.H. Stein. Un des Warburg avait aussi profité en 1938 de la complaisance de Heinrich Müller pour quitter l'Allemagne sur la pointe des pieds.

Pferdmenges s'était installé en 1937 dans les bureaux de l'Oppenheim, qui n'était pas chassée, mais émigrerait discrètement dans les pièces arrière du local. Puis, en 1947, les Sal Oppenheim ont récupéré leurs biens, comme si rien n'était arrivé pendant ces dix années. Un des Oppenheim était même nommé consul honoraire de Bonn en Argentine, ce qui devait faciliter certaines opérations des vieux messieurs. Un autre Oppenheim, le baron Friedrich Karl, se distinguait en 1954 auprès de Jean Monnet. En 1961, le général de Gaulle le décorait de la Légion d'Honneur. La banque prospérait. Si bien qu'en devenant son directeur en juillet 1993, Karl-Otto Pöhl, après douze ans de présidence à la Banque fédérale d'Allemagne, confiait au Financial Times, le 22 juillet 1993 que le groupe Oppenheim «avait tant d'argent qu'il ne savait qu'en faire».

21.2. Le Mossad interdit toute opération

Cela concernait le plan intérieur ouest-allemand, mais avec des conséquences dans le domaine international. Et toujours dans le secret total, tandis qu'Adenauer, avec la bénédiction des Alliés, ouvrait en 1955 avec Moscou une ère de détente, d'entente et de coopération saluée par Khrouchtchev, même si le KGB et le GRU étaient au courant de ce qui se passait en Amérique du Sud.

Le journaliste américain Paul Manning a pu témoigner de la multiplication de ces arrangements, une fois Bormann débarrassé par de mystérieux assassinats d'un certain nombre de ses anciens protagonistes. Il avait rencontré chez un ami commun un homme d'affaires israélite, récemment émigré d'Argentine et installé à Hartford, dans le Connecticut. Déjà très fortuné, celui-ci lui avait confié sans se gêner, comme s'il s'agissait d'une bonne farce, qu'il devait sa réussite «à un coup de pouce financier de Bormann».

Une contre-enquête en Amérique du Sud m'a permis d'apprendre qu'entre 1954 et 1959, Martin Bormann avait ordonné à ses divers fondés de pouvoir - si cela pouvait protéger leurs activités - d'agréer dans leurs conseils «à égalité de responsabilités et de traitement» un certain nombre de juifs de la haute société.

Douterait-on de la portée des pas et démarches des vieux messieurs et du suivi de l'opération jusque dans les milieux du renseignement, qu'on trouvera maints détails dans le livre d'Alicia Dujovne Ortiz, la biographe d'Eva Peron. Ou encore dans les témoignages d'anciens du Mossad, fort déçus des ordres qu'ils recevaient de Tel-Aviv. Dans son ouvrage très documenté, Alicia Ortiz rapporte que Simon Wiesenthal, le célèbre chasseur de nazis, avait cessé d'enquêter en Argentine «sur la pression, disait-il, des dirigeants de la communauté juive de ce pays». Selon eux, «l'organisation Bormann n'était pas qu'un agrégat d'anciens nazis, mais aussi un groupe économique très puissant, dont les intérêts se plaçaient bien au-delà des idéologies».

Aucun doute ! Shimon Samuels, à l'époque délégué de Wiesenthal en Argentine, a rappelé dans le journal Pagina 12, en septembre 1993, que dans la période 1950-1960 «Israël a freiné nos recherches sur les criminels de guerre nazis».

Alicia Ortiz s'en inquiète alors auprès d'amis qui ne lui ont pas caché avoir participé au kidnapping d'Eichmann, en 1960.

«Et pourquoi pas Bormann ?» leur demande-t-elle.

- Israël était à l'époque trop isolée sur la scène mondiale pour se permettre en même temps deux procès de ce genre. »

Excuse dérisoire, car Israël a été rarement aussi entourée sur la scène internationale qu'en cette année 1960, et jusqu'à l'exécution d'Eichmann deux ans après. Et pourquoi, durant les trois heures du film de son procès, largement diffusées jusqu'en 2001, jamais n'est dit un mot sur le rôle de Müller, le patron d'Eichmann, sur ce qu'il est devenu après 1945, sur les correspondances de Bormann à Eichmann, saisies ultérieurement chez les fils d'Eichmann ?

En 1993, Zvi Asharoni, un des commandos qui avait enlevé Eichmann, racontait dans Pagina 12 qu'il avait à l'époque parfaitement repéré la ferme où vivait Josef Mengele, « l'ange de la mort d'Auschwitz », à la limite du Brésil et du Paraguay. C'est, précisait-il, Isser Harel, mon supérieur, qui m'a ordonné de laisser tomber !» Ce brillant directeur du Mossad n'a pu donner un tel ordre que parce que, quelque part, il y avait un accord entre «les vieux messieurs» de Bonn et Tel-Aviv. L'Humanité du 28 décembre 1993 a reproduit ces déclarations, sans commentaires. Les communautés juives de France n'ont pas relevé. Et toujours pas un mot sur le rôle de Müller. A se demander si cet homme a vraiment existé.

21.3. Les silences de Moscou

Il n'est besoin de longues exégèses pour expliquer à ce propos le grand silence du Kremlin. On a lu ici qu'il a fallu attendre l'an 2000 pour qu'un reportage, visé par le «nouveau» KGB, admette enfin que Bormann est bien mort à Asuncion en 1959. Mais toujours rien sur Müller. C'est que bouger la pierre sous laquelle on a enseveli Abakoumov et ses archives obligerait à en déplacer une autre : celle des rapports secrets germano-soviétiques avant et après 1939. Et, du coup, démasquer les dessous de l'après 1945, du noyautage par Müller et les nazis de Berlin-Est, Leipzig, Dresde, etc., de l'Allemagne fédérale et de l'Otan.

De leur côté, ni Bonn ni les services secrets américains en Allemagne n'ont jamais voulu admettre que pas seulement le KGB, mais avant le KGB, Müller avait su les noyauter.

Mais laissons parler deux auteurs fort différents qui ont donné sur ces questions un éclairage parlant.

D'abord Louis Kilzer. Dans son livre déjà cité, il remarque en passant : «Qui, à la fin des années 1940, aurait pu dire que le plus haut responsable de l'Holocauste après Hitler était un agent de Staline ?»

Il faut avoir vécu l'ambiance politique et intellectuelle de cette époque pour comprendre qu'évidemment aucune grande maison d'édition n'aurait toléré pareille affirmation qui, du coup, remettait en cause l'histoire officielle.

Mais déjà en 1967, l'ouvrage apologétique de Gilles Perrault sur Leopold Trepper (un des chefs et non pas le chef de l'Orchestre rouge) aurait dû attirer l'attention, d'autant que l'auteur était connu pour son appartenance à la gauche activiste. Perrault écrivait : «Il est avéré que Bormann nourrit fastueusement le jeu-radio, au grand scandale des ministères intéressés qui s'affolent de voir transmettre à l'ennemi des informations de premier ordre... La Gestapo continuait le jeu-radio pour son compte personnel. C'était pour son chef la possibilité de nouer à moindre risque un contact sincère avec le Centre...» Et d'ajouter, à l'évocation des milieux nationalistes allemands qui, après 1918, expliquaient leur défaite par la thèse du coup de poignard dans le dos : «... publier la trahison d'un Bormann ou d'un Muller permettrait aux néo-nazis de lancer une campagne du même genre...»

Donc à la trappe tous les faits, tous les documents, tous les témoignages qui raconteraient l'irréfutable. Telle n'est pas ma conception du travail de l'historien. Ce n'est pas non plus celle de l'éditeur de cet ouvrage.

ANNEXES

ANNEXE 1

IG-Farben et l'espionnage économique mondial, les «ZEFIS».

Notre collaborateur Clifford A. Kiracofe a découvert dans les Archives américaines un document inédit. Il a permis aux autorités américaines, grâce à Bernard Towell, alias « Holland », de la branche X-2 (contre-espionnage), d'établir à l'intention du Département d'Etat, en date du 26 juillet 1946, la liste du réseau d'espionnage économique mondial organisé par IG-Farben avant la guerre, et qui a fonctionné jusqu'en 1945, et peut-être au-delà (Dossier L4-9567).

Quatre départements de l'IG-F camouflaient dans leur personnel des « Zéfis », appellation donnée à des hommes de confiance postés dans tous les bureaux étrangers de la firme, uniquement chargés d'espionnage économique et commercial. C'est Hermann Schmitz, homme de confiance du Haut Etat-Major allemand qui, dès 1928, a entrepris cette implantation. Ami intime de Martin Bormann jusqu'en 1945, il chargea son associé à la direction de l'IG-F, Max Ligner, de remplir son rôle de gestionnaire du réseau en 1940, tandis que lui-même s'occupait spécifiquement de le greffer sur l'organisation secrète de Bormann, à partir de 1943.

Max ligner avait pour adjoints Walter Bachem, Wilhelm Helmerking, Emil de Haas (spécialement chargé de l'implantation en Chine) qui était secrétaire de la Karl Schurz Association, basée aux Etats-Unis. Cette association, en apparence américaine, créa ensuite une filiale en Allemagne. Le parti nazi ne la contrôlait pas, mais l'infiltra à partir de 1936.

Les renseignements des Zéfis étaient transmis par courriers spéciaux à l'organisme dit «Vowi» (initiales de «Economie du Peuple») contrôlé par Hermann Schmitz, qui se chargeait de les répercuter aux bureaux du ministère des Affaires étrangères et à l'organisation à l'étranger du parti nazi (Auslandsorganisation). Les notes les plus confidentielles étaient réservées à H. Schacht, le grand financier du Reich jusqu'en hiver 1939 (remplacé ensuite par W. Funk) et à Martin Bormann. Tout itinérant zéfi devait rendre compte de ses contacts, conversations, remarques.

Les listes en notre possession, valables jusqu'en 1945, couvrent une vingtaine de pays sur tous les continents. En France, un certain W. Passarge était un zéfi. Son frère Mario exerçait en Italie en tant que journaliste. En Suisse, M. Fuchsmann ; en Inde, Kretschmann et Karl Kadow ; en Norvège, Falkenberg, puis Fillinger, etc.

Aux Etats-Unis, c'est le groupe Chemnyko, sous la supervision de Walter Duisberg (dont l'auteur a connu la famille en Allemagne) et de Rudolf ligner, frère de Max, qui manipulaient plusieurs zéfis, ou hommes de confiance. Rudolf avait réussi à se faire naturaliser américain à la veille de la guerre de 1939.

Max ligner, arrêté en 1945, a été interrogé par Holland (Towell) et a dénoncé sans trop de pressions, l'industriel Borzig qui, près de Berlin, avait camouflé chez lui d'importants dossiers, puis un certain Heitinger, directeur de l'économie nationale, qui cachait chez lui en Haute-Bavière d'autres documents. L'enquête a conduit ensuite à des dossiers dissimulés dans la mine «Theodor», à Dillingen ; puis à Mlle Farella, à Würzburg-Neue Welt, Leutfresserweg, 32.

Ces documents ont été mis sous le coude parce qu'Ilgner révélait en 1945 que des transactions illégales, menées grâce aux zéfis, étaient passées par la National City Bank et l'Internationale Acceptance Bank, où Paul Warburg avait son mot à dire. A la veille de la capitulation de l'Allemagne, ligner et Schmitz ont fait déposer sur des comptes secrets de quoi payer trois mois de salaires à tous les zéfis, qu'ils fussent revenus en Allemagne ou encore en poste à l'étranger. Ce budget, soit une valeur de 600 millions de marks en 1944, était réparti dans seize banques.

ANNEXE 2

Bormann, les comités bancaires, les intermédiaires.

En mars 1945, à deux mois de la chute de Berlin, Bormann crée un comité spécifiquement chargé des transferts à l'étranger de la fortune en devises, brevets et autres avoirs du Grand Reich.

Sa composition est la suivante :

Président : Helmut Börnicke, du directoire de la Deutsche Bank, directeur de la banque du Brandebourg.

Vice-président : Heinrich Huncke, du directoire de la Deutsche Bank, président de la Chambre de Commerce de Berlin.

Membres : Wilhelm Avieny, directeur de banque à Frankfurt-am-Main, directeur de la Metallgesellschaft ; Walter Jander, directeur de la Commerzbank, administrateur de la Junkerswerke ; Walter Rafelsberger, commissaire aux Finances, Vienne, administrateur de la Kreditanstalt-Bankverein ; Wolfgang Richter, administrateur du Syndicat des Charbonnages, conseiller économique pour la région des Sudètes ; Julius Maier, administrateur de banques, conseiller économique du Hanovre ; Walter Schiller, administrateur de la Dresdner Bank, conseiller économique de la Thuringe ; Christian Franke, conseiller économique pour Münster et la Westphalie du Nord, président de la Chambre de Commerce de Münster ; Karl Heinz Heuser, suppléant de Heinrich Huncke.

L'auteur n'a retrouvé la trace d'aucune enquête alliée concernant ces hommes, après 1945, sauf interrogatoires d'identité. Plusieurs d'entre eux ont réapparu à des postes secondaires après 1949, dans les milieux économiques et bancaires ouest-allemands. Ils étaient consultés depuis 1947 par les vieux messieurs de la liste Pritzkolet, mentionnée dans le dernier chapitre de cet ouvrage, lorsque ces derniers ont travaillé à la récupération des transferts de Bormann à l'étranger et dans de nombreuses firmes étrangères qui camouflaient les avoirs allemands. La liste des vieux messieurs, chargés par le gouvernement de Bonn de ces récupérations était la suivante en 1951 :

Robert Pferdmeniges, conseiller de Konrad Adenauer.

Hermann J. Abs, directeur depuis 1937 de la Deutsche Bank, conseiller d'Adenauer.

Wilhelm Vocke, co-directeur de la Deutsche Bank.

Karl Bernhard, co-directeur de la Deutsche Bank, lié à Hjalmar Schacht depuis 1930.

Albert Schäfer, président de la Chambre de Commerce de Hambourg.

Alfred Schäfer, frère d'Albert, directeur en Suisse d'Interhandel, pour IG-Farben.

Fritz Berg, co-président de la Fédération des industries allemandes, soit 38 Fédérations, groupant 80 000 entreprises.

Karl Blessing, président jusqu'en 1945 de la Continental Oil, et durant les années 1950, de la Margarin Union à Hambourg.

Wörmann (sans prénom dans la liste Pritzkoleit), professeur en sciences agricoles.

Friedrich Spennrath, PDG à Berlin de la General Electric/Allemagne.

Parlementaires à leur service : Elbrächter, droit conservateur ; Muser, Pohle et Naegel, pour les Chrétiens-démocrates (CDU) ; Welhausen pour les Libéraux-démocrates (FDP).

N.B. - Plusieurs d'entre eux sont cités dans les enquêtes du Kilgore Committee américain, en raison de leurs relations avérées avec Hermann Schmitz (IG-Farben) et Martin Bormann.